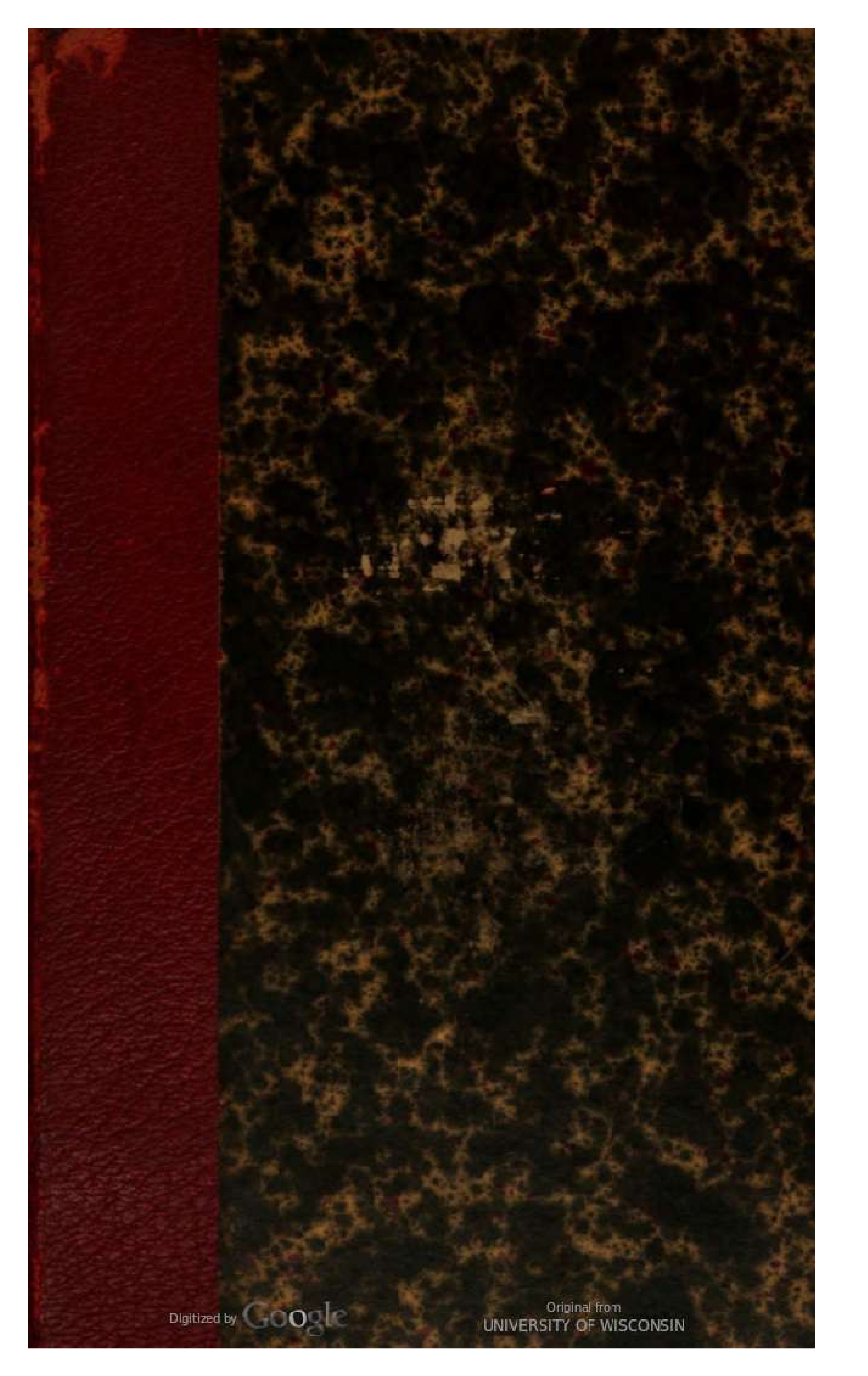
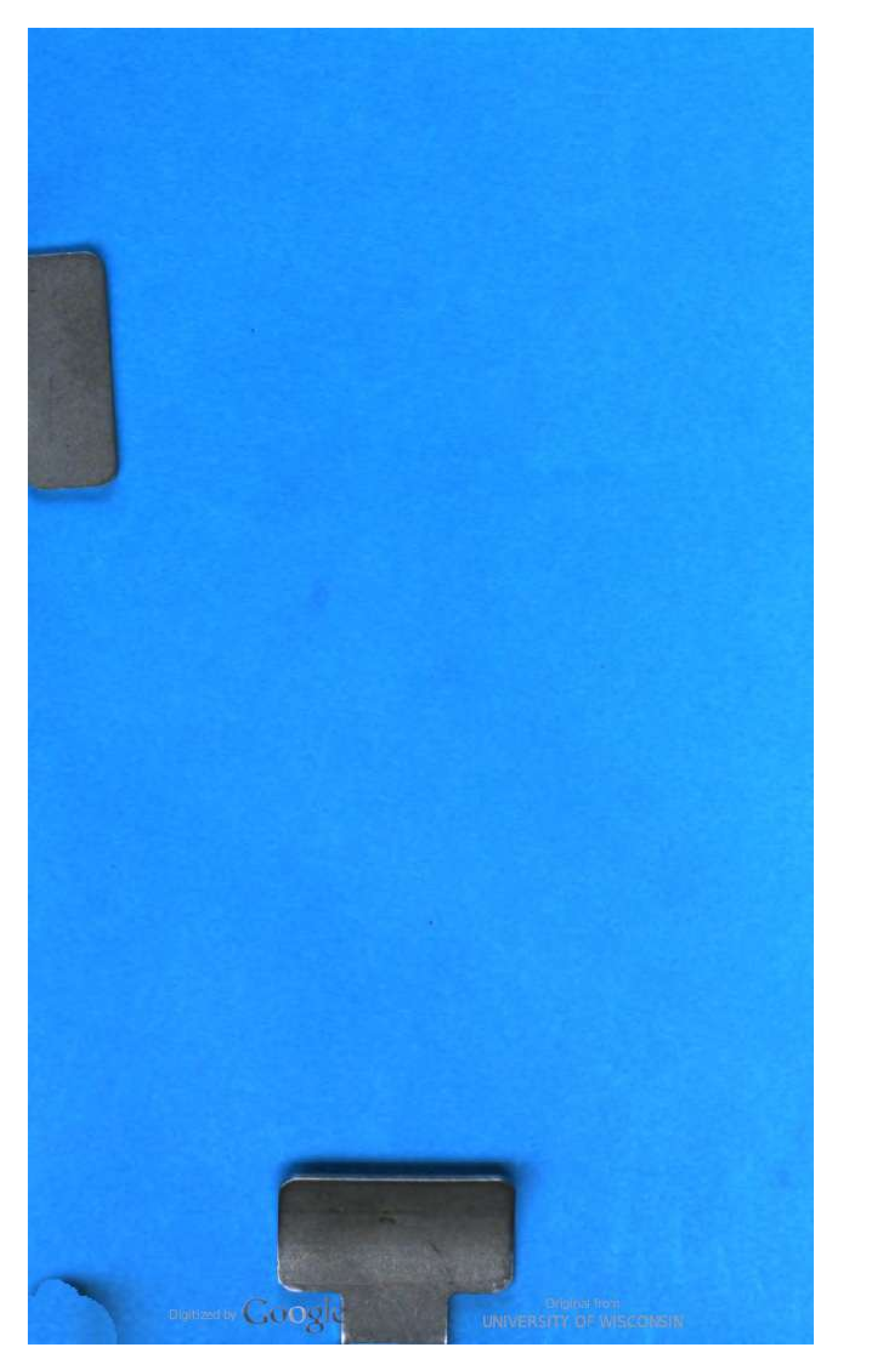
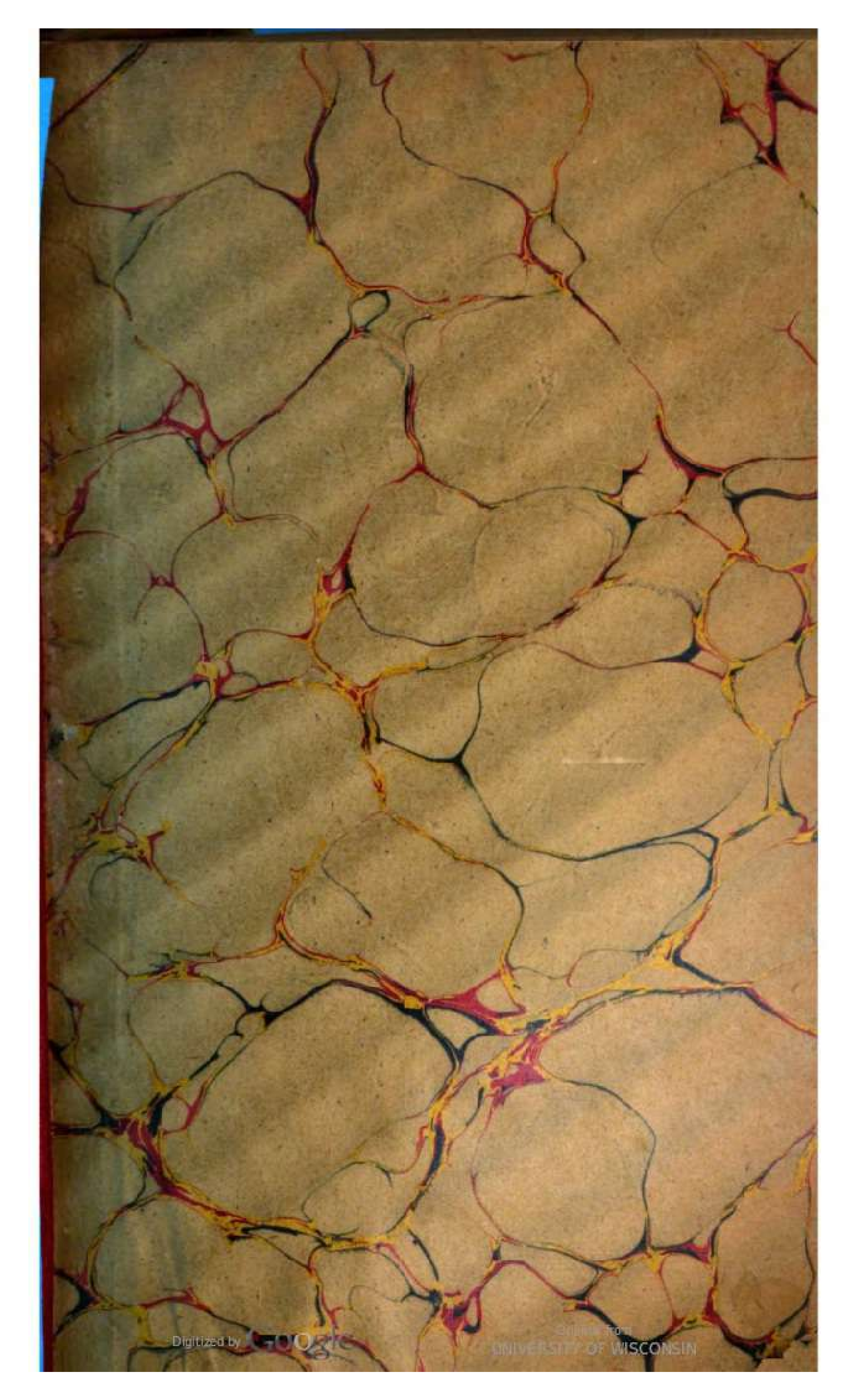






FRÉDÉRIC II

ET

LOUIS XV

I

CALMANN LÉVY, ÉDITEUR

DU MÊME AUTEUR

Format in-8.

Format in-18.

Imprimerie P. Mouillot, 13, quai Voltaire, Paris. — 48850

FRÉDÉRIC II

ET

LOUIS XV

D'APRÈS DES DOCUMENTS NOUVEAUX

1742 — 1744

PAR

LE DUC DE BROGLIE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

I



PARIS

CALMANN LÉVY, ÉDITEUR

ANCIENNE MAISON MICHEL LÉVY FRÈRES

3, RUE AUBER, 3

1883

FRÉDÉRIC II ET LOUIS XV

CHAPITRE PREMIER

LA RETRAITE DE PRAGUE

Le maréchal de Belle-Isle, d'après les instructions de son gouvernement, fait demander une entrevue au grand-duc de Toscane, pour traiter de la paix. — Entrevue du maréchal avec le général autrichien Königseck. — Fleury tâche de s'entendre directement avec l'Autriche par l'intermédiaire du marquis de Stainville, envoyé de Toscane. — Sa lettre au maréchal de Königseck. — Mécontentement qu'il témoigne au maréchal de Belle-Isle. — Réponse de Belle-Isle. — Négociation engagée entre les diverses puissances d'Europe. — Marie-Thérèse ne se prête à aucune concession. — Sa réponse hautaine à l'ouverture de la France. — Elle fait publier dans les gazettes de Hollande la lettre de Fleury à Königseck. — Irritation du cardinal et résolution prise par le ministère français d'envoyer en Allemagne l'armée commandée par le maréchal de Maillebois, pour délivrer l'armée assiégée dans Prague. — Situation pénible de cette armée. — Différend entre les maré-



chaux de Broglie et de Belle-Isle. — A la nouvelle de l'approche de l'armée de Maillebois, Könïgseck fait demander une seconde entrevue à Belle-Isle. — Belle-Isle refuse de renouer la négociation avant d'avoir reçu de nouvelles instructions. — Arrivée de Maillebois à Egra. — Les Autrichiens lèvent le siège de Prague.

Le comte de Saxe amène le corps d'armée de Bavière qui fait sa jonction avec l'armée de Maillebois. — Khevenhüller amène de son côté un corps d'armée autrichien. — Les deux armées restent en présence et les généraux tentent d'entrer en accommodement. — Marie-Thérèse s'y refuse. — Maillebois se met en marche pour délivrer Prague. — Il donne rendez-vous au maréchal de Broglie à Leimeritz sur la frontière de Saxe. — Difficultés qu'il rencontre dans sa marche sur Leimeritz. — Il est forcé de rétrograder et de ramener son armée sur le Danube. — Désappointement et désespoir des Français assiégés dans Prague. — Le maréchal de Broglie reçoit l'ordre de quitter Prague pour aller prendre le commandement de l'armée de Maillebois. — Belle-Isle est chargé du commandement de l'armée assiégée. — Départ de Broglie et son arrivée en Bavière. — Kevenhüller le suit sur le Danube, tandis que Lobkowitz reprend le siège de Prague. — Attaque de la ville de Braunau, défendue par le maréchal de Broglie. — Broglie prend ses quartiers d'hiver en Bavière, et renonce à secourir Belle-Isle. — Belle-Isle prend le parti de quitter Prague. — Préparatifs et ordre de la retraite. — L'armée quitte Prague le 17 décembre. — Ses souffrances pendant la retraite. — Arrivée de l'armée à Egra. — Jugements divers portés sur la conduite de Belle-Isle. — Il reçoit l'ordre de rentrer en France après avoir été trouver l'empereur à Francfort.

I

Ce fut le 2 juillet 1742 que le maréchal de Belle-Isle, exécutant les ordres qu'il avait reçus du cardinal de Fleury, sortit de Prague à cheval avec une escorte de grenadiers pour se rendre au petit village de Komarsau, sur la rive droite de la Moldau, où il devait rencontrer le général autrichien chargé de recevoir ses propositions de paix.

Le grand-duc François, arrivé au camp de son frère, le prince Charles de Lorraine, quelques jours auparavant, avait désigné pour cet office d'intermédiaire le vieux maréchal Königseck. C'était un militaire expérimenté et qui, dans sa longue carrière, avait eu à plusieurs reprises avec la France des rapports dont on gardait à Versailles un bon souvenir; mais son esprit était borné et son caractère assez faible. Aussi ne l'avait-on chargé que d'écouter les offres de Belle-Isle, sans l'investir d'aucun pouvoir pour y répondre. Le grand-

duc savait d'ailleurs que la reine son épouse s'était refusée d'abord avec hauteur même à cette entrevue sans conséquence. « S'agit-il, avait-elle dit, d'une capitulation, le moindre officier est bon pour la faire. » Et lorsque enfin elle s'était rendue aux instances de ses ministres, c'était dans ces termes peu encourageants : « A la bonne heure ! mais qu'on sache que je ne me prêterai à aucune faiblesse[1]. »

Moins d'un an s'était écoulé depuis que Belle-Isle, après un séjour triomphal à Versailles, était rentré en Allemagne, amenant à sa suite une armée qui ne respirait que batailles et conquêtes ; moins de six mois depuis le jour où il avait posé lui-même la couronne impériale sur la tête d'un césar fait par ses mains. Quel changement ! Quel retour de fortune ! et quel devait être l'état d'âme du patriote ambitieux, qui avait conçu, un instant même réalisé, le rêve de détruire l'œuvre de Charles-Quint, de surpasser Richelieu, et d'égaler Turenne, et qui se voyait aujourd'hui contraint de venir

1. D'Arneth, t. II, p. 47 et 107.

attendre les volontés, et implorer la clémence de la femme outragée dont il avait méprisé tous les droits! Jamais pénitent du moyen âge faisant sur les marches d'une église, pieds nus et la corde au cou, confession publique de ses péchés, ne dut ressentir de douleur plus mortifiante. Le calice devait être d'autant plus amer qu'au poids d'une nécessité impérieuse se joignait pour Belle-Isle le sentiment d'une écrasante responsabilité. Ayant tenu à garder en main aussi bien la conduite des armées que le fil des négociations, il ne pouvait se dissimuler qu'à ces deux points de vue, politique et militaire, la situation où il avait lui-même, presque lui seul, amené sa patrie, était également périlleuse et à peu près désespérée.

Deux armées françaises foulaient bien encore le sol de l'Allemagne : mais l'une, la vieille, la brillante armée qu'il avait formée avec amour, décimée aujourd'hui par les maladies, les fatigues et les désertions, n'aspirait plus qu'au repos. De quarante mille hommes qu'elle pouvait mettre en ligne quand elle passait fière-

ment le Rhin, elle ne comptait plus que vingt mille fantassins à peine et quatre à cinq mille cavaliers. D'un jour à l'autre il fallait s'attendre à la voir investie et bientôt affamée derrière les remparts d'une place de guerre qui, trouvée par elle en pauvre état l'année précédente (puisqu'on avait pu l'emporter par surprise), n'avait été depuis lors que très imparfaitement réparée. L'autre armée, celle qui était destinée à reconquérir la Bavière et dont le maréchal de Broglie, avant sa défaite, devait aller prendre la conduite, venait à peine d'arriver sur les rives du Haut-Danube : elle avançait lentement, attendant son général, qui n'arrivait pas, sous la direction timide d'un chef provisoire, le duc d'Harcourt, qui n'osait rien risquer, parce qu'il n'avait ni les droits ni l'autorité d'un commandant supérieur. Tous ses mouvements étaient d'ailleurs surveillés et tenus en échec par le corps d'armée du maréchal Khevenhüller, qui restait toujours maître de Munich. Bien des jours devaient s'écouler et bien des combats devaient être rendus avant qu'elle pût venir en aide aux troupes renfermées dans Prague, soit

par une diversion heureuse, soit par une jonction toujours difficile à opérer.

Mais cette défaillance militaire n'était pas le seul ni le plus grand mal, car l'armée autrichienne, avec sa composition faite un peu au hasard, et ses bandes indisciplinées de Hongrois, de Croates et de Pandours, avait bien aussi ses faiblesses et un coup d'audace ou de fortune pouvait encore tout réparer. Le vrai sujet d'alarmes, c'était l'orage qui s'amassait de tous les coins de cet horizon européen, que Belle-Isle (l'ayant depuis plus d'une année parcouru tant de fois du regard) pouvait maintenant embrasser d'un seul coup d'œil. C'étaient toute l'Allemagne et même toute l'Europe, que la seule défection de Frédéric semblait avoir dégagées de tout lien envers la France et enrôlées contre elle dans une conspiration ouverte ou sourde.

A Londres, un ministère nouveau, appuyé sur une majorité parlementaire belliqueuse, brûlait de signaler son avènement par quelque grand coup frappé contre l'éternelle ennemie de la grandeur britannique. La contagion de

cette ardeur guerrière semblait déjà gagner les bourgeois de La Haye ou d'Amsterdam, chez qui un ministre anglais très actif, le lord Stairs, soufflait le feu sans relâche. En Italie, l'ambition piémontaise avait jeté le masque, et l'Espagne avait peine à lui tenir tête. Déjà le cabinet de Madrid se plaignait avec aigreur qu'on lui laissait porter seul toute la charge de la guerre et que ses armées, aventurées au delà du Pô, ne recevaient de la France aucun appui efficace. Pour peu que, dans une coalition nouvelle, on consentît à faire une part à la tendresse maternelle d'Élisabeth Farnèse, l'intrigante princesse pouvait, à l'improviste, par un revirement subit qui était assez dans ses habitudes, changer de camp et passer d'une alliance à l'autre. A Saint-Pétersbourg le crédit de France, porté si haut par l'avènement d'Élisabeth, s'affaiblissait insensiblement, la nouvelle impératrice n'ayant pu consentir aux exigences excessives des Suédois que l'ambassadeur, La Chétardie, avait eu l'imprudence de soutenir.

Chaque jour aussi voyait s'éclaircir, à Franc-

fort, les rangs de la majorité factice et précaire qui avait porté Charles VII sur le trône. La Saxe avait déjà suivi la Prusse, et le débile Auguste III ne songeait plus qu'à faire pardonner à Vienne, où son cœur était toujours resté attaché, un égarement momentané. Après Dresde, Trèves, Cologne, Mayence, puis toutes les principautés inférieures, allaient s'éloigner, l'une à la suite de l'autre, comme se dispersent les grains d'un chapelet dont le fil est rompu. L'exemple de la défection était venu de si près et de si haut qu'on ne pouvait plus compter sur personne, même à côté de soi, dans la plus étroite intimité — pas même sur les habitants de Prague, dont les uns étaient restés Autrichiens au fond de l'âme, tandis que les autres ne faisaient que suivre docilement le cours de la fortune — pas même sur le pauvre empereur, qui, toujours criant misère, pouvait, de guerre lasse et par la famine, être tenté de racheter, au moyen d'une concession opportune, la restitution de ses États héréditaires. D'ailleurs, dénué à la fois de capacité personnelle et de ressources matérielles comme l'était ce fantôme

de souverain, son amitié apportait plus de charges que d'avantages, et tel moment critique était déjà à prévoir où sa fidélité, imposant des devoirs réciproques, serait plus incommode que sa défection.

Il n'était pas une de ces menaces, pas une de ces éventualités redoutables qui ne dût être présente à l'esprit de Belle-Isle au moment où il abordait le négociateur autrichien. Rien cependant dans son attitude ne trahit l'agitation de son âme. Le récit que sa dépêche nous fait de cette entrevue ne diffère par la fermeté, je dirais presque par la hauteur du ton, d'aucun de ceux où nous l'avons entendu rendre compte de ses succès et de ses espérances. Rien d'humble, rien de suppliant, rien même de trop douloureux dans l'exposé sincère qu'il trace des faiblesses de la situation. Dans ses entretiens avec le général autrichien, point de ces larmes et de ces défaillances qui déshonorent les vaincus sans émouvoir le vainqueur. L'usage du monde, le sentiment des convenances, je ne sais quelle confiance dans la dignité d'un rang qu'aucune adversité ne pouvait ébranler,

donnaient aux hommes d'autrefois un calme dans le langage et une tenue dans toute leur manière d'être auxquels nous ne sommes plus habitués.

« Je me suis rendu, dit-il, aujourd'hui au rendez-vous, à l'heure marquée : j'y ai été à cheval, j'y suis arrivé avant M. le maréchal de Königseck, qui, à cause de la goutte dont il est attaqué, n'a pu y venir qu'en carrosse qui *vont* (*sic*) difficilement sur le bord de la Moldau. J'ai fait occuper la droite dans la cour du château par les grenadiers de mon escorte, aussi bien que par les carabiniers ; en dehors, toutes les sentinelles qui ont été mises aux portes ont occupé la droite, et celles de M. de Königseck la gauche. J'ai exposé la volonté où avaient toujours été le roi et M. le cardinal de procurer la pacification générale ; que la démarche que venait de faire le roi de Prusse avait engagé Son Éminence à m'envoyer les pleins pouvoirs pour me mettre en état de faire cesser les troubles qui agitaient l'Allemagne, autant qu'il pourrait dépendre de Sa Majesté, persuadée qu'on n'exigerait jamais d'elle rien qui ne fût

convenable à la dignité de sa couronne, à ce qu'elle devait à elle et à ses alliés. »

L'Autrichien répondit avec une politesse extrême, mais avec une froideur visible. On remarqua même (et probablement l'observation fut faite par un des assistants qui se tenaient à distance) qu'il évita de tendre la main au maréchal de Belle-Isle. Mais, sur le roi de France, et même sur le cardinal, il s'exprima dans des termes d'une parfaite convenance. « M. de Königseck m'a répondu que la reine sa maîtresse n'avait pris les armes que pour sa propre défense, qu'elle avait fait à plusieurs reprises les offres les plus avantageuses, qui avaient toujours été rejetées, ce qui l'avait obligée à avoir recours successivement à toutes les puissances d'Europe, qu'elle avait enfin trouvé des alliés sans lesquels elle ne pouvait rien faire, il m'a nommé le roi d'Angleterre, la Sardaigne et la Russie, — que M. le cardinal étant l'âme de tous ceux qui avaient agi contre elle, c'était à lui à proposer un plan tel qu'il le jugeait convenable; que la situation de la reine sa maîtresse étant aujourd'hui fort différente, il convenait

que les conditions le fussent à proportion. Il a parlé de M. le cardinal avec toute la considération possible. Il s'est loué de toutes les marques de bonté et d'amitié qu'il en avait reçues en toute occasion, et il a conclu que si nous voulions efficacement la paix, nous devions commencer par évacuer la Bohême et par faire cesser le dommage que nous causions. »

Cette proposition n'avait rien d'excessif, et Belle-Isle, qui d'ailleurs s'y attendait, ne put faire difficulté de le reconnaître ; mais bien que ses instructions ne lui eussent tracé à cet égard aucune ligne de conduite précise, la condition ne lui paraissait acceptable qu'autant que, par une juste compensation, les troupes autrichiennes seraient le même jour retirées de la Bavière. Une fois les choses mises ainsi en état et chacun rentré dans son bien, un armistice, fit-il observer, pouvait être conclu honorablement comme le prélude d'une paix générale à laquelle les alliés des deux partis seraient appelés à concourir. Pour appuyer ce plan, qui était aussi équitable que digne, il crut devoir passer en revue toutes les forces qui res-

taient encore à la France et qui devaient rendre un accord avec elle désirable, et la reprise des hostilités à craindre pour ses adversaires.

« Je lui ai dit que nous avions des vivres pour plus de six mois, et que si, maîtres de la campagne comme ils allaient l'être par leur nombreuse cavalerie, ils nous causaient bien de l'incommodité, il conviendrait aussi que trente mille hommes, maîtres de la ville capitale, leur feraient bien de l'embarras; que la multitude qu'ils rassemblaient autour ruinait encore plus la Bohême que nous; qu'il savait bien que toute leur infanterie réunie n'était pas capable de nous forcer dans cette place, et que c'était bien heureux pour la reine, bien plus commode pour ses généraux, bien plus utile pour les peuples que nous voulussions bien nous en aller, parce que, indépendamment de tous ces motifs, les mêmes vicissitudes que la reine venait d'éprouver en sa faveur, par la défection du roi de Prusse, pourraient nous devenir favorables; que nous avions une armée considérable sur le Danube, qui, jointe aux troupes impériales, était très supérieure à celle

de M. de Khevenhüller; qu'une victoire en Bavière pouvait avoir les mêmes effets que l'affaire de Denain; qu'on n'ignorait pas la puissance du roi et les ressources de la France ; que l'empire ne souffrirait pas de voir son chef poussé trop loin; que le roi de Prusse lui-même pourrait encore changer; qu'enfin il était trop sage pour ne pas sentir que le temps le plus favorable pour faire la paix était celui où se trouvait présentement sa maîtresse. M. de Königseck n'en est pas disconvenu : je dois même, à cette occasion, dire qu'il m'a toujours parlé avec une convenance et une sagesse infinies. Il ne lui est échappé aucun reproche, ni même aucun terme désobligeant, mais il ne s'est engagé à rien et a tout mis au compte qu'il rendrait au grand-duc. »

Le point sur lequel il fut impossible de tirer une parole de Königseck, ce fut celui-là même qui, aux yeux de Belle-Isle, pouvait seul ôter à la proposition dont il était porteur le caractère d'une capitulation humiliante : à savoir l'évacuation d'un pas égal (c'est son expression) de la Bavière et de la Bohême. « J'ai bien

remarqué, disait-il, en terminant, qu'il a coulé légèrement sur cette partie... Je n'ai pas cru devoir l'approfondir, jusqu'à ce que je voie s'ils entreront tout de bon en matière, car, outre qu'il sera temps alors de discuter ce point, qui me paraît tout à fait convenable et nécessaire, j'espère toujours recevoir de vous de nouveaux ordres et des instructions précises sur la conduite que j'aurai à tenir... Si cette condition m'est refusée, ajoutait-il (comme pour prévenir quelque faiblesse qu'il lui aurait trop coûté de subir), ce refus sera si injuste qu'il ne me serait pas possible de passer par-dessus, si je n'en ai un ordre précis et absolu. » L'entrevue se termina ainsi, sans qu'aucun jour fût fixé pour une nouvelle rencontre, Königseck ayant répété qu'il devait faire rapport de tout au prince, qui ne pouvait manquer lui-même d'en écrire à Vienne [1].

1. Belle-Isle à Amelot. Prague, 2 juillet 1742. (*Correspondance d'Allemagne*. Ministère des affaires étrangères.) — Chambrier à Frédéric, 27 juillet 1742. (*Correspondance interceptée*. Ministère des affaires étrangères.) C'est Chambrier qui mentionne l'extrême froideur de Königseck pour Belle-Isle et son refus de lui tendre la main. — Voir, appendice A, le récit de la même entrevue tiré des dépêches anglaises.



Belle-Isle n'avait pas tort de penser qu'il ne rencontrerait chez Fleury, ni sur le point qui lui tenait au cœur, ni sur aucun autre, une résolution égale à la sienne. Sa lettre trouva le cardinal livré au plus profond abattement. Le désir d'en finir avec cette guerre malheureuse croissait chez le vieillard avec l'affaissement de plus en plus sensible de ses forces physiques. La paix n'était plus seulement à ses yeux la seule ressource d'une politique découragée ; c'était pour lui-même l'unique moyen d'obtenir un peu de repos et de prolonger de quelques jours son existence. C'était ce dernier espoir, non pas même de salut, mais de répit, auquel un mourant s'attache avec une fiévreuse angoisse. Dans cette disposition, la lecture du récit de Belle-Isle, les termes de politesse bienveillante dont Königseck s'était servi à son égard, et qui contrastaient avec la froideur témoignée au maréchal lui-même, lui firent croire qu'en intervenant de sa personne il se ferait peut-être mieux écouter encore que son représentant.

Il manda auprès de lui l'agent que le grand-

duc, en qualité de souverain de Toscane, gardait encore à Versailles, le marquis de Stainville. Et, comme pour entrer en matière avec cet envoyé, il se plaignait que les réponses évasives de Königseck laissaient peu d'espoir de conciliation : « Ne voyez-vous pas, lui dit Stainville (flatté sans doute de prendre la négociation à son compte) que vous aviez choisi un mauvais ambassadeur? La reine ne sait-elle pas que M. de Belle-Isle est l'inspirateur de la guerre qu'on lui a déclarée, et l'auteur véritable de tout le mal qu'on lui a fait? Un tel choix était-il fait pour lui plaire? » — Frappé de cette pensée, qui répondait à la sienne, Fleury offrit au ministre toscan la commission, que celui-ci accepta volontiers, de transmettre directement à Vienne des offres pareilles à celles dont Belle-Isle s'était chargé; et, pour être plus sûr que les propositions de paix ne sortiraient pas de cette voie confidentielle, Stainville dut faire savoir à la reine que si elle voulait bien s'abstenir de communiquer les bases de la négociation projetée à l'Angleterre, la France, de son côté, s'en-

gagerait à ne pas en entretenir l'empereur[1].

Les paroles de Stainville, jetées peut-être un peu au hasard, inspirèrent encore à Fleury une autre et bien plus triste pensée : ce fut d'essayer s'il pourrait fléchir la reine offensée, en dégageant lui-même sa responsabilité des fautes passées, pour en rejeter tout le tort sur les conseils et sur l'influence de Belle-Isle. Désaveu tardif, aussi peu habile que digne et qui, en révélant à l'altière princesse le secret d'une méprisable faiblesse, ne pouvait qu'encourager la hauteur de ses prétentions. Le dessein était d'autant moins généreux que le téméraire maréchal (auquel il aurait fallu savoir résister en face en temps opportun), maintenant absent et malheureux, était accablé d'un de ces retours d'opinion publique par lesquels se signalent, dans les jours d'épreuves, l'inconstance et l'ingratitude populaires. Ce n'est pas d'hier que les Français ont l'habitude

1. Chambrier à Frédéric, *l. c.* — Robinson, ministre à Vienne, à lord Carteret, ministre des affaires étrangères d'Angleterre, 7 juillet 1742. (*Correspondance de Vienne*. Record Office de Londres.)

de briser leurs idoles aussi rapidement qu'ils les élèvent. De la confiance enthousiaste qui s'attachait naguère au nom de Belle-Isle nulle trace, nul souvenir ne restaient que dans le cœur de quelques amis. Partout ailleurs que chez ces rares fidèles, à la cour, dans les ministères, dans les lieux publics, c'était une défaveur universelle ; les quolibets, les couplets satiriques pleuvaient contre le fou qui avait mené une armée française périr dans un pays perdu, contre la dupe qui s'était laissé jouer par Frédéric. Tous les recueils de chansons du temps ne sont pleins que de ces sanglantes épigrammes[1]. Déconcertés par cet assaut de reproches à moitié fondés et de plaisanteries cruelles, les partisans que Belle-Isle comptait encore s'y prenaient assez maladroitement pour le défendre, car ils n'imaginaient rien

1. Ces recueils de chansons, qu'on réimprime aujourd'hui, sont des documents dont on doit se servir avec une grande réserve, car ils sont aussi dépourvus (ce qui n'est pas peu dire) de valeur historique que de décence et de mérite poétique. En les prenant au sérieux, on s'expose à se faire l'écho de tous les scandaleux commérages auxquels on ne pouvait ajouter foi que dans un temps où aucune publicité n'existait pour les contrôler. La plupart des erreurs dont fourmillent les derniers volumes de Michelet sont dues à la

de mieux que de se faire l'écho des mauvais propos de Frédéric et d'imputer la défection prussienne à la découverte de prétendues intrigues nouées par Fleury avec l'Autriche. Ce mode de justification, outre qu'il avait le tort

confiance exagérée qu'il a prêtée à des témoignages de cette nature. Je cite ici, seulement pour mémoire, quelques-uns des meilleurs ou plutôt des moins mauvais couplets faits alors à l'adresse de Belle-Isle.

Fouquet, mon ami,
Qui t'a fait si sago,
D'avoir entrepris
Un si grand voyage?
Tu finiras, ce dit-on,
Comme a fini Phaéton.

Le roi décore ce grand nom
Du noble comte dé Vernon
Du premier rang de son état.
Alleluia!

Ce nouveau confrère de plus,
Vous fait honneur, messieurs les ducs;
Il vous fallait ce Fouquet-là.
Alleluia!

Notre honnête homme de cardinal,
Fleury, ministre sans égal,
N'a qu'à partir après cela.
Alleluia!

On dit que notre ambassadeur
Nous a fait un empereur.
On dit que Son Excellence
A laissé Sa Majesté
Sans état et sans finances.
C'est la pure vérité.

de reposer sur une calomnie, avait aussi l'inconvénient de piquer au vif l'amour-propre d'un vieillard encore assez vivant pour se faire craindre.

Sous l'empire de ces motifs divers, moitié faiblesse et moitié dépit, Fleury se décida à une démarche qui a laissé sur sa mémoire une tache ineffaçable : il prit la plume et de sa main tremblante écrivit lui-même à M. de Königseck, sous prétexte de le remercier des paroles obligeantes que Belle-Isle lui avait fait connaître : « M. le maréchal de Belle-Isle, lui disait-il, ne m'a pas laissé ignorer, monsieur, la bonté que Votre Excellence a eue de se souvenir de moi dans la conférence qu'il a eue avec elle, et je me flatte que mes sentiments pour sa personne et pour ses talents lui sont connus depuis trop longtemps pour ne pas être persuadé que je serai toujours très sensible aux marques de l'honneur de son amitié. Je m'en serais tenu pourtant au simple remerciement que je lui dois, si je ne me croyais pas obligé de lui témoigner la peine extrême que j'ai eue en apprenant qu'on me regardait à Vienne

comme l'auteur principal de tous les troubles qui agitent aujourd'hui l'Allemagne. Il ne me conviendrait pas, dans le moment présent, de me justifier d'une accusation que je ne mérite certainement pas, et moins encore de le faire aux dépens de personne. Je ne puis pourtant pas m'empêcher d'assurer Votre Excellence que votre cour ne me rend pas justice. Bien des gens savent combien j'ai été opposé aux résolutions que nous avons prises et que j'ai été en quelque façon obligé d'y consentir par des motifs pressants qu'on m'a allégués, et Votre Excellence est trop instruite de ce qui se passe pour ne pas *deviner aisément celui qui mit tout en œuvre pour déterminer le roi à entrer dans une ligne qui était si contraire à mes goûts et à mes principes*. J'ai regretté souvent, monsieur, de n'être point à la portée de m'en ouvrir avec Votre Excellence, parce que la connaissance que j'ai de son caractère et de ses lumières me faisait présumer qu'il eût été très possible de trouver des moyens de prévenir une guerre qui ne pouvait qu'opérer de grands malheurs et l'effusion du sang humain. Dieu ne l'a pas per-

mis, et j'ose protester que c'est ce qui cause toute l'amertume de ma vie... Les grands maux ne sont pourtant pas toujours sans remède quand on est également disposé de tous côtés à les chercher. Il s'agit aujourd'hui d'arrêter du moins les suites funestes d'une guerre qui est prête à embraser toute l'Europe. Je ne puis qu'approuver tout ce que Votre Excellence a dit à M. le maréchal de Belle-Isle, et je conviens qu'il est juste que les propositions d'un accommodement soient proportionnées à la situation où se trouvent les puissances respectives. Mais vous êtes trop équitable aussi, monsieur, et vous connaissez trop l'incertitude des événements, pour ne pas convenir aussi que, quelque succès dont Dieu favorise quelqu'un, l'humanité, la religion, ni même la politique ne doivent pas porter à en abuser, ni même à en tirer tous les avantages dont on pourrait se flatter. Ce serait mettre des barrières insurmontables à une sincère réconciliation et laisser des semences d'une haine et d'une division éternelles[1]. »

1. Fleury à Königseck, 11 juillet 1742. Cette pièce ayant été imprimée dans la *Gazette de Hollande*, comme on va le



Presque en même temps que cette déplorable épître, où l'on retrouve encore pourtant, sous la pauvreté du fond, quelque trace de la bonne grâce et du goût propres au style habituel du cardinal, une autre partait à l'adresse de Belle-Isle, dont la sécheresse hautaine n'avait plus rien de cette gentillesse si connue.

« Je ne puis vous dissimuler, monsieur, y était-il dit, l'étonnement où j'ai été d'apprendre que des gens connus pour vous être attachés ont eu la bonté de publier que le roi de Prusse n'avait fait que me prévenir en faisant la paix, parce que j'avais envoyé un homme à Vienne secrètement pour négocier la nôtre. Je par-

voir, est insérée à peu près dans tous les recueils historiques du temps : on peut en trouver en particulier le texte complet dans un appendice aux *Mémoires de Luynes*, t. IV, p. 321. C'est d'ailleurs évidemment cette lettre, postérieure de trois semaines à la défection prussienne, que les écrivains, notamment Michelet, ont confondue avec la prétendue épître adressée par Fleury à Vienne et que Frédéric aurait montrée à Belle-Isle dans une entrevue qui n'eut jamais lieu. — On voit par la correspondance de Valori que Frédéric, quand il eut connaissance de l'excuse alléguée par le cardinal pour se justifier auprès de Marie-Thérèse, fut tenté d'y voir une allusion à sa personne, et qu'il fallut lui expliquer que c'était Belle-Isle et non lui qui était désigné comme l'auteur véritable de la guerre. Valori à Amelot, 4 sept., 1742.

donne au roi de Prusse d'avoir adopté cette fausseté pour justifier son changement; mais qu'un Français au service du roi ose répandre une aussi noire calomnie sans en avoir le plus léger indice, j'avoue que ce procédé me surprend plus qu'il me blesse. S'il ne regardait que moi personnellement, je ne m'en mettrais pas en peine, mais c'est attaquer la bonne foi du roi, sans l'aveu duquel je n'aurais osé faire une pareille tentative. Je vous honore, monsieur, très parfaitement[1]. »

Ces deux lettres privées furent accompagnées ou suivies de communications officielles dans lesquelles Belle-Isle put aisément reconnaître, sous la convenance extérieure des paroles, le même sentiment d'irritation et de déplaisir. Par

1. Fleury à Belle-Isle, 5 juillet 1742. (*Correspondances diverses*. Ministère de la guerre.) — Cette lettre est la meilleure preuve que Fleury n'avait sur la conscience aucune des intrigues dont l'histoire l'a accusé. Il n'eût point osé tenir un tel langage s'il eût craint d'être démenti par une preuve que Belle-Isle, piqué au vif, n'eût pas manqué de moyens de se procurer. Belle-Isle, d'ailleurs, qui insère dans ses Mémoires presque toutes les lettres importantes qu'il a reçues, n'a eu garde d'y faire figurer celle-là, que j'ai retrouvée dans les correspondances laissées par lui au département de la guerre.

l'une, ordre était donné au duc d'Harcourt de rejoindre au plus tôt et par tous les moyens les troupes assiégées dans Prague, et, une fois la jonction faite, les deux armées devaient rester sous le commandement unique et suprême du maréchal de Broglie. Belle-Isle ne demeurait auprès de son collègue qu'en qualité de second et de conseiller. « L'intention du roi, disait la lettre ministérielle, est que vous restiez auprès de M. le maréchal de Broglie, qui certainement en usera avec vous avec toute la politesse et la justice qui vous sont dues. Si cet arrangement vous fait de la peine, comme je n'en doute pas, je connais trop votre zèle pour le service du roi pour ne pas vous faire la violence que vous ne pouvez refuser dans les circonstances présentes. Je vous exhorte comme ami et comme serviteur à vous conformer aux ordres du roi, qui l'exige de vous. » De plus, le ministre Amelot avertit Belle-Isle confidentiellement que, quand les pourparlers devraient être repris avec le maréchal de Königseck, ce serait probablement le maréchal de Broglie qui en serait chargé, parce qu'on supposait qu'il

serait agréé plus facilement en qualité de négociateur par la cour de Vienne.[1]

Belle-Isle répondit à ces instructions désobligeantes avec un mélange tout à fait caractéristique de hauteur et d'acrimonie : « Je conviens, dit-il, que M. le maréchal de Broglie sera beaucoup plus agréable à la cour de Vienne que moi; il ne faut pour cela que jeter les yeux sur la conduite que nous avons tenue l'un et l'autre. J'ai été assez heureux pour remplir en entier les intentions du roi et les vues de Son Éminence pour le succès complet de l'élection dont j'ai été chargé, en détachant, comme j'ai fait, le plus grand nombre des membres de l'empire du parti autrichien, faisant cesser l'opposition si invétérée contre la France, et faisant voir avec tranquillité par les cercles les troupes du roi au milieu de l'Allemagne. M. le maréchal de Broglie a causé la destruction de ces mêmes troupes : il a aliéné par sa conduite et par ses discours publics le prince qu'il était le plus nécessaire de ménager... et il vient de rendre en dernier lieu, à la cour de Vienne, le plus important service pour être resté si mal

à propos, et contre mes instances, sur le haut de la Moldau, et s'être ensuite retiré avec précipitation... ce qui a réduit l'armée du roi à l'état où elle se trouve. Il est donc très naturel qu'il soit plus agréable à ceux à qui il a procuré de tels avantages, et que ce soit lui qui négocie les moyens de sortir de l'embarras où il s'est mis. Aussi puis-je bien vous assurer, monsieur, que de tous les sacrifices que j'ai jamais faits au roi, et de tout ce que je puis avoir fait en ma vie pour son service, rien ne m'a jamais tant coûté que la démarche et l'entrevue que j'ai eues avec M. de Königseck. Mais la connaissance intime que j'ai de notre situation et mon zèle pour Sa Majesté m'ont déterminé dans cette occasion, qui n'a pas été moins méritoire que celle où j'ai plusieurs fois exposé ma vie pour son service. Je vais, de ce pas, remettre à M. de Broglie la lettre que vous lui écrivez : je lui recommanderai de nouveau l'importance du secret et lui ferai part plus en détail de tout ce qui s'est passé dans ma conférence avec M. de Königseck. Sans doute que l'officier que je vous ai dépêché le 3 lui rapportera les instructions

que je vous avais demandées avec des pouvoirs en son nom. Après quoi, me trouvant avec une patente de général d'armée sans commandement et avec le titre d'ambassadeur plénipotentiaire sans fonctions, je resterai spectateur de ce qui va se passer. » Et en même temps il ajouta de sa main sur l'expédition des lettres de commandement du maréchal de Broglie, qui lui était communiquée, cette note au crayon qu'on y peut lire encore : « L'ancienneté sans capacité est, de tous les titres, le plus désastreux pour la ruine des armées et des empires. Ce n'a jamais été un droit, et cette lettre confirme entre mille autres sottises du conseil du roi le proverbe : *Quidquid delirant reges, plectuntur Achivi*[1]. »

L'irritation très naturelle de Belle-Isle n'eut pourtant pas l'occasion de se donner carrière, car la faiblesse de Fleury resta sans effet. Tout

1. Fleury et Amelot à Belle-Isle. — Belle-Isle à Amelot, 25 juin et 17 juillet 1742. (*Correspondance d'Allemagne.* Ministère des affaires étrangères.) La note, évidemment écrite de la main de Belle-Isle sur l'expédition des lettres patentes, se trouve dans les correspondances diverses du ministère de la guerre de septembre 1742.

le mois de juillet s'écoula sans que Königseck offrît de reprendre la conversation, et toutes les fois que, directement ou indirectement, on lui faisait proposer de Prague une nouvelle entrevue, il répondait que les pouvoirs dont il avait besoin n'étaient pas arrivés et que d'ailleurs il avait lieu de croire que des pourparlers directs étaient engagés entre les deux cours. En attendant, les troupes autrichiennes approchaient toujours, se massaient autour de la place, et, la resserrant de plus en plus, rendaient les conditions d'existence de l'armée française plus difficiles.

De la part de Stainville aussi, même silence et aussi peu de nouvelles. Le chargé d'affaires, Vincent, écrivait seulement de Vienne que le courrier envoyé par cet agent, ayant dû traverser sur le haut Danube les lignes de l'armée du duc d'Harcourt, faisait des récits lamentables de l'état de dénuement et de découragement où ces troupes étaient réduites avant même d'avoir combattu. Vainement Fleury, dont l'impatience croissait d'heure en d'heure, lâchant pied dans sa correspondance et probablement aussi dans



sa conversation, faisait-il entendre qu'il ne ferait pas de l'évacuation de la Bavière une condition absolue ; en échange de cette condition qui indignait Belle-Isle, il n'obtenait pas même un accusé de réception qui le tirât de peine[1].

Ce qui rendait cette attente encore plus pénible, c'est qu'autour de lui et sur les divers théâtres politiques d'Europe, des transactions diplomatiques suspectes, de toute nature, étaient engagées dans tous les sens. Les chancelleries étaient partout en éveil et à l'œuvre. Depuis qu'un coup de théâtre imprévu était

1. Belle-Isle à Amelot 21, 30 juillet 1742. — Amelot à Belle-Isle, 14 juillet 1742. (*Correspondance d'Allemagne.*) — Vincent à Amelot, 6 juillet 1742. (*Correspondance de Vienne.* Ministère des affaires étrangères.) — D'Arneth, t. II, p. 113, 114, 489. La lettre d'Amelot, indiquant qu'il ne ferait pas une condition absolue de l'évacuation de la Bavière, et la réponse de Belle-Isle à Amelot, furent interceptées par des agents autrichiens et communiquées indirectement à Charles VII pour le décider à se séparer de la France. — Blondel à Amelot, de Francfort, 16 avril 1743. (*Correspondance d'Allemagne.* Ministère des affaires étrangères.) — *Journal de Charles VII* écrit par lui-même, p. 71. Ce document très intéressant et parfaitement authentique a été imprimé en Allemagne en 1882, après la publication de *Frédéric II et Marie-Thérèse.* Je regrette de n'avoir pas pu m'en servir pour le commencement de cette histoire.

venu remettre toutes les alliances en question, il n'y avait pas de combinaison nouvelle qui ne parût possible, et il n'y en avait aucune qui ne fût imaginée, proposée, et poursuivie quelque part. C'était d'un bout de l'Europe à l'autre un enchevêtrement, un feu croisé pour ainsi dire de négociations. Jamais il n'y eut un tel échange de courriers, un tel débit de nouvelles vraies ou fausses.

L'Angleterre d'abord reprenait avec une activité passionnée son plan favori, celui qui n'avait échoué au commencement de la guerre que par l'antagonisme, aujourd'hui suspendu, de Marie-Thérèse et de Frédéric : la réunion de toute l'Allemagne et, s'il se pouvait, de toute l'Europe dans une action commune contre la France. Arracher à Marie-Thérèse quelques concessions de territoire en Allemagne en faveur de Charles VII ou au moins la reconnaissance de son titre impérial, obtenir en échange, de l'empereur lui-même, l'abandon de tout le reste de ses prétentions sur les États autrichiens, satisfaire aussi par quelques avantages nouveaux et un traité définitif le Pié-

mont, dont l'alliance était toujours douteuse ; faire consacrer ces arrangements par une diète solennelle et courir ensuite tous ensemble sus à l'envahisseur du territoire germanique : telles étaient les bases de la coalition nouvelle que les agents anglais étaient chargés de proposer, chacun pour sa part, à la cour auprès de laquelle ils étaient accrédités. C'était le thème commun que devaient plaider Robinson à Vienne, Stairs à La Haye, à Francfort un gendre de George II, le prince de Hesse, enfin Hyndford à Berlin, car on se flattait d'entraîner dans l'entreprise Frédéric lui-même et de le faire sortir, par l'appât de conquêtes nouvelles, de la neutralité où il avait annoncé le dessein de s'enfermer. Le but poursuivi n'était pas moins (le ministre Carteret le disait très haut) que d'enlever à la France tout ce qu'elle avait acquis depuis un siècle, et de la réduire aux limites antérieures à la paix des Pyrénées. Il y avait là une riche perspective de dépouilles sur laquelle chacun pouvait compter en espérance pour satisfaire ses convoitises ou se payer de ses sacrifices. Mais à côté de ce plan, peut-être

un peu trop gigantesque pour être réalisable, d'autres étaient en circulation qui, plus facilement applicables pouvaient, d'un moment à l'autre amener des complications nouvelles. Un petit souverain ecclésiastique, par exemple, l'évêque de Würtzbourg, entreprenait de persuader à Charles VII qu'il devrait prendre lui-même l'initiative de renvoyer les Français d'Allemagne et de remettre à la Diète la connaissance et la décision de tous ses différends avec Marie-Thérèse, l'assurant que ce grand acte de patriotisme servirait mieux sa cause que toutes les armées du monde. La proposition, à peine connue était accueillie dans toute l'Allemagne avec une grande faveur. D'autres, au contraire, rêvaient la réconciliation des deux grandes puissances catholiques et une alliance franco-autrichienne, conclue sur place aux dépens de Frédéric, et sanctionnée par la reprise immédiate de la Silésie. Tous ces faiseurs de projets se disputaient et se dénonçaient les uns les autres. C'était vraiment la confusion des langues diplomatiques[1].

1. Droysen, t. II, p. 16, 18. — D'Arneth, t. II, p. 114 et 115. — Blondel à Amelot, 23 juillet, 16 août 1742, de Francfort.



L'agitation des esprits était accrue par un état de méfiance général et réciproque de toutes les puissances les unes envers les autres. C'était encore la conséquence du coup de tête de Frédéric. Il avait mis le parjure en vogue et, comme nous dirions dans notre langue parlementaire d'aujourd'hui, à l'ordre du jour européen. La perfidie était partout dans l'air et chacun s'y préparait ou en soupçonnait son voisin. Toutes les démarches, de part et d'autre, étaient mal interprétées. Le courrier envoyé par le maréchal de Belle-Isle, le lendemain de son entrevue avec Königseck, traversant Francfort, y avait causé une véritable consternation. A la nouvelle d'une négociation engagée, dont les conditions n'étaient pas connues, tous les alliés de la France, l'empereur en tête, se voyaient déjà abandonnés. « Je croirais trahir le roi, écrivait tout ému le résident Blondel, si je ne vous prévenais pas de l'effet que cela produit... Cela paraît excuser la conduite du roi de

(*Correspondance d'Allemagne*. Ministère des affaires étrangères.) — *Pol. Corr.*, t. II, p. 240, 248, 249. — Coxe, *House of Austria*, t. II, chap. CIII.



Prusse... L'état de subalterne où je suis, ajoutait-il, doit se borner à exécuter les ordres et à rendre compte de ce qui se passe ; mais j'espère que vous n'attribuerez qu'à la qualité fidèle de citoyen si je m'émancipe à vous exposer mes sentiments. Mais je suis sur les lieux, je vois, j'entends la fermentation, je ne dois pas vous la cacher. »

D'un autre côté, le roi de Prusse ayant, quelques jours après, invité le maréchal de Seckendorff, commandant des troupes impériales, à venir le trouver à Berlin pour causer avec lui des chances de la guerre et terminer des questions de subsides qui restaient à régler, Valori était aux champs et aux écoutes, se demandant si cet entretien n'avait pas pour but de préparer encore une paix fourrée de l'Autriche avec l'empire par l'entremise de l'Angleterre. La position d'impartiale neutralité que Frédéric prétendait garder était aussi commentée dans tous les sens : personne n'y voulait croire et chacun la dénaturait à sa manière. Le bruit d'une alliance offensive contractée, ou à la veille de l'être, entre lui et les puissances

maritimes, bien que constamment démenti, n'en était pas moins généralement répandu. « Ce prince, écrivait Amelot, n'est pas perfide à demi;... il n'y a point de noirceur à laquelle on ne doive s'attendre de sa part. » Et Frédéric, dont la conscience chargée redoutait toujours quelque représaille de la part de ceux qu'il avait trompés, répondait à ces douceurs, qu'il soupçonnait sans les connaître, par d'autres du même genre : « Ne vous fiez jamais, écrivait-il à son ministre Chambrier, aux paroles emmiellées et aux protestations amiables du cardinal. Veillez plus que jamais sur ce qu'il peut méditer contre moi[1]. »

A travers la mobilité de ces impressions et la complication de ces intrigues diverses, une seule personne restait immuable et gardait cette tranquillité d'esprit que donne, même dans l'excès de la passion, une résolution inébranlable : c'était Marie-Thérèse. Pas un jour, pas

1. Blondel à Amelot, 3 et 23 juillet 1742. (*Correspondance d'Allemagne.*) — Valori à Amelot, 17 juillet 1742. (*Correspondance de Prusse.*) Frédéric à Chambrier, 24 juillet 1742. (Ministère des affaires étrangères.) — Amelot à Belle-Isle, 15 juillet 1742. (*Correspondance d'Allemagne.*)

un moment, l'orgueilleuse princesse ne se montra disposée ni à ouvrir l'oreille aux supplications de Fleury, ni à donner les mains aux concessions conseillées par le ministre anglais. Du plan britannique elle acceptait bien ce qui l'accommodait : la coalition à former en Allemagne contre la France, et le partage anticipé des conquêtes de Louis XIV; mais quant à retirer, sous une condition quelconque, la protestation qu'elle avait faite dès le premier jour contre l'élection de Charles VII; quant à renoncer par là à l'espérance de couronner un époux chéri; quant à céder un pouce de territoire, à restituer même la Bavière avant d'être assurée d'une compensation qui la consolât de la perte de la Silésie, c'est de quoi elle n'acceptait pas même la pensée, et dont elle ne laissait pas même Robinson achever devant elle la proposition. « Si je dois céder quelque chose à tous mes ennemis, disait-elle, que me restera-t-il ensuite? » — « Voulez-vous, disait-elle encore à Robinson avec cette clairvoyance prophétique que la haine seule peut donner, que je fasse moi-même la prépondérance de la Sar-

daigne en Italie et de la Prusse en Allemagne? »

Des ouvertures pacifiques de la France elle voulait encore moins se laisser parler. Vainement le maréchal de Königseck, le grand-duc et le prince Charles lui-même osaient-ils assez timidement faire observer que le siège d'une place de guerre défendue par vingt mille hommes et deux capitaines comme Broglie et Belle-Isle ne serait l'affaire ni d'un jour ni d'un coup de main, et que, pour reprendre la Bohême, peut-être était-il plus sûr de mettre, sans coup férir, la main sur la capitale. Ces suggestions, faites à voix basse, la trouvaient sourde. Une capitulation sans condition, l'armée française tout entière désarmée, prisonnière, et ses drapeaux portés à Vienne, il ne fallait pas moins pour satisfaire ses ressentiments et pour qu'elle pût vider jusqu'au fond la coupe du plaisir de la vengeance.

Le courroux qui grondait encore dans son âme contre Frédéric, mais qu'elle était obligée de contenir, elle l'épanchait en paroles ardentes contre Belle-Isle et Fleury : « Comment ose-

t-il me parler, disait-elle, celui qui a ameuté contre moi, par l'argent et par les promesses, tous les princes d'Allemagne, et qui s'est vanté d'écraser la maison d'Autriche? Je n'ai poussé que trop loin la condescendance. Cédant à la nécessité, j'ai abaissé la dignité royale jusqu'à écrire au cardinal dans des termes qui auraient attendri un rocher : il a rejeté insolemment mes prières. Je puis démontrer, pièces en main, que la France a cherché à exciter la sédition dans le cœur même de mes États, qu'elle a cherché à renverser les lois fondamentales de l'empire et à mettre le feu aux quatre coins de l'Allemagne; je laisserai ces preuves pour avertir la postérité. » Entraînée par son éloquence, l'unanimité de ses ministres se rangea avec elle au parti d'une résistance absolue. C'était, d'ailleurs, le tort généralement reproché aux hommes d'État autrichiens d'alors d'être aussi présomptueux dans la bonne fortune que facilement abattus dans la mauvaise. Le vieux Bartenstein, autrefois partisan décidé de la France, se montra cette fois aussi hostile que Stahremberg lui-même, dont les

sentiments étaient, dit Robinson, pétrifiés par quarante années de haine invétérée [1].

Dictée par de tels avis, la réponse que Stainville transmit enfin dans les premiers jours d'août fut conçue dans des termes d'une sécheresse hautaine : « La reine, y était-il dit, a été aussi attentive qu'il était humainement possible de l'être à ne pas donner une ombre de prétexte à ses injustes ennemis de l'attaquer, et M. le cardinal de Fleury doit connaître mieux que personne ses sentiments pacifiques. On n'en a fait nul cas dans le temps qu'on a cru pouvoir l'opprimer. La reine a en main des preuves authentiques de tout le mal qu'on a voulu lui faire, jusqu'à perdre de vue le christianisme. L'espérance d'y réussir est maintenant évanouie, et les choses ont beaucoup changé de face. Cependant on a d'avance ruiné et saccagé ses États, renversé les constitutions fondamentales de l'empire, opprimé la liberté

1. Coxe, l. c. — Robinson dit en propres termes : « La persuasion de cette cour est que l'Angleterre veut donner la supériorité à la Prusse en Allemagne et à la Sardaigne en Italie, 3, 4 juillet 1742. » (*Correspondance de Vienne*, Record Office.)

germanique, et il n'a pas tenu à la France d'anéantir la maison d'Autriche, qu'on prétendait ne plus exister, et tout ceci s'est fait sans nul égard aux traités et garanties les plus solennels. On s'est même vanté de vouloir dicter les lois sur les bastions de Vienne, et il ne s'est agi de rien moins que de faire passer sous le joug l'Allemagne et toute l'Europe. La cause de la reine est donc devenue celle de tous les princes de l'empire, vrais patriotes, et de toutes les puissances qui ont à cœur le repos et l'indépendance. Il s'agit d'assurer l'un et l'autre avec leur concours, sans lequel on ne travaillerait qu'à une paix plâtrée, et, quoique la reine persiste dans sa modération et ses sentiments pacifiques, il est pourtant également juste et indispensable tant de réparer l'extrême tort qu'on lui a fait par le passé que de la rassurer contre de pareilles entreprises à l'avenir[1]. »

Un non, en trois lettres, eût été moins injurieux que cet ajournement ironique à un avenir indéfini et le vague de ces conditions mena-

1. *Correspondance de Vienne*, 10 août 1742. (Ministère des affaires étrangères.)



çantes. L'insulte officielle ne suffit pourtant pas : sans pitié pour un vieillard qui était à ses pieds, la reine y joignit une insulte cruelle aussi peu digne de son rang que de son caractère. Presque au même moment où Stainville remettait sa note à Versailles, la triste lettre de Fleury à Königseck paraissait en Hollande, dans la *Gazette d'Utrecht*, et se trouvait ainsi livrée, par une indiscrétion dont l'origine n'était pas douteuse, à la connaissance et aux railleries de toute l'Europe. On juge de l'effet, surtout à Versailles, sur une jeune noblesse qui avait du goût, et qui aimait à rire. L'émotion fut telle qu'elle perce même à travers les lignes du procès-verbal, sec et discret, où le duc de Luynes notait chaque soir tous les incidents de la cour[1] : « M. le cardinal, dit-il, est accablé des affaires présentes : on parle beaucoup d'une lettre qu'il a écrite à M. de Königseck, qui est même rapportée dans la *Gazette d'Utrecht*. Il cherche dans cette lettre à se justifier de la cause des troubles actuels de l'Allemagne et les rejette sur autrui,

1. *Mémoires du duc de Luynes*, t. II, 209.

sans cependant nommer le projet qui a donné lieu auxdits troubles. » — « La lettre du cardinal à M. de Königseck, écrivait en même temps Chambrier à Frédéric, qu'on vient de voir dans la *Gazette de Leyde*, fait beaucoup de bruit. On la trouve basse et rampante et d'une fausseté outrée, et on assure que cette lettre est restée sans réponse : ce qui est mortifiant pour le cardinal [1]. »

Il y a une mesure à tout, et Fleury, cette fois, se redressa sous l'injure. Reprenant la plume : « Ce n'est qu'avec une extrême surprise, écrivit-il à Königseck, que je reçois dans ce moment la copie de la lettre que j'eus l'honneur d'écrire à Votre Excellence, le 11 du mois dernier, et que, au lieu de la réponse dont je croyais avoir lieu de me flatter, j'apprends que cette lettre était dans les mains de tout le monde à la Haye. Je ne devais pas m'attendre, ce me semble, qu'un témoignage de politesse et de confiance à un ministre de votre réputation de la part duquel j'avais reçu souvent des assu-

1. Chambrier à Frédéric, 24 août 1742. (Ministère des affaires étrangères.)



rances d'estime et de bonté, dût avoir un pareil sort, et vous m'apprenez aujourd'hui, un peu durement, que je m'étais trompé. C'est une leçon dont je vous remercie et dont je tâcherai de profiter, et que j'aime encore mieux avoir reçue qu'avoir donnée. Je n'en ai pas usé de même pour des lettres beaucoup plus importantes que j'ai reçues en diverses occasions, quoique j'eusse pu souvent en tirer de grands avantages. Mais il paraît que l'usage est différent à Vienne; il est juste de s'y conformer et je vais du moins me corriger. » Il faut dire que Königseck, en gentilhomme bien élevé, s'est toujours défendu d'avoir été pour rien dans cette inconvenante publication et M. d'Arneth, qui, même après un siècle, en paraît encore embarrassé, essaye d'en justifier aussi la reine. On ne voit pourtant pas trop comment une telle pièce, de nature confidentielle, serait tombée entre les mains des gazetiers hollandais si personne ne la leur avait livrée[1].

1. Fleury à Königseck, 13 août 1742. (*Correspondance de Vienne*. Ministère des affaires étrangères.) Cette lettre est

L'amour-propre blessé arracha à Fleury ce que ni prudence ni patriotisme n'aurait probablement pu obtenir de lui : un acte de courage. La résolution fut prise presque immédiatement *d'agir de vigueur* pour tirer de peine les assiégés de Prague et rétablir les affaires en Allemagne. Que faire cependant? On avait bien espéré d'abord que le corps d'armée du duc d'Harcourt pourrait se frayer un chemin jusqu'à Prague, en passant sur le corps du maréchal de Khevenhüller ; on avait même confié cette entreprise audacieuse à l'homme des coups hardis par excellence, le comte de Saxe, revenu précipitamment, sur les nouvelles de la paix de Breslau, d'un voyage qu'il avait fait en Russie pour assister au couronnement d'Élisabeth. Mais Maurice, mis à la place de d'Harcourt, dut reconnaître lui-même, après examen, qu'avec le petit nombre et le mauvais état des troupes dont il disposait, l'opération était non seulement impossible à mener à fin, mais dangereuse à tenter : car si on était forcé de reculer en déroute,

également imprimée dans les *Mémoires du duc de Luynes*, t. IV, p. 336. —. D'Arneth, t. II, p 496.

Khevenhüller pourrait alors aller rejoindre le prince Charles, et les Autrichiens seraient en liberté de rassembler toutes leurs forces pour accabler ceux qu'on aurait vainement essayé de secourir. D'autre part envoyer des renforts de France, au moyen de levées nouvelles, était une extrémité presque impraticable dans l'état d'épuisement du royaume. Une seule ressource restait; c'était de diriger sur l'Allemagne le corps d'armée qui, par le conseil de Belle-Isle et sous les ordres du maréchal de Maillebois, avait été placé, l'année précédente, à l'entrée de la Westphalie, afin de tenir en observation et en échec tous les mouvements qu'auraient pu faire soit les Hollandais en Flandre, soit les Anglais dans le Hanovre. Cette division, forte d'environ trente mille hommes, était encore à peu près intacte, car ni Anglais ni Hollandais n'ayant bougé, elle était restée toute l'année l'arme au bras, dans un pays riche et paisible, où elle ne manquait de rien [1].

1. Voir sur les difficultés rencontrées par Maurice de Saxe pour conduire en Bohême l'armée du Haut-Danube, les correspondances du chevalier d'Espagnac avec le marquis de

Mais, bien que ces troupes fussent en état de se mettre en route au premier ordre qu'elles recevraient, il n'en était pas moins très grave de le leur donner, car si leur présence en Westphalie avait été, jusque-là, assez inutile, c'était uniquement, comme je viens de le dire, grâce à l'inaction des puissances maritimes. Or, le moment était justement venu où cette inaction paraissait devoir cesser. Devant les menaces proférées très haut par les ministres anglais et déjà répétées à demi-voix par les états généraux de Hollande, éloigner l'armée qui était destinée à tenir tête à ces nouveaux adversaires, c'était ouvrir à l'ennemi une libre carrière jusqu'au centre de l'Allemagne, et, qui sait? peut-être même jusqu'au cœur de la France. Une fois cette dernière armée française partie et trop engagée au loin pour pouvoir être rappelée, qui pouvait répondre que des régiments d'infanterie anglaise, débarqués à Anvers ou Rotterdam,

Breteuil (*Campagnes du maréchal de Broglie*, t. IV, publiées à Amsterdam), et celles du chevalier de Puysieux, en appendice aux *Mémoires du duc de Luynes*, t. IV, p. 303 et suiv.) — Voir aussi les *Correspondances officielles* du ministère de la guerre, *passim*.

puis grossis d'auxiliaires hessois ou hanovriens que les subsides du parlement avaient déjà recrutés, et guidés par un nouveau Marlborough, n'auraient pas l'audace de se porter sur quelque point de nos provinces du Nord? Cette diversion ne trouverait alors rien devant elle que la fameuse frontière de fer de Vauban, complètement dégarnie de défenseurs. Le temps n'était pas si éloigné où, après Hochstedt et Ramillies, des éclaireurs ennemis s'étaient avancés jusqu'en vue de Versailles. Ce fut sans doute le souvenir de ces jours d'angoisses, dont on était séparé par trente ans à peine, qui décida le roi et le cardinal, avant de prendre un parti qui pouvait en amener le retour, à demander, par une consultation solennelle, l'avis de ceux qui en avaient été les témoins, des compagnons encore vivants de Berwick et de Villars. Les doyens des maréchaux de France, présents à Paris : Puységur, Asfeld et Noailles furent réunis chez le marquis de Breteuil, dans un véritable conseil de guerre, et, après avoir exprimé leur sentiment sur l'expédition projetée, ils furent engagés à le consigner par écrit dans

divers mémoires qui durent être soumis au roi et aux ministres.

Les deux plus âgés, Puységur, qui n'avait pas moins de quatre-vingt-quatre ans, et Asfeld, qui en comptait déjà soixante-dix-huit, conclurent sans hésiter à la négative : « Il ne faut pas, disait Puységur au nom de sa vieille expérience, risquer toutes les ressources de la France et la dégarnir entièrement. Or, dans les Trois-Évêchés, dans toute la Flandre, la Champagne même, en réunissant tout ce qui s'y trouve, nous ne ferions pas de quoi composer une armée de vingt mille hommes. Il faut mettre la *vieille France* à l'abri des courses et des entreprises de l'ennemi. » Noailles seul, plus jeune et soutenu peut-être par la pensée qu'il était encore d'âge à lutter lui-même contre les périls qu'on allait affronter, opina pour qu'on songeât avant tout à sauver les Français captifs en pays lointains : — « Le péril, disait-il, est plus pressant en Allemagne qu'en France, et le contre-coup d'un échec en Allemagne serait désastreux même en France. On n'aperçoit, ajoutait-il, de véritables obstacles que la perfidie du roi de Prusse,

supposé qu'il se portât jusqu'à donner des troupes à la reine de Hongrie pour achever d'accabler les nôtres. C'est de quoi personne ne pourrait répondre, et qui cependant ne doit point arrêter quand il s'agit d'un point aussi capital que le salut de deux armées[1]. »

Le débat qui suivit dans le conseil fut long et assez orageux. Plusieurs des ministres soutinrent l'avis des deux vieux maréchaux, et le cardinal, dont les fortes résolutions n'étaient jamais à toute épreuve, bien que décidé, ou plutôt résigné à l'expédition proposée, était, par instant, repris d'hésitation. Ce fut le roi qui, à la dernière heure, se tournant vers le contrôleur général Orry : « Avez-vous de quoi, monsieur, lui dit-il, fournir à tout le nécessaire? — Sire, répondit Orry, je fournirai toujours tout

1. Mémoires du maréchal de Noailles et du maréchal de Puységur, 26 juillet 1742. (*Correspondances diverses.* Ministère de la guerre.) — La date de ces deux mémoires prouve que le projet d'envoyer l'armée de Maillebois en Allemagne avait devancé la réponse définitive de l'Autriche aux propositions de paix. Mais, dès la fin de juillet, le retard même apporté à cette réponse faisait pressentir qu'elle serait négative, et l'idée de l'envoi d'une armée de secours devait déjà être mise en délibération.

ce que Votre Majesté jugera à propos de m'ordonner. — Eh bien! je veux que M. de Maillebois marche en Bohême[1]. »

La résolution, aussitôt connue, ne rencontra guère à la cour que des approbateurs. Les partisans que Belle-Isle comptait encore ne pouvaient qu'applaudir à la reprise vigoureuse d'une guerre dont il demeurait toujours l'auteur responsable. Ceux du maréchal de Broglie, devenus beaucoup plus nombreux et plus influents, étaient les plus empressés à désirer qu'on portât secours à leur ami, dans le péril extrême où il était placé. C'étaient même eux, dit Chambrier, qui avaient *mis le feu sous le ventre* du cardinal. Mais l'attitude résolue du roi et le ton sur lequel il avait prononcé ces mots : *Je veux*, qui sortaient si rarement de ses lèvres, donna aussi beaucoup à penser et à parler. Était-ce là seulement l'effet des supplications de mesdames de Toulouse et de Mailly, qui l'avaient, cette fois encore, conjuré avec les larmes de ne point abandonner Belle-Isle? Ou

1. Chambrier à Frédéric, 10, 13 août 1742. (*Correspondance interceptée*. Ministère des affaires étrangères.)



bien était-ce enfin le réveil si longtemps attendu de l'autorité royale? Une aventure nouvelle et plus que jamais périlleuse allait être tentée : on remettait au jeu dans une partie bien compromise. Le cardinal, dans le déclin de ses forces physiques et morales dont chacun notait journellement les symptômes, devenu presque sourd, mangeant à peine, se soulevant difficilement de son siège, souvent ne parlant que par soupirs entrecoupés, pouvait-il se croire capable de diriger seul une telle entreprise et de tenir, entre ses mains tremblantes, de telles cartes? Luimême avait parfois l'air d'en douter et de chercher un appui pour se fortifier. Le roi avait-il enfin le sentiment de cette impuissance? Comprenait-il qu'un rajeunissement ministériel était nécessaire pour donner une impulsion nouvelle aux opérations militaires? On le crut un instant quand on sut que le neveu de l'ancien ministre Chauvelin, simple magistrat du Parlement, venait d'être appelé, par lettres patentes, à une présidence honoraire. On concluait de cette faveur inespérée que l'oncle aussi n'allait pas tarder à rentrer en grâce. Orry, disait-on, d'ac-

cord secrètement avec l'oncle, n'avait parlé au conseil qu'en son nom. Des gens bien informés prétendaient même savoir que les lettres de rappel de Chauvelin étaient déjà signées et un courrier prêt pour les expédier[1].

Cette fois encore c'était une erreur, et la déception ne tarda pas. Quelques jours après la séance où l'expédition de Maillebois avait été résolue, on apprit bien, en effet, que le conseil allait s'augmenter de deux nouveaux membres. Mais ce n'étaient pas des rivaux, moins encore des remplaçants de Fleury, c'étaient au contraire ses créatures ou tout au moins ses affidés. L'un était le comte d'Argenson, second fils du lieutenant de police de Louis XIV, attaché depuis la régence à la fortune du cardinal, et qui avait rempli sous ses ordres deux postes qu'un ministre, jaloux de son pouvoir et de sa renommée, ne pouvait confier qu'à un ami sûr : la direction de la librairie et la présidence du grand conseil. L'autre, le cardinal de Tencin, diplomate habile, mais prélat sans mœurs et sans

1. *Journal de d'Argenson* t. IV, p. 21. — Barbier, *Chronique de la Régence et de Louis XV*, août 1742.



considération, qui n'avait dû qu'à la faveur sa haute dignité sacerdotale, et qui, dans l'espoir d'une future succession, était tout disposé à rester le coadjuteur de son confrère en dignité ecclésiastique. L'un et l'autre, d'ailleurs, entraient au conseil simplement avec droit d'assistance et de vote, sans département qui leur fût propre. Fleury avait donc cherché des auxiliaires pour le soulager de la fatigue de commander, sans le contrôler ni le contenir. « Il s'est donné, dit dans son journal le frère même d'un des nouveaux ministres, le caustique marquis d'Argenson, des *auvens* dont il avait besoin dans le conseil. » Et pour que personne ne se méprît sur le caractère de la mesure, les lettres-patentes accordées au jeune Chauvelin lui furent brutalement retirées quinze jours seulement après leur expédition. Il fut clair alors que, pour régner lui-même, s'il en avait conçu le désir, le roi était résigné à attendre que la mort se décidât à remplir son office. Tout le monde baissa la tête, sauf les plaisants de Paris, dont rien ne pouvait plus contenir les mauvaises langues. Ils raillèrent sans pitié les deux prêtres



qui envoyaient une armée de *frères mathurins* à la rédemption des captifs. Les mathurins étaient un ordre spécialement consacré au rachat des prisonniers faits par les corsaires barbaresques[1].

L'armée expédiée ainsi sous d'assez tristes auspices n'en partit pas moins dans les derniers jours d'août avec entrain, et aux cris de : « Vive le roi! » La nouvelle de son approche produisit dans toute l'Allemagne une profonde impression. L'empereur, tiré d'inquiétude, sauta presque au cou du résident qui venait la lui annoncer; Frédéric (sans sortir de son rôle de spectateur indifférent) fit à Valori des compliments un peu contraints, mais qui avaient l'air sincères. Il se montrait seulement incrédule sur l'énergie avec laquelle cette résolution généreuse serait soutenue; et comme Valori lui représentait que la prudence aussi serait nécessaire pour ne pas compromettre la dernière ressource de la France : « Ah! mon ami, lui dit-il, de la prudence, vous en avez assez montré;

1. D'Argenson, *Journal*, IV, p. 22 et suiv. — Barbier, août 1742. — *Mémoires du duc de Luynes*, t. IV, p. 211.

si vous essayiez de la vigueur, peut-être vous en trouveriez-vous mieux. » Bref, toutes les intrigues engagées s'arrêtèrent, toutes les amitiés ébranlées se raffermirent, et chacun mit en panne pour attendre ce que la fortune allait décider de cette nouvelle épreuve[1].

II

Il était temps d'en courir la chance, car la situation des Français dans Prague s'aggravait tous les jours. Le grand-duc, gardant sous ses ordres le prince son frère et le prince de Lobkowitz, avait ouvert, le 13 août, les opérations du siège. Bien qu'elles fussent mollement conduites avec une artillerie insuffisante, et bien que le blocus établi autour de la ville fût imparfait (comme le prouvent les correspondances régulières qui ne cessaient d'être entre-

1. Blondel à Amelot, 2 août 1742. (*Correspondance d'Allemagne.* Ministère des affaires étrangères.) — Valori à Amelot, 11, 14 août 1742. (*Correspondance de Prusse.* Ministère des affaires étrangères.)

tenues avec le dehors et que nos archives possèdent) la gêne n'en était pas moins très grande. Si les hommes ne souffraient pas encore de la faim, grâce aux approvisionnements abondants très bien préparés par l'intendant Séchelles, la cavalerie manquait entièrement de fourrages et dépérissait à vue d'œil. On essayait bien de pourvoir à cette insuffisance croissante par des sorties très fréquentes, très énergiquement conduites, et l'une, en particulier, dirigée par le maréchal de Broglie en personne, fut une véritable victoire qui lui fit beaucoup d'honneur : il détruisit toutes les parallèles tracées par l'ennemi en face de la place et lui emporta vingt canons et autant de drapeaux. Mais ces brillants faits d'armes n'apportaient à la disette, qui était le véritable mal, que des remèdes insuffisants et momentanés. Le regret de voir périr, la douleur de devoir abattre soi-même ces nobles bêtes qui sont, en campagne, les véritables amies de leurs cavaliers, répandaient dans l'armée entière une tristesse et un découragement profonds.

Le mécontentement n'était pas moindre dans

la cité: les souffrances inévitables d'un siège que le sentiment patriotique lui-même fait difficilement supporter, paraissaient intolérables aux habitants de Prague, indifférents sinon hostiles aux succès des armées françaises. Leur impatience était d'autant plus grande que le maréchal de Broglie avait la main très dure et ne leur épargnait ni exigences ni réquisitions d'aucun genre. Un instant, même, il eut la pensée, pour se créer des ressources, de faire vendre ou de fondre tous les objets de prix qu'il pourrait trouver dans les monuments publics et dans les églises; ce fut Belle-Isle, plus prudent et plus politique, qui réussit à le détourner de cette exécution[1].

Malheureusement ce n'était pas le seul point de dissidence qui mît aux prises les deux maréchaux. Leur vieille inimitié, excitée par l'ennui d'un tête-à-tête incommode, se donnait carrière avec plus de vivacité que jamais, et faisait de

1. Voir les détails de la grande sortie exécutée par le maréchal de Broglie, le 22 août. (*Campagnes des maréchaux de Broglie et de Belle-Isle en Bohême et en Bavière*, t. V, p. 172.) — Belle-Isle à Amelot, 29 juillet 1742. (*Correspondances diverses*. Ministère de la Guerre.) — Barbier, *août* 1742.

la vie commune dans un espace si resserré un véritable enfer. Vainement avaient-ils essayé de répartir entre eux la besogne, afin de se prêter mutuellement appui sans se rencontrer trop fréquemment; vainement Belle-Isle s'était-il chargé des travaux nécessaires à la défense intérieure de la place, tandis que Broglie, séjournant habituellement au milieu des troupes qui campaient un peu en avant de la ville, dirigeait les sorties et toutes les opérations agressives; encore fallait-il manœuvrer d'accord, et c'est ce qui ne leur arrivait jamais. Il n'était pas une mesure prise, pas une parole prononcée par l'un qui ne fût à l'instant l'objet de la critique violente et publique de l'autre. Et ce qu'il y avait de pis, c'est qu'ils avaient trop souvent tous deux raison, chacun, dans le partage des attributions qui leur étaient échues, ayant été chargé de la tâche qu'il était le moins propre à remplir. Aucun rôle ne convenait moins à l'activité fougueuse, à l'imagination toujours en campagne de Belle-Isle que celui de subordonné et spectateur. N'étant appelé à diriger aucun plan d'ensemble, il frémissait en quelque sorte dans le harnais, il entassait



projets sur projets, dont les difficultés l'arrêtaient d'autant moins qu'il n'avait pas à compter avec leur exécution. Broglie, de son côté, dont l'esprit, d'une nature plus lente, était encore alourdi par l'âge, suffisait mal à la variété, à la promptitude des résolutions qu'exige le commandement actif. Ces défauts clairement aperçus étaient aussi impitoyablement signalés de part que d'autre. Tandis que Broglie accusait Belle-Isle de dépenser tout son feu en écritures et de l'assassiner de mémoires qu'il n'avait pas même le temps de lire, Belle-Isle se plaignait d'indiscrétions imprudentes causées par une sénile incontinence de parole. Il n'y avait pas jusqu'aux accidents de santé qui ne fussent matière à récriminations réciproques. Belle-Isle, sous l'empire des fortes émotions qu'il avait subies, était repris de violentes douleurs sciatiques, de fièvres intermittentes, accompagnées de fréquentes syncopes. « Que voulez-vous qu'on fasse, disait Broglie, d'un général qui ne peut pas mettre un pied devant l'autre? » Mais Belle-Isle n'était pas en peine de répondre qu'une fausse attaque d'apoplexie avait, depuis plus d'un an, frappé

d'une atteinte irréparable l'intelligence de son collègue. Et finalement toutes ces querelles en revenaient toujours à la grande, l'éternelle question, sans cesse agitée, jamais vidée, de savoir à qui était imputable le malheur de la situation. « C'étaient, disait l'un, les fausses manœuvres, suivies de la déroute devant Prague, qui avaient causé tout le mal. — Non, reprenait l'autre, mais bien la folie d'avoir emmené une armée guerroyer à trois cents lieues de son pays[1]. »

L'exaspération des deux chefs se communiquait naturellement à leur entourage. La plupart des officiers supérieurs, autrefois choisis par Belle-Isle, lui restaient attachés, ce qui ne rendait pas la situation de Broglie plus facile ni son humeur plus aimable ; mais ses trois fils,

1. Les accusations réciproques des deux maréchaux de Broglie et Belle-Isle remplissant toutes les correspondances, je ne puis faire à ce sujet aucune citation particulière. On peut ouvrir, à peu près au hasard, tous les volumes de dépêches officielles ou privées, datées de Prague en août et septembre 1742, pour s'assurer de l'exactitude du tableau que je viens de tracer. Voir cependant, en particulier, *Campagnes des maréchaux de Broglie et de Belle-Isle*, t. VI, p. 50 et suiv., une lettre d'un des deux maréchaux annotée par l'autre qui résume à peu près tous leurs griefs.



tous jeunes et aussi braves qu'intelligents (comme la suite de leur carrière l'a fait voir), formaient autour de lui, avec les compagnons de leur âge, une garde vigilante qui ne laissait passer aucun défi sans le relever. Toujours les premiers au feu, ils faisaient à leur père une véritable popularité dans les rangs inférieurs de l'armée, tandis que Belle-Isle, trop souvent confiné dans sa chambre de malade, commençait à y être oublié. La guerre intestine, ainsi échauffée de toutes parts, finit par rendre impossibles même les plus froides relations officielles. Ainsi Broglie fit savoir un jour à Belle-Isle qu'il eût à s'abstenir de lui adresser des factums dont il ne voulait plus prendre connaissance, et à ne plus envoyer d'officiers de sa suite pour prendre note de toutes les opérations du siège, « ne voulant pas, disait-il, avoir des surveillants à ses trousses ». En prenant cette mesure de colère, il ajoutait sans rire : « Vous m'apprenez à être sage et modéré, ce qui est bien nécessaire à un général. » Et Belle-Isle, à son tour, bien que ne cessant de répéter qu'il avait fait une provision de patience intarrissable, déclara que cette

fois le fond en était épuisé, et qu'il allait se plaindre à la cour, qui lui ferait raison, attendu que le droit reconnu à son ancien de lui commander n'allait pas jusqu'à celui de le dégrader. Belle-Isle se vantait, ou bien il ignorait que Fleury, à la fois excédé et ulcéré, était désormais décidé à lui donner toujours tort : « M. de Belle-Isle bat la campagne, disait le cardinal à Chambrier; il n'y a que M. de Broglie qui soit net et précis[1]. »

Les choses en étaient venues à cette extrémité lorsque arriva à Prague, par le moyen de courriers déguisés traversant les lignes autrichiennes, l'annonce d'un prochain secours. La nouvelle de l'envoi de l'armée de Maillebois fut annoncée à Broglie à la fois par une dépêche officielle du ministre, envoyée en triple expédition, dont une seule arriva à son adresse, par des lettres de sa femme, et par une de l'abbé, son frère, écrite avec le mélange de facétie et de dévotion qui lui était habituel : « Ayez confiance en Dieu, disait le joyeux ecclésiastique,

1. Voir sur le rôle des fils du maréchal dans cette campagne. — Appendice B.

qui détruit les superbes; et le diable n'est pas toujours à la porte d'un pauvre homme. » On eut bientôt, en effet, la confirmation de la nouvelle par l'envoi, également inattendu, d'un émissaire du maréchal de Königseck, demandant enfin lui-même l'entrevue qu'il avait tant de fois refusée.

La joie est un calmant qui apaise, au moins pour un moment, les nerfs les plus agacés; et d'ailleurs il fallait bien se voir et s'entendre pour faire face à ce changement inespéré. « La reine met de l'eau dans son vin, je l'avais toujours pensé, » dit Broglie, à qui sa confiance en lui-même avait, en effet, toujours conservé un fond d'espérance. Belle-Isle était moins pressé de se réjouir; cependant, comme l'invitation lui était adressée à lui personnellement, il consentit volontiers à se charger encore d'une commission désagréable à laquelle son collègue se reconnaissait lui-même médiocrement propre.

Je ne sais si le général autrichien s'était imaginé que sa police était assez bien faite autour de la ville pour avoir arrêté toutes les informations au passage, ou s'il voulait simplement masquer par un surcroît de hauteur un mouve-

ment de retraite; mais toujours est-il qu'il se montra plus raide et moins poli, dans cette nouvelle conférence, que dans la première. Il feignit d'avoir reçu une lettre suppliante des principaux habitants de Prague le conjurant de leur épargner les horreurs d'un bombardement. « Au moment de commencer cette exécution décisive et meurtrière, la reine, disait-il, sensible aux maux de ses sujets de Bohême, et par répugnance pour l'effusion du sang, voulait bien essayer encore un moyen de conjurer une si douloureuse extrémité. Elle consentirait à laisser sortir l'armée française de Prague, avec ses armes et tous ses effets, moyennant l'engagement pris par les officiers comme par les soldats d'évacuer non seulement la Bohême, mais toute l'Allemagne, et de ne plus servir dans la guerre présente pendant un temps dont on conviendrait ; la même condition serait imposée également à l'armée du Danube. »

La surprise et l'indignation coupaient la respiration à Belle-Isle, qui lui laissa achever sa harangue sans l'interrompre. « Vous ne répondez rien? dit enfin l'Autrichien, surpris de son



silence. — Je ne réponds rien, dit Belle-Isle parce qu'il n'y a rien à répondre à de telles propositions. » Puis, reprenant son sang-froid, i retrouva l'éloquence de ses meilleurs jours. « Combien de batailles avons-nous perdues, s'écria-t-il, pour que nous soyons obligés d'entendre un tel langage? Êtes-vous déjà maîtres de Prague pour nous commander d'en sortir La place est mauvaise à défendre, je l'avoue, mais toutes les places sont bonnes quand elles sont défendues par des gens de cœur. Tant que nous aurons de la poudre et des balles, vous ne devez pas vous flatter d'être maîtres de nous; nous sommes quarante mille Français, dont douze mille valets, à la vérité, mais qui sont Français comme nous et qui prendront les armes au premier ordre. Êtes-vous prêts à monter à la brèche? Après ce qui s'est passé ces jours derniers et la manière dont M. de Broglie a emporté vos parallèles, vous êtes trop homme de guerre pour conseiller à M. le grand-duc de s'y risquer. (Il fallait qu'il fût bien en colère pour rendre cette justice à un fait d'armes de M. de Broglie.) Puis, quand vous aurez emporté la première

ligne, vous en trouverez une seconde, et un nouveau siège à faire. Ne le savez-vous pas? — Il est vrai, dit le maréchal, un peu étonné d'être pris si vivement à partie, que vous avez fait abattre bien des maisons pour vous mieux défendre. — Ah! vous n'avez pas tout vu, bien que, de la hauteur où vous êtes campé, vous puissiez découvrir, comme si vous y étiez, tout ce qui se fait dans la place. (Ici c'était lui-même qui se mettait en scène en son propre ouvrage qu'il vantait, car il s'était particulièrement occupé des travaux de fortification.) Je ne vous parle pas, dit-il enfin, touchant le point sensible, du secours qui va venir, vous savez mieux que nous combien de journées nous avons encore à l'attendre. Mais, bien que vous nous ayez intercepté bien des petits courriers, nous en savons aussi quelque chose. Vous savez mieux que nous aussi ce qui se passe en Europe ; mais la démarche présente, après le refus si sec opposé à des propositions comme celles que j'avais faites, nous donne à penser que la reine et M. le grand-duc ont des intérêts pressants pour nous rechercher. Peut-être avez-vous perdu une bataille sur le Danube?



Peut-être le roi de Prusse se repent-il de nous avoir abandonnés, et le roi de Pologne de l'avoir suivi ? Enfin nous étions à *bille égale* le 2 juillet. Il paraît que nous ne le sommes plus aujourd'hui. »

Il conclut en disant qu'en aucun cas il ne pourrait entrer en négociation, après tous les changements survenus dans l'état des choses, sans avoir demandé de nouvelles instructions à sa cour. Si les sentiments pacifiques du grand-duc étaient sincères, la meilleure manière de les témoigner était de suspendre le siège, de conclure un armistice et de lui laisser le temps d'envoyer un courrier à Versailles. « Pendant ce temps, ajoutait-il, tout restera en panne. — Non, dit le maréchal, M. le grand-duc ne consentira pas à suspendre le siège, tout au plus à laisser passer un courrier. En attendant, défendez-vous comme vous le pourrez, nous attaquerons comme nous pourrons. » Et, quelques heures après, il faisait savoir que le grand-duc se refusait même au passage du courrier[1].

1. L'entrevue de Belle-Isle et de Königseck est rapportée tout au long par le maréchal de Belle-Isle lui-même, dans une dépêche adressée par lui à Amelot le 31 août 1742 et qui

En venant rendre compte de son entrevue au maréchal de Broglie, Belle-Isle, se souvenant des instructions timides et hésitantes qu'il avait reçues du ministère des affaires étrangères, se demandait si la hauteur de son langage n'avait pas passé la mesure de la prudence. Mais la contenance plus résolue encore de son collègue ne lui laissa pas longtemps cette crainte. « J'ai reçu l'ordre de tenir jusqu'à l'arrivée de M. de Maillebois, dit le vieux maréchal, et je ne connais que cet ordre-là. Vous feriez ce qui vous conviendrait avec M. de Königseck que je n'y aurais aucun égard. » — « Cet avis si désisif ne me laisse pas à délibérer, » écrivait Belle-Isle également satisfait et de se ranger à un parti vigoureux et de laisser à autrui la responsabilité des conséquences.

Il n'eut pas lieu d'ailleurs de s'en repentir, car dès le début de la semaine suivante, le

fait partie de la correspondance d'Allemagne au Ministère des Affaires étrangères. J'ai trouvé, dans les correspondances diverses du ministère de la guerre, un autre récit non signé, de la même date, et qui diffère du récit officiel par le ton et le style ; c'est là que se trouve cette phrase vraiment noble et patriotique : *Nous sommes quarante mille Français, dont douze mille valets, qui sont Français comme nous.*



13 septembre, à la tombée de la nuit, on s'étonna de voir cesser tout à coup le bruit de la canonnade, et un grand silence se faire dans le camp autrichien. Puis, vers deux heures du matin, le ciel s'illumina comme les flammes d'un vaste incendie. C'étaient les Autrichiens qui mettaient le feu à leurs ouvrages en les abandonnant. Tout s'expliqua quand le lendemain un envoyé du ministre de France à Dresde, pénétrant dans la ville sans difficulté, annonça que le maréchal de Maillebois était arrivé à Amberg, où il attendait le comte de Saxe pour marcher avec lui sur Prague. C'était donc devant cette menace que les Autrichiens se retiraient, et le siège était levé. De joyeuses acclamations s'élevèrent d'un bout à l'autre du camp français[1].

Cette joie si naturelle était pourtant excessive et prématurée. L'entrée de l'armée de Maillebois et même ses premières marches en Allemagne s'opéraient bien en effet presque sans obstacle, mais cette facilité des commencements n'était rien moins que le gage d'un succès

1. Récit du siège de Prague. (*Correspondances diverses de* 1742. Ministère de la guerre.)

certain. Au début même, il ne fallait y voir qu'un piège tendu par Marie-Thérèse à l'imprudence et à la légèreté françaises. Le côté faible et même dangereux de l'expédition, signalé à Paris par les vieux maréchaux, n'avait pas échappé à la perspicacité de la reine; aussi se prêtait-elle sans peine et même avec une certaine complaisance à laisser la France engager ses ressources suprêmes au fond de l'Allemagne, comptant qu'une diversion redoutable qu'elle ne cessait de réclamer, et qui lui était promise, serait portée sur le sol même de la France par l'Angleterre et les Hollandais. « Laissez-les faire, lui avait écrit de la Haye l'envoyé britannique, lord Stairs; s'ils vont à Prague, nous irons à Paris, et Paris vaut bien Prague. »

Cette espérance fut trompée, parce que les Hollandais, plutôt satisfaits qu'alarmés de voir l'armée de Maillebois s'éloigner de leurs frontières, et n'ayant nulle envie de la retenir, hésitèrent à se mettre en campagne. Puis de nouveaux retards furent causés, à Vienne même, par l'incertitude qu'on éprouvait sur la direction que se proposait de suivre la nouvelle

armée française. Tendrait-elle en droiture vers la ville investie? ou bien, prenant pour la délivrer un moyen indirect, pousserait-elle une pointe hardie vers l'Autriche à travers la Bavière, afin de rappeler le grand-duc à la défense de ses propres foyers? L'hésitation était permise, car l'une et l'autre opérations étaient possibles, chacune ayant ses inconvénients et avantages; et si Marie-Thérèse (ce qui est croyable) avait encore des émissaires bien informés à Francfort, elle devait savoir que l'empereur plaidait chaleureusement pour celui des deux procédés qui le remettrait le plus tôt en possession de son patrimoine envahi et couvrirait, comme disait le comte de Saxe, *saite chaire Baviaire*. Il offrait même en ce cas de prendre personnellement la direction des deux armées, offre qui ne pouvait tenter personne, Maillebois et Saxe moins que tout autre, mais qui, comme il disposait lui-même d'une petite armée, bavaroise et impériale, pouvait faire balancer quelque temps entre les deux partis. La question ne parut tout à fait résolue que lorsque Khevenhüller fit savoir que le comte de Saxe, se mettant en

mouvement avec sa résolution et sa fougue accoutumées, quittait les bords du Danube et remontait vers la Bohême. Il fut clair alors que c'était à Prague que se rendait l'armée de secours ; alors seulement aussi, la diversion anglaise se faisant toujours attendre, la reine dut songer sérieusement à se mettre en défense. Khevenhüller reçut l'ordre de suivre le mouvement du comte de Saxe et le grand-duc de se joindre à lui pour faire tête aux deux corps d'armée français qui allaient se réunir. On ne dut laisser devant Prague que huit ou dix mille hommes de cavalerie hongroise ou croate pour empêcher, ou du moins gêner le ravitaillement de la place.

Ce ne fut pas sans un vif regret cependant et après une longue délibération que la reine se décida à abandonner, ou du moins à ajourner l'espoir d'emporter d'assaut la capitale d'un des royaumes qu'elle avait perdus, et de prendre toute une armée française d'un coup de filet. A cette contrariété se joignait le chagrin, tout aussi sensible pour elle, de retarder le retour et d'exposer à de nouveaux combats la vie du grand-duc, qu'elle s'était déjà flattée de voir revenir

en triomphe. « Mon cher vieux (*alter*), lui écrivait-elle en lui envoyant ses dernières instructions, voilà donc une lettre que je crains (*sic*), ne vous plaira point; mais vous verrez que je vous ouvre mon cœur et nos sentiments... Je sais ce que cela me coûte et ça m'éloigne furieusement de vous, mais j'aime mieux me mortifier que de vous voir tristement... Avec cela je vous embrasse, vous envoie et souhaite la bénédiction divine, et prierai bien pour vous: lui peut tout; j'ai tout plein de courage, il ne nous abandonnera point, il nous a trop clairement aidés : je suis tout cœur; je vous prie de ne point vous abattre non plus : jusqu'à cette heure tout est bien allé... A vous une fois et pour toujours. — Thérèse. » Et en *post-scriptum :* « Je n'ose penser à mon Mimi » (c'était la princesse nouvellement née que la reine, depuis sa dernière couche, avait eu à peine le temps de présenter à son père) [1].

1. Mémorandum de la reine de Hongrie adressé au gouvernement anglais, 21 novembre 1742. (*Correspondance de Vienne*. Record Office.) — Le comte de Saxe au maréchal de Breteuil, 20, 25 août 1742. — L'empereur au maréchal de Maillebois, 13 septembre 1742. (*Correspondances diverses*.

Toutes les forces des deux parties belligérantes se trouvèrent ainsi vers la fin de septembre en présence l'une de l'autre, sur deux lignes très rapprochées et, comme dit une dépêche anglaise, en quelque sorte bec à bec. La jonction de Saxe et de Maillebois s'opéra entre Amberg et Égra, sur les confins du haut Palatinat et de la Bohême; celle de Khevenhüller et du grand-duc autour de Pilzen même en Bohême et de l'autre côté de la frontière. Les deux quartiers généraux n'étaient séparés que par une dizaine de lieues d'un territoire très montagneux, coupé de gorges abruptes et d'étroites vallées, au fond desquelles leurs éclaireurs ou leurs partis avancés pouvaient se rencontrer journellement. Un combat sanglant et douteux ne pouvait manquer de s'engager si Maillebois voulait à tout hasard poursuivre sa marche vers Prague en ligne directe.

Il y eut alors, dans les deux armées, ce qui arrive souvent dans les moments solennels, un

Ministère de la guerre.) — Charles VII, dans son journal, (p. 62) expose lui-même les motifs qu'il avait de désirer que l'armée française ne s'éloignât pas de la Bavière. — D'Arneth, tome II, p. 490, 491. — Voir appendice C.



temps d'arrêt causé par une intimidation réciproque, qui ne dura pas moins de plusieurs semaines. Des deux parts, des conseils de prudence, de faiblesse même, se faisaient entendre. Dans le camp autrichien, le grand-duc, peu entreprenant de sa nature, fatigué d'ailleurs et malade d'un dérangement d'estomac, et le maréchal Königseck, dont l'âge accroissait l'irrésolution naturelle, commencèrent, sinon à dire eux-mêmes, au moins à se laisser dire tout haut par leur entourage ce qui était au fond de leur pensée depuis le commencement du siège : à savoir qu'il n'était guère raisonnable de remettre en question tous les succès obtenus, quand la France elle-même s'offrait à les compléter et à les consacrer, et se montrait prête à évacuer le sol de l'Allemagne sous une condition aussi modérée qu'avantageuse : la restitution réciproque et simultanée de la Bavière et de la Bohême. Le prince Lobkowitz, qui, en sa qualité de grand seigneur de Bohême, voyait avec regret échapper l'occasion d'entrer en triomphe dans sa capitale, exprimait cette pensée sans détour : « Était-on sûr, disait-il, sinon de

la fidélité, au moins de la consistance des hordes de cavalerie indisciplinées, des *insurgents*, comme on les appelait, qu'on avait laissées seules devant Prague? Si les généraux assiégés, forçant, ce qui ne pouvait être difficile, cette ligne mobile et très peu profonde (la seule qu'ils eussent maintenant devant eux), descendaient en rase campagne, les troupes autrichiennes allaient se trouver subitement soit prises à revers, soit séparées du Danube et coupées de leur base d'opérations. Un armistice conclu à temps pouvait prévenir ce hasard et épargner une inutile effusion de sang[1]. »

Dans le camp français, un langage analogue était tenu plus ouvertement encore, et par le général lui-même. Maillebois était un officier supérieur estimable, instruit à bonne école, mais, comme tous ceux qu'employait Fleury, manquant à la fois de jeunesse et d'entrain. On lui avait d'ailleurs tant dit, tant répété, avant de le mettre en campagne, qu'on lui confiait la dernière espérance de la France, que la main

1. Robinson à Carteret, 3 octobre 1742. (*Correspondance de Vienne*. Record Office.)

lui tremblait en vérité avant de jouer cette carte suprême. Les meilleures chances de victoire n'auraient même pas suffi à le rassurer, car on ne lui avait pas dissimulé qu'on l'envoyait en Allemagne, non pour y rester lui-même en vainqueur, mais pour en revenir avec l'armée délivrée le plus tôt possible. A ce point de vue, l'éclat même d'un trop grand succès était à craindre. « Il faut, lui avait dit le maréchal de Noailles dans un mémoire écrit, que les généraux se persuadent qu'il s'agit bien moins, dans cette conjoncture, de remporter des victoires que de parvenir, par de bonnes et sages mesures, à réunir nos troupes pour les ramener au plus tôt dans le royaume. On regardera sans doute comme un paradoxe, et c'est cependant une très grande vérité, que, lorsque toutes nos troupes seront en Allemagne, une bataille gagnée, quelque décisive qu'elle soit par rapport aux affaires de l'empereur, nous mettra dans un extrême embarras, attendu la situation de nos frontières et les efforts que l'ennemi ne manquera pas d'y faire pour y opérer une diversion, et la continuité d'une guerre fort onéreuse

qu'on ne terminerait peut-être qu'au désavantage de la France.[1] »

Un général qu'on mettait ainsi en garde contre la tentation de vaincre n'était pas pressé de combattre. Personne d'ailleurs autour de lui n'était plus impatient. Cet éloignement pour le combat, provenant non de la crainte, mais du découragement, est un fait assez rare, mais qui n'est pourtant pas sans exemple chez le soldat français, comme nous avons pu le constater nous-mêmes après nos derniers malheurs. La persistance de la mauvaise fortune enlève aux meilleurs de nos compatriotes, non pas le courage, mais l'audace. Quand la confiance dans leur étoile, souvent exagérée, qui leur est habituelle, a été plusieurs fois trompée par l'événement, l'impression contraire s'empare de leurs imaginations mobiles, et, dans les périls qu'ils ne craignent jamais de braver, ils n'aperçoivent plus que les mauvaises chances. Toute tentative un peu hardie leur parait d'avance désespérée. C'était l'état d'esprit des plus brillants

1. *Mémoire du maréchal de Noailles*. (*Correspondances diverses*, Ministère de la guerre.)



chevaliers français qui composaient l'état-major de Maillebois, aussi bien que ceux de Broglie et de Belle-Isle. Le comte de Saxe, seul peut-être, paraissait échapper à cette contagion d'abattement et de défaillance. Il était, comme toujours, plein de feu et prêt, disait-il, *à faire rafle de tous les pandours;* mais il convenait que ses soldats étaient loin d'être en pareille humeur et croyaient voir, derrière chacun des sapins des montagnes, un pandour embusqué pour tirer sur eux. « D'ailleurs, ajoutait-il, non peut-être sans quelque secrète impatience, la *subordination allemande* m'apprend à ne faire que ce que l'on me prescrit. » Et comme ce qu'on lui prescrivit fut de ne riententer qui pût empêcher un accommodement et rendre une bataille nécessaire, il s'amusait, avec sa brusquerie accoutumée, à exagérer ses instructions. Ayant à recevoir, quelques jours après son arrivée, un parlementaire de Königseck qui venait traiter d'un échange de prisonniers : « Pourquoi sommes-nous ici, lui dit-il, vous et moi? Pas plus Autrichiens que Français n'ont rien à y faire. Si vous vouliez seulement fermer un œil,

le maréchal de Broglie sortirait d'Allemagne sans être vu, et tout serait fini[1]. »

Avertis par cette boutade et par des lettres interceptées qui leur tombaient entre les mains, que leurs dispositions conciliantes étaient partagées par leurs adversaires, les généraux autrichiens insistèrent plus que jamais auprès du grand-duc pour qu'on essayât au moins une tentative d'accommodement. Le prince, au fond plus de cet avis qu'il ne voulait le laisser voir mais craignant de s'attirer quelque orage dans son intérieur conjugal, s'il paraissait aller lui-même au-devant de la faiblesse, réunit un conseil de guerre, et là, dit la dépêche anglaise à laquelle nous empruntons ce récit, il n'y eut qu'une voix pour déclarer que la paix, dans l'intérêt de l'Allemagne et de l'armée, devait être conclue moyennant l'échange des deux royaumes envahis. Procès-verbal de la délibération fut adressé à Vienne par le grand-duc,

1. Le comte de Saxe à Breteuil, 18, 23 août 1742. (*Correspondances diverses*. Ministère de la guerre.) — Robinson à Carteret, 3 octobre 1742. (*Correspondance de Vienne*. Record Office.)

qui accompagna l'envoi d'une lettre à la fois d'explications et d'excuses, assurant la reine sa femme qu'il ne s'était déterminé à cette démarche que parce qu'il était, jour et nuit, harcelé et tourmenté (*teased and tormented*) par tous les officiers de l'armée, ensemble ou séparément.

La précaution était prudente. Non qu'à Vienne, dans le public, et même chez les fonctionnaires d'une certaine importance, le sentiment pacifique qui régnait dans l'armée ne fût partagé. On murmurait, au contraire, assez hautement que les conditions offertes par la France étant raisonnables, la paix n'était plus retardée et les malheurs publics prolongés que par l'obstination du grand-duc et de la reine à vouloir se parer de la couronne impériale[1]. Mais il n'en allait pas de même à la cour et partout où se faisait sentir l'action ardente et impérieuse de la volonté de Marie-Thérèse. Là tout respirait la guerre, et l'adresse des généraux de l'armée fut reçue avec un véritable

1. Vincent à Amelot, 29 août, 15 septembre 1742. (*Correspondance de Vienne*. Ministère des affaires étrangères.)

accès d'indignation. Le ministre anglais, qui en fait le récit dans sa dépêche, est d'autant plus croyable qu'il recevait lui-même quelques éclats de cette colère, car la reine ne se gênait pas pour dire que les nouveaux embarras étaient dus aux lenteurs du gouvernement britannique, qui ne se pressait pas de lui tenir parole, et qu'elle n'aurait jamais laissé les Français passer aussi avant, si elle n'avait cru qu'une armée anglaise allait se lever derrière eux. Le mal étant fait cependant, elle entendait bien y tenir tête ; l'armée allait apprendre enfin que ce n'était à elle ni à délibérer ni à négocier, mais bien à combattre et même à souffrir, s'il le fallait. Désormais toute négociation, tout pourparler engagé sous les armes était désavoué d'avance, quel que fût, ajoutait-elle (cette fois par une menace significative), « celui sur qui le blâme en retomberait. » Et ses ministres, enflammés par l'ardeur de la souveraine, déclaraient, eux aussi, que cette fois la reine leur maîtresse était décidée à être maîtresse tout de bon [1].

1. Robinson à Carteret, 7 septembre et 3 octobre 1742. — « It is for the army to fight, if necessary to persevere and

En même temps qu'elle envoyait à l'armée des commandements sans réplique, elle faisait répandre dans toute l'Allemagne, sous la forme ordinaire, des rescrits de sa chancellerie, de véritables proclamations qui, si elles étaient mises aujourd'hui dans sa bouche par un romancier de nos jours, paraîtraient un anachronisme, tant elles ressemblent aux expressions les plus récentes du patriotisme germanique. Depuis que Frédéric s'était retiré sous sa tente, on ne voyait plus en présence que des Allemands et des Français; la reine profitait habilement de ce tête-à-tête pour soulever les ressentiments populaires. « Combien de temps, disait-elle, laisserait-on l'étranger fouler le sol de la chère patrie allemande? Est-ce bien un empereur d'Allemagne, celui qui ne faisait que souscrire

suffer... Her Hungarian Majesty frankly desclaims, disavows all those pernicious steps, let the blame fall where and upon it will... and the ministers are pleased to think themselves able to advise and counsel their mistress to be mistress. » Le mécontentement de la reine, comme on peut le voir par ces dépêches, avait devancé la démarche des généraux; elle avait sévèrement blâmé l'entrevue demandée par Königseck à Belle-Isle avant la levée du siège de Prague. — D'Arneth, t. II, p. 120, 127.

aux prescriptions honteuses d'un général français? N'était-ce pas à présent l'occasion d'affranchir la patrie d'une oppression séculaire? Ceux qui s'y refuseraient avaient-ils du *noble sang germain* dans les veines? » Vainement, pour user de représailles, l'empereur lui reprochait-il à son tour, dans des documents publics, d'avoir livré l'empire au pillage en y introduisant des hordes semi-barbares sorties des steppes de la Tartarie. La réponse paraissait insuffisante. La diète réunie à Francfort auprès de Charles VII lui-même, mais intimidée par ces appels contradictoires, se renfermait dans un prudent silence, et l'accent comme l'écho manquait à la voix du souverain en détresse [1].

Pendant que les ordres de Vienne prévenaient ainsi chez les généraux autrichiens toute ombre d'hésitation, Maillebois était loin de recevoir de sa cour de pareils stimulants. Tout ce qui venait de Versailles ne parlait, au contraire, que

1. Les divers rescrits de Marie-Thérèse et de Charles VII, qui furent tous publiés, se trouvent inscrits à leur date dans la *Correspondance de Vienne* au ministère des affaires étrangères.

de désirs et d'offres de paix. « Dites un mot, ne cessait de répéter presque officiellement le ministre Amelot au marquis de Stainville, que vos troupes fassent mine de s'éloigner de Munich, et l'ordre de rétrograder sera expédié aux nôtres[1]. »

La perplexité du malheureux maréchal croissait d'heure en heure, car il ne pouvait faire un mouvement sans trouver toutes les forces ennemies prêtes à se masser devant lui pour lui barrer le passage. Le comte de Saxe, confident de ses incertitudes, prenant pitié de sa peine, lui indiqua enfin un expédient que sa connaissance du pays lui faisait croire praticable. Au lieu de tendre directement vers Prague en forçant l'obstacle qu'on rencontrait devant soi, on pouvait incliner vers le nord et atteindre ainsi la frontière de Saxe, le long de laquelle se trouvaient encore plusieurs places où, depuis la conquête de la Bohême, les Français n'avaient pas cessé de tenir garnison. Celle de Leimeritz, en particulier, était une citadelle très bien retranchée, située à une dizaine de lieues seulement au nord de Prague. C'était

1. Voir appendice D à la fin du volume.

l'une des étapes de la route de Dresde, et, dès le lendemain de la levée du siège, le maréchal de Broglie s'était hâté de rétablir avec ce point important des communications régulières. Que Broglie s'y transportât en personne, ou seulement qu'il y envoyât un détachement considérable, pendant que Maillebois s'en approcherait de son côté en longeant la petite rivière d'Eger, ce double mouvement, opéré sur des lignes convergentes, amènerait les armées françaises très près l'une de l'autre, dans un angle de terrain étroit, où l'ennemi, craignant d'être pris entre deux feux, ne se hasarderait peut-être pas à pénétrer. La jonction pouvait ainsi s'opérer presque sans coup férir. Tel fut le projet que Maillebois soumit à ses collègues dans un billet chiffré qu'un émissaire fut assez heureux pour faire arriver jusqu'à Prague à travers les défilés de la montagne [1].

Le message trouva Broglie et Belle-Isle comptant les jours et les heures, l'oreille au guet, dans une attente impatiente qui ne faisait pour-

1. Maillebois à Broglie, 29 septembre, 2 octobre 1742. (Ministère de la guerre.)

tant pas trêve à leurs dissentiments habituels. Chose remarquable, ni l'un ni l'autre ne paraissaient songer à la seule opération qui eût été décisive, c'est-à-dire à une sortie en masse, tombant sur les derrières des troupes autrichiennes, pendant qu'elles faisaient face à l'armée de Maillebois. Apparemment, ils auraient craint que la ville, laissée sans défenseurs, fût victime d'une surprise et qu'on leur reprochât, par la suite, d'avoir laissé échapper de leurs mains le gage le plus important de la paix future. Mais Belle-Isle, qui ne pouvait jamais tenir en place, surtout dans les moments critiques, aurait voulu qu'en réunissant tout ce qui restait encore de cavalerie en état de tenir la campagne, en empruntant même aux officiers leurs chevaux, pour remplir les vides des escadrons dégarnis, on poussât à droite ou à gauche, au nord ou au sud, quelque pointe hardie qui aurait inquiété l'ennemi et menacé même ses communications avec Vienne. Broglie traitait le projet de périlleuse chimère, trouvant peut-être avec raison que tout son monde, bêtes et gens, après six mois de privations, était trop épuisé pour qu'il

fût prudent d'aller provoquer en campagne les Croates et les Hongrois, dont la cavalerie, en très bon état, passait pour une des meilleures d'Europe.

L'expédient proposé par Maillebois eut la bonne fortune de les mettre pour un instant d'accord. Broglie se hâta de promettre à son collègue par le retour du messager, non de se rendre lui-même à Leimeritz, mais d'y envoyer assez de monde pour qu'on pût lui tendre utilement la main dès qu'il approcherait de la ville. Il devrait aussi y préparer des provisions de toute nature, indispensables pour refaire son armée après une marche longue et qui ne pouvait manquer d'être très fatigante. « Arrivez seulement à portée de Leimeritz, lui écrivait-il, et vous pouvez regarder que la jonction est faite, et nous serons en mesure, si vous le désirez, de prêter le collet à M. le grand-duc[1]. »

Maillebois, ainsi encouragé, commença par concentrer toutes ses troupes aux environs

1. Broglie à Maillebois, 5 octobre 1742. — Note de Belle-Isle sur la lettre de Maillebois, 14 octobre 1742. (Ministère de la guerre. *Correspondances officielles et diverses.*)

d'Égra, puis se mit en marche dans le sens indiqué. Il plaça en tête le corps d'armée du comte de Saxe, lui confiant par là, en réalité, la conduite d'une expédition où il ne s'embarquait, disait-il, que sur sa *périlleuse parole*. Mais Maurice avait compté sans la mauvaise saison et, oubliant qu'il n'était plus Allemand, n'avait pas prévu non plus la mauvaise volonté des populations. Aussi, à l'épreuve, la marche se trouva bien plus pénible et surtout bien plus longue qu'on ne s'y attendait. On avait à traverser des bois fourrés et des défilés étroits très peu propices en tout temps au transport d'une grande masse d'hommes, mais où des pluies d'automne précoces avaient déjà transformé les moindres sentiers en véritables fondrières. Pour venir en aide aux équipages embourbés, il fallait réclamer à tout instant le concours des habitants, qui, très hostiles à l'armée étrangère et en rapport constant, au contraire, avec celle qui parlait leur langue, ne prêtaient leurs services qu'en rechignant et faussaient compagnie dans le moment où on aurait eu le plus besoin d'eux. « J'ai dû, écrivait Maillebois, prendre deux mille voitures



appartenant à des paysans de mauvaise volonté; mais ils emmènent leurs chevaux et abandonnent leurs chariots ; il faudrait mettre après chacun d'eux une sentinelle pour les garder : c'est au point que, pour ne pas perdre tous les transports de vivres et d'artillerie, il faut faire faire les équipages par des soldats pris dans les régiments. » En quittant les Français, les paysans déserteurs allaient tout droit au campement des Autrichiens les avertir et des mouvements auxquels ils avaient refusé de s'associer et des embarras qu'ils venaient d'accroître. Aussi de poste en poste on rencontrait des partis détachés placés en embuscade qui attendaient le passage des troupes françaises pour leur enlever leurs éclaireurs, leurs trainards ou leurs malades, et les tenir jour et nuit sur le qui-vive. C'est ainsi qu'arrivé aux défilés de Casden, l'endroit, disent les relations, le plus affreux du passage, le comte de Saxe lui-même se trouva surpris et coupé, et, s'il ne s'était dégagé avec son sang-froid et sa vivacité ordinaires, il tombait de sa personne aux mains de l'ennemi avec l'escorte qui l'accompagnait.

Force fut alors de s'arrêter et de réfléchir. On avait compté sur quinze jours de route et on s'était muni de vivres en conséquence. Au bout de la première semaine, le tiers du chemin était à peine fait, et, une grande partie des provisions se trouvant gâtées et pourries par l'humidité, on était presque au bout des subsistances. Les hommes et les chevaux étaient déjà mis à la demi-ration et les officiers réduits à manger du pain de munition. Si les difficultés de ce qui restait à faire croissaient en proportion de celles du commencement, le calcul était facile, on serait pris par la famine avant d'être en mesure de recevoir de Leimeritz le secours attendu. Maillebois, retombant dans ses incertitudes, convoqua les officiers supérieurs en conseil de guerre, et là, après une longue et douloureuse discussion, il fut reconnu que tout mouvement en avant devait amener la ruine complète de l'armée et que le seul parti à prendre était de rétrograder vers Égra, soit pour en repartir avec des précautions mieux prises, soit pour se porter de là vers le Danube, avec l'espérance d'y ramener aussi l'armée du

grand-duc. Le comte de Saxe fut presque seul à combattre une résolution dont toute son audace avait peine à contester la nécessité.

En conséquence, le 22 octobre, après une marche en retour presque aussi pénible que l'allée, Maillebois rentrait à Égra quinze jours après en être parti, la tête basse, et faisant défiler devant les populations étonnées ses bataillons décimés, sa cavalerie amaigrie et épuisée, ses caissons vides et presque brisés : une armée en fuite après une bataille perdue n'aurait pas offert le spectacle d'un plus grand désastre. « Si je ne considérais que moi, écrivait-il au cardinal dans une lettre désespérée, j'aurais la mort dans le cœur de n'avoir pu arriver jusqu'à Prague, puisque c'était le but de ma mission, mais je cherche à me consoler comme citoyen, en pensant que je n'ai point exposé mal à propos la seule armée qui reste au roi, laquelle est encore en état d'agir utilement pour son service[1]. »

1. Mémoires présentés par Maillebois au ministère de la guerre. — Maillebois au cardinal de Fleury, 16 octobre 1742, à Broglie et à Belle-Isle, 15, 17 octobre 1742. (Ministère



Une consolation plus réelle, quoique celle-là même insuffisante, lui était pourtant réservée, car il trouvait à Égra la nouvelle que le maréchal Seckendorf, à la tête de la petite armée impériale, avait profité de l'éloignement de Khevenhüller pour reprendre possession de la Bavière et rentrer dans Munich. Mais ce succès même rendait impossible de songer à un nouvel effort pour délivrer Prague, car Seckendorf ne pouvait se défendre longtemps seul, pour peu qu'on laissât aux Autrichiens le temps de revenir. Il fallait donc évidemment reporter toutes les troupes françaises sur le Danube, si l'on voulait conserver au moins cet avantage partiel.

Les mauvaises nouvelles se répandent vite : celle-ci pénétra rapidement à Prague, publiée par la joie des cavaliers autrichiens qui tenaient la plaine, avant même d'être apportée par les

de la guerre. *Correspondances officielles et diverses.*) — L'opposition du comte de Saxe au mouvement rétrograde de l'armée est consignée dans une lettre du comte à Maillebois lui-même du 20 octobre, commençant par ces mots : « Quoique mon avis n'ait pas prévalu... » *Journal de Charles VII*, p. 62, 63. L'Empereur y mentionne expressément le différend du comte de Saxe et de Maillebois.

messagers désolés de Maillebois. Dans quelle consternation elle jeta les malheureux condamnés à une captivé nouvelle, c'est ce qu'il serait plus aisé d'imaginer que de peindre. Le désappointement fut d'autant plus vif que l'approche du dénouement avait exalté leurs espérances. Toutes les précautions paraissaient heureusement prises par le maréchal de Broglie pour faciliter à Maillebois l'accès de Leimeritz. Un officier supérieur s'y était transporté avec un gros détachement et y demeurait en permanence, tous les vivres étaient prêts, tous les logements faits pour les arrivants. De Leimeritz à Prague, ce n'était plus qu'une suite de postes français échelonnés de place en place, rendant tout retour offensif des Autrichiens impossible. C'est par cette route, sur laquelle tous les regards étaient fixés, qu'on s'attendait, à tout instant, à courir au-devant d'amis et de compatriotes. La confiance était telle que Belle-Isle avait déjà écrit à Paris pour demander un congé que le délabrement de sa santé rendait nécessaire, et toutes ses lettres à sa femme respiraient la joie de la revoir et d'embrasser son

jeune fils. Tomber de si riantes espérances dans l'abîme de nouvelles angoisses, pour des cœurs déjà si éprouvés, quelle déception! et quelle amertume plus grande encore de ne pas savoir ce que leurs maîtres découragés allaient décider de leur sort! Séparés désormais de leur patrie par une barrière reconnue infranchissable, ne leur laisserait-on d'autre choix que les horreurs de la famine, ou l'humiliation de demander merci à un vainqueur impitoyable?

III

Au bout de quelques jours d'une cruelle attente, les malheureux assiégés apprirent par les instructions venues de Versailles que le roi et la France ne voulaient désespérer encore ni de leur fortune ni de leur courage. Soit, en effet, que l'héritier de Louis XIV eût conservé au fond de son cœur quelque chose de la fermeté magnanime qu'avait souvent déployée son aïeul, soit qu'il y ait dans une vieille monarchie depuis longtemps glorieuse une tradition de

grandeur qui prévient même la pensée de certaines faiblesses, la décision du cabinet fut empreinte de plus de résolution qu'on en aurait pu attendre des esprits débiles qui y présidaient. Le fait est d'autant plus remarquable qu'à l'annonce de cette nouvelle déconvenue, l'effarement à Versailles comme à Paris fut universel. Ce fut le pauvre Maillebois surtout, contre lequel s'éleva un cri général, et comme il arrive ordinairement, ceux qui avaient le plus contribué à lui troubler le cerveau par leurs conseils de prudence étaient les premiers à lui reprocher sa timidité. Jusqu'aux portes du cabinet royal on fredonnait contre lui des couplets sanglants (car chansons et chansonniers allaient toujours leur train, malgré les malheurs publics).

François dit : « Les Français viennent.
Ma mie, sauvons-nous.
— Oh! que nenni! dit la reine:
C'est Maillebois qui les mène;
Je m'en f.... »

On allait même, par une injustice criante, jusqu'à prétendre que, de connivence peut-être



avec Belle-Isle, il avait renoncé volontairement à un succès qui l'aurait placé sous le commandement d'un collègue [1].

On ne pouvait lui laisser la direction d'une affaire si tristement engagée. Ordre fut donc envoyé au maréchal de Broglie de quitter Prague de sa personne pour aller prendre le commandement de l'armée qui faisait retraite vers le Danube. Ce serait à lui ensuite à juger sur place si quelque chose pouvait être tenté encore pour le salut des assiégés, soit en faisant un nouvel effort pour les rejoindre, soit en attirant à soi l'armée autrichienne et en prévenant la reprise des opérations du siège par une diversion dirigée sur Vienne. Si, à l'épreuve, tout secours, sous une forme directe ou indirecte, était reconnu impraticable, Belle-Isle, alors resté seul à Prague, recevait pour ce cas extrême l'instruction tout à fait secrète, mais impérative, de se dégager à tout prix et à tout risque, soit par une évasion qu'il déroberait à

1. Cette calomnie a trouvé place dans le *Journal* de d'Argenson, 17 et 27 novembre 1742. — Charles VII la mentionne aussi dans son *Journal*, p. 63.

l'ennemi, soit en forçant le passage, au moyen d'un grand sacrifice. Une seule chose paraissait impossible à admettre, c'était une capitulation aux conditions qu'imposait Marie-Thérèse.

La mission donnée au maréchal de Broglie, toute de confiance, et qui le faisait considérer, lui écrivait son frère, comme le sauveur de la France, était si flatteuse pour son orgueil qu'il n'était pas nécessaire de l'accompagner d'aucun encouragement. Mais plus de ménagement pouvait paraître commandé pour imposer à Belle-Isle, ulcéré comme il avait le droit de l'être, travaillé par un mal cruel et épuisé de fatigue et d'émotion, une tâche ingrate dont la gloire ne pouvait égaler le péril et le labeur. L'ordre de risquer sa vie et sa renommée dans cette œuvre, peut-être impossible à accomplir, lui fut pourtant envoyé sur un ton de simplicité confiante, le plus beau des témoignages d'estime pour une âme digne de le comprendre.

« Les nouvelles arrivées à ce moment même de Prague, et de l'armée de M. de Maillebois (lui écrivait le ministre de la guerre, le marquis de Breteuil), ont déterminé le roi à y faire partir

sans délai le maréchal de Broglie, et je lui en envoie l'ordre par ce courrier, soit qu'il y conduise un détachement, soit qu'il s'y rende de sa personne. Vous croyez bien que, dans ces circonstances, Sa Majesté, qui connaît votre zèle pour son service, n'imagine pas que vous songiez à quitter le commandement de son armée. Aussi, loin de vous donner le congé auquel elle était décidée il y a quelques jours, elle me marque de vous mander formellement que son intention est que vous preniez le commandement de cette armée et que vous mettiez tout en usage pour en remonter la cavalerie, soit en tirant les chevaux de la Bohême... ou de Dresde, en un mot, comme vous le jugerez plus à propos... l'intention du roi étant de tirer de Bohême l'armée de Prague... le plus tôt possible. Sa Majesté sait qu'elle ne peut mettre cet intérêt en meilleure main que la vôtre pour une besogne si importante et si difficile. Elle se remet donc à vous avec une entière confiance... Cependant elle désire que cette démarche soit absolument ignorée, et, qu'au lieu de la laisser entrevoir, vous débitiez

l'arrivée de trente mille hommes de recrues, motif dont je me servirai pour faire les dispositions de subsistance pendant la route et que nos armées trouveront toutes disposées lorsqu'il sera question de leur retour. Je n'entrerai ici dans aucun détail de ce que vous ferez, sentant qu'il suffit de faire connaître à un homme comme vous les intentions du roi pour être sûr de leur réussite. Le regret que j'ai de ne vous point voir aussitôt que je l'avais espéré est un peu compensé par les nouvelles marques que vous donnerez, en cette occasion, de votre zèle pour le service du roi et de vos talents, et le plaisir que j'en aurai. La seule personne que je ne sais comment j'oserai aborder est madame de Belle-Isle, mais j'espère qu'elle me pardonnera à la longue, et qu'elle connaît trop mon attachement pour elle et pour vous pour me savoir mauvais gré de rien, surtout des choses qui ne peuvent que contribuer à votre gloire [1]. »

1. Breteuil à Belle-Isle. (*Correspondance de Belle-Isle avec divers.* Ministère des affaires étrangères.) — La lettre de Breteuil porte la date du 11 octobre, qui est évidemment erronée. A cette époque, on attendait encore à Paris la jonction de Maillebois et de Broglie à Prague même, et il

Le ministre des affaires étrangères, Amelot, entrant dans un peu plus de détails sur la situation politique, concluait avec la même confiance dans l'obéissance empressée que l'ordre du roi devait rencontrer : « Il n'y a pas de paix à espérer en ce moment, lui disait-il; si au moment où M. le maréchal de Maillebois paraissait près de se rendre à Prague, l'orgueil autrichien n'a pu plier, que pourrions-nous espérer aujourd'hui d'une nouvelle démarche qui ne ferait que montrer plus vivement notre inquiétude? La cour de Vienne est plus animée que jamais contre la France, et les rescrits qui en émanent ne respirent que vengeance... Si nous abandonnions la partie, on verrait bientôt tous les ennemis de la France se réunir pour l'accabler, au lieu que, si on nous voit soutenir avec courage notre situation présente et redoubler de vigueur pour réparer nos fautes et nos malheurs, il y a toute apparence que, pendant cet hiver, nous pourrons prendre des voies de conciliation. Mais, sans

n'y avait aucune raison de donner à ce dernier l'ordre de quitter précipitamment son armée.

attendre ce que nous pouvons nous promettre de la diversion sur le Danube et des progrès que nous pourrions faire en Autriche, votre principal objet doit être de ramener en France, plus tôt que plus tard, l'armée de Prague... Je sais qu'il ne faut pas moins que vous pour une pareille manœuvre, mais je ne la crois pas impossible quand vous la conduisez. Si l'affaire était moins importante, l'état de votre santé aurait déterminé M. le cardinal à vous donner le congé que vous demandez. *Mais quand on vous l'aurait accordé, vous n'en auriez pas usé.* Personne ne peut vous remplacer dans une besogne aussi difficile et qui demande autant de sagacité et autant de détail, s'agissant du salut de la France et d'épargner une honte et une ignominie éternelle aux armes du roi ; et vous êtes trop bon citoyen pour ne pas donner dans cette occasion une marque aussi essentielle de votre zèle à toute épreuve pour son service. Vous avez la confiance et l'amour des troupes qui sont actuellement sous vos ordres ; il n'y a pas un officier qui ne s'empresse de vous soulager et de vous seconder; aucun autre ne

pourrait se flatter d'un pareil avantage. Ne doutez jamais de mon parfait attachement[1]. »

La réponse de Belle-Isle fut digne de ce qu'on attendait de lui. L'ordre du roi lui fut apporté par le maréchal de Broglie lui-même, qui le trouva au lit, où la fièvre et le rhumatisme le retenaient depuis plusieurs jours. Il y répondit le jour même, bien qu'ayant peine à se tenir sur son séant, et, ni dans cette lettre ni dans deux autres qui la suivirent de près, on ne saisirait soit un reproche, soit une plainte : nul désir de se soustraire au fardeau ou au péril ; au contraire, une sorte d'impatience frémissante de les affronter. La seule crainte exprimée avec un accent de sincérité et de douleur touchantes, c'est de ne pouvoir suffire à la tâche dans l'état de misère d'une constitution épuisée.

Après avoir discuté assez longuement, dans

1. Amelot à Belle-Isle, 7 novembre 1742. (*Correspondance de Belle-Isle avec divers.* Ministère des affaires étrangères.) — Cette lettre, d'après sa date, n'a dû parvenir à Belle-Isle qu'après le départ du maréchal de Broglie. — N'y aurait-il pas ici encore une erreur?

toutes les hypothèses, les chances de salut que pouvait fournir encore une diversion tentée sur le Danube, il envisage en face l'extrémité où il ne resterait plus d'autre alternative qu'une sortie à tout hasard ou la prolongation d'un siège dont l'issue serait fatale, et, tout aussi résolument que les ministres, il repousse avec dégoût le dernier parti : « Celui-là, dit-il, serait accompagné de tant de calamités et de circonstances dures et fâcheuses, terminées par la perte de l'armée, et une fin aussi honteuse qu'humiliante, que je ne puis l'envisager qu'avec horreur, et, à mon sens, il n'y a pas à balancer à tenter l'autre : et comme la perte et la destruction de l'armée est évidente dans le premier cas, il est infiniment plus honorable pour le chef, et plus glorieux pour la nation et les armes du roi, de combattre et de périr plutôt les armes à la main, d'autant que, de cette manière, on ne périt pas seul, on se fait acheter cher à l'ennemi, dont on se fait également craindre et respecter ; on peut même raisonnablement se flatter que, si on ne sauve pas tout, il y en aura du moins une partie... Ce sont

presque toujours les partis audacieux qui réussissent. Mais, plus je suis décidé pour cette démarche... plus je sens en même temps toute l'étendue de tout ce qu'il faut que fasse le chef d'une pareille entreprise, pour laquelle la force et la vigueur du corps doivent égaler celle de l'esprit, surtout dans la rigoureuse saison où on va entrer, et autant j'oserais répondre raisonnablement de faire, si j'étais en état d'agir, comme j'ai fait à la guerre toute ma vie, autant je suis presque assuré du contraire, ne pouvant être transporté de mon lit et de ma chambre que dans une voiture... Je crois qu'il s'agirait de ma vie, que je ne pourrais me tenir un quart d'heure à cheval... Je serais criminel au premier chef de penser et de parler autrement, parce qu'il est impossible de faire exécuter de pareilles manœuvres par d'autres que par soi-même. Ce sont ces réflexions qui aggravent mon mal, par la vive douleur que je ressens de manquer une occasion telle que j'en ai désiré toute ma vie et que j'achèterais de tout ce que j'ai de plus cher au monde. Mais je tromperais le roi, je me tromperais moi-même de m'en

charger, ayant la certitude de ne la pouvoir remplir [1]. »

Les excuses patriotiques de Belle-Isle ne pouvaient arriver à temps (il s'en doutait peut-être) pour le décharger d'une tâche qu'au fond de l'âme il n'avait aucune envie de décliner ; et Broglie non plus n'avait pas de temps à perdre pour remplir celle qui lui était confiée : car l'armée de Maillebois opérait rapidement son mouvement de retraite vers le midi, et le chemin à suivre pour la rejoindre, déjà très hasardeux et très difficile, pouvait être d'un moment à l'autre complètement intercepté. Il partit donc le 1er novembre avec une forte escorte, laissant Belle-Isle investi de ce commandement unique et suprême, si regretté, si désiré, et qu'une dérision du sort lui rendait dans des circonstances si différentes de ses prévisions et de ses espérances. Il ne restait plus qu'à s'en montrer digne : « C'est pourquoi, écrivait-il au cardinal lui-même, je ferai tout ce qui est humainement possible et au delà. »

1. Belle-Isle à Breteuil, 28, 31 octobre 1742. (*Correspondances diverses.* Ministère de la guerre.)

Dès le lendemain, se soulevant de sa couche de douleur, le nouveau général en chef était à l'œuvre. Le plus pressé et le plus difficile, c'était de relever les courages, cette fois tout à fait abattus, et d'arrêter ce relâchement de discipline qui est la suite ordinaire des revers prolongés. Le mal était grand, car jusque dans l'état-major le plus élevé c'était une débandade et un désarroi général. « Le découragement, écrivait Belle-Isle le 6 novembre, s'est emparé du cœur et de l'esprit de chaque officier; j'apprends journellement avec la plus vive douleur que, non contents de tenir les propos les plus criminels devant les troupes, ils n'exécutent aucun ordre, et, qu'à la honte de la nation, ils sont les premiers à prendre et à piller tout ce qu'ils trouvent... Ce mal intime et domestique est de tout point bien plus fâcheux que tous les autres[1]. »

Pour rétablir l'ordre, il fallait faire renaître la confiance. Mais comment l'inspirer sans la partager et en dissimulant le but unique, et celui-là même presque désespéré, que pouvait

1. Belle-Isle à Breteuil, 6 novembre 1742. (*Correspondance de Belle-Isle avec divers.* Ministère des affaires étrangères.)

se proposer un nouvel effort? Belle-Isle y réussit dans une harangue adressée aux officiers généraux et aux commandants de corps et où beaucoup d'art pour relever les espérances, en donnant le change sur ses intentions véritables, était caché sous un ton de bonhomie. « Messieurs, leur dit-il, notre honneur et nos vies sont intéressés au rétablissement de l'ordre dans nos troupes; nous devons redoubler de force et de courage dans cette occasion, où il faut nous suffire à nous-mêmes. Nous ne pouvons pas nous dissimuler qu'entourés d'ennemis, ils ne fassent tous leurs efforts pour nous détruire. Aussi ce n'est que par notre union que nous pourrons éviter une malheureuse destinée : j'entends par union non pas celle qui doit être parmi les officiers généraux, mais celle des officiers entre eux avec leurs soldats pour que tous concourent au bien. Nous avons deux objets principaux qui dépendent de ce qui se passera sur le Danube. Si nos armes y ont un heureux succès, nous marcherons alors ou pour nous joindre ou pour faire quelqu'autre opération. Il faut mettre en état six pièces de

gros canon et des mortiers pour être prêt à tout événement. Si, au contraire, elles n'agissent pas, ou que leurs entreprises soient suivies de quelque malheureux succès, nous devons tous concourir à pouvoir subsister ici et donner le temps au roi de faire ce qu'il avisera être bon pour nous en retirer. Aussi nous devons tous songer à épargner et à remplir les magasins de cette ville. Je sais tous les chagrins que chaque particulier essuie, mais il est des moments critiques où l'homme de courage s'élève au-dessus de lui-même... Il faut écarter tous les sujets de peine et n'être rempli que de l'objet principal, qui est de nous soutenir ici avec honneur et de ne rien faire que de digne de nous. Si quelqu'un de vous a un bon projet pour l'utilité publique, qu'il me fasse plaisir de me le dire. Pour moi qui ne dors point, je suis occupé toute la nuit à ce qui peut procurer le bien. J'ai vu creuser l'abîme où nous sommes; je m'y suis opposé autant que je l'ai pu. Représentations, écrits, que n'ai-je point fait pour être écouté! C'est à moi de chercher les moyens de nous en tirer. Écartons tous ces

objets et ne pensons qu'au principal, qui est d'amasser des subsistances et de les épargner [1]. » Les dernières paroles, empreintes d'un sentiment de personnalité et de rancune, déparent seules ce ferme langage. Il eût mieux valu prêcher d'exemple l'oubli des injures et la conciliation.

Les objurgations du maréchal de Belle-Isle furent pourtant écoutées et la liberté que laissait encore pour quelques jours l'éloignement des troupes autrichiennes fut activement employée pour se mettre en état d'attendre et d'agir. Au départ du maréchal de Broglie, il ne restait plus de vivres que pour un mois. Huit jours après, moyennant des réquisitions faites dans la campagne ou des transports mandés de Saxe, les subsistances de tout genre étaient assurées jusqu'au 1er février suivant. La cavalerie, qui ne comptait plus que de 1,200 à 1,300 chevaux,

1. Discours du maréchal de Belle-Isle aux officiers généraux et aux commandants de corps, 1er novembre 1742. (*Correspondances diverses*. Ministère de la guerre.) — Par une erreur de date analogue à celle que nous avons relevée plus haut, cette pièce porte la date du 1er octobre. Le maréchal de Broglie n'ayant quitté Prague que le 27 de ce mois, c'est évidemment le 1er novembre qu'il faut lire.



était reportée à 2,000, sans compter les chevaux d'attelage, qui de 250 avaient passé à 800. Toutes les précautions étant ainsi prises dans la mesure possible, il ne resta plus qu'à demeurer l'arme au bras et à voir venir jusqu'à ce qu'on pût connaître l'effet des opérations du maréchal de Broglie sur le Danube.

Cette attente devait être vaine, et Belle-Isle sans doute y était préparé, car il ne se faisait pas faute de déclarer tout haut d'avance qu'il ne comptait ni sur les talents de son collègue, ni sur son zèle à servir la cause commune. Quelque injuste, ou tout au moins excessive, que fût cette méfiance, il est certain qu'elle fut confirmée par l'impossibilité très réelle où Broglie se trouva de tenter aucune manœuvre de nature à porter un secours efficace aux compagnons d'armes qu'il avait laissés dans Prague. D'abord ce ne fut pas sans beaucoup de peine et de longs détours qu'il put arriver à prendre possession de son nouveau commandement. Pour ne pas courir risque d'être enlevé ou de tomber dans une embuscade, il dut traverser la Saxe en passant par Dresde

et Leipzig, et là, malgré le bon accueil que lui fit le roi de Pologne, il put se convaincre que, même chez ses alliés de la veille, peuples et courtisans voyaient de mauvais œil, et sans aucune sympathie pour ses peines, le général en chef de l'armée française. Puis le voyage à travers les neiges, dans des chemins où les voitures se cassaient à tout instant et où personne ne mettait de bonne volonté à les réparer, fut affreux et interminable. On était déjà à la seconde quinzaine de novembre et Maillebois prenait ses quartiers en Bavière, quand son successeur put enfin l'atteindre pour le remplacer.

L'état matériel et moral que Broglie eut alors sous les yeux ne différait pas du désolant tableau que Belle-Isle décrivait tout à l'heure, à cette distinction près que si, à Prague, l'armée captive périssait d'ennui d'être enfermée depuis plus d'une année dans des murailles, en Bavière, l'armée errante était épuisée et exaspérée par les longues et stériles promenades qu'elle venait de faire à travers l'Allemagne. Les désertions se multipliaient, les officiers même quittaient leur poste sans autorisation et pour

le moindre prétexte. « L'amour de la patrie, écrivait un des généraux, qui, jusqu'à ce moment, a toujours été regardé comme une vertu, est dans cette armée un vice qu'il est impossible d'approuver. Partie des officiers abandonnent leur emploi et retournent en France; l'autre partie s'use à déplorer son sort; et la troisième à approuver ou à condamner ce qu'elle ne peut savoir[1]. » Tout à l'entour, d'ailleurs, la contrée était ravagée, les Autrichiens, avant de l'évacuer, après un an d'occupation, l'ayant absolument mise à sec.

Avant de rien essayer, il fallait porter remède à cet état de désordre et de dénûment; Broglie y travaillait avec activité, puissamment aidé par le comte de Saxe, qu'il appelait son bras droit et qui lui portait en effet un tendre dévouement. Leurs efforts réunis n'y avaient encore qu'imparfaitement réussi quand il leur fallut, toute affaire cessante, courir au-devant des Autrichiens, qui reparaissaient en force sur les confins de la Bavière.

1. Le comte d'Estrées à Paris-Duverney, 19 novembre 1742. (*Correspondances diverses*. Ministère de la guerre.)

C'était l'effet de l'ordre toujours décisif de Marie-Thérèse. « Suivez le maréchal de Maillebois partout où il ira, » avait-elle écrit sur-le-champ à son mari, en apprenant le mouvement rétrograde de l'armée française; et se retournant vers Robinson : « Avais-je tort de ne pas céder? » lui dit-elle, et elle ajouta avec un sourire d'orgueil : « Il n'y a que moi, après tout, qui sache ici la vraie manière de parler et d'agir. — Je le crois bien, lui répondit le ministre anglais; aussi, pour ma part, je m'attacherai toujours au tronc de l'arbre plutôt qu'aux branches. » Mais comme elle témoignait en même temps au grand-duc une vive impatience de le revoir, il fut convenu qu'il laisserait son commandement au prince Charles, en partageant d'avance ses troupes en deux corps : l'un des deux, confié au prince Lobkowitz, se présenterait devant Prague pour empêcher Belle-Isle de bouger, tandis que l'autre, sous la conduite du prince Charles lui-même, suivrait l'armée de Maillebois, devenue celle de Broglie, pour la déloger, s'il était possible, de la Bavière.

Dans ce dessein, qui fut rapidement accompli,

le prince arriva presque à l'improviste devant la ville de Braunau, place forte située à quelques lieues au-dessous de Munich sur la rivière d'Inn, le principal affluent du Danube dans cette région. Le point d'attaque était bien choisi, car Braunau une fois pris, Munich, qui n'avait point de défense propre, succombait du même coup. La ville, très mal fournie de subsistances en tout genre, ne pouvait tenir plus de quelques jours. Broglie, quoique lui-même pris au dépourvu et presque dénué de munitions et d'artillerie, n'hésita pas à s'y porter de sa personne et accourut encore à temps pour y pénétrer avant que l'investissement fût complet. Le prince Charles, plus intimidé peut-être que de raison par cette résolution que son adversaire eût eu assez de peine à soutenir, crut le coup manqué et se retira sans insister, se bornant désormais à monter la garde sur la frontière de la Haute-Autriche.

La Bavière était préservée : c'était un succès imputable, suivant les uns, au mérite, suivant d'autres (car il y avait des amis de Belle-Isle dans l'armée de Broglie) simplement à l'étoile

du maréchal; peut-être, plus simplement encore, à l'effet des conseils énergiques de Maurice. Mais, en tout cas, le fait était devenu trop rare pour qu'on ne craignît pas de le compromettre en voulant en tirer plus d'avantage qu'il ne comportait. D'ailleurs, l'opération elle-même avait achevé d'épuiser l'armée en interrompant son travail de réparation. On était au 10 décembre : commencer une campagne dans cette saison de l'année était un fait contraire à toutes les habitudes du temps. Il était, en conscience, aussi impossible de pousser une pointe en Autriche que de retourner en Bohême : tout effort pour dégager Belle-Isle était condamné d'avance et n'aurait servi qu'à compromettre tous les Français présents en Allemagne dans la même ruine. Broglie obéit donc à une impérieuse nécessité en faisant poser les armes à ses troupes et en les dispersant dans les cantonnements d'hiver, et quelque douloureux qu'il pût être d'annoncer à Belle-Isle qu'on l'abandonnait, il fallut bien tenir le langage de la vérité. Seulement, on aurait pu le faire avec moins de sécheresse, et, dans une telle extré-

mité, une parole de sympathie fraternelle, dût-elle être accueillie avec dédain et méfiance, n'aurait pas été déplacée; mais il y avait longtemps que de tels sentiments ne se trouvaient pas plus dans l'âme que sous la plume d'aucun des deux rivaux.

« Ce n'est pas ma faute, monsieur, écrivait Broglie, le 21 décembre, après un long silence, si je n'oblige pas le prince Lobkowitz à vous quitter et à venir de mon côté; je le souhaiterais de tout mon cœur, mais à l'impossible nul n'est tenu. Vous n'êtes pas bien instruit quand vous paraissez croire que cette armée est aussi considérable que celle du prince Charles : toute l'infanterie que j'ai ne se compose pas aujourd'hui de plus de vingt-cinq mille hommes d'effectif : cela est aisé à démontrer; à l'égard de la cavalerie, il est certain que les ennemis sont beaucoup plus forts que moi et que la leur est en meilleur état que la nôtre. Je n'ai pas un canon ni un cheval d'artillerie. Je rends compte à la cour dans ces termes, et la vérité de ce que je vous mande est à la connaissance de toute l'armée. » — Se souvenant alors très mal

à propos que Belle-Isle lui avait reproché plus d'une fois de ne jamais savoir se tirer d'embarras, tandis qu'il se vantait lui-même des ressources et de la fertilité de son imagination, il ajoute cette phrase au moins superflue : « Comme vous savez vous retourner mieux que personne, j'espère que vous pourrez trouver quelque moyen de vous tirer d'affaire. Je le souhaite de tout mon cœur, tant par rapport à vous que pour le bien du service[1]. »

A vrai dire, la lettre elle-même était inutile, car les faits parlaient haut et s'expliquaient sans commentaires : Lobkowitz arrivait devant Prague tout à son aise, et, sans se presser, il organisait ses travaux d'investissement avec une précision lente et méthodique, n'hésitant pas même à envoyer, en divers sens, de forts détachements pour s'emparer des places fortes

1. Broglie à Belle-Isle, 21 décembre 1742. Par la date de cette lettre on voit qu'elle ne put être remise à Belle-Isle avant son départ de Prague, qui eut lieu le 17; mais elle lui parvint à son arrivée à Egra, comme on le verra par la manière dont il releva alors l'allusion qui la termine. (*Correspondances diverses.* Ministère de la guerre. — *Correspondance de Belle-Isle avec divers.* Ministère des affaires étrangères.)

du voisinage, où les Français tenaient encore garnison, entre autres de la citadelle de Leimeritz, qui capitula le 1er décembre. En fallait-il davantage pour faire comprendre à Belle-Isle que l'ennemi préposé à sa garde n'avait plus à craindre, ni d'être interrompu dans ses opérations, ni d'être inquiété sur ses derrières, et que les prisonniers, n'ayant plus rien non plus à espérer du dehors, n'avaient rien à attendre que d'eux-mêmes ?

IV

Le feu ayant ainsi cessé partout en Allemagne, ce fut sur Prague, devenu comme le dernier champ clos de ce long et sanglant duel, que se concentra toute l'attention et se fixèrent les regards de toute l'Europe. A Vienne, Marie-Thérèse comptait les jours et les heures, attendant l'instant désormais assuré qui lui amènerait, avec le triomphe de son droit, le complément

de sa vengeance : c'était l'aigle d'Autriche elle-même, tenant déjà sa victime dans ses serres. Dans toutes les cours et cités d'Allemagne, comme à la Haye, à Turin, à Saint-Pétersbourg, à Londres et partout en un mot, où il y avait encore des partis en balance, tout le monde retenait son souffle, chacun hésitant encore à croire avant l'événement qu'on pût voir ce fait inouï depuis tant de siècles : toute une armée française, commandée par un maréchal, se rendant à discrétion et traînée prisonnière sans ses drapeaux et sans ses armes.

En France, l'angoisse était au comble, sans pourtant, il faut le dire à la honte éternelle de la race frivole des courtisans, faire trêve à leurs vaines rivalités : « Les ennemis de M. de Belle-Isle, écrivait le chargé d'affaires d'Angleterre, se réjouissent de sa situation... ils demandent en riant comment il se tirera des difficultés présentes. Voilà l'homme, disent-ils, qui pendant que M. de Broglie avait le commandement, l'accusait continuellement de ne savoir faire usage de ses forces et maintenant il se laisse enfermer comme lui... il a carte blanche pour

tout essayer, et, au lieu de rien faire, il va commencer par capituler[1]. »

Heureusement pour l'honneur de la nation, il y avait encore, à tous les étages de la société, de vrais citoyens qui suivaient le cours des événements en spectateurs aussi passionnés, mais animés d'une curiosité de meilleur aloi. Dans le nombre, un document inconnu, qui a quelque prix, me permet de compter un homme dont le nom est familier à tous les amateurs d'écrits militaires, mais alors plus remarqué qu'apprécié pour l'originalité de ses vues, et qui, malgré de longs et utiles services, vieillissait dans le poste modeste de mestre de camp. C'était le chevalier de Folard, l'érudit commentateur de César et de Polybe, à qui l'étude des grands faits d'arme de l'antiquité avait suggéré l'idée de réformes tactiques très peu comprises de son temps et auxquelles la science moderne, si j'en crois des juges compétents, a fait plus d'un emprunt.

Ce digne serviteur avait connu Belle-Isle

1. Thomson, chargé d'affaires d'Angleterre, à Carteret, 11 novembre 1742. (*Correspondance de France*. Record Office.)



pendant les guerres précédentes et lui fit toute suite l'honneur de penser qu'il ne se condamnerait pas à rester enfermé dans des murailles. Supposant que le fruit de ses recherches pourrait aider son ancien général à sortir d'affaire, il n'hésita pas, dans deux lettres successives, à lui offrir ses conseils : « Je ne doute pas, monseigneur, lui écrivait-il, que vous n'abandonniez Prague ; cette entreprise est délicate et digne de votre intelligence et de votre courage. Je voudrais bien être de la partie, mais il n'est plus temps... Je ne saurais que vous dire, n'étant pas sur les lieux ; mais il semble qu'une telle extrémité conseille une grande résolution. Trente mille hommes, avec des vivres pour quinze jours peuvent fort bien se retirer et se *faire large*... Mais, pour cela, il ne faut pas une capacité médiocre. » Suivait une instruction très détaillée sur la manière de composer des colonnes de marche et de faire face à toute attaque pendant leur défilé. « Quelques-unes de ces dispositions, disait-il, lui étaient suggérées par les enseignements qu'il avait tirés de la retraite des Dix mille de

Xénophon, et ainsi, ajoutait-il en terminant, vous percerez et vous irez droit votre chemin : une grande résolution sans délibérer fait votre gloire et votre salut. » La lettre arriva à son adresse, et, chose singulière, bien que Belle-Isle n'en ait jamais parlé ni alors ni plus tard dans ses *Mémoires*, non seulement il ne la jeta pas dédaigneusement de côté, mais il l'étudia avec soin et, comme on va pouvoir s'en convaincre, en suivit à peu près littéralement les directions[1].

Aucun avis d'ailleurs n'était superflu, car jamais problème plus compliqué ne fut à résoudre par un général. Il fallait tout à la fois et faire tous les préparatifs qu'exigeait une route longue et difficile et en dérober, non seulement la connaissance, mais le soupçon même à la surveillance de l'ennemi. De l'ignorance où on pourrait le maintenir jusqu'à la dernière heure dépendait la seule chance de succès. Point d'espoir si on ne réussissait pas à faire prendre à l'armée en retraite assez d'avance sur celle qui pourrait la suivre pour que celle-ci, avertie

1. Le chevalier de Folard à Belle-Isle, 2 et 11 novembre 1742. (*Correspondances diverses*. Ministère de la guerre.)

trop tard, ne pût ni lui barrer le passage ni la rejoindre. La célérité des mouvements n'était donc pas moins nécessaire que leur secret: mais comment marcher assez vite avec l'énormité des bagages et des transports nécessaires à toute une armée et, de plus, avec le nombre considérable de blessés, d'infirmes et de malades dont de si longues souffrances avaient encombré les hôpitaux et dont les plus valides étaient incapables de faire, jusqu'au bout, même une journée de campagne ordinaire? Belle-Isle prit résolument le douloureux parti de faire très large la part de ces non-valeurs et de laisser derrière lui sans pitié tout ce qui ne pourrait le suivre qu'en le retardant. Il calculait d'ailleurs, non sans raison, qu'une garnison de plusieurs milliers d'invalides laissée à Prague serait utile pour occuper les points les plus en vue, et servirait ainsi à masquer la sortie des autres; dût-elle ensuite se rendre, même à discrétion, une fois le gros de l'armée échappé, ce mesquin triomphe laisserait intact l'honneur du nom français.

Seulement il fallait trouver un homme de



confiance et de dévouement pour rester en compagnie des malheureux sacrifiés, simuler à leur tête une apparence de résistance, et ne céder qu'à la dernière heure avec dignité. Le choix de Belle-Isle tomba sur le même officier de fortune qui avait déployé naguère, à la surprise de Prague, tant d'audace et de sang-froid. Ce fut Chevert qui, obéissant cette fois encore sans murmurer, accepta une tâche plus pénible pour lui que pour tout autre, car c'était l'ingrate contre-partie du rôle brillant qu'il avait rempli l'année précédente dans le même lieu, presque à pareil jour.

L'instruction que Belle-Isle lui laissa explique assez bien l'espèce de comédie militaire qu'il le chargeait de jouer, pour occuper le devant de la scène, pendant que lui-même, derrière le rideau, préparerait le véritable dénouement. « Le service du roi exigeant, dit ce document, que je conduise l'armée hors de Prague pour agir relativement aux opérations de l'armée du Danube, je ne crois pas pouvoir confier le commandement d'une place aussi importante en de meilleures mains qu'en celles

de M. de Chevert, brigadier des armées du roi. Il a eu tant de part à la conquête de cette place, il s'est si dignement acquitté du détail qui lui a été confié depuis ce jour, et il a acquis des connaissances si intrinsèques de tout ce qui concerne la partie militaire et la partie civile, que tout concourt à lui donner la préférence pour être chargé d'une commission si importante. » Puis, après lui avoir indiqué toutes les précautions nécessaires pour se garder d'une surprise et prolonger le plus possible l'incertitude et l'ignorance des assiégeants, Belle-Isle arrive au moment où enfin le secret étant éventé, la place sera sommée de se rendre. « Dans ce cas, dit-il, M. de Chevert continuera de répandre sans affectation le bruit que j'ai déjà établi que les troupes du roi devaient hiverner en Bohême, que nous comptons conserver Prague et y ramener les régiments après cette expédition, et que nous y avons laissé cependant sous ses ordres quatre ou cinq mille hommes de troupes plus que suffisantes pour la bien défendre, en quoi M. de Chevert *ne mentira pas*, *quant au fond*, puisque,

compris les malades et autres Français, il reste bien ce nombre dans la ville. Dans le cas supposé de sommation, M. de Chevert cherchera à gagner du temps par sa réponse et demandera à cet effet de pouvoir être informé de ce qu'est devenue l'armée que nous conduisons et de nous envoyer quelqu'un pour recevoir nos ordres. » Enfin, quand tous les artifices seront épuisés et de plus longs délais inutiles, la capitulation peut être acceptée aux conditions suivantes : remise de l'artillerie et des munitions de guerre, mais sortie de toute l'armée avec armes et bagages et les honneurs de la guerre, sans autre engagement que de ne plus servir pendant un an contre la reine de Hongrie.

« Pour obtenir ces conditions favorables, M. de Chevert mettra en œuvre toute sa fermeté et sa dextérité, faisant observer à l'ennemi que le pis qui puisse arriver à la garnison étant d'être prisonnière de guerre, elle est en état, si on la réduit à cette extrémité, de faire acheter cher cet avantage[1]. »

1. Instruction du maréchal de Belle-Isle à M. de Chevert,

Si, malgré toutes ces précautions, le sort toujours incertain des pauvres gens qu'il était obligé d'abandonner serrait le cœur paternel de Belle-Isle, ceux qu'il devait emmener avec lui, plus sains de corps, mais non moins malades d'esprit, lui causaient presque autant de souci. Dès qu'il devint apparent qu'il avait en vue un projet de délivrance, ce fut dans tous les rangs de l'armée une joie si peu tempérée et si bruyante qu'à tout instant on pouvait craindre qu'un avis indiscret recueilli par les malveillants, si nombreux dans Prague, n'allât tout révéler à l'ennemi. Chacun d'ailleurs avait son plan de retraite qu'il développait tout haut dans les chambrées et qu'il venait confier au maréchal, dont les réponses évasives devenaient ensuite le thème d'interminables commentaires. Ce fut au milieu de ce tapage étourdissant d'avis contradictoires que Belle-Isle, seul, cloué le plus souvent dans sa chambre par le rhumatisme, devait penser et pourvoir à tout, sans rien dire de trop, et donner des ordres

14 et 16 décembre 1742. (*Correspondances diverses.* Ministère de la guerre.)

dont il ne pouvait ni tout à fait expliquer le but ni surveiller lui-même l'exécution. L'aide active et puissante qu'il trouvait dans le zèle de son frère le chevalier, qui passa plusieurs nuits de suite à ses côtés sans fermer l'œil et sans se déshabiller, le soulageait sans le consoler, dans ses défaillances. A tout instant l'infirmité de ses membres trahissait l'ardeur de son âme et ce cri : « Ah! si je pouvais seulement monter à cheval! » sortait de sa bouche, comme il se retrouve à toutes les lignes de sa correspondance.

Le temps pressait cependant, car, d'heure en heure, le prince Lobkowitz complétait ses travaux, le cercle se resserrait, et chaque jour perdu rendait la sortie plus hasardeuse. Déjà même les plus simples communications avec le dehors devenaient périlleuses, et Belle-Isle, bien que renfermant ses dépêches sous le plus petit volume et payant les prix les plus élevés, avait peine à trouver des messagers assez résolus pour les porter. A la dernière heure même (ce sont des dépêches anglaises qui nous l'apprennent), tout faillit être perdu, parce qu'une lettre,

où tout le plan de l'évasion était discuté, tomba entre les mains d'un poste ennemi. Elle était chiffrée à la vérité, mais cela même n'eût point été une garantie suffisante, car la chancellerie autrichienne avait su se procurer la clef de la plupart de nos chiffres; seulement, cette fois, la table numérique employée étant nouvelle, c'est à Vienne qu'il fallut envoyer la pièce pour en avoir l'explication. Expédiée le 13, elle revenait mise au clair seulement le 19 [1].

Mais, le 16, Belle-Isle était prêt à partir; dès la première heure du jour, toutes les portes furent gardées avec défense absolue de laisser sortir âme qui vive. Dans l'après-midi, seize habitants notables de la ville, quatre pris dans la noblesse, quatre dans le clergé, quatre dans la bourgeoisie et quatre dans la magistrature, étaient mandés chez le maréchal, qui leur fit savoir qu'ils auraient à suivre l'armée en qualité d'otages, pour répondre de la sûreté de ceux qu'on laissait en arrière. On leur donna huit heures pour faire leurs dispositions, mais

1. Robinson à Carteret, 26 décembre 1742. (*Correspondance de Vienne*. Record Office.) D'Arneth, t. II, p. 136.



sans sortir de leur logis, où ils durent rester renfermés jusqu'au départ[1]. Un même nombre fut remis à la garde de Chevert pour être consignés dans la citadelle. Belle-Isle alors se crut en mesure d'annoncer à Breteuil son départ pour la nuit même, et affectant sans doute plus de confiance qu'il n'en éprouvait, il n'hésitait pas à calculer, à un jour près, le temps qui lui serait nécessaire pour atteindre la ville d'Égra, où l'armée délivrée pourrait se trouver en sûreté. « Le prince Lobkowitz, écrivait-il, augmente chaque jour les obstacles à ma retraite, ce qui, joint à ce que vous m'avez marqué et à mon propre goût, m'a déterminé à me mettre en marche cette nuit avec tout ce qui est en état de marcher de cette armée, pour la conduire à Égra... Je ne suis point en peine de vaincre tous les obstacles que pourra m'opposer le prince Lobkowitz et résolu de l'attaquer et de le combattre partout, s'il ose se mettre sur mon chemin... Je doute fort qu'il le fasse, et j'oserais vous répondre de tout

1. D'Arneth donne le nom de quatre otages, dont un mourut en route.

si j'étais en état d'agir. Je supplée autant qu'il est en mon pouvoir à ce défaut essentiel par les meilleures dispositions et les exhortations les plus pathétiques. Je serai au milieu et le plus à la portée que le terrain et mon état pourront le permettre pour donner des ordres. L'article de la rigueur de la saison est celui contre lequel je peux le moins; mais enfin le sort en est jeté... J'espère pouvoir arriver à Égra le 25 ou le 26. Vous comprendrez aisément monsieur, quelle est la situation d'un homme sur lequel roule le succès d'une pareille entreprise, pour lequel il faudrait être partout, et qui a le malheur de ne pouvoir être de sa personne nulle part. Cette douleur et cette inquiétude se renferment au dedans; je ne laisse voir que le courage de l'esprit pour le donner aux autres [1]. »

L'ordre du jour adressé aux troupes s'exprime également avec ce ton d'autorité qui respire la confiance et la commande. Les admonestations les plus sévères sont faites aux officiers de ne

1. Belle-Isle à Breteuil, 16 décembre 1742. (*Correspondance de Belle-Isle avec divers.* Ministère des affaires étrangères.) — *Mémoires du duc de Luynes*, t. IV, p. 450. t. IX, p. 402.

jamais s'écarter de leur troupe et de partager toutes leurs souffrances. Défense absolue d'amener aucune espèce de carrosse, charrette, chaise roulante de quelque nature que ce puisse être. « Le maréchal est bien fâché de ne pouvoir avoir sur cet article aucune espèce de condescendance et il avertit que les premières voitures qui se trouveront seront pillées et brûlées. S'il y a des officiers dont la santé ne permette pas de faire leur service et de rester à cheval, il n'ont qu'à rester à Prague... C'est à eux aussi de contenir les soldats, de faire observer la plus exacte discipline et d'empêcher la maraude, d'autant que ce qui traînera, ou s'écartera sera pris par l'ennemi ou assommé par les paysans... Quoique les officiers, ajoute-t-il enfin (comme si, déjà rendu à Versailles, il eût tenu dans ses mains la récompense aussi bien que le châtiment), guidés uniquement par leur devoir, n'aient besoin d'aucun autre motif, le maréchal est néanmoins bien aise en leur montrant la gloire qu'ils acquerront dans une opération si importante, de les assurer qu'il emploiera tout son

crédit et toutes ses forces pour leur procurer les grâces du roi, et les récompenses qu'il ont déjà en partie méritées. Il ne croit pas devoir en dire davantage à des troupes qui savent depuis longtemps l'affection qu'il leur porte [1]. »

Grâce à ces ordres, sévèrement exécutés, la sortie s'opéra dans la nuit du 16 au 17 décembre avec une facilité qui tient véritablement du prodige : 11,000 hommes d'infanterie, 3,000 de cavalerie grosse ou légère, 30 pièces de campagne et tout leur attirail, environ 300 voitures et 6,000 mulets ou chevaux de bâts, portant des cartouches et des pierres à fusil pour l'infanterie, des provisions de pain, de riz, de lard et d'eau-de-vie pour six jours de route, du foin pour deux et de l'avoine pour quatre, le trésor, les ambulances, un nombre de bœufs suffisant pour une distribution journalière d'une livre de viande par homme pendant toute la durée présumée du voyage, telle fut, d'après l'énumération de Belle-Isle lui-même, la formidable

1. Instruction du maréchal de Belle-Isle aux troupes. (*Correspondances diverses.* Ministère de la guerre.)



procession qui traversa les remparts la nuit et fit trois heures d'une traite sans être aperçue, pour arriver au point du jour au rendez-vous où le général lui-même vint la rejoindre. La ville était ainsi évacuée, comme on l'avait occupée, dans l'ombre et le silence d'une nuit d'hiver.

Le moment était venu de faire prendre à cette masse énorme d'hommes et de transports un ordre de marche régulier conforme à la nature du terrain, qui ne lui permettait de se déplier que sur une seule colonne. C'est ici qu'est particulièrement reconnaissable le profit que Belle-Isle sut tirer discrètement des prescriptions de Folard. Presque toutes les dispositions dont il donne le détail lui-même avec complaisance, dans ses comptes rendus, sont les mêmes qu'avait indiquées du fond de son cabinet le tacticien érudit, adaptées seulement, moyennant de légères modifications, à l'état particulier des lieux. C'est en application de ces avis que Belle-Isle plaça en tête de tout le convoi deux avant-gardes à la suite l'une de l'autre (chose, disait Folard, absolument nouvelle): la première, chargée de reconnaître le ter-

rain, d'aplanir les obstacles, de s'emparer des défilés ou endroits difficiles et suspects, où l'ennemi aurait pu se loger à l'avance, et composée, pour remplir cet office, de troupes de diverses armes, principalement de cavalerie, en état de soutenir un combat ; la seconde destinée seulement à préparer le campement dans les conditions ordinaires. La première avant-garde devait prendre une avance d'une marche entière sur l'armée, la seconde d'une demi-marche seulement ; mais la première avait pour instruction de céder toujours la place à l'arrivée de la seconde, pour se porter immédiatement en avant et garder ainsi constamment sa distance.

D'après la même inspiration, le gros de l'armée fut partagé en cinq divisions composées d'un nombre égal de brigades d'infanterie et de cavalerie et de pièces d'artillerie formant ainsi chacune une unité complète, au centre de laquelle étaient placés les équipages portant les fournitures nécessaires à leurs divers besoins. « Ainsi, dit Belle-Isle, j'étais toujours en état de faire face en force, à la tête, à la queue et tout le long de ma colonne, parceque, faisant à droite

ou à gauche, suivant le côté où se présenterait l'ennemi, je me trouvais toujours en bataille, mes armes mêlées, cavalerie, infanterie et canons, couvrant mes équipages, que je faisais mettre derrière.» C'est à très peu de chose près, la disposition même dont Folard lui avait envoyé, au bas de sa lettre, un petit dessin à la plume; on peut y voir, en effet, derrière une double avant-garde, de grosses colonnes d'infanterie dont le centre est occupé par des transports et des bagages, et dont les lignes sont entrecoupées de loin en loin à divers intervalles par des détachements de cavalerie et des pièces de canon. Il est rarement arrivé, je crois, que la théorie opérant à de telles distances sur des données si incertaines, ait servi de guide aussi exactement à la pratique[1].

La marche ainsi réglée se poursuivit toute la

1. Le récit de la retraite de Prague a été fait plusieurs fois par Belle-Isle. Le compte rendu le plus exact et le plus complet est celui qu'on trouve dans le recueil que j'ai déjà cité : *Campagnes des maréchaux de Broglie et de Belle-Isle*, t. VII, sous ce titre : *Lettre du maréchal de Belle-Isle à un des ministres du roi dans une cour étrangère*, Amberg, 6 janvier 1742. Cette pièce se trouve aussi insérée dans les *Mémoires du duc de Luynes*.



journée du 17 sans rencontrer de résistance; vers le soir seulement, un corps de hussards se présenta à l'arrière-garde, qui, faisant front immédiatement, repoussa les assaillants sans difficulté et les eût emmenés prisonniers sans un brouillard qui protégea leur fuite. Cette fausse attaque était l'effet d'une méprise de Lobkowitz, qui, averti seulement l'après-midi qu'on apercevait des mouvements dans la campagne, s'était imaginé n'avoir affaire qu'à un détachement poussant une pointe pour faire des fourrages et avait pensé en venir à bout à bon marché. Grâce à cette erreur, qui dura jusqu'au lendemain, huit lieues purent être faites le premier jour et six le second, sans difficulté sérieuse, et, chose plus importante, c'était la traversée complète de la plaine qui entoure Prague, et où une attaque à fond, faite en pays découvert, aurait été particulièrement à redouter. On arrivait sain et sauf, le 18 au soir, en vue de la chaîne de montagnes qui borde de ce côté la frontière occidentale de la Bohême. Les troupes campèrent cette nuit-là, comme la précédente, en front de bandière, c'est-à-dire sans

rompre leur ordre de marche et en se tenant prêtes en cas d'alerte.

Rien n'était sauvé, en effet, car, l'ennemi, enfin averti, et pouvant forcer ses allures sans être encombré de bagages, devait regagner aisément le terrain perdu. Aussi, sans se faire illusion sur le péril, mais sans s'émouvoir, Belle-Isle écrivait-il, le 18 au soir : « Il était capital de dérober la marche dans la grande plaine; mais les ennemis s'amoncellent de toutes parts : il y en a en vue de nos gardes et de tous les côtés; je m'y suis bien attendu, mais si on exécute bien mes ordres, cela ne nous arrêtera point. Je marcherai cette nuit au lever de la lune[1]. »

Ces dernières paroles étaient l'annonce d'une résolution très hardie qu'il venait de prendre, celle-là due uniquement à son inspiration personnelle, et qui, tout en lui coûtant cher, fit en réalité le salut de son entreprise. Au point où on était parvenu, on n'était plus séparé d'Égra que par un gros pâté de montagnes : deux routes

1. Belle-Isle à Breteuil, 18 décembre 1742. (*Correspondance avec divers.* Ministère des affaires étrangères.)



se présentaient pour y conduire, l'une et l'autre tournant l'obstacle qu'on trouvait élevé devant soi. L'une prenait à gauche, par Pilsen : c'était la plus courte, la plus directe, la plus aisément praticable, celle par conséquent où on courait le plus de risque d'être poursuivi et atteint ; l'autre, se dirigeant à droite, par Carlsbad, à travers un pays plus couvert, et longeant la montagne le plus près ; mais il fallait traverser le rivière d'Eger, et, pour peu que l'excellente cavalerie de l'ennemi fît diligence, les ponts pouvaient se trouver coupés. Ce fut celle-là, cependant, que Belle-Isle fit mine de prendre ; mais, arrivé tout à fait au pied des monts, il quitta brusquement le chemin ordinaire pour reprendre à gauche et se jeter dans la montagne elle-même. Il entreprenait de la gravir, puis de la traverser en ligne droite par des sentiers de forêt réputés impraticables, et où jamais armée en marche n'avait pénétré. Mais là, du moins, pensait-il, personne ne l'aurait devancé, et personne peut-être n'oserait s'aventurer derrière lui. Pour mieux dérouter la poursuite, il fit faire à ses troupes pour la première étape, par ces

chemins détestables, près de vingt-quatre heures sans temps d'arrêt. Parties avant le jour, elles n'arrivèrent qu'à minuit à la bourgade de Luditz, où on leur permit enfin de faire leurs cantonnements et de prendre quelques heures de repos.

L'opération, très hasardeuse, avait dû coûter de grands sacrifices. « J'ai dû [1], écrivait Belle-Isle au moment de s'y résoudre, brûler une partie de mes voitures de vivres et d'artillerie, après avoir fait distribuer le chargement aux troupes, par l'impossibilité de les traîner avec des chevaux aussi maigres et de longue main aussi mal nourris... Je forcerai nature pour arriver avec le corps sauf, en laissant en arrière l'immensité d'équipages que chacun a voulu emporter malgré mes remontrances. Pour moi, depuis cinq jours, je n'ai pas été six heures dans mon lit : je suis infiniment plus perclus que je n'étais en partant; il serait difficile que ce fût autrement. Je suis étonné d'exister encore;

1. Belle-Isle à Breteuil, Stebel, 21 décembre 1742. (*Correspondance avec divers.* Ministère des affaires étrangères.)



mais, comme l'esprit soutient le corps et que mon zèle est sans bornes, j'espère que j'arriverai au bout. »

« Nous voici dans les montagnes, ajoutait-il, ce sera encore bien pis. » Il avait raison; les marches qui suivirent furent véritablement cruelles, et ceux qui en avaient subi la terrible épreuve ne purent jamais depuis lors y songer sans frémir. Pour ne pas perdre une seule heure de ces courtes journées d'hiver, il fallait partir bien avant l'aube, par une bise très âpre et sous ce ciel des nuits glacées, dont la sérénité même a quelque chose de dur et d'impitoyable. On avançait, la hache à la main, à travers des forêts dont les troncs noircis et chargés de givre semblaient, sous les pâles reflets de la lune, revêtus d'un voile funéraire. Les premiers rayons du soleil, loin de ramener ni chaleur ni lumière, faisaient lever du sol un brouillard épais et, fondant la surface de la neige, étendaient comme un miroir de verglas sur lequel hommes et chevaux trébuchaient à chaque pas; chutes fatales dont beaucoup ne se relevaient pas, n'ayant pas le courage d'arracher leurs

membres engourdis à ce sommeil trompeur qui n'a de réveil que dans la mort.

« O funeste guerre! s'écriait, peu d'années après, un survivant de ces tristes scènes! ô climat redoutable! ô rigoureux hiver!... Vous dites : Est-ce là cette armée qui semait l'effroi devant elle? Vous voyez, la fortune change : elle craint à son tour, elle presse sa fuite à travers les bois et les neiges. Elle marche sans s'arrêter. Les maladies, la faim, la fatigue, accablent nos jeunes soldats. Misérables! on les voit étendus sur la neige, inhumainement délaissés. Des feux allumés sur la glace éclairent leurs derniers moments : la terre est leur lit redoutable [1] ! »

Celui qui devait peindre ainsi les souffrances qu'il avait partagées n'avait que trop de sujet de les maudire. Luc Clapier, marquis de Vauvenargues, gentilhomme de la noblesse de Provence, capitaine au régiment du roi, n'était remarqué alors de ses chefs que par la tranquille régularité de son service et le respect

1. Vauvenargues, *Éloge funèbre de Paul-Emmanuel-Hippolyte de Seyres, officier au régiment du roi.*

affectueux dont l'entouraient ses camarades. La gravité de son maintien, un courage stoïque, mais doux et sans orgueil, une habitude de rêverie philosophique, traversée seulement par intervalles de vagues aspirations vers la renommée, lui avaient fait, parmi les officiers de son âge, une place à part qui les surprenait sans les offenser. Au milieu du désespoir et de l'impatience universels, le jeune sage souffrait sans se plaindre, assurant volontiers qu'il ne s'était jamais mieux porté. Ignorait-il donc, ou ne voulait-il pas savoir que le froid versait dans ses veines un poison subtil, atteignant les sources mêmes de la vie, et que le perfide éclat de la neige frappait d'une infirmité incurable ses yeux éblouis? La guerre allait le rendre à la France pour jamais invalide et presque aveugle La gloire devait venir pourtant à son heure, mais non pas telle qu'il la rêvait peut-être durant ses mortelles veillées, non pas parée de ces grâces de la jeunesse qui la font (c'est lui qui l'a dit) plus douce que les premiers feux de l'aurore. C'est sa tombe qu'elle devait éclairer d'une lueur pensive et mélancolique.

Enfin, après cinq jours de souffrances et de deuil, le 25, jour de Noël, l'armée s'étant mise en marche à minuit, comme d'ordinaire, arriva à la pointe du jour au débouché de la forêt qui couvrait la haute montagne de Königswart et d'où on dominait la campagne dans laquelle Égra est située. Il ne restait plus qu'à descendre, mais par des pentes tellement à pic et bordées de tels précipices que ce dernier passage eût été le plus périlleux de tous, si la neige, cette fois secourable, n'eût formé un tapis épais qui adoucissait l'escarpement. Cinq heures furent employées à cette opération très délicate, et ce ne fut que vers le milieu du jour que toute l'armée, arrivée enfin dans la plaine, put se cantonner le long de la rivière de Wondesheim. Elle était décimée, mais libre; elle avait perdu tous ses transports, mais pas un canon, et l'honneur était sauf.

Dès le soir même, le chevalier de Belle-Isle, arrivé à Égra avec son frère, emportait à Paris la lettre suivante: « Je vous dépêche ce courrier, disait le maréchal, pour vous apprendre que j'ai conduit ici l'armée du roi, sans échec,

quoique le prince Lobkowitz m'ait suivi avec toute son armée, et que je n'aie pas cessé d'avoir ses hussards à ma tête, à mes flancs, et à ma queue. Il est certain que cette marche fait honneur aux armes du roi. Je ne puis encore vous mander quelle est notre perte; il est mort une quantité de soldats de froid dans la neige; la moitié de l'armée est malade ou au moins enrhumée; mais il serait difficile qu'il en fût autrement avec le froid excessif et la marche la nuit comme le jour... Mon corps est à bout... J'ai un rhume fort considérable sur la poitrine qui m'eût mis hors d'état de faire la marche s'il m'eût attaqué plus tôt... Il faut que la machine soit bien délabrée pour que la satisfaction que j'éprouve d'avoir pu exécuter ce que nous venons de faire ne m'ait pas guéri : mon zèle a suppléé à la faiblesse du corps et j'ai le plaisir d'avoir deux fois tiré cette armée du péril où d'autres l'avaient plongée. »

Et, le même jour, en envoyant le même avis au maréchal de Broglie, il se donnait le plaisir d'ajouter : « J'avais bien compris que l'armée du roi ne trouverait pas son salut dans les

opérations que vous projetiez. M. de Lobkowitz n'a pas eu un seul instant l'idée de quitter la Bohême, aussi n'ai-je songé qu'au moyen de suppléer de mon propre fonds pour exécuter les ordres du roi, et à me retourner, comme nous me le conseilliez[1]. »

La satisfaction de Belle-Isle fut accrue par la nouvelle qui lui arriva dès le lendemain, que Chevert, répondant à sa confiance, s'était conduit en lieutenant digne de son général. Sommé de se rendre dès que le départ de l'armée avait été connu, le brave officier n'avait pas perdu son temps à feindre et passant sur-le-champ au dernier article de ses instructions : « Faites savoir, dit-il, à M. de Lobkowitz que, s'il ne se hâte pas de m'accorder à moi et à tous les hommes en état de porter les armes, la sortie sauve avec les honneurs de la guerre, je mets le feu aux quatre coins de Prague et je m'ensevelis sous ses ruines. » Il fit porter cette fière

1. Belle-Isle à Breteuil, Égra, 24 décembre 1742. (*Correspondance avec divers*. Ministère des affaires étrangères.) — Belle-Isle à Broglie, 27 décembre 1742. (*Correspondances diverses*. Ministère de la guerre.)

réponse par un officier autrichien prisonnier, à qui il avait eu l'art de persuader qu'en fait de soldats valides pouvant profiter des conditions qu'il demandait, il n'y avait plus guère que les cinq cents qui formaient la garnison de la cidatelle. Lobkowitz hésita un instant, partagé entre les ordres formels qui lui défendaient aucune concession et le désir d'épargner à sa ville natale les horreurs de l'incendie. Il crut cependant que, pour cinq cents hommes seulement qui échapperaient à ses rigueurs, la reine n'y regarderait pas de si près et consentit au sauf-conduit demandé. Mais quelle ne fut pas sa surprise quand, au lieu du faible bataillon qu'il attendait, il vit défiler plus de quatre mille hommes, les uns, à la vérité, estropiés ou manchots, les autres pâles ou chancelants, mais faisant encore en ligne et sous les armes assez bonne contenance! Chevert avait mis sur pied tout ce qui pouvait se tenir debout et ne laissait à l'hôpital que ceux qui ne pouvaient absolument quitter leur grabat. Le dépit de Lobkowitz fut tel qu'au premier moment il jura qu'aussitôt que les prisonniers qui lui échap-

paient ainsi par artifice auraient dépassé la limite marquée par la capitulation, il se mettrait à leur suite pour les rejoindre et les écraser avant qu'ils eussent pu se réunir à l'armée de Belle-Isle. La menace, en définitive, ne fut pas réalisée, et ainsi finit, à l'honneur de tous, le drame de cette longue captivité.

Il y avait là sans doute de quoi justifier, même au milieu des souffrances qui l'entouraient et des gémissements des malades, la joie et même l'orgueil de Belle-Isle. Grande était pourtant son erreur s'il s'imaginait qu'un suffrage unanime allait lui rendre le témoignage qu'il s'accordait à lui-même. Quand les jours de la popularité sont passés, ceux de la justice se font longtemps attendre. Objet naguère d'une confiance exagérée et d'une admiration irréfléchie, Belle-Isle, cette fois, dans la seule occasion peut-être où il ait déployé toutes les qualités de son caractère, ne devait obtenir ni de ses concitoyens ni de ses adversaires le tribut d'estime qui lui était dû.

Au premier moment, à la vérité, la sensation fut grande, et Blondel, le résident de Francfort,



pouvait écrire qu'on venait le féliciter de toutes parts comme d'une bataille gagnée. Le dépit de Marie-Thérèse fut aussi très vif, et elle le laissa éclater avec son entraînement de paroles accoutumé. Elle s'en prit à tout le monde, à Lobkowitz d'abord, qu'elle accusa (non peut-être sans raison) de n'avoir songé qu'à rentrer chez lui et à sauver son palais de Prague; puis aux Anglais, dont elle incriminait la lenteur et qui, faute d'avoir tenu leur promesse, faisaient échouer, disait-elle, toute la campagne. Ses reproches furent même si piquants que Robinson, malgré son dévouement, ne put s'empêcher de lui faire remarquer que le cabinet anglais lui en ferait peut-être à elle-même de pareils et de plus spécieux. N'était-il pas plus naturel de croire, en effet (et, de fait, ce fut le bruit qui se répandit en Angleterre), qu'elle aussi ne s'était souciée que de rentrer en possession de son royaume, et que Lobkowitz avait eu des ordres secrets pour fermer les yeux sur une évasion qui pouvait faciliter la conclusion d'une paix avantageuse? Au bout de quelques jours cependant, de part et d'autre, la réflexion vint, les

récriminations cessèrent, et l'on comprit qu'il valait mieux feindre le contentement quand même on ne l'éprouverait pas. Les pertes des Français n'étaient que trop réelles. Belle-Isle, en les estimant (comme il le fait dans ses dépêches), à mille ou onze cents homme seulement, restait peut-être au-dessous de la réalité. Mais la rumeur publique, accrue par les faux rapports d'agents autrichiens, exagéra aussi le mal sans mesure. Il fut acquis bientôt dans toute l'Allemagne que les routes de Bohême étaient jonchées de cadavres, de chevaux morts, d'armes et de canons abandonnés, et que ce qui restait de troupes autour de Belle-Isle, ramassis de malades et de mourants, ressemblait plus à un hôpital qu'à une armée. Dès lors, le triomphe de l'Autriche était complet, puisque la Bohême était soumise et la principale force française anéantie. La volonté de dénaturer le caractère de la retraite alla jusqu'à ce point que des étendards français ayant été trouvés par terre et ramassés, on les rapporta à Vienne en triomphe, en affirmant qu'ils avaient été enlevés sur l'ennemi les armes à la main.

Belle-Isle fut obligé de réclamer par une lettre adressée à Lobkowitz qui, innocent du fait, s'en excusa. Bref, l'opinion que la prétendue retraite n'était qu'une fuite et même une déroute fut tellement accréditée que Frédéric crut devoir en faire malicieusement ses compliments de condoléance à Valori, qui, faute de nouvelles précises, n'y put opposer qu'un démenti assez vague. Plus tard, à la vérité, dans ses *Mémoires*, le grand homme, devenu plus équitable sans être moins dédaigneux, a bien voulu convenir que les dispositions de Belle-Isle étaient bonnes, mais il lui reproche sérieusement de n'avoir pas dans sa marche assez ménagé ses troupes. C'était parler à l'aise; il eût été plus commode, en effet, de s'y prendre comme il avait fait lui-même, de sauver son armée aux dépens de celle de ses alliés; mais tout le monde n'a pas l'art de se ménager à temps ce genre de ressources[1].

Une appréciation plus juste devait être espé-

1. Robinson à Carteret, 26, 27, 31 décembre 1742. (*Correspondance de Vienne*. Record Office.) — Frédéric, *Histoire de mon temps*. — Chambrier à Frédéric, 5 janvier 1743. (Ministère des affaires étrangères). — Blondel à Amelot, 26 décembre 1742. — Belle-Isle à Lobkowitz. — Lobkowitz à

rée de la France, car Belle-Isle, dépassant l'attente des uns, trompant les fâcheux pronostics des autres, n'avait fait qu'exécuter les ordres de son roi. Là aussi, la première impression, qui fut celle d'une surprise reconnaissante, fut la plus conforme à la vérité. Le vieux cardinal, se soulevant de la couche où il languissait, poussa un soupir de soulagement et murmura qu'on lui enlevait de la poitrine le poids de la colline de Montmartre [1]. Mais, après la nouvelle de la délivrance, vinrent les désolants détails, les lettres privées qui décrivaient l'étendue des sacrifices, la rigueur des souffrances et apprenaient à chacun la perte d'un parent ou d'un ami. Les partisans de Belle-Isle n'eurent point la délicatesse de ménager ces douleurs domestiques. Leur accent de triomphe, leur affectation de faire du maréchal le sauveur de la patrie, leur comparaison constante avec Xénophon et sa fameuse retraite, qui devint le

Belle-Isle, 24 janvier 1743. (*Correspondances diverses.* Ministère des affaires étrangères.) — (*Correspondance d'Allemagne.*) Voir appendice E à la fin du volume.

1. Chambrier à Frédéric, 11 janvier 1743. (Ministère des affaires étrangères.)

thème de tous leurs entretiens, toutes ces vanteries imprudentes réveillèrent les haines assoupies et rendirent la parole à l'envie, un instant réduite au silence. Après tout, ne se fit-on pas faute de dire, qu'avait-il fait, ce grand général, sinon ramener lui-même, exténuée et meurtrie, l'armée qu'il avait conduite à sa ruine, et solder, Dieu sait à quel prix, le compte ouvert par les fautes de sa politique? Tout ce qu'il avait souffert et bravé ne faisait que donner la mesure de son imprévoyance.

Ce fut dans le monde surtout des curieux et des nouvellistes qu'on se plut à rabaisser ainsi l'idole qu'on n'adorait plus. Là, les leçons d'indifférence politique données par Voltaire commençaient à profiter. On s'habituait à assister aux malheurs publics en spectateurs et en critiques et dans les revers, quand l'orgueil national aurait eu trop à souffrir, la vanité prenait sa revanche en jugeant de haut et avec dédain les ministres et les généraux. C'est Voltaire lui-même qui, dans un morceau d'éloquence, écrit à peu près à cette époque, nous dépeint les Parisiens amollis, raisonnant des faits de guerre dans les cafés et

dans les théâtres, entre un repas délicat et un brillant spectacle, appréciant les torts et les pertes de chacun, « toujours prêts surtout, dit-il, à enfler les nôtres[1] ».

C'est ce grave aréopage qui rendit sur la conduite de Belle-Isle une sentence dont la forme était aussi sérieuse que le fond, car ce fut encore un couplet qui, cette fois, eut tant de vogue que Frédéric a cru pouvoir le consigner dans son *Histoire*.

Quand Belle-Isle partit
Une nuit,
De Prague à petit bruit,
Il disait à la lune,
« Lumière de mes jours,
Astre de ma fortune,
Prolongez votre cours. »

Pour un plus grand dessein,
Un matin,
Josué fit soudain
Retourner en arrière
L'astre brillant du jour;
Il cherchait la lumière,
Fouquet la craint toujours.

1. Voltaire, *Discours sur les officiers morts dans la guerre de* 1745.

« En pareille occasion, ajoute Frédéric, on aurait jeûné à Londres, exposé le sacrement à Rome, coupé des têtes à Vienne ; il valait encore mieux se consoler par une épigramme. »

Je serais surpris, je l'avoue, si des Français de nos jours avaient le courage de sourire de ces froides plaisanteries. Éclairés par nos tristesses récentes, nous pouvons mieux peut-être que les contemporains mesurer l'étendue du service que Belle-Isle rendit à son roi, à sa patrie, à ses compagnons d'armes, car les douleurs qu'il leur épargna, nous en avons, nous, connu l'amertume. Si parmi ceux qui jetteront les yeux sur ces pages, il est des combattants de nos dernières guerres qui aient subi le supplice d'un siège soutenu sans espérance, et terminé par une capitulation sans conditions, s'il en est qui aient été traînés captifs et désarmés sur les rives glacées de l'Elbe ou de l'Oder, ceux-là, j'en suis sûr, estimeront heureuse l'armée qui avait trouvé un général décidé à la soustraire, n'importe au prix de quels hasards, à ces dernières insultes de la fortune. En mémoire de ce qu'ils ont souffert,

ils accorderont à la résolution virile qui sauva, ce jour-là, l'honneur des armes françaises, un retour de justice et presque de reconnaissance.

Je prie qu'on me pardonne ce rapprochement : je sais que la sévère discipline de l'histoire doit se les interdire et qu'ils pèchent d'ailleurs toujours par quelque côté. Qu'y faire cependant? La force de certaines situations l'emporte, et les comparaisons reviennent involontairement sous la plume de l'écrivain, comme à la pensée du lecteur. Avouerai-je, par exemple, que dans le cours de ces études, rencontrant parfois, entre des dépêches insignifiantes, de petites lettres, datées de Prague, écrites d'un caractère imperceptible sur un papier frêle et transparent, je me suis arrêté saisi d'une soudaine émotion? L'illusion pour un instant a été complète. J'ai cru tenir entre les mains quelqu'un de ces envois furtifs qui nous arrivaient naguère, sous une forme toute semblable, de Metz, ou de Paris pour porter dans nos familles l'espérance ou le deuil, et j'ai vu la feuille jaunie se mouiller, malgré moi, d'une larme arrachée par le souvenir d'angoisses patriotiques

et d'alarmes paternelles! Combien on sent dans de pareils moments que, quoi qu'on fasse et quel que soit l'effet prétendu des révolutions, l'histoire d'hier ressemble toujours à celle d'aujourd'hui; et quel lien intime, quelle solidarité étroite, unissent entre elles les diverses générations d'un même peuple! Combien paraît vaine et téméraire l'entreprise d'étroits sectaires, qui, taillant dans la réalité des faits au gré de leurs passions et de leurs préjugés, s'obstinent à nous faire plusieurs Frances, une France de l'ancien et une France du nouveau régime, afin d'exalter l'une en dénigrant l'autre! Non ces mutilations sont impies : une grande nation est un être chéri et glorieux, dont la vie se prolonge à travers les siècles et dans le passé, comme dans le présent, tout ce qui la grandit ou l'honore, comme tout ce qui l'afflige ou la blesse, vient toucher les mêmes fibres du cœur chez ses véritables enfants!

Après quelques jours de séjour à Égra, Belle-Isle se transporta avec tout son état-major à Amberg, sur les confins du Palatinat, point central d'où il pouvait également diriger son

armée vers la Bavière, s'il recevait l'ordre de faire sa jonction avec celle de Broglie, soit vers la France, si le parti était pris de l'y rappeler. Les instructions qui lui arrivèrent de Versailles dans les premiers jours de janvier, conçues en des termes assez sobres de remercîments, ne lui prescrivirent ni l'une ni l'autre conduite. On lui enjoignit de partager son armée en deux corps, les bataillons les plus valides devant aller se placer sous les ordres du maréchal de Broglie, tandis que ceux qui avaient besoin de soins et de repos viendraient les chercher dans leur patrie. Lui-même, le plus malade de tous, fut autorisé à rentrer en France pour rétablir sa santé, mais seulement après avoir passé par Francfort pour y remplir auprès de l'empereur une assez ingrate mission. Il s'agissait de faire comprendre au prince que la Bavière, comme la Bohême, se retrouvant maintenant placées sous la main de leurs anciens possesseurs, loin de mettre en question cette restitution réciproque, il convenait de la prendre pour base des prochaines propositions de paix. D'ailleurs, la France épuisée ne voulait plus faire, en Alle-

magne du moins, de nouvel effort, et il n'y fallait plus compter. Dans cette situation, ce que l'empereur avait de mieux à faire et ce que Belle-Isle devait obtenir de lui, c'était de suivre le conseil que plusieurs princes allemands ne cessaient de lui donner, c'est-à-dire de s'attribuer, par un rescrit solennel, le mérite du renvoi des troupes étrangères, en remettant à un congrès ou à la diète le soin de régler le litige subsistant entre lui et Marie-Thérèse. On l'engageait même à réduire ses prétentions aux moindres exigences possibles, et on lui indiquait qu'il devait se contenter de réclamer quelques districts séparés de la masse des possessions autrichiennes, comme, par exemple, la province qui, située sur le bord du Rhin, portait le nom d'Autriche antérieure et dont la ville de Fribourg en Brisgau était la capitale[1].

1. Amelot à Belle-Isle, 12 janvier 1743. (*Correspondance de Bavière*. Ministère des affaires étrangères.) — *Mémoires de Belle-Isle*, dernier volume. — Ce recueil se termine ici, Belle-Isle n'ayant pas poussé plus loin le récit de sa vie, et, d'ailleurs, n'ayant plus été mêlé depuis lors à des négociations importantes. — C'est à cette date que se place, dans la collection imprimée des dépêches du ministère de la guerre (t. VI, p. 294) un écrit intitulé : *Mémoire, en forme*

En prenant connaissance de ce plan politique, très différent sans doute de celui qu'il aurait conseillé et sur lequel on ne prenait pas la peine de le consulter, Belle-Isle ne put se méprendre : il comprit que, pendant qu'il était séparé du monde entier, des influences nouvelles avaient prévalu à Versailles, et qu'en rentrant sur ce théâtre mobile, il ne reconnaîtrait plus ni les décorations ni les acteurs. Tout était changé, en effet : Fleury allait cesser de régner sur la France, et madame de Mailly ne régnait déjà plus sur le cœur du roi.

de réflexions, que beaucoup d'historiens ont attribué à Belle-Isle et qui lui a attiré de justes critiques, parce qu'on y trouve des idées entièrement différentes de celles qui avaient dicté jusque-là la conduite du maréchal et qu'on y voit une preuve d'inconstance et de légèreté d'esprit. Mais rien n'autorise à penser que ce mémoire soit de Belle-Isle, et on rencontre entre autres, à la page 301, un éloge du maréchal de Broglie qui, certainement, ne s'est jamais trouvé sous sa plume. (Voir Jobez, *Histoire de Louis XV*, t. II, p. 293-298.) — Voir appendice F à la fin du volume.

CHAPITRE II

MORT DE FLEURY — LOUIS XV VEUT GOUVERNER LUI-MÊME

Longue agonie du cardinal de Fleury. — Conjectures diverses formées sur la conduite que Louis XV tiendra après sa mort. — Impatience du public. — Deux seigneurs, le duc de Noailles et le duc de Richelieu, forment le dessein de décider le roi à gouverner lui-même. — Caractère du duc de Noailles. — Il est désigné pour commander l'armée de Flandre. — Louis XV l'autorise à correspondre avec lui. — Le duc de Richelieu. — Ses débuts dans la vie. — Sa liaison avec Voltaire. — Il entreprend de remplacer madame de Mailly dans la faveur du roi par sa sœur, madame de la Tournelle. — Moyen qu'il emploie pour y réussir. — Madame de Mailly est renvoyée. — Madame de la Tournelle, par les avis de Richelieu, conseille au roi de prendre lui-même le gouvernement après la mort de Fleury. — Richelieu et Noailles entrent en relation l'un avec l'autre par l'intermédiaire du cardinal de Tencin et de madame de Tencin, sa sœur.

Mort de Fleury. — Louis XV déclare qu'il ne lui donnera



pas de successeur. — Joie que cause cette détermination. — Retour de Belle-Isle à Versailles. — Accueil qui lui est fait. — Noailles est nommé commandant de l'armée du Rhin. — Dégoût de l'armée française pour la guerre d'Allemagne. — L'empereur Charles VII parait disposé à faire sa paix particulière et la France lui laisse prendre cette résolution. — Marie-Thérèse s'y refuse. — Elle se rend à Prague pour être couronnée. — Jugements sévères qu'elle fait prononcer contre les rebelles par une commission militaire. — Son couronnement. — La guerre recommence. — L'armée anglaise, commandée par George II, entre en Allemagne. — Noailles, avec l'armée du Rhin, se porte à sa rencontre.

Si l'on peut accuser d'injustice la sévérité du jugement qui attendait Belle-Isle à Paris après sa courageuse sortie de Prague, il ne serait pas possible de contester que l'impression générale de désenchantement et de profonde tristesse qui régnait même après cet heureux événement à la cour, comme dans le public, n'était que trop bien fondée. Après deux années de combat, aucune des espérances qu'on avait conçues sur la foi de Belle-Isle, au début de cette guerre cruelle, n'était réalisée, et moins que toute autre la plus chère aux cœurs dévoués à la royauté, la seule qui leur eût fait prendre long-

temps en patience les malheurs publics, celle de voir la personne du souverain, réveillée par le bruit des armes, secouer enfin la dépendance sous laquelle elle languissait. Louis XV n'avait pris part ni aux victoires ni aux revers de ses armées; il n'avait ni paru sur un champ de bataille, ni dirigé, même de loin, aucune opération militaire. A trente ans passés, déjà père d'un fils adolescent, il demeurait toujours un grand et docile enfant sous la férule d'un pédagogue. De tous les reproches qu'on faisait à Belle-Isle, le plus grave peut-être était d'avoir ménagé à dessein cette disposition indolente, dans la pensée secrète d'en profiter lui-même un jour, et d'avoir porté la guerre à des distances telles, que le roi, ne pouvant songer à l'y joindre, ne pouvait ni lui disputer le commandement, ni même exercer à côté de lui une action efficace. N'était-il plus temps de réparer cette double faute et ne pouvait-on pas trouver des serviteurs assez dévoués pour l'entreprendre? En tout cas, le moment était venu où, soit de gré, soit de force, il fallait bien tenter une nouvelle épreuve; car cette émancipation de la volonté

royale, que personne n'avait voulu ou su provoquer, la mort, si longtemps sourde aux vœux des ambitieux comme des sujets fidèles, se chargeait enfin de l'accomplir.

L'appel de deux favoris, d'Argenson et Tencin, au conseil royal, était, en effet, chacun le sentait, le suprême effort de l'existence ministérielle de Fleury. Le cardinal trouvait dans ces choix la garantie que personne ne commanderait à sa place, mais nullement la force de continuer à commander lui-même. Sa main restait ainsi toujours mise sur la toute-puissance ; mais cette obstination ne lui rendait la faculté ni d'en jouir ni d'en user. On eût dit un avare mourant, qui, déjà privé du souffle et incapable de mouvement, saisit encore par une contraction nerveuse l'objet précieux de sa passion pour en repaître au moins ses regards. Cette agonie, qui était celle d'un pouvoir encore plus que d'un homme, se prolongea plusieurs mois au milieu d'une attente générale ; nous en avons le compte rendu presque quotidien dans les correspondances du ministre de Prusse, Chambrier, qui en note tous les progrès avec un mé-

lange singulier d'observations politiques et médicales, et une crudité de détails digne d'un infirmier d'hôpital :

« Malgré le plaisir que je fis hier au cardinal (écrit-il le 9 septembre) en lui portant de bonnes paroles de la part de Votre Majesté, je le trouvai triste et abattu, comme un homme qui sent qu'il se meurt : l'estomac ne va plus bien et les ressorts sont usés, et, quoique l'esprit se soutienne encore, la vue baisse beaucoup : le fond des yeux est terne, quand il se laisse aller ; il n'entend plus aussi facilement qu'il faisait, car j'étais presque entre ses genoux pour me faire entendre, sans parler trop haut, et l'entendre à mon tour. Cependant il se ranima tant qu'il put et fit quelques pas pour m'accompagner assez vigoureusement ; il a une si bonne constitution, qu'il vivra tant qu'il y aura de l'huile dans la lampe. »

Et quelques semaines après, le 19 novembre : « Le cardinal a eu dernièrement un dévoiement qui l'avait mis assez bas ; mais il est mieux depuis quelques jours ; plus il avance dans sa carrière, plus il devient soupçonneux et jaloux,

voulant tout faire par lui-même, et le cardinal de Tencin, qui le connaît, ne se hasarde sur rien, prenant garde de rien faire qui puisse le faire repentir de l'avoir mis dans le conseil. » Puis, le 26 : « On doit regarder la santé du cardinal comme une lumière qui tire à sa fin, laquelle, à mesure qu'elle semble s'éteindre, se ranime, mais toujours avec moins de force qu'auparavant; la saison est mauvaise pour le vieillard. » Et, le 30 : « Le cardinal est resté à Issy, où il est encore, pour un peu s'y reprendre, suivant lui, car il croit toujours que la nature fera un nouvel effort pour lui prolonger la vie pendant quelque temps, ne pouvant se persuader que le moment du délogement approche, et qu'il faut qu'il quitte cette autorité et cette domination dont la conservation lui est si chère, que, malgré l'état de décadence où il se voit, il ne peut se résoudre de mettre un intervalle entre la vie et la mort. »

Le 10 décembre : « Le cardinal est toujours retiré à Issy. Le contrôleur général et les quatre secrétaires d'État travaillent avec le roi et rendent compte de tout au premier ministre. Ce que nous voyons ici pour le présent, c'est

un premier ministre de quatre-vingt-dix ans qui tire à sa fin, faible de plus en plus de corps et d'esprit, et voulant, malgré tout, conserver son autorité; un roi dont on ne connaît pas les talents, mais qui ne veut pas chagriner le cardinal; les autres ministres, qui dépendent en tout de ce premier, quoiqu'il ne soit plus en état de donner d'attention aux affaires, cela dans la situation la plus critique où la France se soit trouvée depuis longtemps. » Le 14 décembre : « La santé du cardinal est toujours de plus en plus mauvaise, quoiqu'il tâche de faire croire le contraire et qu'il se porte mieux. Il prend depuis trois jours du lait de chèvre pour arrêter son dévoiement. Les effets en sont si médiocres, qu'on ne sait qu'en penser et, si on en croit les médecins, ce lait ne vaut rien pour les vieillards; mais il l'a voulu. L'amour de la vie est si enraciné dans l'âme de ce prélat, qu'il croit toujours qu'il pourra se rétablir. Tout roule sur ce vieillard jaloux de son autorité... Son premier souci est d'exister avec le sentiment du pouvoir entre ses mains. »

Enfin, dans les premiers jours de janvier :

« Le cardinal est agonisant et le roi de France ne veut se déterminer sur rien tant qu'il voit le cardinal vivant ; les ministres ne savent comment faire pour la direction des choses importantes par la crainte qu'ils ont que, s'ils prenaient quelque chose sur eux, le cardinal ne le trouvât mauvais et ne leur en voulût du mal... Ainsi tout reste dans l'inaction. » Et Chambrier constate en même temps que, si c'était le plus souvent l'inertie et l'irrésolution qui prévalaient dans cet état presque cadavéreux du pouvoir, on pouvait craindre aussi que, d'un moment à l'autre, quelque détermination irréfléchie ne fût arrachée au mourant, presque à son insu et faute de force chez lui pour y résister. Ainsi il rapporte que, discutant, au moins pour la forme, le plan de campagne de l'année suivante, on lui entendit dire une fois d'un ton découragé : « J'ai tout fait pour empêcher que ces engagements ne s'augmentent ; mais, puisque je ne puis y parvenir, je jette mon bonnet pardessus les moulins et je me prépare à tout[1]. »

Des témoins plus intéressés ne suivaient pas

1. Chambrier à Frédéric, 7 septembre, 19 et 26 novembre,

avec moins de soin les moindres incidents de ce déclin, dont les progrès si lents lassaient leur curiosité. « M. le cardinal se meurt, écrivait l'abbé de Broglie à son frère, mais il gouverne toujours, ne veut entendre parler de rien et ne veut pas qu'on en parle au roi. Il s'est tenu hier un comité, à Issy, sur les affaires les plus importantes ; le cardinal a fait entrer les ministres et les a fait passer par une porte secrète dans sa bibliothèque, afin de faire croire qu'il a présidé au comité ; ce qu'il n'a pas fait, n'étant pas en état de faire autre chose que de jouer la comédie, ce qu'il fera jusqu'au dernier moment [1]. » Et le prudent duc de Luynes lui-même : « Le roi fut avant-hier à Issy voir M. le cardinal ; il en sortit avec l'air fort triste, cependant sans pleurer... M. le cardinal était mieux, à ce que l'on disait, cependant dans un prodigieux abattement... La difficulté d'avaler subsiste ; on a envoyé querir Gendron, qui lui a

10, 14, 24 décembre 1742, 17 et 21 janvier 1743. (*Correspondance interceptée.* Ministère des affaires étrangères.)

1. L'abbé de Broglie à la maréchale, 14 janvier 1743. (*Papiers de famille.*)

mis un emplâtre sur la gorge; mais il n'a pu le soutenir. Malgré cet état, avant-hier, il voulut voir M. de la Chétardie, qui arrive de Russie; il lui fit plusieurs questions et lui rappela des détails qu'il lui avait mandés il y a dix-huit mois[1]. » Une autre correspondance rapporte qu'un matin, en plein janvier, on vit arriver le cardinal à Versailles, sortant de son lit à l'improviste, et qu'il passa trois quarts d'heure avec le roi. Le lendemain, à la vérité, cette équipée lui valut un gros rhume qui le mit si bas, qu'il demanda à recevoir le viatique; mais, le soir, il était déjà mieux et parlait d'affaires[2]. Enfin, après cette journée, il trouvait encore quelques-uns de ces traits gracieux et fins qui avaient toujours caractérisé sa conversation; à la vieille maréchale de Noailles, qui était presque sa contemporaine et qui lui faisait demander de ses nouvelles, il répondait : « Vous avez plus d'esprit que moi, madame la maréchale, car vous avez celui de vivre, et je vois bien que je ne l'ai plus. »

1. *Mémoires du duc de Luynes*, t. IV, p. 393.

2. Madame de Tencin à Richelieu. *Correspondance du cardinal et de sa sœur avec Richelieu.* Ce recueil a été publié en 1790 et présente tous les caractères de l'authenticité.

Du parterre, à Paris, on suivait ces alternatives avec autant d'anxiété qu'à Versailles des premières loges. — « Il y a bien du mouvement à la cour, écrit l'avocat Barbier... Le cardinal de Fleury est toujours malade à Issy : il a eu de fortes faiblesses auxquelles il n'a résisté que par la force de son tempérament. C'est une espèce de longue agonie qui pourrait coûter beaucoup à la France dans une guerre assez mal commencée et aussi mal suivie que celle-ci... Les ministres vont pour la forme travailler avec lui à Issy. Comme la tête n'y est plus, on ne résout quoi que ce soit... Mardi, on le dit mort à Paris, et, M. l'archevêque étant allé à Issy dans l'après-midi, on crut que c'était pour jeter de l'eau bénite ; mais point du tout, mercredi il s'est trouvé mieux. » « Le public commence à s'impatienter, dit un autre chroniqueur, que M. le cardinal traînasse si longtemps[1]. »

1. Barbier, *Journal*, décembre 1742, janvier 1743.
Journal de police trouvé à la Bastille et publié dans la *Revue rétrospective* en 1834 : ce journal a été réimprimé à la suite de la première édition de Barbier. 1857. — T. VIII.

L'inquiétude principale qui se renouvelait à chacune de ces phases, et qui s'accroissait, loin de se calmer, en se prolongeant, portait toujours sur le point de savoir ce que préparait en silence ce roi qui paraissait triste de la perte prochaine de son précepteur et qui pourtant n'en pleurait pas. Qu'allait-il faire quand cet appui manquerait enfin à sa faiblesse en même temps que le joug cesserait de peser sur sa volonté? Chercherait-il tout simplement un autre maître, ou le verrait-on enfin, comme un autre Louis à la mort d'un autre cardinal, se résoudre à penser et à agir, on aurait dit volontiers : à être par lui-même? Quelque longue et souvent trompée qu'eût été l'attente, rien pourtant, jusqu'à ce moment décisif, n'était encore désespéré. L'incertitude était si grande et le désir d'en sortir si général, que deux entreprises se firent au même moment dans l'entourage le plus intime du souverain, pour le préparer à une résolution virile : l'une et l'autre tendant au même but, dans des conditions très différentes et par des moyens qui ne l'étaient pas moins. Ce furent deux grands seigneurs de très haute lignée,

mais ne se ressemblant que par ce point seul, qui se mirent en tête, sans s'être concertés, de profiter des derniers jours qui précédaient l'instant critique pour enseigner au roi la seule chose qu'on sait d'instinct ou qu'on ne saura jamais : je veux dire à régner. A eux deux, ils organisèrent, au chevet même du lit du mourant, une double intrigue dont les incidents variés forment tous les éléments d'une comédie piquante, qu'un successeur de Molière aurait pu appeler *le Roi malgré lui*.

Le premier de ces deux personnages et le plus en vue n'était pas moins que le maréchal duc de Noailles, chef d'une des plus illustres maisons de France, dont il avait lui-même accru le crédit, d'abord en épousant dans sa jeunesse la nièce préférée de madame de Maintenon, et plus récemment par le mariage d'une de ses sœurs avec le comte de Toulouse, le meilleur des fils légitimés du grand roi. C'est un caractère historique que le lecteur de nos jours a quelque peine à apprécier ; car il nous a été présenté, à peu d'années de distance, dans des publications d'une importance presque égale,

sous deux aspects absolument opposés. S'il fallait en croire le plus éloquent des peintres, jamais monstre pareil ne mérita mieux d'être voué à l'exécration de la postérité : — « Le serpent qui perdit Ève, dit Saint-Simon, qui renversa Adam par elle, et qui perdit le genre humain, est l'original dont le duc de Noailles est la copie la plus exacte, la plus fidèle, la plus forte autant qu'un homme peut approcher des qualités d'un esprit de premier ordre et du chef de tous les anges précipités du ciel. » — Le portrait, ainsi ébauché d'un seul trait, est poursuivi dans tous les détails avec la même fougue de pinceau et la même noirceur de coloris; rien n'y manque : « C'est une profondeur d'abîme, c'est une fausseté à toute épreuve, une perfidie aisée et naturelle accoutumée à se jouer de tout ; » — « une noirceur d'âme qui fait douter s'il en a une, » — « un homme qui s'étend à tout, qui entreprend tout, qui, pris sur le fait, ne rougit de rien... et se replie prestement comme le serpent, dont il conserve le venin. » — Et, après avoir doté son sinistre modèle de tous les vices du démon, l'incompa-

rable artiste met la même générosité à lui en accorder aussi tous les arts et tous les talents : « On ne saurait, dit-il, avoir plus d'esprit, et de toute sorte d'esprit, plus d'art et de souplesse à accommoder le sien à celui des autres ; aisé, accueillant, propre à toute conversation, sachant de tout, parlant de tout, l'esprit orné *bien que d'écorce.* » Il ne lui reproche « que l'excès de son imagination, la foule de vues, l'obliquité de tous les desseins qu'il bâtit en nombre et à la fois, et les croisières qui se font des uns aux autres... et qui mettent dans sa tête une confusion de laquelle il ne peut sortir [1]. »

Par malheur, mon excellent ami M. Rousset a tiré, naguère, des archives du dépôt de la guerre, dont il avait la garde, toute une correspondance intime du même duc de Noailles avec Louis XV, qui commence au moment même de l'histoire où ce récit est parvenu et se poursuit sans relâche pendant deux ans, et en

1. Saint-Simon, à qui les répétitions ne coûtent guère, surtout quand il se livre à sa passion, a fait deux fois le portrait physique et moral du duc de Noailles dans les chapitres CCCXVII et CCCXCIII.

présence de cette révélation qui est presque une résurrection, il n'est plus possible d'ajouter foi à aucune des hyperboles de Saint-Simon, pas plus à l'invective qu'à l'éloge. Sur ces traits rendus à la vie, la vérité ne permet de placer ni tant d'ombre ni tant de lumière. Si l'auteur de cette correspondance, en effet, eût eu l'âme imbue de la profonde perfidie que Saint-Simon lui prête, le vice se trahirait lui-même à toutes les lignes, et un critique aussi exercé que M. Rousset n'eût pas eu de peine à le découvrir. Le duc de Noailles que M. Rousset nous fait connaître est, au contraire, un homme de bien, pénétré d'un dévouement sincère pour son roi, et d'un véritable amour du bien public, méritant, en un mot, la qualification que son biographe lui donne d'honnête courtisan, et celle plus rare encore qu'il y ajoute de bon citoyen. Il faut donc bien convenir qu'un ressentiment expliqué, justifié peut-être par des griefs personnels, a égaré ici le jugement de Saint-Simon et qu'en cette occasion, comme en plusieurs autres, il faut admirer dans ses vigoureuses diatribes plutôt la force que l'élo-

quence prête à la haine que la lumière qu'elle jette sur la vérité.

En revanche, M. Rousset me permettra de lui dire que l'on ne trouve pas davantage dans le duc de Noailles, tel qu'il nous le montre, ni les ressources infinies d'esprit, ni l'adresse supérieure dont son implacable ennemi, en ce point trop libéral, a trouvé bon de le gratifier. On voit en lui, en mettant tout au mieux, un bon esprit, un jugement sain, mais un peu court; nulle trace d'invention personnelle : un regard, au contraire, constamment fixé sur des modèles pris dans le passé et une fidélité un peu trop docile à des traditions reçues. S'il eut jamais, comme d'autres témoins l'attestent, une imagination vive, servie par une ardeur éloquente, ces qualités furent de bonne heure amorties par les glaces de l'âge, ou par le poids de la responsabilité du commandement; il n'en reste plus de trace dans les documents que nous possédons. Le défaut de toute originalité est d'autant plus sensible pour nous, que le mélange opposé de talents et de défauts est ce qui nous a frappé chez Belle-Isle, et que le contraste fait



apprécier la différence. C'est chez Belle-Isle qu'on trouve cette exubérance et souvent cette incohérence de vues, ces inspirations soudaines qui tour à tour égarent et éclairent et qui lui donnaient l'apparence et faisaient autour de lui l'illusion du génie. Rien de pareil chez Noailles, homme d'État, peut-être homme de guerre beaucoup plus correct, mais à qui personne ne sera tenté d'appliquer ce qu'on a pu dire du petit-fils de Fouquet, qu'il avait étéarrèté à moitié route, enchemin de devenirun grandhomme. Il n'y a pas jusqu'au style et même à l'écriture des deux maréchaux qui ne révèle cette dissemblance : ici, ce sont des dépêches bien régulières, tracées d'une main posée, sans un trait vif ni une expression saillante; là, la furie et les saccades d'une plume qui a peine à suivre l'impétuosité de la pensée[1].

Ce fut cette capacité moyenne (je ne dis pas médiocre, ce qui serait trop sévère), jointe à

1. Je dois convenir que M. d'Argenson, dans son *Journal*, fait un portrait du maréchal de Noailles qui ressemble par plusieurs traits à celui de Saint-Simon; il l'accuse d'être uniquement *conduit par son imagination*.

l'éclat du nom et des alliances, qui valut à Noailles, d'abord l'avantage de faire partie des grands conseils ministériels, — organisation éphémère que le duc d'Orléans forma au début de la Régence, — puis le commandement de divisions importantes pendant les guerres qui suivirent. Il s'acquitta de ses fonctions assez honnêtement pour que personne ne fût surpris de le voir compris dans une promotion de maréchaux. Dans cet aréopage militaire, il siégeait entre Broglie et Belle-Isle, plus jeune que l'un, plus ancien que l'autre, d'âge comme de grade. Ce fut en cette qualité qu'il dut être appelé au conseil de guerre où fut débattu l'envoi de l'armée de Maillebois en Allemagne, et fut presque seul (je l'ai dit) à conseiller cette expédition; avis qui eut la bonne fortune d'obtenir non seulement le consentement du roi, mais son adhésion plus nettement et plus vivement exprimée que de coutume.

Les jours suivants, il sembla à ceux qui savaient lire dans le jeu des physionomies que que le roi, satisfait de s'être prononcé lui-même, savait gré à celui qui avait provoqué son inter-

vention. « Avant-hier, écrit le duc de Luynes, à la date du 26 août, le roi demanda à M. le maréchal de Noailles s'il n'allait pas à Saint-Germain. Le maréchal lui demanda s'il avait quelque chose à lui ordonner. Le roi lui dit : « Il faudra que vous voyagiez. — Sire, » répondit le maréchal en souriant, « je suis trop » vieux pour faire des voyages. » Mais le roi avait cessé de rire, et, comme il partait pour la chasse, il invita le maréchal à venir le trouver au retour. L'entretien eut lieu le soir, après le tiré dans le grand parc, les vêpres et le débotté, et, commencé à huit heures un quart, ne se termina qu'à neuf. — Le cardinal, fatigué, était absent ce jour-là. — Trois quarts d'heure de conversation en tête-à-tête avec le roi n'étaient pas une faveur ordinaire. La confidence parut plus précieuse encore quand on apprit que le maréchal allait être chargé du commandement des places de Flandre et du soin de défendre les provinces du Nord contre les attaques dont cette frontière pouvait être l'objet, dès que l'armée de Maillebois aurait cessé de la couvrir. Comme c'était lui qui avait

été d'avis qu'on devait affronter le péril, il ne pouvait se plaindre qu'on le chargeât d'y faire face ; mais, ayant appelé l'attention du roi sur les difficultés de la tâche, il fut surpris de trouver le prince prêt, non seulement à l'écouter, mais à discuter avec lui sur tous les points, ce qui supposait qu'il avait pris cette fois, par extraordinaire, la peine d'étudier et de réfléchir. « Le roi, dit encore Luynes, répondit à merveille sur tous les articles. » Noailles se retira plein de la conviction que le roi songeait sérieusement à sortir de son inaction, et de la pensée, plus flatteuse encore, que c'était lui qui était choisi pour servir de guide à ses premiers pas [1].

Fleury, du reste, soit qu'il eût consulté le choix de Noailles, soit qu'il n'osât s'opposer à la volonté que pour la première fois peut-être il apercevait chez le roi, s'exécuta de bonne grâce, et fit part à la vieille maréchale de la nomination de son fils dans des termes où l'on retrouvait cette fois encore toute sa bonne grâce

1. *Mémoires du duc de Luynes*, t. IV, p. 211.

accoutumée. « Je ne sais, madame, si vous serez fâchée contre moi d'avoir approuvé le choix que le roi a fait de M. le maréchal de Noailles pour commander son armée en Flandre; mais il me semble que vous devriez être bien aise que Sa Majesté lui ait donné cette marque de confiance. Ce qu'il y a de sûr, c'est que le besoin qu'elle avait de nommer un général bon serviteur du roi, zélé citoyen et sage et expérimenté a été le seul motif qui m'a déterminé à jeter les yeux sur M. le maréchal de Noailles. Ne me grondez donc pas, je vous en prie, et soyez persuadée que je n'ai eu intention ni de lui déplaire ni à vous, mais uniquement le bien de service. Vous vous portez, ajoutait-il, Dieu merci, en perfection... Je ne vous envie pas ce privilège; mais, comme nous nous sommes engagés mutuellement à passer cent ans, je vous prie de me communiquer votre secret, afin que je ne vous manque pas de parole[1]. »

Noailles n'avait garde de laisser se dissiper

1. *Mémoires de Noailles*. Ed. Petitot. t. III, p. 287. — Ces mémoires ont été composés sur les papiers du maréchal par l'abbé Millot. La publication bien plus complète de M. Rousset a permis de les rectifier sur bien des points.

de si bonnes dispositions. Aussi, à peine arrivé à son poste, il se crut autorisé à correspondre directement avec le roi pour lui rendre compte de la situation, assez précaire et assez misérable, où il trouvait les provinces confiées à sa garde, et des mesures urgentes qui étaient nécessaires pour les mettre sérieusement en état de défense. Mais il prenait occasion pour faire comprendre que ces précautions de détail seraient impuissantes si elles n'étaient mises en accord avec un plan général d'opérations, et pour solliciter, sous une forme indirecte, mais très claire, la permission d'étendre lui-même le champ de ses observations comme de ses conseils:

« Rien n'est si capital, Sire, disait-il, que de prendre des arrangements pour former sur cette frontière une armée capable d'arrêter les entreprises de vos ennemis déclarés, d'imposer aux ennemis secrets de votre État et de rassurer vos alliés... Mais j'ose représenter à Votre Majesté que, dans les conjonctures aussi importantes et aussi difficiles que se trouvent actuellement les affaires de votre État, il est presque impossible de former aucun plan en

particulier sans embrasser le tout. Les affaires se tiennent par des liaisons qui les mettent dans une dépendance nécessaire les unes des autres, et ce n'est que par la combinaison de toutes les parties qu'on doit se décider sur ce qu'il est le plus avantageux de faire peur chacune d'elles en particulier. Mais, quels que soient le zèle et le dévouement qui puissent remplir les cœurs les plus pénétrés de respect et d'amour pour Votre Majesté, une infinité de raisons que sa pénétration lui fera aisément découvrir retiennent ceux mêmes qui seraient le mieux intentionnés et le plus en état de la servir. Ainsi, jusqu'à ce qu'il plaise à Votre Majesté de me faire connaître ses intentions et sa volonté, me bornant uniquement à ce qui regarde la frontière dont elle m'a donné le commandement, je parlerai avec franchise et liberté sur l'objet qui est confié à mes soins, et je me tairai sur tout le reste, toujours prêt, cependant, à vous exposer, Sire, lorsque vous le voudrez, ce qu'un zèle sans bornes, l'attachement le plus véritable, l'amour de la vérité, quelques études, et quelque méditation soutenue d'une expérience de près de

cinquante ans, peuvent m'avoir acquis de connaissances au service de Votre Majesté et au bien de son royaume. Mais, si vous voulez, Sire, qu'on rompe le silence, c'est à vous de l'ordonner [1]. »

La réponse, qui ne se fit pas attendre, n'était pas faite non plus pour décourager le maréchal. Le roi assurait bien encore qu'il avait consulté le cardinal et obtenu son assentiment pour les mesures militaires qui lui étaient proposées ; mais il était moins probable, et Louis XV ne disait nullement qu'il eût donné connaissance à personne du *post-scriptum* suivant : « Le feu roi mon bisaïeul, que je veux imiter autant qu'il me sera possible, m'a recommandé en mourant de prendre conseil de toutes choses et de chercher à connaître le meilleur pour le suivre. Je serai donc ravi que vous m'en donniez ; aussi je vous ouvre la bouche comme le pape aux cardinaux et vous permets de me dire ce que votre zèle et votre attachement pour me vous inspireront. Je vous connais assez et de-

1. Le maréchal de Noailles au roi, 20 novembre 1742 — Rousset, t. I, p. 7-9.

puis assez longtemps pour ne pas mettre en doute la sincérité de vos sentiments et votre attachement à ma personne[1]. »

Tous les mots de cette lettre étaient précieux pour l'heureux correspondant qui la reçut, et cependant rien ne dut lui causer plus de joie que l'invocation faite au souvenir de Louis XIV et le dessein annoncé de l'imiter ; car rien ne s'accordait mieux avec le plus vif et aussi le plus sincère de ses sentiments. Élevé dans toutes les splendeurs du grand règne, admis de bonne heure dans l'intimité royale, Noailles gardait dans le plus profond de son cœur le culte du demi-dieu qu'avait adoré son enfance ; aucun nuage n'était venu troubler cette pieuse fidélité. Ni les malheurs des derniers jours, suite des entraînements du pouvoir absolu, — ni les modifications déjà sensibles de l'esprit public, qui ne permettaient plus à la royauté les allures d'une domination absolue, — aucune de ces leçons de l'expérience, — aucun de ces signes des temps nouveaux ne frappaient l'imagination

1. Le roi au maréchal de Noailles, 26 novembre 1742. — Rousset, t. I, p. 11.

captivée et la raison étroite du neveu chéri de madame de Maintenon. Louis XIV était toujours le modèle unique et accompli, peut-être inimitable du vrai monarque ; le copier, dût-on même ne pas l'égaler, était le seul but qu'on pût proposer au suprême effort de son petit-fils. C'est M. Rousset qui nous raconte que, admis plus tard dans le conseil royal, quand Noailles prenait la parole, c'était toujours pour commencer par ces mots : « Sire, votre auguste bisaïeul..., » et que, devant ce refrain attendu, les assistants se prenaient à sourire. On peut juger avec quel plaisir lui-même il entendait pour la première fois sortir de la bouche du roi la phrase même dont il devait ensuite se faire l'écho.

Aussi ne crut-il pas pouvoir mieux répondre à la pensée royale qu'en préparant sur-le-champ un long mémoire où il ne traitait, en réalité, ni de la situation politique du moment, ni de l'ensemble des opérations militaires, mais où il se bornait à faire passer sous les yeux du roi et à commenter l'instruction donnée par Louis XIV à son petit-fils Philippe V, quand il l'envoyait

régner en Espagne. A vrai dire même, ce n'était pas l'instruction tout entière, composée de trente-neuf articles, qui fit l'objet du commentaire, mais uniquement la phrase finale ainsi conçue : « Ne vous laissez pas gouverner, soyez le maître. N'ayez jamais de favori ni de premier ministre. Écoutez, consultez, mais décidez. Dieu, qui vous a fait roi, vous donnera toutes les lumières qui vous sont nécessaires tant que vous aurez de bonnes intentions. » Évidemment ce n'était pas là un avis qu'on pût donner, tant que le premier ministre en exercice gardait encore l'apparence du pouvoir et se flattait même par moments d'un retour de vie. Mais le soin extrême avec lequel ce mémoire est rédigé, l'abondance de pièces historiques empruntées aux exemples de la royauté passée, le travail qu'il a dû coûter, ces divers indices font croire à M. Rousset, — et je partage entièrement son avis, — que le maréchal le prépara d'avance, à tête reposée, afin de se tenir tout prêt à le faire partir par le retour du courrier, qui annoncerait enfin le terme attendu.

J'ai dit que, dans cette entreprise passable-

ment aventureuse et, en tout cas, un peu tardive d'apprendre à un roi son métier, Noailles trouva, sans le savoir, un auxiliaire qui ne lui ressemblait guère. Si, comme on l'a souvent prétendu, chacun de nous conserve toute la vie l'empreinte ineffaçable des premières impressions qu'a reçues sa jeunesse, cette remarque explique assez bien comment le faible écart qui sépare deux générations suffit souvent pour que des hommes élevés dans les mêmes conditions, placés dans le même rang social, issus parfois des mêmes familles, ne présentent presque aucun trait commun. C'était le cas de Noailles et d'un de ses proches, mais plus jeunes parents, duc et pair comme lui et portant un nom décoré d'un lustre moins ancien, mais plus éclatant : celui de Richelieu.

Les deux ducs avaient bien commencé l'un et l'autre leur carrière au pied du trône du grand roi; mais ils avaient paru devant lui à vingt années de distance, et ces vingt années étaient précisément celles pendant lesquelles l'astre de Louis XIV, encore dans tout son éclat après Riswyk, s'était chargé de tous les

sombres nuages de la vieillesse et du malheur. Entre ces deux dates, non seulement le roi, mais tout l'aspect de la cour avait changé. Attristé et vaincu, le maître, qui faisait encore plier devant lui toutes les volontés, avait perdu le don d'éblouir les imaginations et d'enflammer les cœurs. Aussi, tandis que Noailles restait pénétré d'un dévouement à toute épreuve, le jeune duc de Fronsac (c'est le nom que Richelieu portait alors), amené à Versailles par son père à l'âge de seize ans, pour n'y entendre parler que de deuil et de ruines, s'était regimbé tout de suite contre le régime de privations et d'ennui qu'une dévotion maussade imposait à l'hypocrite servilité des courtisans. *Beau comme l'Amour*, dit un contemporain, né pour tous les plaisirs et brûlant de s'y livrer, il avait donné à l'impatience de ses désirs un éclat assez étourdi pour mériter d'aller en faire pénitence quelques mois à la Bastille. Quel était son crime? Était-ce d'avoir attiré sur sa charmante figure les yeux trop complaisants de la duchesse de Bourgogne? On l'a beaucoup dit; mais lui-même, qui n'a jamais péché par modestie, ne

l'a pas prétendu. S'il y eut un peu de vérité dans cette médisance, ce fut tout au plus quelque enfantillage, quelque échange de regards malins surpris par madame de Maintenon entre la princesse et le bel adolescent, tels que, dans les familles les mieux réglées, les jeunes témoins s'en permettent souvent devant les travers et les ridicules d'un vieux ménage.

Mais il n'en fallut pas davantage pour engager Richelieu dans cette réaction plus vive que sérieuse qui suivit la mort de Louis XIV. Il figura au premier rang dans ce groupe de jeunes fous qui, comme des écoliers trop longtemps comprimés, se hâtèrent de profiter de l'absence du pédagogue pour secouer toutes les règles, non seulement du devoir, mais de la décence. La rencontre qu'il fit alors d'un compagnon de plaisir inattendu décida, sinon du tour que devait prendre sa destinée, au moins du singulier éclat qui allait s'attacher à son nom. Car ce n'était pas moins que Voltaire lui-même qui avait su se faire, parmi ces échappés de l'Œil-de-Bœuf, par droit de conquête et à la pointe de l'esprit, une place où ses relations naturelles

ne l'appelaient pas et où sa fierté eut, comme on sait, plus d'une fois à souffrir.

L'amitié de jeunesse qui s'établit ainsi entre Voltaire et Richelieu, et qui s'est prolongée pendant près de quatre-vingts ans, est certainement un des faits les plus singuliers, je dirai même les plus caractéristiques du XVIII[e] siècle. Rien ne peint mieux l'alliance qui s'établit pendant cet âge de combat entre les vices de la société qui périssait et les confuses aspirations de celle qui se préparait à naître. Grâce à cette liaison de hasard et aux compliments du grand dispensateur de la faveur publique, Richelieu a pu devenir le plus vicieux et demeurer le plus impertinent des grands seigneurs, sans perdre une popularité de faux brillant qui est arrivée jusqu'à nous. Ce type achevé de tous les travers et de toutes les insolences qui ont perdu l'aristocratie de l'ancien régime ; cet académicien par droit de naissance qui ne sut jamais l'orthographe ; ce héros, ce vétéran de débauche qui, en cheveux blancs, se faisait encore gloire de troubler la paix des humbles ménages ; ce guerrier dont la bravoure même a toujours un

air de parade et dont les exploits conservent jusque sur le champ de bataille je ne sais quelle tournure d'opéra-comique; ce conquérant qui a déshonoré la victoire par l'ostentation du pillage; c'est lui, c'est vraiment lui qui figure parmi les correspondants préférés de Voltaire, entre les précurseurs des temps modernes et les réformateurs attitrés de la morale publique et sociale. Au fait, cette place pouvait lui être due en raison des services que lui et ceux qui lui ressemblèrent ont rendus à la Révolution, dont ils ont été sans le savoir les instruments les plus efficaces. Bien qu'à la veille même de la chute de la monarchie, Richelieu, averti par un trop juste pressentiment, se soit rejeté avec vivacité et même avec exagération dans les opinions les plus contraires au mouvement nouveau de la société, il n'en demeure pas moins le modèle de cette noblesse étourdie qui a couru elle-même au-devant de son sort en favorisant toutes les doctrines qui préparaient sa ruine pendant qu'elle étalait tous les désordres qui pouvaient la justifier. Ce sont eux, ce sont ces petits-maîtres revêtus d'un vernis —



Saint-Simon aurait dit d'une écorce — de littérature et de philosophie, — qui ont semé des fleurs jusqu'aux bords mêmes du gouffre où l'antique monarchie allait s'engloutir et donné aux premiers actes de la plus sombre tragédie qui fut jamais toute la gaieté d'un divertissement de théâtre. Rien n'a plus contribué que leurs exemples à accréditer l'erreur fatale de toute une génération, qui a cru sérieusement se préparer aux épreuves de la liberté par les caprices du libertinage et qui n'a réussi qu'à frayer la voie, par la licence des mœurs, à toutes les témérités de la pensée.

Mais, pour l'heure présente, la surface de la société étant encore tranquille et l'orage ne grondant que dans le lointain, Richelieu ne justifiait la prédilection de Voltaire que par un dédain mal déguisé, non seulement de tous les scrupules, mais aussi des croyances qui les inspirent : on citait de lui, à cet égard, des traits d'une hardiesse d'incrédulité encore rare à cette époque. Ainsi, on disait que, envoyé à Vienne pour une ambassade de cérémonie où il avait plus brillé par son luxe et ses bonnes fortunes

que par son habileté diplomatique, il s'était amusé à divertir la société en faisant publiquement des sortilèges pour évoquer l'apparition du diable, afin de constater son existence. Lui-même s'amusait aussi à raconter qu'un nécromancien avait prédit à l'illustre ministre dont il portait le nom que, cent ans juste après sa mort, un de ses héritiers gouvernerait comme lui la France. Or, comme la date arrivait en 1742, ou les oracles ne signifiaient rien, ou c'était lui qui allait être appelé à de si hautes destinées. Un libertin de si belle humeur n'avait pu manquer d'être des premiers à déclarer que, pour rendre à Louis XV le sentiment de sa dignité d'homme et de roi, le plus pressé était de l'affranchir des pieuses leçons de son enfance et des liens de son intérieur conjugal. C'était même lui qui avait donné à cette pensée si répandue, comme j'ai eu occasion de le dire, dans les antichambres de Versailles, ce tour vif et cynique : « Pour que le roi soit son maître, il est indispensable de lui faire avoir une maîtresse. » Et, après avoir donné l'avis, il veillait à l'application. Aussi, depuis que le roi était

sorti de sa réserve, il n'était ni partie de plaisir à Marly, ni à Choisy souper intime qui ne fût préparé par les soins délicats de cet amateur consommé et animé par un esprit piquant qui se jouait de tout et n'épargnait personne.

Seulement Richelieu était bien obligé de convenir que, pour le choix principal qu'il avait dû faire, il n'avait pas eu la main heureuse. Des deux demoiselles de Nesle offertes ensemble aux regards du roi, aucune n'avait pu rendre le service qu'on espérait d'elles, celui d'agir sur la politique par l'amour. Madame de Vintimille avait paru un instant comprendre son rôle ; mais sa fin prématurée était venue laisser dans le cœur du roi des regrets, presque des remords, que madame de Mailly, agitée elle-même de troubles de conscience, n'avait pas su calmer. La pauvre femme, d'ailleurs de nature assez débile, entraînée au vice par faiblesse plus que par corruption, sans énergie pour le mal comme pour le bien, croyait trouver dans la fidélité le seul mérite qui pût racheter ses torts. Sincèrement éprise du roi, qui était lassé d'elle, elle restait aussi attachée à Belle-Isle,

malgré sa disgrâce. L'attrait de ses charmes s'était usé en même temps que le prestige de son ami; il n'y avait plus rien à tirer d'elle; on s'en serait aperçu à ce seul fait que le cardinal, cessant de la craindre, cessait aussi de la ménager. C'est ce que Richelieu exprimait encore à sa manière en disant du roi avec un léger haussement d'épaules : « Tant qu'il sera dans les bras de madame de Mailly, il restera aux pieds du cardinal, et nous n'aurons pas le moyen de l'en relever [1]. »

Force était donc bien de chercher ailleurs; mais il ne fut pas nécessaire de chercher loin, car on n'avait pas épuisé les ressources qu'offrait la maison de Nesle : trois sœurs restaient encore, deux, mesdames de la Tournelle et de Flavacourt, mariées à des gentilshommes sans fortune, la troisième attendant un établissement

1. Chambrier à Frédéric, 14 décembre 1742. (Ministère des affaires étrangères.) — *Fragment des Mémoires de la duchesse de Brancas, inséré dans les lettres de Lauraguais* (Paris, 1802), p. 210. Ce fragment de mémoires a certainement été retouché par le petit-fils de la duchesse, le spirituel Lauraguais; mais on doit croire que Lauraguais, beau-fils d'une demoiselle de Nesle, a pu avoir lui-même une connaissance personnelle des faits qu'il raconte.

que la situation toujours gênée de la famille rendait difficile à trouver. Toutes trois étaient faites pour plaire; la plus âgée, la marquise de la Tournelle, était la plus belle : une taille de nymphe, un teint éblouissant, des yeux d'un bleu plein d'éclat et de profondeur, formaient un ensemble de majesté et de séduction qui arrêtait les regards des plus indifférents. Ce charme avait frappé les yeux du roi, qui, la rencontrant par hasard chez le duc d'Antin, s'était écrié à demi-voix : « Ah! mon Dieu! qu'elle est belle! » Richelieu, placé à côté de lui, avait noté cette impression au passage, pensant qu'il pourrait être à l'occasion utile de la raviver, et plutôt diverti d'avance qu'arrêté par le scandale qui en pouvait sortir. Il crut bientôt le moment venu de s'en souvenir, surtout quand, ayant pris des informations, il put se convaincre que, sous cet extérieur séduisant, madame de la Tournelle cachait autant d'ambition que la pauvre Mailly avait de faiblesse, et que son cœur, pour parler comme une grande dame du temps, *était haut comme les monts*.

La révolution de palais, je devrais presque

dire de sérail, qui allait substituer madame de la Tournelle à madame de Mailly dans la faveur du roi, a fait l'objet, dans les écrits contemporains, de tant de commentaires satiriques, et, par la suite, de tant de contes grivois, de tant de récits romanesques, enfin de tant de mémoires apocryphes qui ne diffèrent guère des romans et ne méritent pas plus de créance, qu'il serait impossible d'en tirer un récit exact, et, le sujet n'étant guère attrayant en lui-même, je laisserais volontiers se démêler dans cette confusion les amateurs, si nombreux aujourd'hui, de commérages posthumes et de médisances rétrospectives; mais, malheureusement pour la France et pour la mémoire de Louis XV, des faits de cette nature, trop nombreux dans tous les temps, ont exercé, cette fois, une action trop importante pour qu'il soit possible de les négliger.

Je me bornerai pourtant au narré le plus bref, tiré des rapports les plus authentiques, ceux qui visent le moins au scandale, comme les correspondances inédites et la gazette semi-officielle du duc de Luynes. Si même

dans des documents de cette espèce se trouvent encore des détails qu'on préférerait passer sous silence, le seul fait qu'ils s'y rencontrent sans paraître causer aucune surprise, — le fait, par exemple, qu'un courtisan à la fois dévot et discret comme Luynes, aussi scrupuleux sur les convenances que sur la morale, se croit obligé, à certains jours, de se faire lui-même le maître des cérémonies d'aventures galantes et d'en dresser protocole, — c'est là un indice assez tristement remarquable des mœurs du temps pour mériter d'être signalé. Je suis, d'ailleurs, de ceux qui pensent que toute vérité historique, quand l'intérêt en est sérieux, doit être dite sans détour, et que le devoir est d'autant plus étroit pour l'historien qu'il lui en coûte davantage de le remplir. La vérité a toujours une utilité qui lui est propre. Je crois avoir montré, dans un récit précédent, ce qui restait de grandeur et même d'héroïsme dans le déclin de cette vieille monarchie française trop calomniée. Il est temps peut-être, en ne déguisant rien de ses fautes et de ses faiblesses, de justifier aussi la Providence

qui l'a si cruellement châtiée. C'est une leçon du passé dont l'avenir peut profiter.

La première opération à faire était d'amener à Versailles la beauté qu'on destinait à y régner : ce n'était pas la plus facile, car les logements, à Versailles, étaient limités, leur distribution réglée par l'étiquette, et le rang peu élevé qu'avait occupé dans l'armée M. de la Tournelle ne permettait pas à sa veuve de prétendre à une telle distinction. Loin de là, elle vivait retirée, avec ses deux sœurs, chez leur tante, la duchesse de Mazarin, logées toutes trois un peu par charité, et se plaignant, même avec quelque aigreur, de ne participer que de loin, et faiblement, à la bonne fortune qui était échue à leur aînée. Reproche injuste ; car madame de Mailly, très discrète dans l'emploi d'une faveur dont elle rougissait, ne vivait elle-même que de ses appointements de dame au palais et des dons irréguliers et toujours modiques du roi. Ce fut pourtant cet état de gène, et presque de misère, que Richelieu mit à profit pour franchir le pas désisif ; car, madame de Mazarin étant venue à mourir et le ministre Maurepas, son



héritier, ne paraissant pas disposé à continuer son hospitalité à ses parentes, les trois dames se virent menacées d'être, à la lettre, jetées sur le pavé. C'était la coutume de toute la noblesse de cour, dans ses embarras pécuniaires, de recourir, comme on disait, aux grâces du roi. De si intéressantes victimes de la mauvaise fortune n'y pouvaient manquer. Seulement, pour éviter des détours inutiles, on leur conseilla, non de faire passer leur demande par l'intermédiaire de leur sœur (ce qui eût été naturel), mais de se jeter tout droit elles-mêmes aux pieds du roi et du cardinal. Ce ne fut pourtant pas madame de la Tournelle (c'eût été trop tôt éveiller le soupçon), mais la seconde sœur, madame de Flavacourt, qui se chargea de porter la supplique. On raconte que, pour la remettre, cette dame se fit conduire dans la cour de Versailles en chaise à porteurs et resta ainsi toute la journée, disant aux gens de sa connaissance qui venaient l'aborder qu'il fallait bien qu'elle s'habituât à vivre à la belle étoile, puisqu'elle n'avait plus de toit pour abriter sa tête. Le roi, averti et appelé à la

fenêtre, vit de ses yeux ce spectacle touchant et en exprima tout haut sa compassion. Était-ce de pitié seulement qu'il était ému, ou s'y mêlait-il déjà quelque souvenir de la beauté inconnue qui avait frappé ses regards et quelque désir caché de la revoir? quel que fût son sentiment, il ne manqua pas de gens pour lui indiquer un moyen tout naturel de le satisfaire.

La mort de madame de Mazarin laissait vacante une place de dame du palais qui semblait toute préparée pour une des malheureuses abandonnées. A la vérité, la survivance était à peu près promise à des dames du plus haut rang, et, quand l'idée fut mise en avant, elle fut vivement combattue par Fleury, encore assez en vie pour prendre ombrage de tout ce qui ne venait pas de lui, et par Maurepas, brouillé avec ses cousines, qui l'accusaient d'avoir aggravé leur infortune. Mais toutes les convenances s'effacèrent et toutes les objections firent silence quand on sut qu'au moment de dresser la liste qui devait passer sous les yeux de la reine, le roi avait écrit en tête, de sa propre main,

le nom de madame de la Tournelle. On n'avait pas à craindre que cette préférence ouvrît les yeux ou blessât la fierté de la reine. La bonté de cœur, qualité dominante de la vertueuse princesse, la rendait charitable pour toutes les misères, et aveugle, peut-être même indulgente, pour bien des faiblesses. D'ailleurs, La Vallière et Montespan avaient bien fait partie ensemble de la maison de la vertueuse Thérèse d'Autriche; les complaisances qu'une infante n'avait pas refusées à Louis XIV, Marie Leczinska n'était pas d'humeur à les disputer à Louis XV; c'est beaucoup si elle ne savait pas gré à madame de Mailly de n'avoir jamais abusé de sa situation pour lui manquer de respect dans son service [1].

1. *Mémoires du duc de Luynes*, t. IV, p. 224 et suiv. — *Mémoires de la duchesse de Brancas*, p. 204 et suiv. — L'histoire de l'entrée de madame de Flavacourt dans la cour de Versailles en chaise à porteurs est rapportée dans la compilation de Soulavie intitulée : *Mémoires de Richelieu*, qui mérite peu de foi. M. de Lescure, en en publiant une édition abrégée, s'est proposé de faire un choix et de ne laisser passer que des faits avérés. Je n'oserai dire qu'il y a réussi. Mais, depuis que ces pages avaient paru dans la *Revue des Deux Mondes*, M. A. de Boislisle, le savant éditeur des *Mémoires de Saint-Genest* et l'auteur de tant de publications

Mais c'était madame de Mailly elle-même, qui, laissée de côté avec une certaine affectation, aurait dû, si elle eût eu le moindre génie d'intrigue, se plaindre et s'inquiéter. Qui l'aurait cru? ce fut le contraire ; à la surprise générale, on la vit, non seulement ne témoigner aucune jalousie de la faveur qui appelait sa sœur la Tournelle au palais, mais fournir elle-même à sa sœur Flavacourt la facilité de l'y rejoindre en donnant la démission de sa propre place. Si

érudites, a bien voulu me communiquer une relation manuscrite des principaux traits de la vie de Richelieu, très différente des Mémoires apocryphes de Soulavie et qu'il affirme devoir être attribuée cette fois, sans contestation, au duc lui-même. Personne ne peut refuser le témoignage d'un juge si compétent. Sur plusieurs points, pourtant, cette relation contredit les assertions soit de la duchesse de Brancas, soit du duc de Luynes : ainsi la relation manuscrite affirme que la place de dame du palais était déjà promise à madame de la Tournelle avant la mort de madame de Mazarin — ce qui paraît peu vraisemblable. — Suivant cette même relation, ce ne fut pas Richelieu lui-même, ce fut le comte d'Argenson qui persuada à madame de Mailly de quitter Versailles. Je signalerai ces différences au fur et à mesure qu'elles se présenteront. Du reste, quiconque a écrit l'histoire sait que des divergences et des contradictions de cette nature se rencontrent fréquemment entre les divers récits des témoins oculaires des mêmes faits, et qu'on est obligé de les attribuer soit aux défaillances de mémoire, soit au défaut de sincérité des narrateurs.

ce fut Richelieu, comme on lui en fit honneur, qui la décida à ce sacrifice, jamais coup de partie ne fut plus habilement joué. La bonne âme se laissa persuader, a-t-on dit, que la reine, lui sachant gré de cet acte de renoncement, lui en tiendrait compte et la mettrait à la tête de la maison de sa future belle-fille, l'infante d'Espagne, déjà promise au dauphin, et dont le mariage devait s'accomplir dès que les fiancés auraient l'âge nubile. Tant de crédulité est pourtant peu vraisemblable. L'indécence de donner la maîtresse du père pour guide et pour compagne à l'épouse du fils dépassait encore la mesure, déjà assez large, du scandale à laquelle la cour était habituée. J'aime mieux penser que la favorite, toujours humble et portant à regret les chaînes dorées de son déshonneur, fut séduite par la pensée de réparer, en assurant le bien-être des siens, le tort qu'elle avait fait à la bonne renommée de la famille. Un instant pourtant, un trait de lumière traversa son esprit, et, se rendant brusquement à Paris chez madame de la Tournelle : « Ma sœur, lui dit-elle en l'abordant, serait-il possible?... —

Impossible, ma sœur, reprit l'autre, en se redressant, avec un accent d'indignation qu'on put prendre pour celui de la sincérité. » Tout fut dit, et, le lendemain, la démission et les deux nominations nouvelles, publiées à la cour, étaient enregistrées par le duc de Luynes dans son livre d'étiquette. « Hier soir, dit le prudent duc, il fut déclaré que madame de Mailly cédait sa place de dame du palais purement et simplement, avec les appointements, à madame de Flavacourt. Cela fait un changement dans les semaines, que je marquerai. » Mais la plume semble lui partir dans la main, et il ne peut s'empêcher d'ajouter : « Cette démarche de madame de Mailly est regardée avec raison comme une grande marque de générosité de sa part. On juge avec raison qu'on peut la regarder comme imprudente, et qu'un peu plus de prévoyance pour l'avenir aurait dû l'empêcher d'exécuter ce projet[1]. »

La preuve que personne ne se trompait sur cet avenir, c'est que la dernière demoiselle de

1. *Mémoires du duc de Luynes*, t. IV, p. 237. — *Mémoires de la duchesse de Brancas*, p. 206.



Nesle, jusque-là peu recherchée, trouva tout d'un coup un mari, et du plus haut rang. A la vérité, M. de Lauraguais était un homme déjà mûr, veuf et père de plusieurs enfants. Mais il portait un titre de duc et devait hériter de son père la pairie de Brancas. La duchesse de Brancas, sa mère, était une vieille connaissance de Richelieu, et, pour entrer dans les vues de son ami, comme pour faire honneur au mariage de son fils, ce fut elle qui se prêta à accommoder un dernier détail qui n'était pas sans importance : il fallait trouver un appartement convenable pour madame de la Tournelle, à qui madame de Mailly, quelles que fussent ses illusions, ne pouvait pourtant pas céder le sien. Richelieu, qui ne doutait de rien, proposa celui de l'évêque de Rennes, aumônier du roi, mais pour le moment envoyé en Espagne en qualité d'ambassadeur, et ce fut la duchesse de Brancas qui (elle le raconte elle-même) se chargea d'en avertir le prélat[1].

La place, ainsi cernée de toutes parts, n'était

1. *Mémoires du duc de Luynes*, t. IV, p. 226, 266, 267. — *Mémoires de la duchesse de Brancas*, p. 207.

pourtant pas encore emportée. « Le roi, disait Richelieu (inépuisable en aphorismes en des matières où il était docteur), sera toujours le même en affaires comme en amour, et en amour comme en affaires. » En effet, en ce genre, comme en tout autre, l'esprit d'entreprise manquait au roi. Il resta plus d'un mois sans oser rompre avec madame de Mailly. Il est vrai que, détrompée bientôt par sa froideur et son embarras, madame de Mailly, avec la maladresse qui paraît propre aux amantes délaissées, éclata en scènes de jalousie. Ce n'est pas ainsi (les faiseursde romans nous l'ont assez dit) qu'on peut réveiller un sentiment éteint; mais c'était assez pour qu'un reste de compassion, la crainte d'un bruit scandaleux, une répugnance égoïste à affliger ses regards par le spectacle du désespoir, vinssent arrêter sur les lèvres du roi un congé formel qui lui coûtait à prononcer comme un arrêt de mort. De son côté, madame de la Tournelle, par une réserve inattendue, semblait fuir plutôt qu'appeler ses regards. Elle se dérobait à la foule des hommages que les courtisans *éclairés* (dit une chro-

nique du temps) s'empressaient à lui rendre. Les gens habiles ne voulaient voir dans cette réserve qu'un jeu de coquetterie; mais d'autres prétendaient (et le cœur humain a de tels replis, qu'on peut tout croire) qu'elle restait attachée par un tendre sentiment au jeune comte d'Agénois, qui avait emporté à l'armée ses serments de fidélité, et qu'au moment de manquer à la foi jurée, elle flottait, partagée entre l'amour et l'ambition. Il suffisait sans doute, pour faire justice de ses hésitations un peu tardives, d'une insistance passionnée, qui, de la part d'un roi, n'aurait été qu'une manière de déguiser un ordre. Mais cet ordre n'arrivait pas, et le roi paraissait s'ennuyer d'avoir à prendre la peine de le donner.

Heureusement, il avait dans Richelieu un serviteur prêt à tous les offices et, pour parler encore avec Saint-Simon (car quelles expressions ce merveilleux écrivain ne trouve-t-il pas pour peindre les incidents et les caractères de cour!), *un ami fait à rompre les glaces* sur tous les sujets. Ce fut lui qui se chargea de faire

toutes les ouvertures qui coûtaient au roi. Il parla raison, presque sentiment, à madame de Mailly et lui fit entendre qu'on ne regagne pas par la violence un amour qui s'échappe. Un sacrifice volontaire, lui dit-il, la complaisance pour une fantaisie qui pouvait être passagère, un éloignement momentané, étaient peut-être les meilleurs et, en tout cas, les seuls moyens de faire vibrer encore ce qui pouvait rester de sensibilité dans un cœur volage. « Vous le croyez? dit la pauvre femme; j'en mourrai, mais tout est dit, et ce soir je serai à Paris. » Puis, d'une des sœurs, Richelieu passa en droiture à l'autre : le comte d'Agénois était son neveu et son élève dans l'art de la galanterie, il lui suffit de faire lire sa correspondance à madame de la Tournelle pour la convaincre que les distractions de la garnison avaient devancé les séductions de la cour et qu'au lieu d'avoir une parole à tenir à un amant fidèle, elle avait tous les droits du monde de se venger d'un inconstant.

Enfin, pour mettre le roi tout à fait à l'aise, il prépara toute une représentation de comédie.

Il décida le prince à faire invasion avec lui, par surprise, un soir, chez madame de la Tournelle ; mais, pour éviter d'être reconnu, sur le passage, par les gens du service, il lui fit prendre et endossa lui-même le costume des médecins du palais. Il avait remarqué, dit la duchesse de Brancas, qu'on a souvent sous le masque, à l'Opéra, l'assurance qui manque dans le monde. L'entreprise réussit à souhait : madame de la Tournelle, en voyant entrer cette mascarade, dont peut-être elle était prévenue, feignit bien pendant quelques moments l'étonnement et la colère. Mais elle ne tarda pas à se laisser fléchir, et la conversation s'établit sur un pied de gaieté familière qui mit le roi de la plus belle humeur. Le malicieux spectateur, fier de son œuvre, n'eut garde de l'avertir que ce qui prêtait le plus tristement à rire, c'était de voir le roi de France en perruque et en bonnet carré, comme un figurant de la cérémonie du *Malade imaginaire*, se livrant à de pareils ébats dans la chambre d'un évêque. Pour arriver à relever la dignité

royale, le chemin était un peu détourné[1].

Assurée alors de sa puissance et l'ambition ou le dépit étouffant dans son cœur les derniers regrets de l'amour, madame de la Tournelle ne songea plus qu'à retarder sa victoire le temps justement nécessaire pour en assurer l'éclat et la durée. L'exemple de sa sœur si facilement privée sous ses yeux d'une faveur dont elle avait si peu profité était instructif; elle ne voulait ni vivre d'angoisses et d'aumônes pendant quelques jours d'une grandeur passagère, ni dépendre d'un froncement de sourcil, ou d'un caprice nouveau qui la ferait, d'une heure à l'autre, retomber dans le néant. Il lui fallait tout l'appareil extérieur d'une situation officielle et toutes les garanties d'une fortune établie. Ces prudentes précautions étaient le fruit des conseils politiques de Richelieu. « Il faut,

1. *Mémoires de la duchesse de Brancas*, p. 213, 220. — *Mémoires du duc de Luynes*, t. IV, p. 264, 270. — *Journal du marquis d'Argenson*, t. IV, p. 38. — *Chronique de Bois-Jourdain*, t. II, p. 235-237. — La relation manuscrite communiquée par M. de Boislisle présente, de l'équipée nocturne de Richelieu et du roi, un récit un peu différent. Ce ne fut pas, dit l'auteur de cette relation, Richelieu, mais le roi lui-même qui eut l'idée du déguisement, et ce déguisement ne

lui avait-il dit, qu'il soit plus difficile et plus glorieux pour les gens de cour d'être admis dans votre antichambre qu'il ne l'était de causer en tête-à-tête avec votre sœur. » De là une diplomatie d'un genre inusité qui se prolongea plusieurs jours avec tant de publicité que le ministre Chambrier en rendait gravement compte au roi de Prusse, comme d'une véritable négociation de chancellerie. « La marquise de la Tournelle, écrivait-il, demande que le roi de France lui forme une maison, qu'il vienne publiquement chez elle, qu'il la fasse duchesse, qu'il lui donne de quoi tenir une table, outre douze mille livres par mois pour ses habits, ses domestiques et son jeu, et vingt-cinq mille livres de pension quand elle se retirera. » Toutes ces conditions débattues furent accordées l'une après l'autre, sauf le titre de duchesse,

fut pas un costume de médecin, mais simplement une *grosse perruque* et une *mauvaise redingote*. Richelieu (toujours suivant le récit) était si peu au courant du projet de Louis XV, que, quand il vint au rendez-vous que le prince lui avait donné, il ne reconnut celui-ci qu'à la voix. Enfin cette visite ne fut pas la seule que le roi fit à madame de la Tournelle sous ce costume: La même cérémonie se renouvela plusieurs fois, mais en l'absence du duc.

dont le brevet fut retardé jusqu'à ce qu'on eût pu trouver un apanage suffisant pour l'asseoir. Après quoi, toutes les difficultés de l'exécution (pour parler le langage vraiment administratif de madame de la Tournelle) étant résolues, la cour eut connaissance de la conclusion définitive par l'annonce d'un voyage à Choisy dont les trois sœurs de Nesle durent faire partie.

La rumeur et le scandale furent, cette fois, assez forts pour pénétrer jusque dans l'intérieur de la reine, qui leva, assure-t-on, les yeux au ciel et s'écria en soupirant qu'il ne fallait plus s'étonner des malheurs qui fondaient sur la France. « Elle me fait une mine de chien, écrivait madame de la Tournelle à Richelieu ; c'est le droit du jeu. » La vertueuse duchesse de Luynes, première dame de la reine, déclina l'honneur d'être du voyage, et le roi, bien que d'un ton un peu sec, dut agréer ses excuses. Mais le duc lui-même, qui avait eu le courage d'approuver et d'appuyer sa femme, ne s'en crut pas moins obligé de faire son service ce jour-là comme les autres, et nous tenons de lui une description faite avec une précision minutieuse

de l'appartement occupé à Choisy par madame de la Tournelle; c'était celui de madame de Mailly elle-même, encore tendu d'une draperie de soie bleue et blanche que la pauvre abandonnée avait filée de ses propres mains : à quoi le narrateur officiel ajoute sans même avoir l'air de sourire : « Allant à Choisy dans le carrosse, le roi tira une tabatière de sa poche, et l'y remit sur-le-champ; le lendemain, cette tabatière se trouva au chevet du lit de madame de la Tournelle, qui l'a montrée à monsieur de Meuse[1]. »

Si madame de la Tournelle venait de déployer, pour établir sa situation, de véritables talents politiques, il faut lui rendre la justice que, docile à la consigne qu'elle avait reçue, elle ne perdit pas un seul jour pour faire profiter les intérêts de l'État de sa conquête. On pouvait craindre qu'elle n'usât de son crédit pour satisfaire des

1. Chambrier au roi de Prusse, 12 novembre 1742. (Ministère des affaires étrangères.) — D'Argenson, t. IV, p. 38. — *Mémoires du duc de Luynes*, t. IV, p. 271, 278, 290. — Lettre de madame de la Tournelle à madame de Richelieu, citée par M. de Goncourt dans *les Maîtresses de Louis XV*, t. I, p. 86, et provenant du cabinet d'autographes de M. Martin. — *Journal de police*, novembre 1742.

intérêts et des ressentiments privés. Maurepas tremblait déjà d'être sacrifié, et le bruit même se répandit qu'elle ne laisserait pas le cardinal achever en paix son agonie. L'habile conseil de son maître politique, de celui qu'on appelait à Paris *le président de la Tournelle*[1], la détourna de recourir à cet étalage inutile de son pouvoir. C'eût été user ses forces contre un obstacle qui allait disparaître de lui-même. Elle ne demanda donc, ni pour ni contre personne, pas plus faveurs que disgrâces. Mais au roi, qui lui parlait de son amour, elle ne tarda pas à répondre en lui parlant de sa gloire et de la France, qui attendait un mot de lui pour se relever de son déclin. Ce langage, dans la bouche d'une femme aimée, avait un charme flatteur et nouveau qui réveillait chez le souverain quelques étincelles d'un amour-propre trop longtemps assoupi. Parfois pourtant, l'impatience le prenait de voir la politique envahir les heures qu'il aurait voulu garder tout entières pour le plaisir. « Savez-

1. *Mémoires de la duchesse de Brancas*, p. 221. — La Tournelle était, comme on sait, le nom d'un des tribunaux du ressort du Parlement de Paris.

vous comment elle me traite? disait-il à la duchesse de Brancas; elle ne se mêle des affaires de personne, elle ne trouve pas cela digne d'elle, mais des ministres, de la paix, de la guerre, elle ne cesse de m'en parler ; cela me désole. Je lui ai dit plusieurs fois que cela me tuait et savez-vous ce qu'elle m'a répondu? « Tant mieux, sire ! il faut qu'un roi ressuscite. — C'est, lui répliqua la duchesse, que son amour n'est pas une faiblesse, et qu'elle a la passion de votre gloire. — Vous avez peut-être raison », dit le roi en souriant.

Cette attitude de madame de Châteauroux, bientôt connue dans Paris, où rien ne reste longtemps ignoré, tempéra un peu l'indignation que causaient à tous les cœurs honnêtes de coupables arrangements domestiques dont les cours où les familles d'Orient avaient seules jusque-là donné le spectacle. Le désir était si vif de ne pas désespérer tout à fait de ce roi qui portait à lui seul toute la fortune de la France ! C'est ce qui explique que la nouvelle favorite put recevoir, en même temps que beaucoup de flatteries serviles ou d'outrages mérités, quelques hom-

mages sincères dictés par un patriotisme plus chaleureux que délicat. Tel est le sentiment que je rencontre dans quelques pièces égarées au milieu de grossières satires dont je me garderais bien de salir ces pages, et auxquelles on a le tort de faire aujourd'hui l'honneur de l'impression.

Voici des vers, par exemple, dont le fond et même la forme ne manquent pas d'une certaine élévation :

Ah! consacre du moins le temps de ta faveur!
Chasse du gouvernail un nocher imbécile :
Il faut pour nous guider une main plus habile.
Comme une autre Sorel, fais entendre à ton roi
Que, seul, dans ses États il doit donner la loi.
Charles se réveilla sous cette fille illustre,
Et la France, à sa voix, reprit son premier lustre.
Dès qu'amour eut parlé, le monarque français
Rentra dans ses foyers et terrassa l'Anglais.
C'est ce même ennemi, dont l'éternelle envie
Veut imposer encore un joug à la patrie.
Pour animer Louis que de justes sujets!
Amour, conduis son cœur, assure ses projets[1]!

1. Cette pièce est insérée dans la nouvelle réimpression de *Chansons historiques* sous la date de 1739 comme adressée à madame de Mailly. Il y a là une erreur manifeste. En 1739, époque de l'entrée à la cour de madame de Mailly, la France n'était pas en guerre avec l'Angleterre et n'avait rien à craindre de cette puissance.



On voit maintenant comment Richelieu et Noailles, par des voies étrangement différentes, étaient arrivés à faire retentir aux oreilles du roi le même son. Le concert était pourtant, jusque-là, si peu prémédité, qu'au premier moment tout ce qui portait le nom de Noailles à la cour avait embrassé avec chaleur les intérêts de madame de Mailly. C'était l'exemple donné par la sœur du maréchal, la comtesse de Toulouse, amie de longue date de madame de Mailly, et qui se piquait de rester fidèle dans la disgrâce à celle dont elle avait trop complaisamment peut-être accepté la faveur. Malgré cette liaison, qui nous surprend, la comtesse jouissait d'une réputation intacte et d'une autorité sociale qui était pour son frère un puissant appui. Son hôtel à Paris était le rendez-vous de tous les amis de la maison de Noailles et le centre de l'influence de cette puissante famille. C'était là que madame de Mailly, désespérée et sans asile, s'était fait conduire par le carrosse même aux armes royales qui l'emportait loin de Versailles. C'est de là que, pendant les jours d'incertitude qui suivirent, elle adressait des lettres plain-

tives à son ancien amant, qui, à plusieurs reprises, ne dédaigna pas d'y répondre. Mais c'est là aussi que, quand tout fut décidé, on lui fit savoir que même ce commerce épistolaire devait cesser, et, madame de Toulouse ayant encore essayé une intercession timide : « Voilà un an que cette femme m'ennuie! lui fit dire sèchement le roi; il me semble que c'est assez long. » La comtesse elle-même dut alors se le tenir pour dit. Tout ce qu'elle put obtenir pour son amie, ce fut une pension suffisante et un logement honnête où, sous la conduite d'un directeur janséniste (toute la maison de Noailles inclinait vers ce parti religieux), on lui fit faire une pénitence moins généreuse que celle de la Vallière, comme sa faute avait été moins touchante[1].

Rien, dès lors, ne s'opposa plus à l'union des deux influences, ou, si l'on veut, des deux intrigues qui tendaient, au moins pour le premier moment, au même but. Il ne restait plus qu'à trouver un intermédiaire pour les rap-

1. *Mémoires du duc de Luynes*, t. IV, p. 267 et suiv., 295, 304, 394, 449, — *Journal de police*, décembre 1742.

procher. Ce genre d'officieux n'a jamais manqué, pas plus autrefois dans les cours qu'aujourd'hui dans nos couloirs parlementaires; mais, cette fois, celui qui se chargea de ce rôle ne fut pas moins qu'un prince de l'Église, ce même cardinal de Tencin, que Fleury avait fait venir de Rome pour l'associer à son pouvoir, en le désignant en quelque sorte à sa succession. Tencin, en entrant au ministère, s'était bien un instant leurré de cette brillante perspective; mais, très avisé comme il l'était, il ne lui avait fallu que quelques jours d'observation pour se convaincre que la France était lasse du gouvernement d'un ecclésiastique, et que, si le roi avait encore à subir le joug d'un favori, il ferait du moins à l'opinion régnante la concession d'en changer l'extérieur et le costume. Il s'en serait convaincu par ce seul fait que, dans les conseils auxquels Fleury n'assistait plus, le roi ne lui offrait jamais la préséance qui aurait semblé appartenir à son rang sacerdotal. Du moment que la place suprême ne pouvait lui revenir, il convenait à Tencin qu'elle restât vacante. Richelieu, aussi bien que Noailles, étaient donc

assurés d'avance de trouver en lui à qui parler.

Il est même probable qu'il n'attendit pas qu'on lui offrît la conversation. En sa qualité d'élève et d'ami du fameux cardinal Dubois, il était aussi peu sévère sur les principes que peu délicat dans le choix de ses connaissances. Son austérité ne repoussait aucun moyen d'accroître son crédit, et l'occasion présente devait lui convenir, s'il est vrai, comme le dit un de ses amis, le président Hénault, qu'on le trouvait surtout sublime dans des intrigues de femme de chambre. Mais, eût-il éprouvé quelque répugnance à engager sa robe et son état dans une aventure équivoque par l'entremise d'un libertin, il avait auprès de lui, dans son intimité, un auxiliaire tout préparé à le mettre en règle avec les convenances; car lui aussi avait une sœur, qui n'était pas, celle-là, une grande dame, ni une princesse se piquant de vertu, mais bien une femme légère et spirituelle qui, par un singulier mélange d'art et d'aventure, avait su se faire une place à part dans la société politique et littéraire du temps.

Alexandrine de Tencin, mise au couvent de Grenoble, dès son enfance, dans une maison dont la règle était très relâchée, relevée de ses vœux de bonne heure (mais trop tard pourtant, puisqu'elle y avait déjà manqué), était non seulement l'appui, mais en réalité l'auteur de la fortune de son frère. C'était elle qui, grâce à ses relations de nature peu douteuse avec le cardinal Dubois, avait introduit le jeune abbé, pendant la régence, dans les régions voisines du pouvoir, et, depuis lors, elle avait eu l'habileté d'y rester elle-même avec lui, de manière à lui venir constamment en aide à tous les pas de sa carrière. Outre les gens en place et en crédit, de qui elle savait toujours se faire agréer, elle réunissait autour d'elle une classe d'hommes dont l'influence n'a jamais été nulle en France et allait devenir souveraine : celle des littérateurs et des savants. Elle leur ouvrait un salon où ils pouvaient rencontrer des gens de cour, qu'ils auraient eu peine à aborder ailleurs; car le grand art de madame de Tencin (c'était le nom qu'elle portait en sa qualité de chanoinesse) était d'avoir su, malgré une

noblesse des plus minces, que son genre de vie personnel n'avait pas rehaussée, s'élever et se maintenir à une condition, j'ai presque dit à un niveau social convenable, même suivant les préjugés du temps, pour la sœur d'un ministre et d'un cardinal. Les libertés qu'elle se permettait étaient contenues dans une mesure discrète qui ménageait cette décence de surface. Douée d'un talent littéraire distingué, elle écrivait des romans assez libres, mais sous le voile de l'anonyme, pour ne pas être confondue avec les lettrés de profession. Vivant de ses galanteries, elle gardait assez de réserve apparente pour n'être pas rangée parmi les courtisanes. Trente ans plus tard, peut-être, préjugés et mœurs s'étant relâchés, elle aurait usé de moins de réserve, elle eût signé de son nom *le Siège de Calais* et n'eût pas pris tant de soin pour cacher la naissance irrégulière d'un fils qui devait s'appeler d'Alembert [1].

Il était impossible que Richelieu, parmi toutes les aventures galantes qu'il avait courues,

1. Voir sur les débuts de madame de Tencin, Saint-Simon, chap. DCCCXVII.

n'eût pas été mêlé au moins un jour à quelque incident d'une telle vie. Mais ce caprice, qui avait à peine marqué dans deux existences aussi remplies et se perdait chez l'un comme chez l'autre au milieu d'une rapide succession de souvenirs, n'avait laissé, entre lui et madame de Tencin, d'autre trace qu'une liaison familière dont la politique aujourd'hui pouvait profiter. Voici alors comment s'établit sans effort une entente qui naissait en quelque sorte d'elle-même. Par l'entremise de Richelieu, madame de Tencin et madame de la Tournelle, très bien faites pour s'entendre, se mirent rapidement en amitié ; madame de Tencin, à son tour, fit partager à son frère les vues de son ami, et le cardinal, que des rapports d'affaires rapprochaient naturellement de Noailles, le trouva tout disposé à y entrer. Il ne fut pas plus difficile d'y engager la plupart des ministres, séduits d'avance par l'idée de ne plus reconnaître de supérieur, et comptant profiter de l'inexpérience du roi pour étendre chacun pour leur compte, dans leur propre département, leur indépendance. Et ainsi se trouva formée, au jour désigné, comme

une chaîne qui enlaçait Louis XV à son insu, une coalition d'influences diverses toutes décidées à le faire régner, en dépit qu'il en eût, et à l'émanciper bon gré mal gré.

II

La représentation était prête et tous les rôles distribués, lorsque la mort donna le signal du lever du rideau devant le public impatient. « M. le cardinal de Fleury mourut enfin hier, 29 janvier, à midi, » dit le marquis d'Argenson dans son *Journal*. — « Enfin, le sort a décidé, dit Barbier. M. le cardinal est mort mardi, 29, à midi un quart. » Et tout de suite le bruit se répandit dans Paris qu'aux ministres Amelot et Maurepas, venant lui apporter la nouvelle, le roi avait répondu : « Eh bien, messieurs, me voilà premier ministre. » A quoi la voix publique fit elle-même cette réplique : « Le cardinal est mort : vive le roi ! »

Que cette mise en scène fût vraie ou arrangée après coup pour l'effet à produire, il est

certain que la résolution du roi de ne pas donner de successeur à Fleury était réelle et ne tarda pas à être officielle. Louis XV prit lui-même, et lui seul, pendant les jours qui suivirent, la présidence de son conseil, travailla en tête-à-tête avec les secrétaires d'État, et une circulaire qui existe encore aux archives des affaires étrangères transmit à tous les agents diplomatiques l'ordre de correspondre directement avec le souverain, en adressant leurs dépêches à sa personne comme c'était l'usage sous Louis XIV. Ces premiers essais d'autorité personnelle plaisant à sa vanité novice, il y mit cette bonne grâce qui coûte si peu aux princes et dont on leur sait tant de gré. Le contentement public s'éleva alors jusqu'à l'enthousiasme.

« A chaque heure, dit d'Argenson, la réputation du roi se raccommode dans le public, et bientôt elle éclatera comme celle d'Henri IV, tant l'opinion chemine. » — « On continue, dit Barbier, à être dans l'admiration du roi : il est accueillant, il parle à merveille, il rend justice et travaille avec connaissance de cause. »

Quelques sceptiques cependant hochaient la tête avec un air d'incrédulité. « Ils pensent, écrivait Chambrier, que le projet du roi est au-dessus de ses forces, parce qu'il commence à l'exécuter trop tard, et que le genre de vie qui y est contraire a trop pris racine en lui[1]. » De plus avisés encore auraient peut-être pensé qu'il n'y a de durables que les résolutions spontanées, et que le faible prince n'avait peut-être jamais montré moins d'indépendance véritable qu'au moment où il prenait de grands airs de commandement.

Sa fermeté fut cependant tout de suite mise à deux épreuves critiques où elle ne fléchit pas. Il écarta d'une main très résolue tous ceux qui semblaient se présenter et qu'on avait autrefois désignés pour recueillir la succession de Fleury. La peine ne fut pas grande avec Tencin, qui se rangeait de lui-même avec une prudence à laquelle les spectateurs, qui s'en amusèrent,

1. *Journal de d'Argenson*, t. IV, p. 49 et 50. — *Journal de Barbier*, février 1743. — *Journal de police*, février 1743. — Chambrier à Frédéric, 1er février 1743. (Ministère des affaires étrangères.)

ne rendirent pas complètement justice. Mais Chauvelin, à qui une longue absence n'avait pas permis la même étude du terrain, fit la faute d'envoyer sur-le-champ au roi lui-même un mémoire confidentiel, qui n'était qu'une explication détaillée de toutes les fautes qu'il avait épargnées au cardinal, pendant leur administration commune, et une critique de toutes celles qui avaient été commises depuis leur séparation. Le roi se montra très irrité d'un blâme rétrospectif, dont il crut par dignité devoir prendre sa part, et n'eut rien de plus pressé que de montrer le mémoire à Maurepas, en lui demandant ce qu'on pouvait ajouter au châtiment d'un exilé. Après s'être fait un peu prier, Maurepas insinua que le choix de la résidence pouvait beaucoup aggraver ou atténuer les peines de l'exil, et, à la place de Bourges, où la vie était encore supportable, il proposa de reléguer l'insolent proscrit dans la petite ville d'Issoire, en Auvergne, se rappelant, dit-on, que c'était le lieu même où le cardinal de Richelieu avait envoyé en disgrâce le garde des sceaux Châteauneuf. L'idée comme

le souvenir plurent au roi, qui fit expédier un ordre en conséquence le jour même et annonça sa décision en plein souper, paraissant jouir de la surprise et du désappointement qui se peignirent sur plus d'un visage[1].

Mais où on l'attendait surtout, où on était, pour parler comme Chambrier, « aux écoutes », c'était à l'accueil qu'il allait faire au maréchal de Belle-Isle, quand le héros, désormais privé de son auréole, et presque transformé en aventurier, se décida à reparaître à la cour. On savait que, de tout le conseil, le roi était le seul qui (peut-être par l'influence de mesdames de Toulouse et de Mailly) n'eût pas partagé, à l'égard de Belle-Isle, l'injustice et l'inconstance communes. Sans le défendre bien vivement, ce qui n'eût pas été dans son caractère, il ne s'était jamais associé aux détracteurs de son ancien favori. Belle-Isle en était prévenu et ménagea sa rentrée en conséquence, de manière à faire habilement appel à tous les souvenirs qui pou-

1. *Journal de d'Argenson*, t. IV, p. 32, 58 et 59. — *Journal de Barbier*, l. c. — *Mémoires du duc de Luynes*, t. IV, p. 407, 408.

vaient toucher une âme royale. Il parut à Versailles chamarré de tous les ordres qu'il avait reçus, dans des jours de prospérité, en témoignage de la reconnaissance des souverains allemands, mais pâle, défait, appuyé sur le bras d'un ami, et boitant plus bas que jamais, comme s'il lui eût été plus difficile de monter les marches de l'escalier d'un palais que de gravir les montagnes glacées de la Bohême : c'était rappeler, par une poignante image, à la fois ses services et ses souffrances.

Le roi, en le voyant, se montra affectueux et ému ; il lui donna, dès le lendemain, l'audience qu'il réclamait et reçut de sa main un long mémoire justificatif, dans lequel deux personnes étaient accusées de tous les malheurs publics : Frédéric et le maréchal de Broglie, mais le second bien plus encore et bien plus vivement que le premier. Le roi prit le document de bonne grâce et chargea les ministres des affaires étrangères et de la guerre de conférer avec le maréchal sur toutes les questions diplomatiques et militaires encore pendantes. La plus grande déférence lui fut témoignée dans ces

entretiens; mais il ne put pourtant s'empêcher de remarquer qu'en s'informant auprès de lui des faits passés et de l'état présent des affaires, on ne lui faisait part d'aucun projet pour l'avenir. A ces marques d'égard, d'ailleurs, dont il fallait bien paraître touché, d'autres furent jointes auxquelles Belle-Isle fut peut-être moins sensible. C'était un intérêt tendre, mais pressant, pour sa santé et une promptitude obligeante à lui accorder tous les congés qu'il demandait, pour aller se rétablir par le repos dans son domaine de Bizy. Rien ne fut épargné pour ôter l'apparence d'une disgrâce à cette retraite, qui en eut cependant tous les effets.

Belle-Isle ne s'y trompait pas, car il écrivait lui-même à son ami l'évêque de Rennes, ambassadeur en Espagne : « Je n'ai que lieu d'être content de la manière dont tout s'est passé de la part du roi, et, comme les remèdes que je fais exigent beaucoup de régime et fort peu de mouvement, je n'ai pu faire ma cour qu'une ou deux fois la semaine, et ce n'a jamais été sans que le roi m'ait demandé des

nouvelles de ma santé et que Sa Majesté ait eu la bonté de marquer d'y prendre intérêt : cela n'empêche pas que l'on dise journellement toute sorte de choses et qu'on m'envoie en exil à Bizy, parce que j'ai dit vouloir y aller, comme en effet c'est mon projet. Il est vrai que je suis trop bon citoyen pour n'être pas affligé de tout ce que je vois faire de mal depuis six mois... Mais vous jugez bien qu'avec les dispositions dont je viens de vous parler à mon égard, on ne m'a pas consulté depuis mon retour d'Égra, on m'a encore moins fait part des projets qu'on avait[1]. »

Les spectateurs voyaient encore plus clair que l'intéressé : « Le crédit de M. de Belle-Isle baisse de plus en plus, écrit Chambrier, le ministère ne le ménage plus et ne place pas ses affidés. On m'a assuré que le comte d'Argenson avait fait connaître de la part du roi de France au maréchal de Belle-Isle de ne plus conserver

1. Barbier, *l. c.* — Luynes, t. IV, p. 414-422, 424-461, 471. — D'Argenson, t. IV, p. 52, 57. — Belle-Isle à Vauréal, ambassadeur en Espagne, 26 mars 1743. (*Correspondances diverses du maréchal de Belle-Isle.* (Ministère des affaires étrangères.)

aucune correspondance avec les affaires dont il a été chargé, Sa Majesté Très Chrétienne voulant que désormais rien ne passe à cet égard que par les ministres. Enfin, il paraît que ce ministre fait tout ce qu'il peut pour mettre ledit maréchal dans la situation la plus désolée. » Et le public, qui peint toujours en grosses couleurs, ajoutait que le maréchal, délaissé et tentant de se raccrocher à quelque branche, avait fait demander à madame de la Tournelle une audience qui lui avait été dédaigneusement refusée, ce qui lui avait causé dans son intérieur et devant ses confidents intimes de véritables accès de rage. Enfin, le 19 de mars, un terme fut mis à tous les propos et la situation définitivement arrêtée par l'appel, dans le conseil des ministres, du maréchal de Noailles, déjà commandant en chef de l'armée qui devait faire campagne sur le Rhin. Tout était dit dès lors : Belle-Isle était bien plus que destitué : il était remplacé et allait être oublié, conditions plus dures (l'expérience de tous les ambitieux peut le dire) que l'adversité même pour ceux qui ont goûté la jouissance d'être, suivant l'expression

de l'Écriture, *dans la bouche des hommes*. Cette ombre d'oubli devait désormais se répandre sur toute l'existence de Belle-Isle. Sa carrière politique et militaire n'était pas finie; le crédit, le pouvoir même, lui devraient venir encore en partage, mais c'en était fait de la gloire et même de l'espoir de la conquérir. Ses facultés, toujours distinguées, ne devaient plus retrouver ni cet éclat, ni cet élan que donne la poursuite d'un grand dessein et l'aspiration vers la renommée. Ministre, général, il devait rester désormais confondu parmi ces vulgaires dépositaires d'une puissance éphémère, à qui des hommages d'un jour n'assurent pas un souvenir pour le lendemain : le roman de sa vie était fini[1].

Le roi une fois remis à la tête de son gouvernement, il ne restait plus qu'une chose à faire : c'était de le remettre aussi à la tête de son armée. Mais c'est à quoi il n'y avait pas moyen de songer tant que la guerre se poursuivait sur un théâtre lointain, où l'on n'aurait pu, sans péril pour l'État, aventurer la personne

1. Chambrier à Frédéric, 25 mars 1743. (Ministère des affaires étrangères.) — *Revue rétrospective*, mars 1743.

royale. Le plus pressé était donc de quitter sans délai l'Allemagne.

Sur ce point les nouveaux conseillers du monarque avaient la bonne fortune de se rencontrer avec l'opinion unanime de leurs concitoyens. Évacuer cette terre de malheur, où, depuis deux années, bataillons sur bataillons semblaient s'engouffrer pour fondre dans les boues et dans les neiges, revenir attendre l'Autrichien ou chercher l'Anglais soit sur ces bords du Rhin, soit dans ces plaines de Flandres illustrées par le souvenir de tant de victoires, c'était le cri général dont l'écho était sans cesse renvoyé de l'armée à la cour. — « Quand donc reviendrez-vous? » écrivaient les familles impatientes aux officiers gémissant dans tous les postes de l'armée de Bavière. « Quand nous rappellerez-vous? » répondait-on par le retour des courriers. « Il y a peu de gens ici, écrivait Chambrier, qui ne croient que la France serait en meilleure situation si elle rappelait ses troupes d'Allemagne pour se retirer sur ses frontières. Ils sont presque tous de l'opinion qu'ils sont invincibles quand ils sont chez eux,

et le désir qu'ils ont d'y être leur rend encore la chose plus croyable. » — « Il se répand ici, disait-il encore, une déplaisance contre la guerre en Allemagne qui ne fait que croître et embellir à mesure que les officiers qui en viennent se communiquent les uns aux autres. »

Le sentiment à cet égard était si vif dans toutes les classes, que, dans le courant du mois de mars, le comte de Saxe étant venu à Paris, envoyé de Bavière par le maréchal de Broglie, le bruit se répandit qu'il venait demander formellement le rappel de l'armée, et cette opinion contribua beaucoup à l'accueil triomphal qui lui fut fait dans tous les lieux publics, y compris les coulisses des théâtres, où il avait laissé tant de souvenirs. La croyance n'était pas fondée : Maurice n'en demandait pas tant : il venait seulement avertir, de la part du maréchal, que la retraite serait nécessaire si on n'envoyait pas de nouveaux renforts à ses troupes épuisées. Mais la manière dont il sollicita cet envoi, le peu d'insistance qu'il y mit, firent assez voir que pas plus lui que le chef dont il était l'ami et le con-

fident ne mettaient beaucoup de prix à l'obtenir[1].

Ce qui paraîtra peut-être plus singulier, mais ce qui n'est pas moins attesté par tous les documents, c'est que ce désir d'opérer l'évacuation de l'Allemagne et de concentrer toute la lutte, comme en champ clos, dans les provinces flamandes et rhénanes, était commun, sauf une seule et grande exception, à tous les belligérants et même à tous les témoins intéressés de la grande partie diplomatique et militaire qui se jouait depuis deux années. Pour commencer, entre Charles VII et Louis XV, il y avait au fond une entente tacite dont chacun d'eux ne voulait convenir, mais qui tendait également des deux parts à se dégager l'un de l'autre. J'ai dit quelle mission Belle-Isle, quittant son armée, avait été chargé de remplir en passant par Francfort. Il devait inviter l'empereur à provoquer lui-même, par un rescrit impérial, le départ de ses auxiliaires ; après quoi, rentrant

1. Chambrier à Frédéric, 22, 25 février, 12 avril 1742. (Ministère des affaires étrangères.) — *Mémoires du duc de Luynes*, t. IV, p. 417,426. — *Journal de Barbier*, mars 1743.

paisiblement dans sa capitale déjà reconquise, il remettrait, soit à la diète germanique, soit à un congrès européen, le soin de terminer le litige pendant entre les maisons de Bavière et d'Autriche. Naturellement, cette proposition, qui n'était qu'un abandon à peine déguisé, fut assez mal accueillie par Charles VII, et Belle-Isle eut quelque peine à la développer tranquillement jusqu'au bout. Une scène assez vive s'ensuivit, mêlée de colère, de récriminations et de larmes, et terminée par des épanchements mutuels du prince et du général sur les fautes et les malheurs dont ils étaient tous les deux victimes[1].

Mais, au même moment, et même avant cette entrevue orageuse, des émissaires de l'empereur avaient déjà été chargés d'aller à Berlin, à Londres et jusqu'à Vienne sonder le terrain pour savoir à quelles conditions il pourrait être admis en grâce et laissé sans contestation à la tête de tout l'empire. Il ne paraissait pas mettre à sa réconciliation avec son implacable ennemie un prix trop élevé : qu'on lui assurât

1. Voir appendice F à la fin du volume.

seulement, avec la reconnaissance de sa dignité impériale, un revenu suffisant pour en relever l'éclat ; — que le titre royal fût attribué à son propre électorat et ainsi assuré à ses héritiers ; — que l'Autriche, en lui restituant la partie de son patrimoine bavarois qu'elle détenait encore, consentît à joindre quelques parcelles du territoire pris, soit au sud, du côté du Tyrol, soit au nord, vers la Bohême, soit à l'est, sur les rives supérieures du Rhin, il était clair que, moyennant ces légères consolations données à son orgueil, il consentirait avec joie à sortir à la fois des agitations belliqueuses et des embarras pécuniaires, et donnerait sans regret son congé à la France ; ce lot modeste contenterait une ambition mortifiée par de si cruelles disgrâces [1].

Ce n'était pas l'Angleterre qui pouvait refuser

1. Sur les négociations tentées par l'empereur à Vienne, à Berlin et à Londres pendant l'automne de 1742 et l'hiver de 1743, consulter Droysen, t. II, 16, 27, 29. — Robinson à Carteret, 10 octobre, 15 décembre 1742, 13 janvier 1743. (*Correspondance de Vienne*. Record Office.) — Hyndford à Carteret, 30 juillet, 17 décembre 1742, 4 janvier 1743. (*Correspondance de Prusse*. Record Office.) — *Pol. Corr.*, t. II, p. 252, etc. Voir aussi le *Journal de Charles VII* récemment publié, p. 72.

de le satisfaire à de telles conditions; car elle y trouvait elle-même, au contraire, tous ses avantages. L'Allemagne pacifiée, c'était à ses yeux, dans un temps donné et probablement assez court, l'Allemagne réunie tout entière contre l'ennemi commun. L'empereur, une fois détaché de la France et dégoûté de son patronage, ne tarderait pas, pensait-on à Londres, à subir de nouvelles influences et se laisserait facilement entraîner par le courant d'hostilité qui, déjà même dans son propre entourage, se déchaînait contre son ancien allié. Il apporterait alors à une coalition antifrançaise, sinon un secours matériel efficace, au moins l'appui moral, toujours puissant, du chef nominal de l'empire. En attendant, dès qu'on cesserait de se battre en Allemagne, l'électorat du Hanovre, si cher au monarque anglais, serait mis définitivement à l'abri des chances de la guerre, et on ferait droit aisément aux réclamations impatientes de Marie-Thérèse sans hasarder, à de périlleuses distances, les corps de troupes, toujours peu nombreux qu'on pouvait détacher de l'armée britannique, ou payer par les subsides

du Parlement. L'Autriche, de son côté, mise en pleine sécurité sur ses possessions allemandes, serait libre de consacrer une plus grande partie de ses forces à tenir tête, en Italie, à l'ambition espagnole, et en portant un coup, peut-être fatal, à la puissance des royautés de la maison de Bourbon, dans la Méditerranée, servirait indirectement à la prépondérance maritime de leur rivale. Enfin, si le théâtre de la lutte était rapproché des Pays-Bas, il deviendrait plus facile de réaliser le concours que les états généraux de Hollande ne cessaient de promettre à George II comme à Marie-Thérèse, mais qu'ils ne s'étaient pas encore résolus à lui prêter d'une manière effective. Ces riches et prudents républicains, qui hésitaient à se lancer dans une expédition lointaine, ne pouvaient manquer de prendre l'éveil et de se mettre en garde dès qu'ils entendaient le bruit des armes résonner à proximité de leurs frontières. Sous l'empire d'un sentiment ainsi partagé, comme on le voit, par ceux mêmes dont les intérêts étaient le plus opposés, des propositions de paix partant de tous les côtés, soit officieuses, soit officielles,

tantôt publiques, tantôt secrètes, ne cessèrent de se multiplier pendant tout l'hiver de 1743, et il serait aussi long d'en énumérer la série que fastidieux d'en rapporter le détail ; d'autant plus que ce ne sont, en général, que des variations assez insignifiantes sur ce thème unique : le repos de l'empire assuré par un accommodement équitable avec son chef, ce qui était le désir commun.

Une seule volonté s'y refusa, assez énergique et assez impérieuse pour tout empêcher. Je n'ai pas besoin de dire laquelle. Aux yeux de Marie-Thérèse, cette lutte, qui lassait tout le monde, ses ennemis comme ses alliés, ne faisait que commencer et ne devait être terminée que le jour où la guerre lui aurait rendu tout ce qu'elle lui avait coûté. Cette âme inflexible, oubliant les périls auxquels elle venait d'échapper si merveilleusement, n'était sensible qu'au souvenir, presque au remords, des sacrifices qu'elle avait dû faire pour les conjurer. Les dérogations qu'elle avait laissé apporter au droit qui faisait sa force lui semblaient autant de faiblesses qu'en conscience, avant de

poser les armes, elle était tenue de réparer.

Dans cette pensée, voici quel était le terrain où elle se plaçait et dont aucune insistance diplomatique ne put la décider à se départir. Elle repoussait comme un sacrilège toute proposition de paix qui lui paraîtrait consacrer d'une manière définitive la perte de la dignité impériale pour la maison d'Autriche et l'aliénation d'une partie notable de son patrimoine : ces deux points lui tenaient également au cœur; et tout au plus se résignait-elle à admettre, pour l'un, un ajournement, et, pour l'autre, une compensation. L'empereur, étant déjà âgé, et, par ses infirmités, plus vieux que son âge, à la rigueur, elle pouvait consentir à lui laisser terminer péniblement ses derniers jours sur le trône, mais sous l'expresse condition qu'une nouvelle diète électorale immédiatement réunie, et où la reine légitime de Bohême ferait, cette fois, entendre sa voix, déférerait au grand-duc son époux, avec le titre de roi des Romains, l'assurance de la succession. Puis, en échange de la Silésie perdue, il lui fallait obtenir quelque part, aux dépens de ses adversaires, un

dédommagement territorial équivalent. En attendant qu'on l'eût trouvé, la Bavière, dont les armées autrichiennes possédaient encore une partie et dont elle espérait pouvoir, par un léger effort, reconquérir la totalité, était un gage qu'elle ne voulait pas lâcher. Si Charles tenait à retrouver son bien, il n'avait qu'un moyen de se rendre digne de cette restitution, c'était de s'associer avec elle pour enlever à la France les portions autrefois détachées de l'empire : l'Alsace, violemment ravie par Louis XIV ; la Lorraine, obtenue par Louis XV en vue d'un engagement qu'il n'avait pas tenu. Dans le partage des dépouilles, on pourrait s'entendre, et chacun trouverait à se contenter. Mais, pour avoir droit aux fruits de la victoire, il fallait prendre part à la lutte, et la neutralité seule ne suffisait pas ; une hostilité déclarée contre la France, une entrée immédiate en campagne contre l'étranger, c'étaient les témoignages que Charles VII devait à l'Allemagne de sa bonne foi et de son repentir[1].

1. « Ils me dirent, dit Charles VII, dans son *Journal*, qu'ils souhaiteraient pouvoir me donner l'Alsace, mais qu'il

Telle fut l'attitude hautaine que Marie-Thérèse maintint envers et contre tous, et principalement dans ses rapports avec l'Angleterre. Car c'était sa prétention (peut-être fondée) qu'en lui arrachant sa signature pour le traité de Breslau, l'envoyé anglais, Hyndford, lui avait murmuré à l'oreille la promesse qu'on l'aiderait à réparer ses pertes. Aussi la seule pensée qu'on lui demanderait encore une concession territoriale, si petite fût-elle, la faisait littéralement bondir, et une proposition en ce sens, envoyée de La Haye par le lord Stairs, fut accueillie par un torrent d'éloquence si passionnée, que Robinson n'osa pas même achever sa communication. Elle ne prit pas avec moins d'impatience et de hauteur une déclaration du cabinet anglais, notifiée à Francfort et à Berlin, et qui semblait promettre, en son nom, d'une manière certaine et prochaine, la restitution intégrale de la Bavière. Intimidés par cet

fallait que je me *détacha* (*sic*) du roi de France, qu'ils regardaient comme l'ennemi juré et naturel de la patrie allemande. Je répondis comme il faut sur cet article, ne connaissant, parmi les chrétiens, d'autres ennemis naturels et jurés que les infidèles. »

accueil intraitable, les ministres britanniques osèrent à peine insister. Une telle raideur apportée dans une négociation complexe et délicate, où tant de parties étaient engagées et tant de passions aux prises, en paralysait tous les ressorts et ne pouvait, en définitive, manquer de la faire échouer[1].

C'était bien le dessein de la reine, car tout autour d'elle respirait la guerre. Des avantages importants obtenus au même moment en Italie par les armées réunies du Piémont et de l'Autriche venaient encore exalter ses espérances, et, comme il arrive aux plus nobles natures, dans l'énivrement du succès, une nuance de présomption et d'orgueil commençait à dé-

1. Robinson à Carteret, 14 octobre 1742, 13 mars, 6 avril 1743. (*Correspondance de Vienne*. Record Office.) — La correspondance de Bussy, ministre de France à Londres, fait voir que le cabinet anglais n'a jamais cessé de désirer la paix au moyen de concessions faites par Marie-Thérèse, mais qu'il n'osait pas les proposer lui-même à cause des engagements pris par Hyndford au moment du traité de Breslau. Il chargea notamment une fois le ministre de Prusse de faire la proposition à sa place en lui expliquant son embarras. — Bussy à Amelot, 13 décembre 1742. (*Correspondance d'Angleterre*. Ministère des affaires étrangères.) — D'Arneth, t. II, p. 204, 205, 507.

parer la juste fierté qui avait fait jusque-là le fond de son caractère. Elle ne craignait pas le ridicule de s'occuper personnellement des moindres détails de l'armement de sa troupe et de donner de sa propre main, pour les mouvements militaires, ses instructions à ses généraux. Son extérieur même, ses habitudes, jusqu'à ses délassements, prenaient je ne sais quel air mâle, presque martial, qui aurait étonné naguère la jeune fille assise au foyer paternel, et la jeune mère veillant auprès du berceau de ses enfants.

« Le 2 janvier, raconte Robinson, il y eut un grand carrousel en l'honneur de la prise de Prague. La reine y figura en personne avec les dames de sa cour; il y avait huit cavalières à cheval et huit autres en phaéton artistement travaillé, argenté en dehors, et garni de velours et d'étoffes riches en dedans. Les cavalières étaient superbement habillées en amazones et faisaient quatre quadrilles. Sa Majesté la reine était à la tête de la première quadrille à cheval, dont l'habillement était de velours pourpre, l'équipage blanc brodé en or... Sa Majesté la

reine et les chevalières descendirent au manège par l'escalier du château, ayant fait plusieurs tours à droite et à gauche, les chevalières à cheval, l'épée à la main, et celles en phaéton, la lance... Tous les spectateurs furent remplis d'admiration pour la dextérité et l'adresse de Sa Majesté, laquelle remporta non seulement le premier prix de la lance à juste titre, mais n'aurait pas manqué d'en avoir plusieurs autres si elle n'avait déclaré d'avance qu'elle ne voulait pas priver les autres chevalières[1].

A Prague, où elle se rendit peu de temps après pour prendre possession de sa royauté reconquise, cette altération de son humeur se fit remarquer par des indices plus sérieux. Cette ville infidèle avait supporté, suivant elle, de trop bonne grâce le joug étranger; aussi n'y rentrait-elle qu'avec une irritation mal contenue et avec le désir de faire justice de ceux qui, par un serment prêté au conquérant, avaient trahi la foi due à l'autorité légitime. Seulement ces mauvais serviteurs pou-

1. *Correspondance de Vienne.* (Record Office. 2 janvier 1743.)

vaient se croire garantis par un article de la capitulation accordée à Chevert, portant expressément qu'aucun habitant ne serait inquiété pour sa conduite pendant la domination étrangère. De toutes les concessions arrachées à Lobkowitz par l'amour de sa ville natale, aucune n'avait été plus vivement blâmée à Vienne que cette disposition pourtant assez sage, et qu'une politique prudente aurait dû conseiller. La reine recourut, pour se soustraire à l'accomplissement de cette promesse, à un artifice peu digne d'elle : elle déclara qu'une amnistie aussi générale dépassait les pouvoirs du négociateur et qu'il avait dû n'y comprendre que ceux qui justifieraient que, dans l'abandon de leurs devoirs, ils avaient obéi à une contrainte matérielle. En conséquence, une commission de justice fut nommée pour examiner les actes des principaux coupables. Le tribunal s'acquitta de sa tâche avec promptitude et sévérité : des membres des plus illustres familles, des personnages du plus haut rang furent comdamnés à la peine du bannissement et à la confiscation de leurs biens. Un scrupule un peu

tardif empêcha pourtant d'aller plus loin, et un seul fonctionnaire, condamné à la peine capitale, reçut sa grâce au pied même de l'échafaud [1].

Au nombre des proscrits figurait l'archevêque de Prague, qui avait prêté son ministère au sacre de Charles VII, comme roi de Bohême. Il était assez naturel que Marie-Thérèse, venant elle-même pour ceindre à son tour la couronne, ne voulût pas la recevoir, à un an de distance, des mêmes mains que l'usurpateur et faire ainsi prendre, aux yeux des peuples, à une cérémonie sainte l'apparence de la répétition d'une comédie. Mais sa répugnance pour le rôle qu'elle devait y jouer elle-même se manifesta encore par d'autres traits. Rien ne lui plaisait, ni les rites auxquels elle devait se prêter, ni même le costume qu'elle devait revêtir. A chaque détail nouveau qu'on lui donnait : « C'était bien mieux en Hongrie, » disait-elle. Afin d'en finir plus tôt, elle ne donna que quatre jours pour faire les préparatifs, et,

1. D'Arneth, t. II, p. 226, 242.

comme on lui faisait observer que le dimanche qu'elle avait choisi était le lendemain d'un jour de jeûne et que, les portes de l'église s'ouvrant de très bonne heure, ceux qui voudront y trouver place n'auraient pas le temps de prendre leur repas avant de s'y rendre : « Il n'y a pas de mal à ce qu'ils fassent maigre, » dit-elle. Évidemment l'idée de mêler un peu de pénitence à la fête lui agréait assez. Quand on lui fit essayer la couronne qu'elle devait porter, elle la trouva incommode et disgracieuse : « Elle est plus lourde que celle de Hongrie, elle ressemble aux bonnets que portent les fous. » Son humeur ne se rasséréna que quand elle put voir, dans les regards de la foule immense qui la contemplait, que, malgré quelques défections passagères, la masse populaire gardait encore pour la fille de ses rois un dévouement héréditaire. L'affluence ne fut ni moins grande ni moins touchante à la réception qui suivit, et plus d'un, en baisant sa main, la mouilla des larmes de son repentir. Satisfaite de ces hommages, la reine retrouva sa grâce accoutumée et assista de bonne humeur à un

grand bal qui lui fut donné ; l'hôte, à la vérité, était un des seigneurs qui lui étaient restés fidèles : elle n'aurait pas mis le pied chez un autre. La nouvelle, arrivée ce jour-là même, d'un succès obtenu par le prince Charles de Lorraine en Bavière acheva de dissiper les dernières traces de son mécontentement.

Ses vœux, en effet, étaient exaucés et le terrible jeu des combats allait recommencer. Ne pouvant ni vaincre ses résistances ni se refuser à ses réclamations, le cabinet anglais, après bien des hésitations et des lenteurs, se décida enfin à agir comme elle le désirait. Il y était poussé, d'ailleurs, presque contraint, par le mouvement de l'opinion publique anglaise, toujours très belliqueuse et très fortement déclarée en faveur de Marie-Thérèse. L'opposition parlementaire, formée des anciens amis de Walpole et des nouveaux mécontents que, dans des temps de parti, tout ministère rencontre devant lui au bout d'un an de pouvoir, ne cessait de harceler Carteret, en lui reprochant de ne pas faire plus que celui qu'il avait remplacé, et, après s'être fait voter d'importants

subsides, de n'employer l'or anglais qu'à enrichir et à défendre le Hanovre. Pour faire justice de ces attaques, qui pouvaient menacer même sa couronne, George II prit le parti d'aller lui-même sur le continent se mettre à la tête de ses troupes pour les conduire en Allemagne.

L'armée placée sous ses ordres devait être composée de plus de cinquante mille hommes, soit dix mille Anglais, six mille Hessois à la solde de l'Angleterre, seize mille Hanovriens et vingt mille Flamands levés par l'Autriche dans les Pays-Bas. On lui donna le nom d'*armée pragmatique* pour bien indiquer qu'elle venait prêter force au droit et non porter atteinte à l'indépendance germanique ; on espérait qu'elle serait grossie par des contingents hollandais, la plus importante des Provinces-Unies, celle qu'on appelait la Hollande proprement dite, s'étant déjà prononcée pour une action immédiate.

Sous la direction suprême du roi, lord Stairs, l'impitoyable ennemi de la France, fut placé à la tête des divisions anglaises et auxiliaires, tandis que l'autrichienne était confiée

au duc d'Arenberg. Le plan de campagne consistait à entrer en Allemagne par le Palatinat, en franchissant le Mein, puis à se diriger sur la Bavière pour tendre la main à Lobkowitz et au prince de Lorraine, qui, venant, l'un de Bohême, l'autre d'Autriche, prendraient ainsi dans un cercle de feux croisés l'armée française, encore campée sur le Danube.

Naturellement, quand ses dispositions furent connues ou devinées à Versailles, le gouvernement français dut songer à y faire promptement obstacle. Le maréchal de Noailles proposa au conseil d'aller lui-même, à la tête d'une armée, formée de recrues nouvelles et des débris de celle de Bohême, disputer aux Anglais le passage du Mein et l'entrée du territoire germanique. La résolution, bientôt connue, fut accueillie partout avec un entrain et une confiance qu'on ne connaissait plus depuis nos derniers malheurs. Un nouveau général à suivre, un nouvel ennemi à combattre, un nouveau champ de bataille, il n'en fallait pas davantage pour secouer l'abattement et ranimer l'esprit militaire de toute une jeune noblesse

d'autant plus pressée d'aller guerroyer sur le Rhin, qu'elle échappait ainsi à la crainte d'aller languir en Allemagne. C'était le tour de Noailles d'être un héros pour quelques jours.

CHAPITRE III

ÉVACUATION DE LA BAVIÈRE — BATAILLE DE DETTINGUE

Inquiétude et irritation causées à Frédéric par la marche d'une armée anglaise vers l'Allemagne. — Ses entretiens avec le ministre d'Angleterre, lord Hyndford, à ce sujet. — Hyndford n'est pas intimidé par ses menaces. — Frédéric propose d'indemniser Charles VII par la sécularisation de plusieurs principautés ecclésiastiques en Allemagne. — Il demande à la Diète de former une armée impériale, dite de *neutralité*, dont il prendrait le commandement. — Échec de ces deux projets. — Frédéric renonce à empêcher l'agression britannique et se décide à attendre l'issue de la lutte qui va s'ouvrir entre les deux armées anglaise et française.

État de l'armée française laissée en Bavière sous le commandement du maréchal de Broglie. — Son dénuement et son impatience de quitter l'Allemagne. — Dissentiment entre le maréchal de Broglie et l'empereur et récriminations mutuelles. — Les Bavarois sont chassés de Braunau et la Bavière est de nouveau envahie par le prince Charles

de Lorraine à la tête de l'armée autrichienne. — Le maréchal de Broglie recule vers le haut Danube. — Il demande des instructions à Versailles et propose d'évacuer la Bavière et de se joindre au maréchal de Noailles pour combattre les Anglais. — Réponse équivoque du ministère français. — Broglie se décide à l'évacuation malgré la réclamation de l'empereur, mais trop tard pour se joindre à temps avec Noailles. — Bataille de Dettingue. — Mauvais succès de cette journée, rendu plus fâcheux encore par l'évacuation et la retraite de l'armée de Broglie. — Disgrâce du maréchal de Broglie. — Noailles se rend à Francfort auprès de Charles VII. — Cruelle situation de ce prince. — Noailles se décide à repasser lui-même le Rhin. — Marie-Thérèse rentre en triomphe à Vienne.

I

Si la reprise de la guerre était accueillie à Vienne, par Marie-Thérèse, et à Versailles, autour de Louis XV, avec une satisfaction à peu près pareille, bien que partant de sentiments très divers, il était une autre capitale et un autre souverain qui en éprouvèrent une impression tout opposée. A Berlin, chez Frédéric, la nouvelle qu'une armée puissante, commandée par un roi en personne, s'approchait des frontières de l'empire avec le dessein de peser sur les destinées de l'Allemagne, causa

une déception bientôt suivie d'une violente colère. Cette intervention, qui n'aurait pas dû être inattendue, mais qui avait tardé si longtemps, qu'on avait fini par n'y plus croire, dérangeait, en effet, tous les calculs de l'astucieux conquérant de la Silésie. En se retirant de la lutte, Frédéric s'était flatté de laisser aux prises deux adversaires de taille à peu près égale qui épuiseraient mutuellement leurs forces, tandis qu'il réparerait lui-même les siennes dans le repos. Spectateur et juge des coups, il attendrait l'heure où il lui conviendrait de reparaître de nouveau comme le médiateur nécessaire et l'arbitre des conditions de la paix. Tout avait d'abord semblé répondre à ses espérances. Ménagé par la France, qui craignait de le pousser à bout, adulé par l'Angleterre, qui se flattait de l'entraîner à sa suite, traité par l'Autriche vaincue avec une déférence qui, précisément parce qu'elle était froide et contrainte, n'attestait que mieux sa victoire, assiégé de supplications par l'empereur, qui le conjurait de lui venir en aide, il savourait, le sourire sur les lèvres, toutes les jouissances de l'orgueil



satisfait. Aux instances qui lui étaient faites par les parties adverses pour l'attirer dans leurs rangs, il répondait tantôt par des promesses évasives, tantôt par des refus hautains, le tout assaisonné de propos insultants, avec cette intempérance de langue qu'il n'avait jamais su contenir et que le succès mettait plus que jamais à l'aise. Si les généraux français n'étaient à ses yeux que des imbéciles servis par des poltrons, les négociateurs anglais, à leur tour, étaient des fous furieux et des brouillons ivres. Ces aménités étaient répandues par lui à droite et à gauche, avec une impartiale largesse, dans la certitude que, ni de part ni d'autre, l'injure, si elle était ressentie, ne serait vengée. Le comble fut mis à sa présomption lorsque, après avoir refusé obstinément à l'Angleterre de l'aider dans ses vues agressives, il n'en obtint pas moins, vers la fin de 1742, de cette puissance un traité d'alliance défensive et de garantie réciproque qui lui assurait l'intégrité de ses États (ses nouvelles conquêtes comprises), sous la seule condition de protéger lui-même au besoin la neutralité du Hanovre. C'était un traité à peu près



semblable dans la forme à celui qui avait été conclu avec la France, dix-huit mois auparavant, et dont les dispositions ostensibles ne contenaient aussi que des stipulations défensives ; et, comme celles-là subsistaient encore, au moins sur le papier, Frédéric, en réalité, pouvait croire que, si la guerre s'envenimait entre l'Angleterre et la France, il se trouverait garanti indifféremment par l'un des combattants contre l'autre[1].

Ce contentement égoïste avait pourtant déjà fait place à un certain malaise quand il avait appris successivement l'issue malheureuse de la tentative de Maillebois, la capitulation de Prague, puis la situation gênée de l'armée française en Bavière, qui pouvait, d'un jour à l'autre, amener sa retraite. L'idée que Marie-Thérèse, victorieuse sans son concours, dictant la paix sans son intermédiaire, se trouverait par là libre de se livrer sans contrainte à tous ses rêves de ressentiment et de revanche, lui parut singulièrement déplaisante. Comme il

1. Droysen, t. II, p. 17, 19, 35, 36. — *Pol. Corr.*, t. II, p. 260 et *passim.* ; 204, 295 et *passim*.



avait joué tout le monde, il ne se dissimulait pas qu'il était exposé à voir aussi, à un jour donné, tout le monde ligué contre lui. La Silésie était limitrophe de la Bohême, et beaucoup de ses habitants gardaient un vieil attachement pour l'héritière de leurs anciens souverains. Si, après une paix conclue avec la France, une armée autrichienne, faisant appel à cette sympathie persistante des populations, franchissait par surprise la limite qui séparait les deux provinces, — exactement comme il avait fait lui-même deux ans auparavant, — ce n'était ni la France, épuisée et trahie, ni l'Angleterre, railleuse et mécontente, qui lui viendraient en aide. Son inquiétude s'accrut encore lorsque, parmi les conditions de paix possible exigées par Marie-Thérèse, il entendit mentionner l'appel du grand-duc à la succession impériale. De tous les résultats de la dernière guerre, le plus avantageux peut-être à ses yeux, celui auquel il attachait presque autant de prix qu'à l'extension de ses frontières, c'était l'avènement à l'empire d'un prince sans force et sans valeur personnelles, qu'il se flattait de



tenir toujours à sa discrétion. « L'empire confié à Charles VII, avait-il dit dans un document curieux que j'ai déjà cité, s'attachera à la Prusse; j'aurai l'autorité de l'empire, et l'électeur de Bavière l'embarras. » Un prince protestant ne pouvait désirer mieux, dans les idées du temps, que de tenir ainsi l'empereur en laisse et en tutuelle. Mais ce calcul menaçait d'être complètement bouleversé par le retour au pouvoir du souverain de l'antique maison à laquelle l'Allemagne avait obéi si longtemps et dont le joug n'aurait acquis que plus de force par la tentative impuissante qu'on aurait faite pour le secouer. Dans cet état d'esprit, déjà alarmé, l'apparition d'une armée anglaise sur les frontières de l'Allemagne, qui exaltait les espérances de Marie-Thérèse, devait causer à son vainqueur, devenu son allié, mais toujours au fond son rival, une véritable perplexité.

Quelle que fût l'inquiétude du monarque prussien, l'arrogance ne lui ayant jusque-là que trop bien réussi, il crut pouvoir encore sortir de peine en prenant avec tout le monde, même avec le roi d'Angleterre son oncle, le ton haut

et menaçant. Il manda chez lui l'ambassadeur britannique, le froid et tranquille Écossais Hyndford, que le lecteur connaît : « Mylord, lui dit-il, je vous ai fait venir pour vous parler de la situation présente de l'empereur et de l'empire, dont je suis moi-même un des membres principaux. La nouvelle de l'arrivée de troupes si nombreuses, dont la plus grande partie est étrangère, me rend nécessaire de connaître les intentions du roi votre maître. Nombre de princes et d'États de l'empire sollicitent ma protection et me demandent d'arrêter cette invasion armée, qui amènerait chez eux les malheurs de la guerre et ne peut manquer de causer leur ruine. Je ne puis supporter que le chef de l'empire, que j'ai contribué plus que personne à faire élire, soit chassé de ses domaines héréditaires et peut-être contraint à déposer la couronne impériale ou à consentir à l'élection d'un roi des Romains... Que veut donc le roi votre maître? S'il ne veut qu'attaquer la France, en Flandre, en Lorraine ou sur tout autre point du territoire français, je n'ai rien à y voir; mais c'est mon devoir, étant le

prince le plus considérable de l'empire, d'empêcher tout nouveau désordre en Allemagne. Ne vaudrait-il pas mieux pour le roi d'Angleterre, qui, comme électeur de Hanovre, a pris part au choix de l'empereur, d'essayer de détacher ce prince de la France que de le forcer de recourir à l'appui de l'étranger? Et, après tout, ajouta-t-il, s'il faut dégainer, il vaut mieux aujourd'hui que demain. » Puis il s'arrêta en regardant Hyndford en face pour juger de l'effet de sa menace.

Par malheur, il avait affaire à un homme qui le connaissait bien, l'avait vu à l'œuvre et lisait dans ses regards le calcul qui se cachait sous cette feinte colère. Hyndford reçut, sans en être étourdi, ce déluge de paroles. « Je pris la liberté de lui répondre, écrit ce diplomate à Carteret, que, quoique je ne fusse pas suffisamment informé de la destination de nos troupes, Sa Majesté ne pouvait être ni surprise ni offensée que des auxiliaires de la reine de Hongrie prissent le parti le plus utile au service de leur alliée; que les alliés de la reine étaient bien forcés d'aller chercher ses ennemis là où ils se

trouvaient; que c'étaient les Français qui avaient donné le premier exemple d'entrer dans l'empire, où ils sont encore à l'heure qu'il est en grand nombre et commettent les plus grands excès; s'ils n'y étaient pas, on ne serait pas obligé de les y venir trouver, et les auxiliaires de la reine ont bien autant de droits d'entrer dans l'empire que les auxiliaires de l'empereur. « Et qui donc, » lui ai-je demandé, « a appelé » les Français dans l'empire? — C'est moi, » dit le roi, « mais je ne l'ai fait qu'avec l'as- » sentiment et sur la demande de la plus » grande partie de l'empire. » Puis il reprit encore : « Écoutez, mylord, je ne me soucie » pas de ce qui arrive aux Français; mais je » ne puis souffrir que l'empereur soit ruiné ou » détrôné. Je me charge de faire la paix à » l'empereur, et ensuite les Français s'en » iront comme ils pourront. Mais l'empereur » n'a plus de quoi vivre, et c'est ce que je ne » puis tolérer. — Je reconnais, » lui dis-je, « que Votre Majesté a choisi un empereur qui » lui est commode et *ne lui causera jamais de* « *désagrément*. » Ceci le fit rire. « C'est un

» choix aussi convenable, » dit-il, « aux princes » d'Allemagne qu'à moi-même. — Oui, » repris-je, « s'ils étaient tous aussi puissants » que Votre Majesté. » Et l'entretien finit là-dessus d'assez bonne humeur[1]. »

Mais Hyndford n'était pas homme à s'en tenir là, et, quoique peu effrayé de menaces au fond desquelles il voyait clair, il tint pourtant à en avoir le cœur net : « Aussi, continue-t-il, le soir, au lever de la reine mère, je pris à part le comte Podewils, et, feignant d'être bien en colère pour tirer de lui tout ce que je pourrais,

1. Hyndford à Carteret, 17 décembre 1742. (Record Office.) — Cette conversation et celles qui vont suivre sont antérieures, je dois en convenir, à plusieurs faits que je viens de relater : l'entrée du maréchal de Noailles au conseil, le couronnement de Marie-Thérèse à Prague, etc. Mon excuse pour ce déplacement est que, dans les situations qui se prolongent sans changement et où les questions renaissent à plusieurs reprises sans recevoir de solution immédiate, il serait impossible, sans tomber dans la confusion et sans revenir à tout instant sur ses pas, de suivre un ordre chronologique tout à fait rigoureux. La résolution du roi d'Angleterre de diriger ses troupes sur l'Allemagne fut annoncée bruyamment dès la fin de l'année 1742, puis suspendue par divers motifs et enfin exécutée au printemps de 1743. A chaque fois, elle excita chez Frédéric la même irritation. C'est au moment de la première menace que se rapportent ces entretiens caractéristiques qui révèlent si bien le fond du cœur du souverain prussien.



je me plaignis du tour inattendu que le roi avait donné à sa conversation... et des expressions inconvenantes dont il s'était servi, et j'ajoutai : « Sa Majesté prussienne s'y prend de » bonne heure pour donner des lois à l'empire ; » mais la nation britannique n'est pas d'humeur » à se laisser dicter par d'autres ce qu'elle a à » faire. » Ce ministre a paru très troublé, m'a dit qu'il verrait le roi ce matin, et qu'ensuite il serait mieux en mesure de m'entretenir. — Et le lendemain, reprend Hyndford, je ne manquai pas de me placer le matin sur le passage de Podewils, comme il sortait du cabinet du roi. Il me dit que la première chose que le roi lui avait demandée, c'était s'il m'avait vu depuis ma dernière audience. Le comte lui répondit affirmativement et ajouta que je lui avais paru très surpris de la conversation de Sa Majesté et que je le lui avais dit. Le comte lui a répété quelques-unes des expressions que je lui avais rapportées, entre autres celle-ci : « Mieux vaut » dégainer aujourd'hui que demain. » Le roi a essayé de nier ce propos et d'autres encore. « Il est bien vrai, » a-t-il dit, « que nous

» étions un peu échauffés l'un et l'autre,
» mais enfin nous avons fini par rire de bon
» cœur, et nous nous sommes séparés bons
» amis. »

Puis, baissant la voix, Podewils pria en grâce Hyndford de se tenir l'esprit en repos, l'assurant que le roi, d'après ses conseils, travaillait déjà à un plan de pacification qui pourrait satisfaire l'empereur sans rien coûter à la reine de Hongrie. « Mais surtout, ajouta-t-il, ne parlez de rien au comte Richecourt (l'envoyé de Marie-Thérèse) et encore moins au marquis de Valori... » Hyndford se croyait donc en droit de conclure sa dépêche par ces mots : « J'ai cru devoir rapporter tous ces détails, passer même sous silence quelques autres gasconnades du roi de Prusse, qui viennent plutôt, j'en suis sûr, de l'impétuosité de son tempérament que d'aucune résolution sérieuse de mettre à exécution ce dont il menace. Je le crois aussi effrayé que qui que ce soit de dégainer, et il ne se sert de ce mot que parce que, sachant l'effet que la menace ferait sur lui-même, il imagine

qu'elle en produira autant sur les autres [1]. »

C'était pourtant trop tôt chanter victoire, et le bon, le pacifique Podewils, quoi qu'il en dit, n'était nullement sûr d'avoir encore ramené son maître à des sentiments plus calmes. Il dut en douter surtout si, comme il est à croire, il reçut lui-même à bout pourtant, en réponse à ses conseils de modération, quelque algarade de la nature de celle-ci, que nous trouvons consignée tout au long à cette date dans les publications prussiennes : « Mais vous n'envisagez donc pas quelles sont les conséquences de la marche des Anglais en Allemagne! Ils iront en Souabe, attireront à eux tous les princes de l'empire et les forceront de joindre leurs troupes aux anglaises; ils forceront aussi les Français de sortir de l'empire; ils donneront la loi à l'Allemagne, feront le grand-duc roi des Romains et se moqueront ensuite de toutes les déclarations qu'ils nous ont faites. Et ce sera votre faute que tout cela, parce que vous avez une prédilection inconcevable pour ces infâmes

1. Hyndford à Carteret, 18 décembre 1742. (*Correspondance de Prusse*. — Record Office.

Anglais et que vous croyez que je serai perdu si je me fais valoir et que je fais sentir au roi d'Angleterre que je n'approuve pas sa conduite, et que je suis d'humeur à m'y opposer... Ne voilà-t-il pas encore ma poule mouillée [1] ! »

Effectivement, soit qu'il ne pût dominer son impatience, soit qu'il n'eût pas désespéré d'agir par intimidation, Frédéric essaya de revenir à la charge avec Hyndford, cette fois en lui portant un coup droit qui visait au cœur du roi d'Angleterre. Il faut laisser encore ici Hyndford lui-même rendre compte de ce nouvel et étrange incident. — « Je vous écris, dit-il à Carteret, au retour d'un bal masqué où j'avais pensé que j'aurais une occasion de découvrir quelque chose de plus des sentiments de Sa Majesté prussienne. Je ne me trompais pas ; car, après souper et après avoir pris, je crois, une dose passable de vin, le roi m'a pris à part et m'a dit : « Mylord, j'entends dire que les troupes » anglaises sont en marche vers le Rhin, et, si » c'est vrai, je vous dis clairement qu'elles

1. *Pol. Corr.*, t. II, p. 327.



» auront affaire à moi. Car, encore un coup, je » ne veux pas souffrir que ces troupes étran- » gères entrent dans l'empire pour en troubler » le repos... Si elles passent le Rhin, je serai » obligé de m'y opposer et les princes de l'em- » pire feront de même... Si votre maître fait la » guerre à l'empereur, je le prie de se souvenir » que le Hanovre est à une petite distance de » chez moi, et que j'y peux entrer quand il me » plaira. Avez-vous rendu compte à votre cour » de la conversation de l'autre jour ? » — Je lui dis que j'en avais rapporté la plus grande partie et que je transmettrais aussi ce que Sa Majesté voulait bien me dire. — « Et combien de » temps faudra-t-il pour que ce rapport arrive » en Angleterre? — Sire, mon courrier partira » demain à quatre heures du matin, en même » temps qu'il emportera les ratifications du » traité d'alliance défensive conclu par vous » avec le roi mon maître. » — En tout, ajoute Hyndford, le roi de Prusse est comme un fou, dès qu'il parle de l'empereur. »

Ce fut encore le pauvre Podewils qui reçut le contre-coup de ces folies. Dès qu'Hyndford,

qui ne manqua pas de l'aller trouver, lui eut conté ce nouveau débat, le comte, haussant les épaules et levant les yeux au ciel avec un air de surprise et de compassion, s'écria : « Je vou- » drais pour l'amour de Dieu que le roi cessât » de parler d'affaires publiques avec les mi- » nistres étrangers, ou qu'il se chargeât de les » conduire à lui seul, tant j'en suis malade... » Et quand vous a-t-il parlé ? Est-ce avant ou » après souper? — Après, lui dis-je. — Il faut » donc qu'il ait été pris de vin. » Je lui répondis que les menaces que font les rois quand ils ont le vin en tête portent souvent leurs conséquences quand ils sont dégrisés, et qu'un ministre moins froid que moi aurait pris ce langage pour une déclaration de guerre... « Mon cher lord, » me dit le comte, « vous » savez que nous disons tant de choses que » nous ne faisons pas, et si vous rapportez » cette saillie à votre cour, présentez-la, de » grâce, sous le meilleur jour possible. » Je lui répondis que le temps était venu de ne rien cacher, et que, d'ailleurs, son maître m'avait enjoint de tout porter à la connaissance de ma

cour et paraissait attendre impatiemment sa réponse. « Il est certain, » dit le comte, « que » le roi mon maître est effrayé de voir l'empire » devenir le théâtre de la guerre. Mais, quant » à attaquer le Hanovre, je vous jure qu'il n'y » a jamais songé. — Monsieur, » lui répondis-je, « ni vous, ni personne ne sait ce que » le roi de Prusse fera ou ne fera pas ; il ne » consulte personne et ne suit aucun conseil. » Mais il répondra de toutes les folies qu'il » ferait. Quoique mon maître soit un plus » jeune électeur que celui de Brandebourg, » souvenez-vous qu'il est pourtant un beau» coup plus grand roi..., et que, si on en vient » aux mains, la question sera de savoir qui des » deux a la plus longue épée et la plus grosse » bourse. Faites l'usage que vous voudrez de » ce que j'ai l'honneur de vous dire[1]. »

Ce ferme langage fit enfin son effet, et, les fumées du vin une fois dissipées, Frédéric se mit tout simplement à l'œuvre, non pour diriger

1. Hyndford à Carteret, 17-20 décembre 1742. (*Correspondance de Prusse*. — Record Office.) Voir Appendice G à la fin du volume.

contre le Hanovre une opération militaire, mais pour rédiger et faire parvenir à Londres d'une part, et à Francfort de l'autre, deux plans de nature beaucoup moins aventureuse. L'un et l'autre étaient conçus dans la pensée d'éloigner le péril qu'il redoutait, sans recourir, du moins en son propre nom et à ses propres risques, au hasard d'une guerre nouvelle. L'un de ces projets (celui qui fut soumis au cabinet anglais) consistait à offrir à l'empereur une extension de territoire aux dépens, non de l'Autriche, mais d'un certain nombre des petits États de l'Allemagne. Quelques principautés ecclésiastiques, comme les évêchés de Salzbourg et de Passau, pourraient être sécularisées, quelques villes libres, comme Ulm, Ratisbonne et Augsbourg, privées de leur indépendance et réduites à leurs franchises municipales. On formerait ainsi de ces petites fractions réunies un lot honnête qui viendrait grossir le patrimoine de la Bavière, sans exiger de Marie-Thérèse de nouveaux sacrifices.

L'autre plan, plus simple en apparence, était pourtant d'une exécution plus difficile. Il s'agis-

sait de pousser Charles VII, menacé dans sa sécurité personnelle, à faire un appel solennel à la Diète germanique pour la sommer de défendre le chef de l'empire par des mesures efficaces. A cet effet, les contingents impériaux des diverses puissances seraient convoqués et formeraient une armée qui, sous le nom d'armée d'observation et de neutralité, serait chargée de protéger contre l'invasion étrangère l'intégrité du sol germanique. Frédéric espérait que la crainte seule d'avoir affaire à tout l'empire arrêterait les velléités belliqueuses de l'Angleterre. En tout cas, les contingents prussiens étant certainement les plus nombreux, les seuls aguerris, les seuls en état de répondre à l'appel, leur chef serait naturellement placé à la tête de toutes les forces fédérales. Ce ne serait plus alors le roi de Prusse qui aurait à combattre pour sa cause personnelle, mais le prince le plus considérable de l'empire qui veillerait au salut de la patrie commune, et, sous ce costume ou ce masque nouveau, on ne pourrait lui reprocher de violer les engagements pacifiques si récemment pris à Breslau. On peut croire que cette perspective, sans qu'il



désirât précisément la voir réalisée, ne lui déplaisait pourtant pas. Il lui souriait assez de se voir, en imagination, placé en quelque sorte sur les marches du trône impérial, figurant comme le bras armé du grand corps dont Charles VII n'eût plus été que le chef nominal. Merveilleux instinct du génie! des caprices mêmes, de l'agitation tumultueuse et désordonnée de ce grand esprit, naissait une pensée dont il ne soupçonnait peut-être pas lui-même la portée vraiment prophétique : il faisait de la Prusse le rempart et le bouclier de l'unité germanique, en attendant qu'elle pût en être l'incarnation.

Seulement, les deux plans mis en avant, le même jour, par Frédéric, se contrariaient directement l'un l'autre; car c'était, il faut bien le dire, une étrange manière d'entrer en campagne pour défendre l'empire que de commencer par sacrifier d'un trait de plume, dans la personne des princes évêques et des citoyens des villes impériales, les moins puissants, mais non les moins intéressants de ses membres. Cette manière cavalière de disposer du bien d'autrui

pour solder un compte embarrassant, cet abus de la force contre les petits et les faibles, rappelaient trop les habitudes et les procédés d'esprit de l'envahisseur de la Silésie pour qu'on fût tenté de lui confier le rôle de protecteur et de champion du droit. Aussi, dès que le soi-disant projet prussien de pacification fut connu, ce fut d'un bout de l'empire à l'autre un cri de réprobation universel. Par extraordinaire même, les diverses communions religieuses qui se partageaient l'Allemagne et se surveillaient ordinairement avec jalousie se trouvèrent ce jour-là d'accord ; car, tandis que les catholiques prenaient fait et cause pour leurs évêques, la plupart des villes libres, étant protestantes, firent appel pour se défendre aux sympathies de leurs coreligionnaires. Entre l'Autriche et l'Angleterre ce fut à qui s'empresserait d'exploiter ces pieux sentiments. Marie-Thérèse jeta feu et flammes pour les droits de l'Église violés; Carteret disait en raillant au ministre de Prusse à Londres : « Qu'on fasse des évêques ce qu'on voudra ; mais deux princes protestants comme George et Frédéric peuvent-ils sacrifier ceux qui ont

souffert pour l'Évangile? » Et, le ministre impérial ayant paru un instant ouvrir l'oreille à une proposition où il trouvait l'avantage de son maître, Charles VII fut obligé de le désavouer avec éclat, pour ne pas être accusé de fouler aux pieds tout à la fois les canons ecclésiastiques et les constitutions de l'empire[1].

On peut juger par là de l'accueil qui attendait l'autre proposition prussienne, lorsque l'empereur, s'en faisant l'organe, vint demander à la Diète germanique, réunie à Francfort, de pourvoir par des mesures militaires à la sécurité de l'empire. Il fut tout de suite aisé de voir que la partie était perdue d'avance et qu'avec une assemblée très timide de sa nature, le moyen d'obtenir d'elle un acte de vigueur n'était pas d'avoir commencé par inquiéter chacun, petit et grand, sur le sort qu'on lui réservait dans la liquidation finale et les périls personnels qu'il pouvait courir.

En premier lieu, sur les neuf voix qui formaient le collège des princes électeurs, deux,

1. *Pol. Corr.*, t. II, p. 355. — Podewils au roi de Prusse.

celles du Hanovre et de la Saxe, étant désormais assurées à l'Autriche, la majorité dépendait exclusivement des trois archevêques. Ceux-là, en suivant la fortune pour se rapprocher de Marie-Thérèse, obéissaient à leurs tendances naturelles. Le seul qui hésitât encore était l'archevêque de Cologne, moins en raison de sa qualité de prince de Bavière et de frère de l'empereur, que par suite de l'ascendant qu'avait su prendre sur lui, on l'a vu, l'aimable ministre de France, le comte de Sade. Mais, cette fois, en présence du scandale causé par l'atteinte que Frédéric avait portée aux droits des principautés ecclésiastiques, de Sade lui-même dut se reconnaître impuissant, et l'électeur se déclara prêt à aller combattre de sa personne, à la Diète, tout plan qui serait l'œuvre d'un prince aussi suspect que le roi de Prusse. Tout ce que le plaisant diplomate put obtenir, ce fut de retarder ce départ en organisant une représentation théâtrale où le prélat lui-même dut prendre un rôle, en compagnie d'une dame qui prétendait à lui plaire. La pièce choisie n'était autre que *Zaïre*, la nature du sujet faisant ou-

blier le nom de l'auteur. La fête devait d'abord avoir lieu pendant les jours gras, et de Sade écrivait à sa cour : « Nous voilà en sûreté pour le carnaval, mais nous nous brouillerons en carême. Pour Dieu, tirez-moi d'ici ! » Il réussit pourtant à prolonger jusqu'à Pâques, l'électeur s'étant laissé persuader que *Zaïre* était une pièce assez édifiante pour qu'on pût la jouer même en temps de pénitence. Mais, une fois la semaine sainte passée, rien ne put plus le retenir, et de Sade, désespérant de son crédit, au lieu de l'accompagner à Francfort, demanda lui-même un congé pour retourner en France[1].

Plus nombreux et plus divisés que le collège des électeurs, les deux autres, celui des princes et celui des villes, n'étaient guère, au fond, mieux disposés. Seulement, il n'entrait pas dans les habitudes de la Diète de refuser directement ce qu'on lui demandait. Éluder, ajourner, se perdre dans des longueurs interminables et

1. Voir Frédéric et Marie-Thérèse, t. I, p. 281 et *suiv.* — De Sade à Amelot, 21 janvier 1743. (*Correspondance de Cologne.*)

dans des détails infinis de procédure, ce mode de résistance passive convenait mieux à son tempérament. La haute assemblée ne se fit pas faute, cette fois, de l'employer. Convoquée au milieu de mars, elle n'avait pas encore commencé à délibérer quand la mort de l'archevêque de Mayence, qui la présidait, fournit un prétexte tout naturel pour interrompre les séances. On ne les reprit qu'après un délai d'un mois, lorsque la vacance du siège eut été remplie par un choix cette fois très ouvertement pris parmi les serviteurs les plus dévoués de l'Autriche. Alors seulement, après une délibération longue et pénible où les envoyés de la Prusse se déclarèrent presque seuls pour les partis de vigueur, on aboutit à un *conclusum* très confus, exprimant des vœux stériles pour le rétablissement de la paix et invoquant la médiation des puissances maritimes, c'est-à-dire de l'Angleterre et de la Hollande. Au moment ou les armées de ces deux États se massaient sur la frontière d'Allemagne, une telle décision, si elle ne les autorisait pas expressément à la franchir, n'était

pas faite non plus pour les décourager[1].

Cette triste défaillance était la suite naturelle du défaut d'élasticité et d'énergie qui paralysait tous les rouages de la vieille machine impériale ; mais il n'est pas douteux que la méfiance inspirée par la politique cauteleuse et capricieuse de Frédéric contribuait encore plus que toute autre cause à un résultat si contraire à ses vues. Personne ne s'était soucié de remettre entre ses mains des forces dont on ne pouvait ni prévoir ni deviner quel usage il comptait faire. Ce sentiment de réserve était si général, tellement répandu dans les partis les plus opposés, chacun croyait avoir tant de sujets de se plaindre dans le passé, tant de motifs de se

1. Droysen, t. II, p. 36-44, 55-57, 60-62, 71-73. — *Pol. Corr.*, t. II, p. 302, 313, 320, 324. 327, 329, 332, 339, 351, 360. — D'Arneth, t. II, p. 207, 210. — Hyndford à Carteret, 16 février 1743. — Carteret à Hyndford, 1er mars 1743. (*Correspondance de Prusse.* Record Office.) — Carteret à Robinson, 13 mars 1743. (*Correspondance de Vienne.* Record Office.) — Rescrit impérial du 6 mars 1743. (*Correspondance de Bavière.* Ministère des affaires étrangères.) — Blondel à Amelot, 11, 15 mars, 1er avril, 18 mai 1743. (*Correspondance d'Allemagne.* Ministère des affaires étrangères.) — Bussy à Amelot, mars 1743. (*Correspondance d'Angleterre.* Ministère des affaires étrangères.)

mettre en garde pour l'avenir, que cette sympathie sur un point unique établissait entre les adversaires les plus déclarés des rapprochements inattendus. C'est ainsi que Hyndford et Valori s'étaient empressés d'écrire, chacun de leur côté, dans des termes qui ne différaient guère, qu'il n'y avait rien à attendre de bon d'une armée soi-disant de neutralité dont le roi de Prusse aurait le commandement. « On dit, écrivait Valori, qu'il a offert 30,000 hommes pour cette prétendue armée d'observation. Si cette offre avait lieu et qu'elle fût acceptée, ne pensez-vous pas, monseigneur, que ces 30,000 hommes seraient fort à charge à quelque parti qu'ils soient portés, et peut-être d'une médiocre utilité pour la cause qu'ils sembleraient embrasser ?... En tout cas, s'il fait marcher des troupes, ce sera dans le cas où il pourra les faire vivre aux dépens d'autrui. » Hyndford était naturellement plus défiant encore. « Personne ne croira, disait-il à Podewils, à votre neutralité : le plus grand prince d'Europe ne peut pas arrêter la *fama clamosa*, quand sa conduite a donné lieu à tous les soupçons. Si la Diète assemble une armée et

si on y voit seulement l'uniforme d'un soldat prussien, toute l'Europe regardera ce fait comme la violation manifeste de votre traité avec la reine de Hongrie[1]. »

Insensiblement même, cet accord dans la manière de juger le caractère de l'homme auquel ils avaient affaire amenait entre les deux diplomates, malgré l'inimitié de leurs cours, une sorte d'entente presque affectueuse qui s'exprimait même, parfois, par des épanchements mutuels. Se rencontrant, chaque matin, à la porte du cabinet royal, ou, le soir, dans les salons de la reine ou des princesses, ils prenaient plaisir à se raconter l'un à l'autre les tours d'adresse par lesquels Frédéric essayait de les tromper, et, en confrontant les confidences qu'on leur avait faites à l'oreille, à percer à jour le double jeu dont on les croyait dupes. C'est le plaisir que se donna Hyndford en particulier

1. Valori à Amelot, 29 janvier 1743. (*Correspondance de Prusse*. Ministère des affaires étrangères.) — Hyndford à Carteret, 12 février 1743. (*Correspondance de Prusse*. Record Office.) — Voici ce que je trouve à ce sujet dans la correspondance du ministre de France en Saxe, Dessalleur : « Le roi de Pologne me dit : « Le roi de Prusse a envie de faire

au lendemain des scènes de violence que j'ai racontées, et il en rend compte à sa cour dans un récit piquant dont les dépêches correspondantes de Valori viennent, de leur côté, confirmer l'exactitude.

On a vu, en effet, de quel ton de sublime indifférence Frédéric s'était exprimé sur le sort qu'il réservait à l'armée française si l'Angleterre consentait à entrer dans ses vues pour satisfaire l'empereur; on a pu juger également avec quel soin charitable il cherchait à dériver, sur le territoire français, l'orage qui menaçait les provinces allemandes : « Faites la paix, avait-il dit, et les Français s'en iront comme ils le pourront. » Et encore : « Si vous attaquez la France en Flandre ou en Lorraine, libre à vous, je n'ai rien à y voir. » Naturellement (et Hyndford devait s'en douter), ce n'était pas de même sorte qu'il parlait au ministre de France. Au

» une armée dans l'empire ; mais je voudrais savoir qui » sont les princes qui lui donnent leurs troupes? » — « Ceux, » lui dis-je, qui, aimant le repos de l'empire, seront en » même temps convaincus de la sincérité de ses sentiments » dans cette occasion. » Le prince se mit à rire. » Dessalleur à Amelot, 17 novembre 1752. (*Correspondance de Saxe.* Ministère des affaires étrangères.)



contraire, tant que la paix, qui devait être son œuvre, n'était pas conclue, tant que l'Angleterre restait menaçante, il lui convenait que les troupes françaises demeurassent de pied ferme en Bavière pour tenir au moins en échec une partie des forces autrichiennes. Aussi n'était-il pas de jour où il n'engageât Valori à presser le cabinet français d'envoyer des renforts à son armée d'Allemagne et des instructions vigoureuses au maréchal de Broglie. Reproches amers sur la mollesse des soldats, plaisanteries piquantes sur l'incapacité des généraux, indication au besoin de mesures stratégiques à prendre dans une prochaine campagne, il mettait tout en œuvre pour piquer d'honneur l'ambassadeur et stimuler par lui l'ardeur défaillante de son gouvernement. « Mais agissez donc, disait-il sans cesse, messieurs les Français ! vous ne faites rien ; vos généraux ont vraiment une nouvelle manière de faire la guerre. » Il allait même, au besoin, jusqu'à reprocher l'excès de modération de la France dans ses rapports avec les princes allemands. « Je les connais, disait-il, ils n'agissent que par la crainte. Que ne vous emparez-

vous tout de suite, par exemple, de Trèves et de Mayence! je crierais comme les autres; mais, au fond, je m'en moquerais et j'en serais bien aise. » Que serait-il arrivé si, après avoir suivi ces conseils aventureux, la France s'était trouvée, le lendemain, isolée en face de la réconciliation subite, opérée par lui-même, de toute l'Allemagne et de l'Angleterre? C'est ce dont il ne prenait problablement pas la peine de s'occuper[1].

Mais Valori, que tant d'expériences avaient mis sur ses gardes, doutait un peu de la sincérité de ce beau zèle, et, toujours inquiet de ce que pouvaient se dire, dans de longues et vives conversations, lord Hyndford et Frédéric, il crut pouvoir user de la camaraderie amicale qui s'était établie, par le fait, entre son collègue et lui pour tâcher d'en savoir plus long. « Il est venu droit à moi, raconte Hyndford, après le dîner, et m'a dit : « Mylord, je vais vous » faire une question à laquelle je ne sais pas si

1. Valori à Amelot, 11, 15 décembre 1742, 19 février, 23, 29 mars 1743. (*Correspondance de Prusse*. Ministère des affaires étrangères.)



» vous voudrez répondre. Je vous prie de ne pas » trouver ma curiosité trop inconvenante... » Vous pourrez ne me rien dire ou faire la ré» ponse qu'il vous plaira. » — Je dis au marquis que je ne serais jamais embarrassé de lui répondre, parce qu'il était trop bien élevé pour me faire une question déplacée. Il m'exprima alors le désir de savoir si le roi mon maître avait prié le roi de Prusse d'offrir sa médiation entre l'empereur et la reine de Hongrie. Je lui répondis négativement sans hésiter. « Mais, mon cher marquis, » ajoutai-je, « puis» que vous m'avez mis sur le sujet du roi de » Prusse, si vous voulez me donner votre pa» role d'honneur de ne jamais révéler ce que » je vais vous dire, je vous dirai quelque chose » qui vous surprendra. » Il mit sa main dans la mienne et me fit la promesse que je lui demandais de la manière la plus solennelle. Je lui dis alors : « Je ne sais si la bonne opinion que » vous avez du roi de Prusse et les protesta» tions d'amitié qu'il a faites à votre cour vous » permettront de croire qu'au même moment il » essaye avec insistance de persuader au roi

» mon maître d'attaquer la France sur son ter-
» ritoire au lieu de marcher en Allemagne. »
L'étonnement du marquis passa alors toute expression. Après s'être tu quelques instants : « Est-il possible, » s'écria-t-il, « qu'un prince
» soit si perfide ? Mais, puisqu'il en est ainsi,
» la France n'a plus qu'à penser à elle-même et
» à planter là l'empereur, dont vous ferez ce
» qui vous plaira. » — « Je vous l'avais bien
» dit, » put ajouter Hyndford, quelques jours après, « cet homme est exécrable[1]. »

Si juste que pût paraître l'épithète, c'était pourtant toujours un homme à ménager. Aussi, remis de sa première émotion, Valori rendait compte de la confidence dans des termes un peu plus modérés. « Lord Hyndford, dit-il, m'a confié sous le plus grand secret, et sur ma promesse la plus formelle de ne jamais le compromettre, que le roi de Prusse avait fait proposer à l'Angleterre de porter tous ses efforts contre la Lorraine, au lieu d'envoyer une armée en Allemagne, et ajouté qu'il nous verrait atta-

1. Hyndford à Carteret, 1er février 1743. (*Correspondance de Prusse*. Record Office.)



quer de ce côté-là avec plaisir. Pour vous dire ce que je pense de cette confidence, qui a été faite par ce ministre (à la suite de quelques réflexions sur le caractère du roi de Prusse et sur le peu de fond qu'il y a à faire sur lui, et après qu'il m'avait dit qu'il avait horreur de cette duplicité), je pense qu'il a un peu chargé le tableau[1]. »

Il fallait bien le penser, en effet, ou du moins faire semblant, afin de garder son sang-froid et de ne pas éclater de rire ou de colère quand Frédéric, à quelque temps de là, vint apporter au même Valori, du plus grand sérieux du monde, ses félicitations les plus chaleureuses sur le parti que prenait le cabinet français d'envoyer une armée vers le Rhin en même temps que des renforts à l'armée de Bavière. Cette fois, d'ailleurs, par extraordinaire, ces compliments étaient de bonne foi; car, repoussé dans sa double tentative, n'ayant réussi ni à désarmer l'Angleterre, ni à faire armer l'empire, Frédéric, avec plus de sagesse

1. Valori à Amelot, 8 janvier 1743. (*Correspondance de Prusse.* Ministère des affaires étrangères.)

que de fierté, se résignait à retirer ses menaces et à attendre paisiblement, les bras croisés, ce qu'allait décider dans cette lutte nouvelle le sort des combats. Dès lors, il lui importait que les Français, dont il faisait encore, la veille, si bon marché, retrouvassent, par un retour de la roue de la fortune, l'avantage dont il avait lui-même tant contribué à les priver. Leur victoire, au moins pour un temps, lui redevenait nécessaire pour éloigner l'invasion anglaise et rétablir l'équilibre dans le jeu des forces dont il voulait tenir la balance.

C'est le sentiment qu'il témoigna à Valori avec cette effusion de cordialité apparente qui accompagnait toujours chez lui les manifestations de l'intérêt personnel. « Hier, à la comédie, écrit Valori au roi, Podewils est venu à moi et m'a dit en propres termes que le roi son maître avait bu de bien bon cœur à la santé de Votre Majesté, sur l'avis certain des résolutions qu'elle avait prises pour soutenir, par les plus grands moyens, la cause de l'empereur... Ce prince vint peu de temps après, et, à la grande inquiétude de lord Hyndford, du comte de Richecourt

et autres ministres étrangers..., il me tira à part et me dit mot pour mot ce que je vais rapporter à Votre Majesté : « Mon ami, j'ai » bu de bien bon cœur à la santé du roi » votre maître. Ma foi, vive Louis XV! J'y » reboirai encore ce soir : je vous charge » de le lui mander. Faites bien et vous serez » content de moi. J'attends que vous don- » niez sur les oreilles à mon oncle d'Angle- » terre; pour lors, vous me devrez bien quel- » ques excuses. — Je voudrais bien, Sire, lui » répondis-je, être dans le cas de les faire » dans ce moment ici même à Votre Ma- » jesté. — Oh ! répondit-il, j'aime trop ce » prince pour ne pas lui souhaiter, à quel- » que prix que ce soit, toute sorte de » succès. »

Mais Valori ajoutait un peu tristement quelques jours après : « L'annonce de notre armée sur le Rhin produit l'effet contraire à ce qu'on aurait pu désirer. Podewils me dit que, puisque le roi envoyait cette armée capable de s'opposer aux entreprises des Anglais, c'était suffisant et le roi son

maître n'avait plus de parti à prendre[1]. »

Ainsi finissait, par un acte de résignation tardive, cette suite de scènes orageuses, qui n'étaient de nature à grandir le héros de l'Allemagne ni dans l'estime des spectateurs, ni même dans la sienne propre; car il en rend compte dans ses *Mémoires* avec plus de sincérité dans l'aveu de ses sentiments que d'exactitude dans l'exposé des faits. Les menaces impuissantes qu'il avait adressées à l'Angleterre ne sont plus dans ce récit que des représentations raisonnées et des supplications patriotiques. « Ce projet, dit-il (celui de l'invasion des Anglais en Allemagne) ne pouvait pas me convenir... parce que la maison d'Autriche y gagnait par là une entière supériorité sur l'empereur;... ce qui me faisait perdre en partie l'influence que j'avais dans les affaires de l'empire, et qu'il y avait beaucoup à craindre que la reine de Hongrie et le roi d'Angleterre, aveuglés par leurs succès, ne s'oubliassent au point de détrôner l'empereur. Je crus qu'il ne

1. Valori au roi, 9, 19 mars 1743. (*Correspondance de Prusse*, Ministère des affaires étrangères.)

me serait pas impossible de suspendre ce projet par des représentations, en me servant de tous les arguments que peut fournir, à un prince allemand, bon patriote, l'amour de la liberté de sa patrie : je conjurais le roi d'Angleterre de ne point transporter, sans des raisons très importantes, le théâtre de la guerre en Allemagne, *et* (*sic*) d'altérer les lois fondamentales de l'empire, par lesquelles il est défendu aux membres du corps germanique de faire entrer des troupes étrangères sur le territoire de l'empire sous quelque prétexte que ce pût être sans le consentement de la diète. Dans le fond, mes affaires ne me permettaient pas alors d'opposer la force à la force; la chose elle-même *n'importait* (*sic*) pas une rupture. J'avais indisposé a France; si je me brouillais avec les Anglais, je perdais les seuls alliés que j'avais, et j'entrais dans une guerre dont le sujet m'était étranger en quelque manière. Je me contentai d'un mauvais accord par lequel le roi d'Angleterre s'engageait de ne rien entreprendre contre la dignité de l'empereur ni contre son patrimoine. Carteret, qui cachait, sous le langage d'un hon-

nête homme, les vices d'un fourbe, ne fit aucune difficulté de tout promettre, et les circonstances où je me trouvais m'obligeaient à feindre de tout croire[1]. »

II

Le plan de campagne du maréchal de Noailles, agréé par Louis XV et par son conseil, consistait, comme je l'ai dit, à se porter entre le Rhin et le Mein pour arrêter l'armée dite pragmatique au passage et l'empêcher de pénétrer dans le haut Palatinat. Le but était de venir en aide à l'armée française, encore campée en Bavière, et qui, sans ce secours, courait risque de se trouver complètement

1. *Histoire de mon temps*, chap. VIII. — Nous citons ici le premier texte de cet ouvrage, écrit par Frédéric en 1746, et qui fut remanié par lui depuis lors en 1775. Dans ce premier travail, Frédéric parlait de lui-même à la première personne, au lieu d'employer la troisième, comme il fit dans le second, en suivant l'exemple de César dans ses *Commentaires*. Plusieurs passages cités, notamment celui qui est ici, ont été considérablement modifiés en passant d'un texte à l'autre.

cernée entre les Anglais tombant sur ses derrières, le prince Lobkowitz la prenant en flanc du côté de la Bohême, et le prince Charles de Lorraine arrivant d'Autriche pour l'attaquer en tête. Mais quel devait être, dans l'ensemble des opérations, le rôle assigné à l'armée de Bavière elle-même ? Quelle part devait-elle y prendre? Quelles instructions devaient être adressées au maréchal de Broglie, qui la commandait? C'était une question très délicate laissée encore incertaine et, par des motifs de divers ordres, très difficile à résoudre.

Il fallait tenir compte d'abord de l'état de délabrement et de désarroi dans lequel ces troupes étaient tombées après plusieurs mois passés, par une saison très rigoureuse, dans un pays ruiné et dans des campements détestables. Sur ce point, de la part des chefs comme des soldats, c'était un gémissement universel. Dès le 28 janvier, le maréchal de Broglie, écrivant au nouveau ministre de la guerre, le comte d'Argenson, lui faisait de cet état de misère la peinture la plus lamentable. Tandis qu'il estimait toutes les forces ennemies aux-

quelles il avait affaire à plus de 60,000 hommes : « Les soixante-sept bataillons de notre armée, disait-il, sur le pied de 400 hommes, qui est le plus fort où ils puissent être, sans y comprendre les traîneurs et les miliciens qui resteront en chemin, ne feront que 26,800 hommes. Les quatre-vingt-onze escadrons de cavalerie et de dragons complets sur le pied de 120 hommes par escadron, feront 10,920 chevaux, ce qui, joint à l'infanterie, *feront* 37,720 hommes ; de sorte que l'armée ennemie se trouve supérieure à la nôtre de 22,780 hommes. » Et il ajoutait : « Les maladies augmentent tous les jours ; on ne peut pas soigner les malades comme ils devraient l'être, faute d'établissements, d'hôpitaux ; la gelée qui a redoublé depuis quelques jours nous empêche de retirer aucunes subsistances par les rivières ; cela est bien triste, et l'on ne peut savoir quand cela finira. » — « Ce n'est pas ma faute, écrivait-il à la même date à l'empereur, qui s'impatientait, si on m'a remis des armées énervées et manquant de tout : je ne sais pas crier misère et mon caractère a toujours été de trouver des

remèdes aux difficultés qui se sont présentées sur mon chemin; mais il n'y a que Dieu qui puisse faire l'impossible. » Et le conseiller intime du maréchal, celui qu'il appelait *son bras droit*, et qui n'était pas d'un tempérament facile à décourager, le comte de Saxe, écrivait aussi sur un ton de mélancolie tout pareil : « Je suis ici (au confluent de l'Isar et du Danube), en vedette avec onze bataillons, dont je ne puis, en vérité, mettre sous les armes que 1,500 hommes; le reste est à l'hôpital. Cela n'est pas récréatif [1]. »

Mais l'état matériel, quelque triste qu'il fût, n'était rien auprès de l'état moral. Le sentiment que j'ai dépeint, le dégoût poussé jusqu'à l'horreur pour l'Allemagne et les Allemands, était général, croissant et répandu dans tous les rangs. C'était une armée entière atteinte de nostalgie à un degré aigu et fiévreux. Personne ne se gênait pour exprimer tout haut ce mécontente-

1. Le maréchal de Broglie au comte d'Argenson, 23 janvier 1743. (Ministère de la guerre.) — C. Rousset, *le Maréchal de Noailles*, introduction, p. XL. — Le maréchal de Broglie à Charles VII, 27 décembre 1742. (Bibliothèque nationale. Fonds de nouvelles acquisitions.)

ment, d'autant plus qu'on ne craignait pas par là de déplaire aux gens en crédit à Versailles, encore moins au général en chef. Celui-ci, en effet, on le savait, s'était prononcé, dans le commencement de la guerre, contre les expéditions lointaines et ne pouvait s'abstenir de constater en toute occasion, pour dégager sa responsabilité, que les événements ne faisaient que justifier ses prévisions. Il se serait tu, d'ailleurs, que, dans son état-major et dans son entourage de famille le plus intime, on n'eût point observé la même discrétion. La maréchale, entre autres, qui restait toujours à poste fixe à Strasbourg, à l'affût des nouvelles, et pour être plus à portée d'accourir auprès de son mari et de ses enfants à la moindre alerte, ne pouvait cacher son désir impatient de voir rappeler en France les objets de sa tendresse conjugale et maternelle. C'est ce que lui reprochait, sur son ton de causticité habituelle, l'abbé son beau-frère, qui voyait les choses avec plus de sang-froid. Cet habile homme calculait que, si l'armée de Bavière rentrait en France pour être fondue dans celle du Rhin, le maréchal n'ayant que peu de chance

d'être appelé au commandement des troupes réunies, cette jonction pourrait être le signal de sa retraite ; mais il constatait lui-même avec regret combien des conseils prudents avaient de peine à se faire écouter. « Vous m'avez écrit trente lettres, écrivait-il à la maréchale, par lesquelles vous voulez qu'on ramène l'armée de Bavière en France ; il n'a pas passé un chat à Strasbourg à qui vous n'ayez parlé sur ce ton... Dispensez-vous de dire votre avis sur une matière sur laquelle on ne vous consulte pas. Lamothe (sans doute quelque aide de camp du maréchal, en passage à Versailles) est votre héros parce qu'il a épousé vos sentiments et qu'il les débite en dépit du bon sens et de la raison... Lamothe est attaché à mon frère et en parle fort bien ; mais il est fou et de la dernière imprudence, et il lui arrivera *tape-chat* pour tenir ici successivement les mêmes discours qu'il vous a tenus. Je fais ce que je peux pour le faire taire, il n'en parle que plus fort et en même temps ne veut plus servir qu'en Flandre, comme tous les autres... Au nom de Dieu, soyez discrète ; mandez-moi ce que vous voudrez, mais taisez-

vous avec le public et les passants... J'ai écrit à mon frère que, quoique ce fût votre avis et celui de toute l'armée de revenir en France, je le priais de ne point se laisser aller au dégoût, et qu'il devait au roi obéissance. Du reste, le roi va régner, il a bien débuté; c'est la moitié de la chose que de bien commencer[1]. »

Ne suivant qu'à regret et à moitié les avis de son frère, le maréchal s'était pourtant borné à demander qu'on l'autorisât à rester tout l'hiver strictement sur la défensive. Campé autour de Straubing, en avant de Munich, entre l'Isar, l'Inn et le Danube, il ne voulait faire que les opérations nécessaires pour maintenir sa gauche en communication avec la citadelle d'Égra et ravitailler régulièrement cette place, dernier point occupé par les armées françaises en Bohême. Cette réserve prudente, pleinement justifiée, d'ailleurs, par les habitudes militaires du temps, ne pouvait qu'être approuvée à Versailles. Mais il s'en fallait bien qu'elle rencontrât le même assentiment à Francfort auprès de

1. L'abbé de Broglie à la maréchale. (*Papiers de famille, passim.*)



l'empereur, qui n'ayant pas de cesse qu'il n'eût recouvré l'intégrité de son électorat, aurait voulu à toute force qu'une pointe fût poussée sur-le-champ pour reconquérir la ville de Passau et quelques autres dépendances de la Bavière encore détenues par les Autrichiens. Il offrait, pour cette entreprise, le concours de ses troupes impériales, dont il portait le chiffre à 35,000 hommes, tous payés, d'ailleurs, par des subsides français. Le maréchal s'y refusait, n'ayant aucune confiance (il le disait tout haut) dans cet effectif imaginaire, pas plus que dans le talent du général Seckendorf, qui en avait le commandement. « Il n'y a pas là plus de 15,000 hommes à mettre en campagne, disait-il, et encore ne valent-ils pas mieux que nos milices .» De là une discussion engagée entre le maréchal et l'empereur, qui se poursuivit pendant tout l'hiver sur un ton d'aigreur croissant et qui était parvenu à une véritable exaspération, quand on apprit d'une manière tout à fait certaine la marche des Anglais en Allemagne et les dispositions prises par le maréchal de Noailles pour se porter à leur rencontre.

Nouveau et encore plus grave sujet de dissentiment entre Bavarois et Français : l'empereur soutint que c'était le cas de se montrer audacieux en agissant pour empêcher les Autrichiens de faire leur jonction avec les Anglais. Broglie pensait, au contraire, que la réserve était plus commandée que jamais, puisque, si les Français étaient vainqueurs sur le Rhin, ils seraient libres de reprendre l'offensive sur le Danube avec toutes leurs forces réunies et la confiance inspirée par le succès : au contraire, si la fortune ne les secondait pas, il importait à l'armée de Bavière de ne pas s'être coupé d'avance la retraite en s'enfonçant trop avant en Allemagne.

Mais c'était justement cette dernière pensée, évidemment dominante dans son esprit, ce soin de se ménager des communications libres pour opérer au besoin sa retraite vers la France, qui lui était amèrement reprochée par l'empereur et tout son entourage. « Après tout, disait-on, victorieuse ou vaincue, la France ne songe qu'à nous laisser là, et M. de Broglie, plus que tout autre, n'est occupé qu'à préparer cet abandon. »



A plusieurs reprises, l'empereur, monté au plus haut degré d'irritation, porta ses plaintes à Versailles par des lettres directement adressées à Louis XV, et, à force d'insistance, il obtint une demi-satifaction. » Ne trouvez-vous pas, disait le comte d'Argenson au maréchal, le 5 avril (dans un langage assez singulier pour un ministre), qu'il est temps d'agir un peu davantage pour ranimer la valeur des troupes et détruire l'opinion où les ennemis paraissent être que nous ne pouvons et ne voulons rien entreprendre? Faites vos réflexions, monsieur, sur ce que j'ai l'honneur de vous demander. Sa Majesté ne vous prescrit rien ; mais elle attend de votre zèle et de votre courage des entreprises en quelque façon au-dessus de vos forces [1]. » On engageait aussi le maréchal à traiter avec plus d'égards le commandant des troupes impériales et à ne pas refuser toujours de s'entendre avec lui. Satisfait de ces instructions, pourtant assez vagues, Charles VII témoigna le plus vif contentement à Blondel, le résident français

1. Le comte d'Argenson au maréchal de Broglie, 5 avril 1743. (Ministère de la guerre.)

à Francfort. « Voilà parler, dit-il; je vois bien que le roi veut agir vigoureusement et que M. le cardinal est mort. C'est lui qui ne faisait qu'hésiter et voulait nous abandonner. Mais *requiescat in pace, nunc agamus;* » et, afin de ne pas laisser languir cette reprise de vigueur, il se décida à venir de sa personne à Munich pour se placer lui-même à la tête de ses troupes et marcher à la délivrance de son patrimoine.

Mais il avait compté sans la résolution obstinée du maréchal, qui, aux conseils mollement donnés par son ministre, se borna à répondre : « Il n'y a sorte de politesse et d'égards que je n'aie pour M. de Seckendorf, tant que le service du roi n'y est pas intéressé; mais je suis ferme comme un rocher quand je vois que les propositions qu'il me fait ne tendent pas à ce but... A moins que le roi ne m'ordonne de condescendre à tout ce qu'il me demandera, je crois qu'il est de mon devoir de ne pas me rendre à ses vues, quand, après les avoir bien examinées, je trouve qu'elles ne tendent nullement au bien du service. » Ce fut contre ce rocher



d'une volonté inébranlable que vinrent se briser toutes les objurgations de l'empereur. Si ce prince s'était flatté d'agir par sa présence et son éloquence plus efficacement que son général, il ne tarda pas à voir qu'il s'était trompé. Jamais il ne put décider le maréchal à faire sortir ses troupes de leur immobilité. Il est vrai qu'ils n'étaient pas placés tous deux au même point de vue. Ce que l'empereur demandait comme un pas en avant pour refouler les Autrichiens eût été pour le maréchal, dont les regards étaient toujours fixés sur la route de France, un pas en arrière qui l'éloignait d'un retour désiré et peut-être nécessaire.

Une entrevue très orageuse eut lieu entre eux aux environs de Munich, et l'empereur, après avoir épuisé les raisonnements et les prières, essaya, en désespoir de cause, de faire usage d'autorité. Il déploya la patente royale qui, au début de la guerre, l'avait investi du commandement nominal de toutes les forces françaises. « J'ai d'autres ordres plus récents, répondit le maréchal sans sourciller. — Reprenez donc ce papier, répliqua l'empereur en

froissant violemment le parchemin ; je n'en ai que faire, puisqu'il ne sert de rien. » Quelques jours après, craignant de s'être emporté trop loin, il fit demander un nouvel entretien dans un rendez-vous qu'il fixa lui-même et où il se rendit de sa personne. Il obtint pour toute réponse que le maréchal, rentré dans son quartier général, ne pouvait plus le quitter parce qu'il se trouvait gravement indisposé [1].

Du moment où, à tort ou à raison, le maréchal de Broglie refusait de bouger, les troupes impériales n'avaient qu'une chose à faire, c'était de se grouper autour des troupes françaises sur la même ligne de défense, afin d'arrêter par leur masse imposante tout mouvement agressif de l'Autriche. C'est à quoi l'empereur ne put se résoudre ; il laissa en avant de Braunau, de l'autre côté de l'Inn, un corps avancé confié au

1. Carlyle, t. III, p. 633. — *Mémoires de Luynes*, t. V, p. 26. — L'entretien de l'empereur avec le maréchal de Broglie n'est mentionné que dans l'ouvrage de Carlyle : je n'ai pu découvrir sur quelle autorité. Je n'en ai pas trouvé la trace dans les dépêches du maréchal. Il n'en est pas question non plus dans le *Journal de Charles VII*, p. 82. — Voir Appendice H à la fin du volume.

général Minutzi, qui était censé couvrir la ville et qui, en réalité, restait exposé, sans forces suffisantes, au premier choc de l'armée du prince Charles de Lorraine. Cette imprudence ne tarda pas à porter ses fruits. Dès le commencement de mai, le prince Charles s'étant porté en avant, Minutzi fut culbuté, mis en déroute et fait prisonnier pendant que ses soldats rentraient en fugitifs dans la ville de Braunau. Cette place forte, qu'on avait eu tant de peine à garder l'hiver précédent, se trouva alors bloquée et (ses défenseurs, presque tous Bavarois, ayant perdu courage) elle se rendit au bout de très peu de jours. L'empereur, épouvanté autant qu'irrité, quitta Munich précipitamment pour se réfugier à Augsbourg. Ce fut, comme on peut le bien penser, un nouveau et interminable sujet de récriminations réciproques, les Bavarois se plaignant d'avoir été abandonnés, tandis que Broglie se félicitait de ne pas s'être laissé compromettre par leur témérité étourdie.

La question se présentait alors d'une façon tout à fait pressante. Le flot des Autrichiens



débordant en Bavière, il fallait ou céder devant eux ou se mettre en mesure de leur tenir tête. Ce fut la situation que Broglie dut exposer au cabinet français après avoir été obligé de faire déjà un mouvement rétrograde pour se concentrer et se mettre provisoirement en sûreté sur le haut Danube, autour de la ville d'Ingolstadt. Un renfort d'environ vingt mille hommes, dix bataillons et douze escadrons, lui était promis depuis plusieurs mois, et il en demandait plus que jamais l'envoi, n'ayant pas, disait-il, plus de trois cents hommes à mettre en ligne dans les bataillons qui lui restaient. Mais, en sollicitant ce secours, il laissait clairement entendre qu'il le verrait arriver sans beaucoup de satisfaction ni de confiance. Une autre idée était née dans son esprit, et, bien qu'il ne fît que l'insinuer sous une forme débutative et sans y insister, on pouvait y voir sans peine l'expression de son véritable désir. « Je ne sais, écrivait-il, si vous approuverez une idée qui m'a passé par la tête, qui serait, sans perdre de temps, de marcher avec cette armée, les douze bataillons et les dix escadrons que M. le maréchal

de Noailles m'envoie pour le joindre, de marcher tout de suite, avec ces deux armées rassemblées, à mylord Stairs. Outre que je crois que nous serions supérieurs en force, il est bien différent de donner une bataille proche de soi ou de la donner à cent cinquante lieues. Je doute que les Autrichiens puissent y arriver avant nous. Voilà un canevas : il est aisé de broder dessus, si Sa Majesté approuve cette idée[1]. »

Je n'ose braver le ridicule d'émettre une opinion sur une opération stratégique quelconque, principalement quand elle se rapporte à des faits aussi éloignés et dont il est si difficile d'apprécier toutes les circonstances ; mais je ne puis m'empêcher de penser que l'idée émise par le maréchal de Broglie ne manquait pas de hardiesse et que, si elle eût été aussi vigoureusement exécutée qu'elle était audacieusement conçue, le succès, et même un succès éclatant, aurait pu la couronner. Il était certain, en effet, que, sur le terrain ingrat et épuisé de la Ba-

1. Le maréchal de Broglie au comte d'Argenson, 7 juin 1743. (Ministère de la guerre.)

vière, avec des troupes démoralisées, fussent-elles accrues par quelques renforts, on ne pouvait se promettre de sérieux, encore moins de brillants avantages. Ces renforts, d'ailleurs, on ne pouvait les emprunter qu'à l'armée du maréchal de Noailles, et c'était atténuer d'autant les forces dont devait disposer ce général au moment de l'action décisive qui ne pouvait pas tarder à être engagée avec l'armée anglaise. Ne valait-il pas mieux évacuer la Bavière d'un seul coup, sans regarder en arrière et sans perdre en combats stériles ni un homme ni un canon, pour marcher droit comme à un rendez-vous au champ de bataille où l'Angleterre attendrait la France? Toutes les forces françaises réunies pouvaient se promettre une victoire à peu près certaine, dont Broglie et Noailles, se tenant par la main, auraient partagé l'honneur, et qui aurait rendu à la fortune et au renom de la France leur prestige perdu. On serait à temps ensuite soit de se retourner en vainqueur contre Marie-Thérèse, soit de lui dicter les conditions de la paix. Après tout, l'importance n'était pas un pouce de terre de plus ou de moins gardé

en Allemagne : c'était de se mettre de nouveau en mesure d'y faire la loi et d'y parler en maître. Il faut ajouter qu'en ouvrant à ses soldats abattus cette perspective nouvelle qui les rapprochait de leur patrie, Broglie pouvait se flatter de ranimer leur ardeur et en quelque sorte de leur rafraîchir le sang. Et, quand on songe qu'il avait auprès de lui, dans son intimité, le seul grand homme de guerre qui ait servi la France pendant cette première moitié du XVIIIe siècle, il est difficile de ne pas supposer que ce projet d'une audace heureuse lui avait été soufflé à l'oreille par son inspirateur habituel. On croit, en effet, y reconnaître la main et le génie du comte de Saxe[1].

Seulement il ne fallait pas se dissimuler que,

1. Dans une lettre de Maurice de Saxe à son père le roi Auguste, écrite le 13 juin, on voit que, s'il n'avait pas suggéré le plan du maréchal, au moins il le connaissait et n'y avait pas fait d'opposition. « Je crois, dit-il, que nous pourrions bien recevoir l'ordre de nous rapprocher de M. de Noailles et d'évacuer la Bavière. Notre cavalerie est complète et nos bataillons sont à trois cents. Les Français désirent plus que les ennemis être hors de ce pays. Je me lasse enfin de voir des cadavres épars et privés de sépulture. » (*Maurice, comte de Saxe*, par M. de Vitzthum, Leipzig, 1867, p. 471.)



si l'opération pouvait être justifiée par l'événement, l'effet moral, au premier moment et avant le résultat obtenu, devait être fâcheux. Comme dans toute partie hardiment jouée quitte ou double, il y aurait un moment d'angoisse et d'incertitude. La retraite, tant qu'on ne saurait pas où elle tendait, aurait aux yeux de spectateurs déjà malveillants l'apparence d'une fuite. L'empereur, obligé de se retirer en hâte dans les bagages de l'armée française, allait pousser des cris de désespoir et peut-être se jeter à l'aveugle dans les bras toujours ouverts de l'Angleterre. Nul ne savait non plus ce que ferait ou penserait Frédéric quand il se verrait laissé seul en tête-à-tête en Allemagne avec Marie-Thérèse. C'était donc une résolution des plus graves, à peser par des considérations autant politiques que militaires, de celles, en un mot, qu'il n'appartient pas à un général de prendre de son chef, mais qu'un souverain digne de ce nom a seul le droit de lui commander.

C'était le cas de voir si Louis XV était ce souverain-là : il voulait bien l'être et on espérait

bien qu'il le serait; mais, en ce genre, ni les vœux ni les espérances ne suffisent. Quand les nouvelles des désastres de Bavière et les dépêches du maréchal de Broglie lui arrivèrent, elles le trouvèrent non pas encore dégoûté, mais étourdi du poids des affaires. Sa bonne volonté durait toujours, bien que quelques connaisseurs crussent déjà remarquer chez lui des traces visibles de distraction et d'ennui, surtout pendant les longues séances du conseil. Mais, en réalité, pour un souverain novice, la situation devenait singulièrement critique. D'une part, en effet, le maréchal de Noailles ne se décidait qu'à regret à diriger sur la Bavière une partie de ses meilleures troupes; il écrivait lettre sur lettre pour demander qu'on le dispensât de cet envoi, et quand, enfin, il dut s'exécuter, les corps dont il se sépara, convaincus qu'on les envoyait périr dans une terre maudite, se mirent en rumeur et donnèrent des signes d'indiscipline. Un régiment même (celui qu'on appelait le régiment des *vaisseaux*) entra un moment en pleine rébellion. D'un autre côté, le ministre impérial à Paris, le prince de Grimberghe, assiégeait

roi, ministres et courtisans de ses récriminations contre le maréchal de Broglie, qu'il accusait ouvertement de trahison, et il annonçait hautement que, si son maître n'était pas mieux traité, il quitterait la partie et ferait sa paix à lui seul. Entre ces pressions opposées le pauvre roi perdait le sens : « La Bavière me tourne la tête! » écrivait-il avec désespoir, et, à cet aveu, déjà naïf, il ajoutait cette confession plus sincère encore : « Je ne suis pas plus spirituel que cela; ce qu'il y a de sûr, c'est que je fais de mon mieux[1]. »

Le nouveau plan du maréchal de Broglie, tombant au milieu de cette confusion, ne fit que l'accroître. Le roi porta les dépêches sur-le-champ au conseil, qui se trouva divisé ; ce qui n'est point surprenant, vu la gravité de l'affaire et attendu qu'il l'était déjà sur toutes les autres. Frédéric, dans ses *Mémoires*, fait de cette petite

1. Le roi au maréchal de Noailles, 4 juin 1743. — Rousset, t. I, p. 97. — Plusieurs mémoires existant au ministère de la guerre attestent la résistance que mit le maréchal de Noailles à envoyer le renfort réclamé par le maréchal de Broglie. — Chambrier au roi de Prusse, 17 juin 1743. (*Correspondance interceptée*. Ministère des affaires étrangères.)

assemblée un portrait comique à sa manière : il prétend que personne n'y savait son métier, que la guerre y était confiée à un robin, disciple de Cujas et de Bartole, et les finances à un ancien capitaine de dragons, tandis que le ministre des affaires étrangères, Amelot, imitait maladroitement le patelinage du cardinal de Fleury, « comme une fille bossue peut imiter la danse lascive d'un premier sujet d'opéra »[1]. Des caricatures ne sont pas des portraits. La suite devait faire voir que d'Argenson n'était pas un ministre de la guerre incapable, ni Orry un financier sans habileté. Mais la vérité est que la direction manquait à ce conseil sans tête, où l'on sentait (chose à laquelle on se serait difficilement attendu) le vide laissé par la disparition de Fleury. Si l'action du vieillard était débile, au moins elle était unique, et son extrême jalousie du pouvoir avait l'avantage

1. Frédéric, *Histoire de mon temps*, chap. VIII. La comparaison d'Amelot avec une danseuse a disparu du texte définitif. — D'Argenson, *Journal*, t. IV, p. 164. — Chambrier affirme qu'Amelot ne cessait d'être du parti du maréchal de Broglie, tandis que les lettres de Tencin font voir que le cardinal lui était très opposé.

d'en concentrer l'exercice. Après lui, l'unité avait disparu sans que la vigueur eût rien gagné : c'était, dit ici plus justement Frédéric, un « gouvernement mixte qui naviguait sans boussole sur une mer orageuse et n'avait pour système que l'impulsion des vents ». Cette fois, l'orage étant fort et naissant précisément de la contrariété des vents, les opinions se partagèrent aussi et se combattirent, et tout fait croire qu'il y eut, sur la décision à prendre, une de ces discussions qui devenaient parfois si violentes et si bruyantes, que, suivant un témoin oculaire, on n'aurait pas entendu Dieu tonner[1].

Le résultat fut que, la majorité étant indécise, on prit un système mixte, qui, voulant ménager toutes les chances, réunit, comme c'est l'ordinaire des compromis, tous les inconvénients sans aucun des avantages des deux partis en balance.

Ordre fut donné à Broglie de tenir bon

1. Le comte d'Argenson au maréchal de Broglie, 13 juin 1743. (Ministère de la guerre.) — Camille Rousset, *Correspondance de Noailles*, t. I, p. 97.



à Ingolstadt tant qu'il pourrait et de reprendre, s'il le pouvait, l'offensive en refoulant de nouveau les Autrichiens. Mais la dépêche qui lui portait cette instruction prévoyait elle-même le cas où il lui serait impossible de l'exécuter; et, dans cette hypothèse, ainsi admise d'avance, elle indiquait ce qu'il y aurait à faire pour réaliser le plan tout contraire, qu'avait proposé le maréchal. « Dans le cas, disait la dépêche, où vous seriez obligé de quitter le Danube, soit pour ramener l'armée à Straubing, *soit pour aller joindre celle du maréchal de Noailles et opérer ensemble,* comme vous le proposez, il y aurait des mesures et des précautions à prendre sur lesquelles j'adresse un mémoire détaillé à M. de Vanolles (le chef de l'intendance), qui vous en rendra compte pour recevoir vos ordres sur ce qu'il contient. J'en envoie une copie au maréchal de Noailles par rapport aux arrangements qu'il y aurait à prendre de sa part si la marche de votre armée était déterminée sur Wimpfen. »

La pièce ainsi rédigée, de manière à mettre les opinions contraires en regard dans une

espèce d'équilibre, chacun, comme on peut penser, à l'issue du conseil, ne se fit pas faute de la commenter à sa manière. Le ministre de l'empereur, le prince de Grimberghe, qui attendait à la porte pour savoir le résultat de la délibération, écrivait le soir même à Belle-Isle, avec qui il était resté en correspondance : « Je m'aperçus, au sortir de chez le roi, que les ministres étaient fort affectés, et, comme je sollicitais d'eux des réponses qu'ils m'avaient promises pour que je les envoyasse par un courrier de l'empereur, j'en ai arrêté quelques-uns par les discours desquels je reconnus que l'air du bureau était que, tout bien considéré, rien ne pouvait se faire aujourd'hui de plus utile pour les affaires de l'empereur que d'ordonner au maréchal de Broglie de se rapprocher incessamment du Rhin avec son armée et faire la droite du maréchal de Noailles... Je répondis qu'il n'y avait que le maréchal de Broglie dont le louable projet avait toujours été de revenir triomphant à la tête de son armée, ou bien quelqu'un de ses fidèles partisans, qui pût penser de la sorte pour achever de le com-

bler de gloire par une si belle fuite[1]. »

Broglie, en recevant ces instructions ambiguës, lut sans peine à travers les lignes et comprit qu'il avait, dans le conseil, des amis qui ne lui sauraient pas mauvais gré de désobéir. D'ailleurs, en cas que l'obéissance fût impossible, ne le laissait-on pas libre d'y manquer? Or, pour lui, l'impossibilité était démontrée d'avance et la preuve n'était plus à faire. Son parti fut donc pris tout de suite de commencer son mouvement de retraite en suivant la ligne la plus courte pour rejoindre les bords du Rhin, où il espérait encore trouver le maréchal de Noailles, avant sa rencontre avec les Anglais. Le 19 juin, il se mit en marche, et, le 22, parvenu à Donawerth, à deux étapes en arrière d'Ingolstadt, il écrivit à d'Argenson : « Si, d'ici à deux ou trois jours, vous ne m'envoyez pas de courrier, je partirai avec l'armée pour joindre le maréchal de Noailles. » Il faisait part en même temps de sa résolution à

1. Le prince de Grimberghe à Belle-Isle, 22 juin 1743. (*Correspondance de Bavière.* Ministère des affaires étrangères.) — (*Mémoires du duc de Luynes*, t. V, p. 23.)

l'empereur et au maréchal de Noailles[1].

Les trois jours marqués comme délai d'attente furent employés par le maréchal à faire tous les préparatifs de sa marche vers le Rhin, opération dans laquelle il était puissamment secondé par le zèle, l'entrain, presque le ravissement de son armée, qui brûlait d'arriver à temps pour prendre part à de nouveaux combats. Le 26, à la dernière heure, au moment où le signal du départ allait être donné, arriva une nouvelle dépêche de Paris, apportée par un courrier qui était parti le 22. Celle-là était, s'il est possible, encore plus incohérente et plus étrange que la première; car elle maintenait toujours, d'une part, l'injonction de tenir bon à Ingolstadt, si on le pouvait, et, de l'autre, l'autorisation de rentrer en France, si le séjour de la Bavière devenait impraticable. On prévoyait même qu'il faudrait finir par là, seulement le plus tard possible. La seule chose qui était interdite au maréchal de Broglie, c'était celle qui lui tenait au cœur, à savoir la ten-

1. Le maréchal de Broglie au comte d'Argenson, 23 juin 1743. (Ministère de la guerre.)



tative d'aller joindre le maréchal de Noailles, pour se battre avec lui contre les Anglais.

Il faut citer quleques lignes du texte pour comprendre ce que Broglie dut ressentir à cette lecture. « Sa Majesté, lui disait-on, n'exige pas de vous l'impossible... Dans le cas où tout autre parti que celui de la retraite vous paraîtrait impraticable, Sa Majesté se repose sur vous de la route que vous croirez devoir prendre pour votre retour sur le Rhin. Sa Majesté ne croit pourtant pas devoir adopter l'idée que vous aviez d'aller joindre le maréchal de Noailles, pour combattre ensemble les alliés de la reine de Hongrie sur le Mein; il est persuadé que ce maréchal (ici quelques mots dont le déchiffrement est illisible) n'a besoin, quant à présent, d'aucun secours pour entreprendre sur eux (les Anglais), quand il en trouvera l'occasion, comme il n'y manquera pas. » Ainsi on lui permettait tout, même la fuite, mais on lui interdisait le seul moyen d'enlever à sa retraite le caractère d'une honteuse déroute; on l'autorisait à ramener de France des convois de blessés et de fugitifs, mais non une armée mar-

chant au combat. C'était évidemment le ministre de l'empereur, qui, revenant à la charge, avait arraché du cabinet ce dernier acte de timidité et d'indécision et imprimé cette dernière oscillation à la balance[1].

Nul doute, cependant, qu'il fallait obéir. La loi du devoir militaire est absolue : l'histoire, pas plus qu'aucun autre tribunal, n'a le droit d'en absoudre la violation. Mais, s'il est permis, en ce genre comme en tout autre, de plaider les circonstances atténuantes devant la postérité, celui-là sans doute a le droit de les invoquer qui, chargé du sort d'une grande armée, au lieu de la laisser languir dans le dénuement et l'inaction et de la vouer d'avance à une déroute fatale, a préféré la conduire, au risque de sa vie et de sa fortune, là où on pouvait encore combattre et vaincre. Broglie, d'ailleurs, en prenant le parti de ne tenir aucun compte de cet ordre arrivé *in extremis*, ne paraît pas avoir éprouvé le moindre scrupule. « Le cour-

1. Le comte d'Argenson au maréchal de Broglie, 22 juin 1743. (Ministère des affaires étrangères. *Correspondance de Bavière.*) — Voir Appendice I à la fin du volume.



rier que vous m'avez envoyé, monsieur, écrit-il à d'Argenson, votre courrier du 22, est arrivé aujourd'hui à midi, m'a remis la lettre que vous m'avez fait honneur de m'écrire. Vous devez être instruit, par ma précédente, des raisons du parti que j'ai été obligé de prendre, de partir d'Ingolstadt pour venir ici, et qui m'obligent aujourd'hui de partir de Donawerth avec l'armée pour aller à Wimpfen. La première de toutes est de n'avoir pas de pain pour l'armée pour plus de quinze jours, à laquelle il n'y a pas de remède, ni, je crois, de réponse à faire... Si j'étais resté à Ingolstadt, il y a tout lieu de croire que le prince Charles aurait remonté le Danube, pour me couper les communications avec l'Alsace, et même avec le maréchal de Noailles. Mais, grâces à Dieu, je n'ai pas donné dans ce *torquet*... J'ai trop éprouvé, à Prague, ce que c'est que la perte de la communication avec la France pour y retomber une seconde fois, et je ne l'aurais pas fait sans une perte inévitable pour l'armée du roi... J'aurais bien des raisons à vous ajouter, mais les deux que je viens de vous alléguer

sont plus que suffisantes, et il n'y a personne qui connaît le local qui puisse en disconvenir... Je ne songe uniquement qu'à ce qui est du bien du service et nullement à ma propre gloire, me conduisant en cela comme un bon sujet et un bon citoyen doit le faire[1]. »

Un envoyé de l'empereur, le comte de Piosaque, arrivant tout alarmé et porteur d'une lettre pressante, ne réussit pas davantage à ébranler sa résolution. « Je ne puis croire, disait l'empereur, que ce soit l'intention du roi que non seulement on sacrifie mes droits, mais qu'on abandonne mes États à la discrétion des ennemis... Je vous laisse faire des réflexions sur les suites affreuses qu'aurait cet abandonnement et la séparation de mon armée; car, comme empereur, je ne puis porter moi-même le feu de la guerre dans l'empire dont je suis le chef... Je ne puis trop vous répéter que je vous rendrais responsable au roi des suites que pourrait avoir un pareil sacrifice. C'est un parti dont je ne vous crois pas capable. » — « Sire,

1. Le maréchal de Broglie au comte d'Argenson, 26 juin 1743. (Ministère de la guerre.) — Rousset, t. I, p. 53.



répondit le maréchal, M. le comte de Piosaque m'a remis la lettre que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'écrire le 24 de ce mois. Je n'aurais jamais songé à ramener l'armée du roi en France si je ne m'y trouvais forcé par un manque total de subsistances auquel il est impossible de remédier dans le moment présent... Quelque courage qu'on ait, il faut, pour pouvoir s'en servir, que la nourriture ne manque pas à l'homme... Il faut absolument que je rejoigne M. le maréchal de Noailles, pour y trouver des magasins et où l'armée puisse être utile à l'avantage de la cause commune... Si Votre Majesté pouvait connaître combien je suis pénétré de tous les malheurs qui lui arrivent, y participant après elle plus que personne, elle me plaindrait assurément[1]. »

Que fallait-il pour que l'acte, à coup sûr très

1. L'empereur au maréchal de Broglie. — Le maréchal à l'empereur, 24 et 25 juin 1743. (Ministère de la guerre.) — Voir aussi *Journal de Charles VII*, p. 90. L'empereur dit que Broglie lui proposa, *puisqu'il aimait tant à batailler*, de se joindre à l'armée française pour venir chercher les Anglais sur le Rhin. Cette proposition ne se trouve pas dans la lettre que nous citons.

irrégulier, du maréchal de Broglie fût transformé en une de ces fautes heureuses que le succès justifie? Tout simplement que le maréchal de Noailles, averti de sa venue, prît le parti de l'attendre, ou qu'un délai de quelques jours dans la marche des Anglais eût retardé leur rencontre avec l'armée française. Par malheur, précisément parce qu'aucun concert n'avait été établi entre les deux maréchaux, leurs mouvements se croisèrent au lieu de se seconder : Broglie quittait Donawerth le 26, et, le 27, Noailles livrait et perdait à Dettingue une bataille longtemps disputée, qu'un secours opportun aurait pu aisément transformer en victoire.

C'est ce qui résulte assez clairement du récit même de cette bataille, tel qu'il nous est fait par les écrivains des deux camps. Il en ressort jusqu'à l'évidence que le moindre changement dans la proportion des forces matérielles pouvait décider du sort de la journée. Car, sous le rapport moral, il s'en faut bien que les deux armées qui se rencontrèrent, ce jour-là, eussent rien à se reprocher ou à s'envier l'une à l'autre.

L'indécision, l'incohérence dans le commandement, la discorde entre généraux, la mollesse ou l'indiscipline des soldats, n'étaient nullement des faiblesses ou des vices particuliers à l'armée française. Celle des alliés en avait sa bonne part, à peu près égale, sinon supérieure. Les troupes anglaises en particulier, comme c'est assez l'habitude de nos voisins d'outre-Manche au début de toutes les guerres, étaient aussi mal équipées, aussi mal disciplinées que mal conduites. Pour commencer, on avait eu la plus grande peine à les décider à monter sur les bâtiments qui devaient les conduire de l'autre côté de la mer, un embarquement et une navigation étant alors pour des insulaires une beaucoup plus grande affaire qu'aujourd'hui. Un régiment entier de highlanders écossais se mit en révolte, au moment de partir, et retourna dans ses montagnes au son de la cornemuse, en disant tout haut qu'on les avait fait venir pour défendre la patrie, mais non pour aller au delà de l'Océan chercher querelle à des gens qu'ils ne connaissaient pas. Le ministre Carteret, d'ailleurs, mettait lui-même très peu

d'empressement à hâter le départ, espérant toujours que quelque incident diplomatique le dispenserait de cette mesure périlleuse, laissant même parfois entendre, en confidence, qu'il ne songeait qu'à satisfaire le Parlement par une démonstration apparente. Puis, une fois débarqué sur le continent, la jonction du corps anglais avec les Flamands amenés par le duc d'Aremberg, les Hessois auxiliaires et les Hanovriens fut lente et difficile, le tempérament emporté de lord Stairs s'accordant mal avec le caractère plus calme du général autrichien. Enfin, quand le roi George lui-même vint au camp accompagné de son ministre, plus d'un débat s'éleva entre le général qui voulait marcher en avant, à tout hasard et à tout rompre, et le ministre, qui se flattait encore qu'on pourrait ajourner une rencontre sanglante, ou que le maréchal de Noailles viendrait offrir la bataille à l'entrée même du territoire allemand et dispenserait les troupes anglaises de s'y enfoncer trop avant [1].

1. Bussy à Amelot, 31 mai 1743. (*Correspondance d'Angleterre*. Ministère des affaires étrangères.)



L'une et l'autre espérances furent trompées : Noailles avait bien eu la pensée un instant de se porter sur le cours inférieur du Rhin, en s'emparant (suivant le conseil peut-être perfide donné par Frédéric à Valori) des petites souverainetés ecclésiastiques et de la ville impériale de Francfort; mais il recula sagement devant la pensée du soulèvement que pouvait susciter en Allemagne la violation de ces territoires indépendants. Il vint se poster sur la frontière du haut Palatinat, entre le Mein et le Neckar, s'étendant sur la rive droite d'une de ces rivières et la rive gauche de l'autre, barrant ainsi la communication avec la Bavière. Il eut même quelque mérite à garder cette attitude prudente, qui, suivant l'opinion défavorable répandue en Allemagne au sujet des armées françaises, lui était imputée à timidité et lui attirait des reproches assez amers de la part des spectateurs les plus bienveillants; mais, comme il ne bougeait pas de cette ligne défensive, il fallut bien que l'armée anglaise vînt l'y chercher. Lord Stairs le fit avec autant de maladresse que d'imprudence; il s'avança au delà

de Francfort, sur la droite du Mein, et vint camper entre les petites villes de Dettingue et d'Aschaffenbourg, dans une plaine étroite où il n'avait pu parvenir qu'en traversant des gorges assez resserrées. C'était une sorte de camp retranché dont il croyait avec raison qu'il serait impossible de le débusquer par la force.

Le calcul eût été juste si son adversaire eût fait la faute de venir l'y attaquer; mais Noailles, évitant toujours de prendre aucune initiative, se borna à couper à l'armée anglaise toutes les subsistances qui pouvaient lui venir du cours supérieur du Mein et de la Franconie. Au bout de quelques jours, lord Stairs s'aperçut que, s'il était difficile de le chasser de son enclos, il était également malaisé pour lui d'y vivre avec les convois insuffisants et mal organisés qui lui arrivaient péniblement des bords du Rhin par le couloir étroit qu'il avait traversé lui-même. Se trouvant dans la gêne, il songea à se dégager en faisant un mouvement rétrograde du côté de la ville de Hanau. C'était le moment qu'attendait Noailles. Bien que manœuvrant toujours sur la rive gauche du Mein, il s'était rapproché

assez de cette rivière pour avoir pu jeter en amont d'Aschaffenbourg et en aval de Dettingue des ponts qui lui permettaient de passer à volonté sur la droite. De plus, il avait rangé sur la rive gauche elle-même des batteries dont la portée dépassait beaucoup la largeur du cours d'eau et pouvait atteindre aisément l'armée qui manœuvrait sur l'autre rive. Il plaça à la tête des ponts qui débouchaient du côté de Dettingue son neveu, le duc de Gramont, avec trois brigades d'infanterie, les gardes-françaises et la maison du roi. Lui-même, avec le reste de l'armée, demeura en arrière d'Aschaffenbourg; son plan était de s'emparer de cette localité aussitôt que les Anglais l'auraient quittée pour commencer leur marche rétrograde, et de se mettre à leur suite en les pressant sur leurs derrières. En même temps, les batteries portées au delà du Mein, commençant leur feu, devaient les prendre en flanc. Enfin, en arrivant en face de Dettingue, ils auraient trouvé le duc de Gramont et son monde, qui, traversant le Mein, leur auraient présenté un front menaçant. Pris ainsi de trois côtés, en arrière, en avant et sur leur

gauche, il ne serait resté aux Anglo-Autrichiens d'autre ressource que de capituler, l'étroit passage qui restait ouvert sur la droite ne leur permettant pas de se retirer assez vite pour éviter une poursuite victorieuse. « Ce plan, dit Frédéric, était digne d'un grand capitaine. » Louis XV, moins bon juge, en pensait de même quand le comte de Noailles, envoyé en courrier par son cousin le maréchal, vint le soumettre à son approbation. « Je pense, écrivait-il, que vous préviendrez les ennemis aux défilés ou que vous ne les y laisserez pas passer impunément, désirant autant que le comte de Noailles que vous puissiez frotter d'importance ces messieurs Anglo-Autrichiens; vous voyez que je me conforme aux mots nouveaux quand ils me paraissent bons [1]. »

Tout sembla d'abord marcher à souhait : dans la nuit du 26 au 27, les ennemis ayant évacué Aschaffenbourg pour se diriger sur Hanau, Noailles fit aussi passer le Mein à son corps d'armée, qui s'y établit. Puis, courant lui-

1. Le roi au maréchal de Noailles, 22 juin 1743. — Rousset, t. I, p. 109.

même au poste où il avait laissé le duc de Gramont, il présida de sa personne au passage de ses troupes, qui s'emparèrent tout aussi heureusement du village de Dettingue. L'Anglais était ainsi pris au filet : il n'y avait qu'à le laisser avancer pour qu'il se trouvât à la fois cerné et criblé en tête, en flanc et en queue, de manière à ne pouvoir ni avancer ni se maintenir plus de quelques heures. Du point élevé où s'était placé Noailles, il voyait déjà les batteries postées au delà du Mein porter le désordre dans les rangs ennemis qui passaient sous leur feu. Tout à coup, à sa grande surprise, il aperçut les troupes qu'il avait laissées à Dettingue opérant un mouvement offensif qu'il n'avait pas commandé et débouchant dans la plaine où les Anglo-Autrichiens avançaient péniblement. Vainement se porta-t-il lui-même à toute bride pour arrêter une manœuvre qui dérangeait tous ses calculs, il était trop tard. C'était le jeune duc de Gramont, qui, au lieu de se contenter du rôle qui lui était assigné, et croyant la journée gagnée, voulait s'en attribuer tout le mérite par un coup d'éclat. A l'instant,

tout changea de face : l'artillerie du Mein dut cesser son feu, ne sachant plus sur qui porteraient ses coups lancés au hasard dans une mêlée où amis et ennemis étaient confondus. Puis, dans l'engagement qui suivit, les troupes de Gramont, si inopinément compromises et parmi lesquelles figuraient beaucoup de milices et de recrues, ne se trouvèrent nullement de force avec le gros de l'armée qu'elles venaient braver et se troublèrent quand cette infériorité fut trop visible. L'infanterie anglaise, au contraire, retrouvant l'avantage, qui, de tout temps, lui a appartenu, résista, dit Noailles lui-même, comme une muraille d'airain. Pendant que Noailles allait chercher les troupes qu'il avait laissées en arrière à Aschaffenbourg et avant qu'il eût eu le temps de les amener à la rescousse, la débandade se mit dans les rangs français. La maison du roi, seule, tint bon ; mais les gardes-françaises elles-mêmes lâchèrent pied, et beaucoup, prenant la fuite au hasard, se jetèrent dans le Mein pour le passer à la nage.

Au même moment, à la vérité, une aventure

assez ridicule arrivait au roi d'Angleterre : Depuis le matin, il chevauchait à la tête de sa troupe, armé d'un énorme pistolet à sa ceinture et, de plus, d'une épée de bataille d'une prodigieuse longueur, qu'il tirait de temps à autre en disant : « Sus au roi de France! il est mon ennemi; vous allez voir comme je le combats. » Pendant qu'il se livrait à ses vanteries, son cheval, effrayé de la canonnade, le jeta à terre et il se vit entouré d'un gros de cavaliers français qui allaient l'emmener prisonnier s'il n'eût été secouru à temps. L'action se prolongea ainsi, avec ces alternatives de succès et de revers partiels, toute la journée : elle fut très sanglante et coûta surtout la vie à beaucoup d'officiers du premier rang, qui s'efforçaient de maintenir ou de ramener leur troupe ébranlée. Les héritiers des noms les plus illustres de France, Harcourt, Gontaut, Rochechouart, Sabran, figurèrent parmi les morts et les blessés, et, dans le nombre, on remarquait le jeune comte de Boufflers, âgé de dix ans et demi, qui tomba frappé d'un boulet et supporta, avant de mourir, l'amputation d'une jamb

avec un courage plus que viril. Du côté des Anglais, le duc de Cumberland, frère du roi, fut emmené grièvement blessé du champ du bataille. Au tomber du jour, Noailles mit un terme au combat en faisant repasser toutes ses troupes sur la gauche du Mein[1].

Était-ce vraiment là une défaite? On pouvait raisonnablement en douter. Car, si le terrain restait à l'ennemi, et si George se vantait d'avoir pu souper sur le champ de bataille, il n'en fut pas moins très pressé de le quitter, craignant de retomber de nouveau dans le piège dont il était sorti par miracle; de sorte qu'on eut le spectacle singulier d'un vainqueur qui battait en retraite, tandis que le vaincu rentrait paisiblement dans ses positions et même reprenait, le lendemain, possession de celles que son adversaire avait évacuées. Le roi d'Angleterre avait

1. Voir le détail de cette journée dans la dépêche du maréchal de Noailles au roi du 20 juin 1743. (Ministère de la guerre) et dans le récit fait par M. Camille Rousset, t. I, introduction, p. 60, 66. Voir aussi Frédéric, *Histoire de mon temps*, et Voltaire, *Siècle de Louis XV*. — L'incident relatif au roi d'Angleterre est tiré des dépêches de Valori, 13 juillet 1743, à qui le roi de Prusse l'avait raconté en plaisantant durement sur le compte de son oncle.

même si grande hâte de se trouver hors de toute atteinte, qu'il donna l'ordre de laisser les blessés et les malades en arrière, et lord Stairs les recommanda par une lettre pressante à la générosité du maréchal de Noailles. Après tout, Noailles pouvait se dire que son but était atteint, puisque l'armée pragmatique n'avait pas pénétré dans la Bavière, dont il était chargé de leur interdire l'entrée. Aussi, dans son premier bulletin envoyé à Paris le lendemain (bien que ne déguisant nullement la vérité, puisqu'il parlait avec une juste sévérité de la mollesse de ses troupes, principalement des gardes-françaises), il ne se plaignait que du demi-succès de la journée. Des lettres privées, arrivées en même temps, parlaient presque d'une victoire, et on illumina dans quelques quartiers de Paris.

Mais tout dut changer de face naturellement aux yeux de Noailles lui-même quand l'évacuation de la Bavière par le maréchal de Broglie lui fut connue et que, par là, disparaissait le seul résultat qu'il pût se flatter d'avoir obtenu. La seconde nouvelle suivit de près la première, la complétant et la commentant d'une manière

déplorable. C'était le désastre : les avantages partiels dont Noailles s'était prévalu dans sa première dépêche ne parurent plus alors qu'une atténuation calculée de la vérité, dont on imputa la faute, soit au maréchal, qui n'avait pas tout avoué, soit au gouvernement, qui n'avait pas voulu dire tout ce qu'il savait. Chose singulière et qui fait voir à quel degré était portée l'impopularité de la guerre d'Allemagne : on fut généralement plus sévère pour Noailles, à moitié vainqueur dans l'accomplissement de ses instructions, que pour la retraite de Broglie, opérée en violation des siennes. Tandis qu'on admirait l'opération qui ramenait les troupes de Bavière, qu'on croyait perdues, saines et sauves sur le Rhin, on ne tarissait pas en plaisanteries sur l'imprudence du duc de Gramont et la lâcheté de ses soldats ; les gardes-françaises, sauvés à la nage, n'étaient plus appelés que *les canards du Mein,* et la journée tout entière reçut le sobriquet de bataille des *bâtons rompus,* parce qu'on supposait que le duc de Gramont et le duc d'Harcourt, qui le secondait, n'avaient songé, par leur manœuvre irréfléchie, qu'à

gagner le bâton de maréchal. Plusieurs demandaient même sérieusement que les deux ducs fussent traduits devant un conseil de guerre ; et Noailles, pour avoir défendu ses parents, fut accusé d'avoir écouté avec faiblesse la voix du sang[1].

En revanche, si Paris lui fut sévère, il trouva à qui parler à Francfort, où il se rendit dans les jours qui suivirent la bataille. L'empereur y était déjà arrivé en fugitif, au comble de l'irritation comme de l'épouvante. Avant de quitter Augsbourg, il avait laissé au maréchal Seckendorf l'ordre d'obtenir à tout prix une suspension d'armes en promettant la neutralité absolue des troupes impériales. L'impératrice, les ministres, toute la cour, se répandaient en imprécations contre le maréchal de Broglie d'abord, puis contre la France : c'était à qui voulait courir se jeter aux pieds du roi George et se mettre à sa merci. Ces menaces et ces malédictions étaient, à la vérité, de

1. Madame de Tencin au duc de Richelieu, 11 juillet 1743. — Chambrier au roi de Prusse. 8 juillet 1743. (Ministère des affaires étrangères.)

temps à autre, interrompues par des supplications faites sur un tout autre ton, à l'effet d'obtenir quelques subsides dont le besoin était urgent. Non seulement les troupes, mais même le service le plus intime et tout le personnel de la maison de l'empereur n'étaient pas payés; ses domestiques ne recevaient pas leurs gages, et les fournisseurs de sa table se plaignaient tout haut d'être obligés de le nourrir à crédit. Quand Noailles arriva, il se jeta dans ses bras tout en larmes, en le remerciant d'avoir, au moins, lui, tenté quelque chose en sa faveur. Noailles employa, pour étancher ses pleurs et relever son courage, toutes les ressources de l'éloquence persuasive dont il était doué et qui parut d'autant plus flatteuse aux oreilles du prince qu'elle différait davantage du régime rude et hautain auquel le maréchal de Broglie l'avait accoutumé. « Sire, lui disait Noailles en le suppliant de ne pas se laisser abattre, croyez-en la parole d'un vieux militaire qui s'est trouvé dans un grand nombre d'événements et dans toute sorte d'épreuves. J'ai vu la France dans un temps où le succès accompagnait ses armées

et je l'ai vue dans les temps de revers... J'ai vu deux fois le roi catholique forcé de sortir de sa capitale et deux fois son rival s'y faire reconnaître pour roi : la constance et la sagesse ont enfin triomphé ; il a chassé l'ennemi et il est demeuré maître de son État... Au surplus, c'est dans l'adversité et dans les revers que les grandes âmes se font connaître ; celle de Votre Majesté est de ce nombre. » Une lettre de change de 40,000 écus, que Noailles ne craignit pas de souscrire sous sa responsabilité personnelle, ajoutait naturellement quelque poids à ces généreuses exhortations[1].

Après ces excitations données à son courage et ce soulagement à ses besoins pressants, il y avait encore une autre manière presque aussi efficace de calmer le pauvre souverain, c'était de satisfaire ses ressentiments en obtenant qu'un châtiment exemplaire fût infligé au maréchal de Broglie. C'est à quoi Noailles lui-même, très

1. Noailles à l'empereur, 2 mai 1743. (Bibliothèque nationale. Fonds de nouvelles acquisitions.) — Blondel, résident à Francfort, et Lautrec, ambassadeur auprès de l'empereur, juillet 1743, *passim*. (*Correspondance d'Allemagne et de Bavière*. Ministère des affaires étrangères.)

mécontent du collègue qui, en essayant de le secourir, n'avait fait que le compromettre, ne demandait pas mieux que de s'employer. « On ne pourra persuader à personne, écrivit-il avec vivacité au roi, que M. le maréchal de Broglie soit revenu sans les ordres de Votre Majesté, et on ne pourra le faire croire à l'Europe entière pas plus qu'à vos propres sujets, si Votre Majesté ne donne des marques publiques et visibles de son mécontentement, qui prouvent qu'elle n'a aucune part à une démarche qui est sans exemple et qui peut devenir funeste dans ses conséquences. »

Il demanda donc non seulement qu'on enlevât à Broglie son gouvernement de l'Alsace, mais qu'on l'éloignât de la cour et que l'on comprît dans sa disgrâce l'abbé de Broglie, qui était soupçonné (bien à tort, nous l'avons vu) de l'avoir encouragé. Il eut satisfaction; mais ce ne fut pas sans peine, car tous ceux qui avaient tremblé pour leurs parents savaient gré à Broglie de les avoir tirés de cette Allemagne détestée ; et les ministres (y compris celui de la guerre) n'étaient pas fâchés d'avoir, à quelque



prix que ce fût, la libre disposition d'une armée qu'ils avaient presque désespéré de revoir. Bref, coûte que coûte, on était débarrassé de l'Allemagne. Aussi Louis XV, en chargeant Noailles d'annoncer à l'empereur les dispositions sévères prises pour le contenter, croyait-il devoir s'excuser d'y avoir mis dans la forme quelques ménagements. — « Vos désirs sont prévenus sur le maréchal de Broglie, lui écrivait-il; les ordres sont partis pour qu'il vous remette le commandemant de son armée, et qu'il se rende à Strasbourg, où il recevra de nouveaux ordres. Ces nouveaux ordres doivent être partis pour qu'il quitte l'Alsace et qu'il vienne à Chambray (la terre du maréchal) sans passer à Paris ni à la cour. Il est vrai que je n'ai pas voulu lui faire cette dernière signification par mon ministre de la guerre; mais je la lui ai fait faire par le contrôleur général son ami, qui, par parenthèse, l'abandonne entièrement dans cette occasion-ci. Cela lui sera plus doux, mais aura pourtant toujours le même effet de marquer mon mécontentement tant envers la nation française qu'envers l'empereur. L'abbé

a pris son parti tout seul ; il y a dix-huit jours qu'il est exilé lui-même à son abbaye[1]. »

Mais, presque le même jour, le ministre des affaires étrangères Amelot écrivait à un des ambassadeurs : « Il est difficile de pouvoir juger de si loin si le maréchal de Broglie pouvait différer de prendre une pareille résolution ; mais, outre toutes les raisons qu'il donne pour justifier sa conduite, il y en avait peut-être encore d'autres qu'il ignorait et qui ne font pas regretter qu'il ait quitté un pays où l'armée du roi pouvait courir les plus grands dangers. J'ai su, depuis que, pendant que M. de Seckendorf excitait M. de Broglie à tenir ferme, il négociait un traité de neutralité entre la reine de Hongrie et l'électeur palatin. » « L'exil du maréchal de Broglie dans sa terre de Chambray, écrit un chroniqueur du temps, révolta tout le monde ; des gens sans passion en parlent différemment[2]. »

1. Le roi au maréchal de Noailles, 13 juillet 1743. — Rousset, t. I, p. 161.

2. Amelot à l'évêque de Rennes, ambassadeur en Espagne, 7 juillet 1743. (*Correspondance d'Espagne*. Ministère des affaires étrangères.) — *Revue rétrospective*, t. V, p. 343. — Chambrier au roi de Prusse, 8 juillet 1743. — Frédéric, dans

Avec de pareilles dispositions, il est à croire que la disgrâce du maréchal n'eût été ni bien longue ni bien sévère; mais trop de fatigues et d'émotions avaient brisé le corps du vieux guerrier, et, à peine arrivé dans son nouveau duché de Broglie, il fut frappé d'un coup d'apolexie qui le mit pour jamais hors de service. Il ne fit plus que languir et devait mourir deux ans plus tard, léguant à l'aîné de ses fils, qui ne l'avait pas quitté dans ses épreuves, avec l'héritage de ses talents militaires, celui de ses rudes et implacables inimitiés contre ses rivaux.

Noailles, du reste, ne put pas longtemps se faire auprès de l'empereur un mérite de l'avoir vengé; car, dès le mois de juillet, il était obligé lui-même de lui annoncer qu'il devait donner à ses troupes l'ordre d'un nouveau mouvement de retraite et les ramener au delà du Rhin pour défendre les frontières françaises menacées. C'était le prince Charles, qui, ne trouvant plus rien devant lui en Bavière, s'avançait à grandes

ses *Mémoires*, prétend que le maréchal de Broglie donna un bal à sa rentrée à Strasbourg. Il n'y a pas le moindre fondement à cette assertion.

marches vers l'Alsace. Force était bien d'aller lui tenir tête et de joindre, cette fois, pour un effort commun et concerté, les deux seules armées qui fussent conservées à la France, celle qui venait d'être engagée à Dettingue et celle que Broglie avait ramenée de Bavière. D'ailleurs, une fois que l'empereur posait les armes et se renfermait dans la neutralité, les Français, qui n'avaient jamais été que ses auxiliaires, n'avaient plus de prétexte pour rester en Allemagne. Quelque légitime et même nécessaire que fût cette retraite et quelques ménagements que Noailles mît à l'apprendre à l'empereur, le malheureux prince, en se voyant, cette fois, tout à fait délaissé, eut un nouvel accès de désespoir. « Je suis extrêmement sensible, écrivait-il à Noailles, dans une lettre tout entière de sa propre main, de ce que le roi est touché de la situation où je me trouve, et réponds sur ceci à peu près ce que la connétable aimée et estimée de Louis XIV (Marie Mancini) a répondu à ce prince lorsqu'elle se vit abandonnée : « Vous » êtes roi, vous m'aimez et je pars, » disait-elle. Je dirai à mon tour : « Vous êtes roi, vous

» êtes touché de mon sort, vous êtes le roi le » plus puissant de mes alliés, et vous m'abandonnez, et je perds par cet abandon tout ce » que je puis perdre... Ma situation est la plus » affreuse que jamais on aura vue dans l'histoire... » Malgré tout, ajoutait-il pourtant en terminant, le roi peut être assuré que mon cœur ne changera jamais de sentiments et que les mouvements de la proximité du sang, aussi bien que de l'amitié, ne seront jamais étouffés... Vous pouvez, si vous le voulez, présenter ceci au roi, pourvu que personne d'autre ne le voie[1]. » — Si le roi vit la lettre, je ne sais ce qu'il en pensa, peut-être tout simplement que, de quelque façon qu'on se délivrât d'un allié qui coûtait si cher, le bénéfice surpasserait encore la perte.

Presque le même jour où la désolation était ainsi portée à son comble à Francfort, on triomphait à Vienne. C'est à Lintz que Marie-Thérèse, venue pour surveiller de près elle-

1. L'empereur au maréchal de Noailles, 24 juillet 1743. (*Correspondance d'Allemagne*. Ministère des affaires étrangères.)

même les opérations de son beau-frère Charles en Bavière, avait appris la journée de Dettingue. Elle se hâta d'en faire compliment, par des billets de sa propre main, au roi George, dans son camp, et à son adorateur Robinson, dans son ambassade. Puis elle s'embarqua pour descendre le Danube et regagner sa capitale. « Le 4 de ce mois, écrit Robinson, la reine est rentrée à Vienne par le fleuve ; malgré tant de succès remportés pendant son absence, aucun cérémonial n'était prescrit pour son entrée ; mais l'élan des cœurs et les acclamations spontanées en ont fait un véritable triomphe. La cour avait l'ordre d'attendre Sa Majesté au palais, où elle devait être reçue en *gala;* mais, dès le matin, toute la population, désertant la ville, se porta d'elle-même à sa rencontre, en remontant les bords du fleuve jusqu'à une distance de deux milles allemands... Quand l'embarcation parut en vue des murs de Vienne, la reine se fit voir sur l'avant, qui était élégamment décoré, et un immense applaudissement l'accueillit. Après avoir mis pied à terre au milieu d'une foule qui baisait ses pieds, ses mains et le

bord de ses vêtements, elle se dirigea vers le palais, où l'attendait, sur le péristyle, sa mère l'impératrice douairière, entourée de ses jeunes enfants... Du haut d'une fenêtre ouverte, le jeune archiduc Joseph, encore dans les bras d'une gouvernante, lui faisait un signe caressant de la main, en agitant un petit étendard. »

Avant de se retirer dans ses appartements, la reine s'arrêta dans la salle qui précédait sa chambre, et, s'adressant à haute voix à l'assistance, elle remercia le ciel de ses faveurs pour la maison d'Autriche, et, après Dieu, le roi d'Angleterre. Ce jour et les suivants, toute la ville resta en liesse. — « Vous ne sauriez croire, écrivait le chargé d'affaires Vincent, à quel point cette nouvelle a porté l'arrogance des gens de ce pays-ci : j'y suis regardé comme le dernier des hommes et j'y mourrai de chagrin et de misère. Le peuple, assemblé dans les rues, fait un bruit épouvantable et menace en criant de massacrer tous les Français qui sont ici.[1] »

1. Robinson à Carteret, 6 juillet 1743. (*Correspondance de Vienne*. Record Office.) — Vincent à Amelot, 3 juillet. (*Correspondance de Vienne*. Ministère des affaires étrangères. — D'Arneth, t. II.

Mais l'orgueilleuse souveraine avait parlé trop haut, et les échos de sa voix portés à Berlin, allaient arracher, par un réveil soudain, le plus redoutable des ennemis de l'Autriche à son inquiet et égoïste isolement. Quand Thérèse était portée sur le pavois, Frédéric ne pouvait plus dormir en paix.

FIN DU TOME PREMIER

APPENDICE

A

(Voir pages 16-19.)

Négociations qui suivirent le traité de Breslau, d'après les dépêches anglaises.

Le lecteur trouvera peut-être quelque intérêt à comparer les rapports faits par les agents français sur ces négociations avec le récit des mêmes faits transmis par le conseil d'Autriche au ministre anglais à Vienne, sir T. Robinson. On y voit à découvert, comme dans d'autres dépêches que je citerai également plus loin, les dissentiments intérieurs du cabinet autrichien, principalement la différence d'appréciation qui se produisit entre Marie-Thérèse et son époux, et entre les ministres et les généraux.

RECORD OFFICE. — (*Correspondance de Vienne.*)

Sir T. Robinson à lord Carteret.

Vienne, 4 juillet N. S. 1742.

Le comte Uhlfeld m'informa la nuit dernière, dans la plus grande confidence, que le maréchal de Belle-Isle



avait écrit, par un trompette, au prince Charles, pour lui demander une entrevue et traiter d'une paix générale ; et il ajouta que, par le fait même qu'il me faisait cette confidence, je pouvais être assuré que rien ne serait fait sans le roi, et que, pour sa part, il était d'avis que la réponse devait être conçue en ces termes :

« Que, comme jusqu'à présent la France a toujours prétendu qu'elle saurait traiter sans consulter ses alliés, de même cette cour ne pouvait traiter sans consulter les siens. »

Mais quelle différence, milord, n'y a-t-il pas entre traiter, comme le propose M. de Belle-Isle, sur les bastions de Prague, ou traiter comme il se vantait qu'il pourrait le faire, il y a six semaines, sur les bastions de Vienne!

Je puis seulement ajouter que cette ouverture ne retardera pas plus les opérations de Prague qu'elle ne détournera d'aucune des mesures que le roi jugera convenable de prendre en conséquence des dernières communications secrètes que cette cour lui a faites; de sorte qu'autant que je puis en juger, tout l'État de l'Europe dépend aujourd'hui de la volonté de Sa Majesté.

RECORD OFFICE. — (*Correspondance de Vienne.*)

Sir T. Robinson à lord Carteret.

Vienne, 7 juillet N. S. 1742.

Le comte Uhlfeld m'informa il y a quelques jours dans le plus grand secret, et par ordre de la reine, que le maréchal de Belle-Isle avait écrit, par un trompette, au



prince Charles pour demander une entrevue dans le dessein de traiter, à ce qu'il pensait, d'une paix générale. Il me donna en même temps toutes les assurances convenables, que rien ne serait fait sans le roi; ajoutant que, pour sa part, son opinion était qu'on devait répondre à M. de Belle-Isle que, comme la France a toujours prétendu qu'elle ne saurait traiter sans consulter ses alliés, cette cour de même ne pouvait traiter sans consulter les siens.

Depuis lors, cette cour a été informée que, sans attendre d'instructions d'ici, on a jugé convenable à l'armée que M. le comte Königseck pût se rencontrer avec M. de Belle-Isle. Le fait que cet orgueilleux maréchal demandait à traiter, et venait dans ce dessein à une petite distance des quartiers autrichiens, a paru plus flatteur au camp qu'à Vienne.

Le maréchal français a dit que, comme un des principaux alliés de la France avait abandonné cette couronne, c'était une circonstance dont on pouvait heureusement profiter pour amener la paix. M. de Königseck a répondu que la reine ne pouvait rien faire sur un point si important sans ses alliés, et que c'était à ceux qui avaient enroulé la corde à la dénouer. M. de Belle-Isle a dit que cela ne serait pas difficile, et qu'il avait au moins le pouvoir de commencer cette opération par l'évacuation de la Bohême. M. de Königseck répliqua que cette affaire était de trop haute importance pour être traitée sans les ordres de la reine de Hongrie.

Les ordres d'ici consisteront, je crois, à signifier à M. de Königseck et à M. de Belle-Isle que, comme la seule question actuelle est relative à la remise d'une ville, elle peut être traitée par des officiers de moindre distinction.

En même temps que ces derniers avis arrivaient de l'armée, cette cour a reçu un courrier de son secrétaire en France.

Aux premières nouvelles que le roi de Prusse avait fait la paix avec la reine de Hongrie, M. Amelot a appelé le comte de Stainville et M. Gundel (chargé d'affaires d'Autriche) à Versailles, pour une affaire qui commandait, disait-il, la plus grande diligence.

C'était pour leur dire que, comme un des principaux alliés de la France avait abandonné cette couronne, cette circonstance pouvait être utile pour la conclusion de la paix. Que le temps était venu d'y songer, si la reine voulait s'y prêter : mais que, pour ne pas s'en laisser détourner, S. M. la reine de Hongrie ne devait pas consulter l'Angleterre et, qu'en retour, la France ne ferait pas connaître à l'empereur l'envoi de ce courrier. En un mot, si la reine voulait entrer en négociation, une personne de confiance serait immédiatement dépêchée à Vienne.

En comparant cette ouverture avec celle qui était faite par M. de Belle-Isle (sans doute aussi d'après les instructions de Versailles) on a jugé que cet ensemble de faits dénotait des intentions très suspectes.

M. de Belle-Isle en effet, parla seulement de l'évacuation de la Bohême ; tandis que M. Amelot parle d'une paix générale et propose, au moins par insinuation, d'exclure en quelque sorte l'Angleterre et l'empereur de cette négociation. Rien n'est plus ridicule que cette proposition, puisque, comme le fait observer le comte Uhlfeld, la reine de Hongrie devrait se séparer de l'Angleterre, de qui elle a tant à attendre, tandis que la France se séparerait de l'empereur, qui n'est plus qu'un fardeau pour elle. Mais, pour empêcher le parti que la France pourrait

tirer de l'entrevue publique de M. de Belle-Isle avec M. de Königseck et de l'arrivée du courrier du secrétaire autrichien, on a donné l'ordre au comte de Stainville de lire aux ministres français la pièce ci-jointe, qui doit être communiquée aux états généraux du roi de Sardaigne et à la czarine.....

B

(Voir pages 64-65.)

Les fils du maréchal de Broglie.

Des trois fils du maréchal, l'aîné lui succéda dans toutes ses dignités, prit part avec éclat à la guerre de Sept ans, et remporta les victoires de Sondeshausen et de Bergen ; le second, qui, pendant le siége de Prague, portait encore le titre de chevalier, et prit plus tard celui de comte de Broglie, a été le principal agent de la diplomatie secrète de Louis XV, dont j'ai raconté le détail dans *le Secret du roi*. Le troisième, qu'on appelait le comte de Revel, périt à Rosbach, laissant un regret général à tous ses compagnons d'armes. Je trouve dans les papiers de famille une chanson soldatesque faite à Prague en leur honneur, qui a été insérée dans plusieurs recueils du temps.

Sur l'air : *Tiens, voilà ma pipe.*

J'aimons le Broglie de tout notre cœur,
Car c'est un drôle, morgué, qui n'a jamais peur.
La peste, le canon, bombes et coups de fusils
Ce sont des bagatelles pour lui et pour ses fils.



Toute cette race, ce sont de bonnes gens,
Et nos camarades, morgué, en naissant :
Je les voyons partout, à pied, à cheval,
A la mousqueterie y aller comme au bal.

C

(Voir page 72.)

Appel fait par l'Autriche à l'Angleterre au moment du départ des troupes de Maillebois.

Je joins ici le mémoire adressé par Marie-Thérèse au cabinet anglais pour le décider à opérer une diversion du côté des Pays-Bas, pendant que le maréchal de Maillebois conduisait son armée en Allemagne.

RECORD OFFICE. — (*Correspondance de Vienne.*)

Pièce jointe à la dépêche de sir T. Robinson à lord Carteret, du 15 août 1742.

On vient d'apprendre que le marquis de Fénelon a déclaré à La Haye, que l'armée, sous le maréchal de Maillebois, devoit marcher au secours de celles qui sont en Bohême et en Bavière.

On ne prétend pas examiner si tel est effectivement le dessein de la France. Mais, quoi qu'il en soit, il est



toujours également juste et indispensable de prendre les mesures convenables, pour que, dans l'un ou dans l'autre cas, non seulement la cause commune n'en souffre pas, mais qu'on se serve de cette occasion même, pour affoiblir davantage la France.

Cette couronne ayant offert l'évacuation de toute la Bohême, la reine n'a pas accepté ses offres, uniquement pour ne pas faire chose désagréable à ses alliés, qui la pressoient de ne pas perdre une occasion si favorable à la mettre pour longtemps hors d'état de pouvoir troubler le repos de ses voisins. Seroit-il juste qu'après cette condescendance de la reine ses alliés restassent dans l'inaction pendant qu'une nouvelle armée se disposeroit à fondre sur ses forces et sur ses États? Et ne perdroit-on pas par là tout d'un coup tout le fruit des grands et magnanimes efforts de la reine et de la fidélité de ses peuples, pour tirer l'Empire et l'Europe de l'esclavage, qui les menaçoient de si près.

Il est donc d'une nécessité absolue de procéder incessamment aux mesures les plus promptes et les plus efficaces pour obvier à un si grand mal selon l'exigence du cas, qui pourroit arriver, ou pour mieux dire, selon les mouvemens de l'armée ennemie, soit qu'elle marche en Allemagne on non.

Pour l'un et l'autre cas, il est indispensable de former incessamment une armée pour le moins égale, si non supérieure à celle de la France. Ce qui peut se faire fort aisément et fort promptement en joignant les seize mille Anglois tant aux troupes de la reine aux Païs-Bas qui ne sont pas absolument nécessaires dans les garnisons, qu'aux troupes Hessoises à la solde de la Grande-Bretagne, et à celles d'Hanovre. Le nombre de ces troupes sera supérieur à celles qui sont sous les

ordres de Maillebois. Si l'on peut porter MM. les Etats Généraux à y joindre encore un corps de leurs troupes, ce sera tant mieux. Si non, ils pourront du moins être portés à veiller à la sureté des Païs-Bas, pendant que les troupes susdites seroient employées ailleurs.

Quand on parle de la jonction de toutes ces troupes, l'intention n'est pas, de leur faire perdre du tems par des marches et contre marches. Car il se pourroit que quelques-unes d'entre elles fussent plus à portée d'être employées utilement contre le susdit dessein de la France, que si préalablement la jonction devoit se faire entre elles toutes. Mais, comme ce qu'il convient de faire en détail, dépend des mouvemens de l'armée sous Maillebois, que l'on ne sauroit apprendre que bien tard à Vienne, il sera nécessaire d'autoriser milord Stairs, comme la reine autorise le duc d'Arenberg, de mettre d'abord en exécution tel concert qu'ils trouveront convenable au bien de la cause commune, et de diriger les marches et les opérations en conséquence de ce qui leur reviendra des mouvemens des ennemis.

La reine ne doute pas un moment que Sa Majesté Britannique selon son grand zèle pour le bien public ne veuille donner ses ordres en conformité de tout ce que dessus. Et M. de Robinson est requis, de sa part, de vouloir appuyer cette demande le plus efficacement possible. Comme en ceci il n'y a pas un moment à perdre à cause de la célérité dont la France mettra son dessein tel qu'il soit en exécution, la reine expliquera ses sentimens sur les autres matières, par un courrier, qui suivra de près celui d'à présent.

D

(Voir page 77 et suivantes.)

Négociations entre l'Angleterre, l'Autriche et la France pendant la campagne du maréchal de Maillebois.

Les pièces suivantes donnent une idée exacte de l'attitude des cabinets français et autrichien pendant cette campagne. Le lecteur remarquera le contraste que j'ai indiqué entre les dispositions conciliantes du ministère français et les résolutions belliqueuses de Marie-Thérèse, résistant obstinément aux suggestions pacifiques de son époux et des commandants de son armée. On peut voir également la confiance que la princesse plaçait dans l'intervention de l'armée anglaise en Flandre, et juger du mécontentement qu'elle dut éprouver quand cette intervention lui fit défaut.

RECORD OFFICE. — (*Correspondance de Vienne.*)

M. de Stainville à S. A. R. le grand duc de Toscane.

(Pièce jointe à une dépêche de sir T. Robinson à Carteret, du 7 septembre 1742.)

A Paris, ce 11 août 1742.

Aussitôt que j'ai été instruit de la marche de Maille-



bois avec toute son armée pour la Bohème, j'ay prié M. Gundel d'envoyer en droiture un courier à Vienne pour mander cette nouvelle à la Reine, et de charger le même courier d'une lettre pour M. le maréchal de Khevenhüller, et d'une autre pour M. le maréchal de Königseck, en priant le premier de faire passer la lettre en droiture en Bohême, croyant nécessaire au bien du service que ces généraux fussent instruits de cette démarche. Il a pareillement envoyé un courier à M. le comte d'Harrach, qui aura sans doute appris cette nouvelle par la Hollande, M. de Fénelon ambassadeur de France l'ayant déclaré aux États Généraux en leur disant que le roi son Maître n'auroit pas pris ce parti s'il ne comptoit sur leur amitié et sur leurs promesses.

On peut inférer de là que c'est un mauvais service que les Hollandois rendent à la reine. Je me suis informé depuis de la marche de cette armée, et à gens qui sont assez dans le detail pour pouvoir bien etre instruits. Elle doit etre partie du 2[e] de ce mois, et on compte qu'en 28 jours de marche elle sera à Egra. J'ai paru surpris de cette diligence, et on m'a dit que par la nourriture qu'on donnoit aux soldats, ils seroient en État de faire des marches forcées par ce qu'on leur donnoit par jour, pour quatre soldats, trois livres de viande et huit onzes de ris, et tous les quatre jours double ration de pain. Malgré cela je ne peux pas me persuader qu'une armée fasse cette marche en si peu de temps.

M. Amelot donna mardi dernier audience aux ministres étrangers; il me parla assez long tems et voici à peu près le précis de sa conversation : « Il me dit que le » roi avoit été forcé à prendre le parti d'envoyer » M. de Maillebois avec son armée en Boheme pour » dégager M. de Broglio que depuis le 2[d] de juillet

» M. de Belle-Isle n'avoit pu tirer aucune réponse de » M. le maréchal de Königseck, qu'il lui avoit cependant » envoyé le projet de l'evacuation, mais qu'au lieu de » réponse on resseroit journellement de plus en plus » l'armée de M. de Broglio, que peut-être, au moment » qu'il me parloit, on tiroit et sur la ville et sur son » camp, que M. le comte de Cobenzel distribuoit dans » l'Empire des memoires qui marquoient assez que » c'étoit à la nation françoise que la reine en vouloit, et » il m'a lû un article d'un de ces memoires où la » reine dit qu'elle espère que tous les vrais patriotes se » ligueront contre une puissance qui n'a que trop » marqué qu'elle vouloit les subjuger et mettre aux fers, » ainsi que toute l'Europe; que les ministres de la reine » à Rome publioient hautement que la France avoit » voulu persuader au Turc de lui declarer la guerre en » entrant en Transilvanie et dans le Bannat, qu'elle » avoit pour cela envoyé le prince Ragotsky à Constan-» tinople, et qu'il me juroit, qu'il n'en etoit pas un mot, » qu'il ne scavoit pas où etoit Ragotsky, qu'il ne l'avoit » jamais vu, mais qu'on faisoit courir ces bruits pour » rendre la France odieuse en soutenant qu'elle a voulu » sacrifier jusqu'au christianisme : que ce n'etoit pas le » moyen de parvenir à une conciliation, puisqu'on ne » cherchoit qu'à s'aigrir encore d'avantage : que malgré » tout cela, si la reine vouloit consentir que les troupes » de la France revinssent chez elles, il me donnoit sa » parole d'honneur qu'on enverroit sur le champ un » contre ordre à M. de Maillebois. « Si non, » a continué le ministre, « je prevois qu'il y aura bien du sang re-» pandu; car si M. le grand duc veut prendre Prague » malgré l'armée qui le defend, cela ne se fera pas sans » perdre bien du monde et sans saccager une grande et

» magnifique ville que la reine d'Hongrie regarde comme
» à Elle. Je sais que si Prague est prise avant que notre
» secours arrive, notre demarche est inutile, mais s'il
» ne l'est pas, comme il y a apparence, dans le com-
» mencement de septembre, nous aurons 70,000 hommes
» reunis dans la Boheme en comptant l'armée de
» M. de Maillebois, celle de M. d'Harcourt, commandée
» actuellement par M. le comte de Saxe et celle de
» M. de Broglio; car de deux choses l'une, ou M. le grand
» duc viendra au devant de nos troupes, ou il restera
» dans la position où il est; s'il vient au devant de nous
» M. de Broglio est dégagé; s'il reste dans sa position il
» sera obligé, pour etre en force, de rassembler toutes
» ses troupes et par conséquent M. de Broglio sera
» libre; si on vient à une bataille generale et decisive, si
» nous sommes battus, nos troupes reviennent en
» France; si nous avons l'avantage, nous conservons
» Prague et la reine d'Hongrie court risque de perdre le
» royaume de Boheme, et elle aura toujours à se repro-
» cher, quelque chose qui arrive, d'avoir totalement
» ruiné ce royaume, et d'y avoir fait perir un nombre
» innombrable de personnes quand elle a été la maî-
» tresse de le conserver en entier sans coup ferir.

» L'empereur même qui sent sa malheureuse situation,
» est actuellement dans les dispositions les plus favo-
» rables à consentir à tout ce qu'on voudra, il n'en sera
» pas de même, si nous avons l'avantage en Boheme,
» enfin si j'avois l'honneur d'etre au service de la reine
» de Hongrie et a portée de luy dire mon sentiment, je
» n'hésiterois pas à luy conseiller de laisser sortir nos
» troupes de son pays : on se trouve presque toujours
» bien d'avoir fait un pont d'or à son ennemi. »

» Voila, monseigneur, à peu près tout ce que ce

ministre m'a dit, et surement dans l'intention que je l'écrivisse à Votre Altesse Royale.

J'ay été chez M. le cardinal à Issy qui m'a à peu près fait le même raisonnement que M. Amelot, il y a seulement ajouté que « M. de Cobenzel repandoit les mé» moires dans l'Empire qui étoient dictés vraisembla» blement par milord Stairs, qu'il étoit bien faché du » parti violent, qu'on etoit obligé de prendre, mais qu'il » seroit indécent et pour le roi et pour la nation de ne » pas faire les derniers efforts pour retirer les armées de » l'état où elles sont, que la reine pouvoit tout conserver » sans perdre un seul homme, mais que si elle ne tiroit » pas parti de la situation présente, les conjectures pou» voient changer. Il m'a ajouté qu'il n'avoit point reçu » de réponse de M. le marechal de Kőnigseck, qu'appa» remment, on ne lui avoit pas permis d'en faire, con» noissant trop sa politesse pour croire qu'il y eut » manqué. Je luy ai repondu que peut être que » M. de Kőnigseck attendoit luy même une reponse de » la reine avant de faire la sienne. Si j'en reçois une, » m'a repondu le cardinal, je luy ecrirai plus ample» ment, et j'entrerai très volontiers en matière avec » lui. Voilà, monseigneur, tout ce qui m'a été dit depuis » ma dernière depêche. »

RECORD OFFICE. — (*Correspondance de Vienne.*)

Sir T. Robinson à lord Carteret.

Vienne, 7 septembre 1742.

J'ai reçu ce matin un message du comte de Stahremberg me priant de passer chez lui à midi. C'était pour



m'y faire rencontrer le comte Uhlfeld, le comte Kinski et M. de Bartenstein. D'après l'ordre exprès de la reine, lecture m'a été faite des documents que vous trouverez ci-joints, afin, m'a-t-on dit, que je fusse en mesure de présenter sous leur véritable jour les derniers pourparlers échangés entre M. de Königseck et le maréchal de Belle-Isle, et particulièrement ces expressions contenues dans la dépêche de M. de Königseck : « Ce serait » en même temps l'acheminement le plus aisé à une » pacification, puisque je puis assurer Votre Excellence » que si, comme elle le répète, Sa Majesté Très Chré- » tienne et M. le cardinal de Fleury sont d'une volonté » déterminée pour la paix, la reine, ma maîtresse, a de » même le plus grand désir de voir la tranquillité réta- » blie en Allemagne. »

On m'a assuré que le maréchal, en se servant de ces termes, a beaucoup dépassé les intentions de la cour. Ce n'est pas à moi à entrer dans ce débat, et à décider s'il peut y avoir eu, en effet, une telle différence entre les sentiments du Cabinet et ceux qui règnent dans l'armée. Mais, en fait, le *pouvoir* réside à Vienne, et c'est avec la plus grande joie imaginable qu'on a appris ici aujourd'hui, à onze heures, le dénouement de cette entrevue qui s'est terminée, comme Votre Seigneurie le verra, (d'après la dernière lettre du comte Königseck à M. de Belle-Isle datée du 5 courant) par le refus de laisser passer un courrier, même jusqu'à Dresde et Nuremberg. Dans l'intervalle, la reine, après avoir pris connaissance des pourparlers, avait envoyé son secrétaire, M. Koch (qui est parti effectivement hier dans l'après-midi), pour mettre fin à toute correspondance et à tout commerce entre MM. de Königseck et de Belle-Isle, et pour interdire même de prononcer, sous aucun prétexte, les mots

d'armistice, de préliminaires et de pacification. C'est de quoi on m'a demandé, au nom de la reine de Hongrie, de donner à Sa Majesté les plus fortes assurances. Cette cour, en conformité avec ses engagements, n'entrera jamais, m'a-t-on dit, dans de tels arrangements sans la participation du roi, ne doutant pas que Sa Majesté en agisse de même avec S. M. la reine de Hongrie...

. . . .

Je répète, mylord, que je ne prétends pas décider si c'était avec la connivence du ministère, ou seulement en croyant deviner ses sentiments, qu'à l'armée on s'était avancé jusqu'à promettre une *capitulation honorable* à M. de Belle-Isle (ce qui était, en effet, l'avis des maréchaux dernièrement assemblés ici); mais il est certain que le dernier courrier qui a apporté les lettres du duc d'Aremberg et du comte Stairs du 21 du mois dernier a, ou corrigé les sentiments du ministère, ou lui a donné la force de corriger ceux de l'armée.

. . . .

Dans une lettre ci-jointe du 3 courant se trouve cette expression : l'*impression que la nouvelle de cette marche* (celle de M. de Maillebois) *a faite sur la garnison de Prague*. En voici l'explication : on m'a donné à lire une longue lettre de M. de Belle-Isle, du 12 du mois passé, avec un post-scriptum du 13, qui ont été interceptés. La première partie contient une description pathétique de la misère des Français, et une longue accusation contre M. de Broglie. Mais la dernière est un élan d'extase au sujet des nouvelles qu'on venait de recevoir de la marche de M. de Maillebois. Les officiers, et même les soldats qui étaient sur le point de se mutiner, sont maintenant unanimement résolus à résister jusqu'à la dernière extrémité...

En résumé, mylord, je ne soupçonnais sûrement pas, dans mes communications précédentes, qu'on se fût avancé à l'armée jusqu'à parler d'une pacification... mais je me confirme par là dans mon opinion que la reine et le ministère ont de justes motifs d'être mécontents à la fois du grand-duc et de M. de Königseck. Ce dernier doit être naturellement le plus sensible au déplaisir de la cour, mais je ne sais par quelle fatalité, c'est pourtant toujours le grand-duc que tout le monde accuse quand les choses vont mal.

. . . .

J'espère que le roi appréciera l'intention précise de la reine de Hongrie de concourir avec Sa Majesté dans tout ce qu'Elle médite de grand et de glorieux, puisque c'est à la suite des ordres donnés (comme l'affirme le comte de Stairs) pour qu'une diversion puissante soit opérée du côté de la Flandre que la reine s'est non seulement décidée à mettre un terme à toutes les négociations qui avaient lieu à l'armée, mais à désirer qu'un compte exact du tout fût rendu au roi, quelque fâcheuse impression qui en pût résulter pour S. A. le grand-duc dans l'esprit du roi.

RECORD OFFICE. — (*Correspondance de Vienne.*)

Sir Robinson à lord Carteret.

Vienne, 8 septembre 1742.

Dans ma dernière lettre, j'ai appris sous le sceau du plus grand secret, qu'outre les ordres déjà envoyés avant-hier par le secrétaire Koch, un nouveau courrier avait été expédié hier, non seulement pour interdire

dans les termes les plus forts toute conférence entre le comte Königseck et M. de Belle-Isle, afin que le comte ne soit plus amusé et flatté par les discours insinuants, les compliments et les confidences insidieuses du maréchal français, mais pour déclarer que, si dans l'intervalle entre l'expédition du 5 courant et l'arrivée du courrier, quelque négociation avait été commencée, de nature à conduire à une pacification, S. M. la reine de Hongrie la désavoue formellement... n'importe que le blâme puisse retomber où et sur qui il pourra. Et plusieurs des ministres (c'est-à-dire ceux avec qui je me suis entretenu hier) ne sont pas moins prêts à tout risquer, dans la confiance que la diversion promise sur la Flandre sera poussée avec vigueur. Ils se croient en mesure de conseiller à leur maîtresse d'être maîtresse tout de bon, et ils m'autorisent à faire un rapport assez complet et assez franc (*genuine*) pour que S. M. le roi puisse bien savoir quels sont ceux des serviteurs de la reine qui sont réellement décidés à saisir l'occasion présente pour humilier la France, et à persévérer dans les mesures prises à cet effet. C'est cette persévérance à l'épreuve des difficultés qu'on n'a jamais comptée, même du temps du défunt empereur, parmi les bonnes qualités du comte Königseck. Les qualités de ce seigneur sont, à la vérité, assez aimables pour que je me compte moi-même parmi ses admirateurs les plus dévoués, mais c'est un de ses admirateurs même qui a justement dit « qu'il ne lui fallait qu'un grain de sel pour être un des plus grands hommes de son temps ». Milord, ce grain de sel qui manque à son caractère, c'est ce que le défunt empereur appelait la *mollesse*. C'est une indolence qui, en le rendant très aimable dans les rapports privés, le rend moins propre aux grandes affaires dans lesquelles la



vivacité et la promptitude à trouver des expédients valent mieux que l'indifférence du plus parfait stoïcien. Mais, ici, ce n'est pas même de l'indifférence. Ce qu'il y a de pire dans le caractère dont je parle, c'est qu'il n'est pas poussé à agir, même par le succès, tandis que le moindre revers le plonge dans le désespoir...

RECORD OFFICE. — (*Correspondance de Vienne.*)

Sir T. Robinson à lord Carteret.

Vienne, 3 octobre 1742.

Le général Lucciani, qui a quitté l'armée le 27 du mois dernier est arrivé ici le 1er courant, et, après la tenue d'un Conseil, a été réexpédié hier dans l'après-midi.

Le but de son voyage a été d'apporter ici l'opinion unanime des généraux de l'armée, à l'exception du grand-duc qui s'est excusé de l'avoir envoyé, plutôt pour contenter les autres généraux, que parce qu'il partageait lui-même leurs sentiments. Mais la reine et les ministres ayant résolu que l'armée recevrait l'ordre de persévérer dans ses opérations contre les Français, ces faits ont paru d'une telle importance, que la cour a désiré que le roi d'Angleterre en fût informé dans le détail. Le comte Uhlfeld m'a demandé en conséquence de lui prêter un courrier, tous ceux de cette cour étant en course.

Une panique répandue parmi les Lycaniens et autres troupes irrégulières qu'on avait laissées pour faire le blocus de Prague, et qui a été suivie du départ de deux mille d'entre eux, — la crainte que les Insurgents (c'est

ainsi qu'on appelle les troupes hongroises) ne vinssent à quitter aussi l'armée, tandis que le général Bernclaw n'a, sous ses ordres, en Bavière, qu'une milice qui ne présente pas plus de sécurité, — telles sont les causes qui ont agi sur les généraux qui sont en Bohême et les ont portés (me disait le comte Uhlfeld) à raisonner comme si chacun d'eux était ministre d'État. Ils voyaient déjà le blocus de Prague levé, et M. de Broglie en liberté de partir avec la cavalerie qu'il pourrait ramasser dans le pays, de marcher sur Budweiss, de se saisir de l'artillerie autrichienne qui est dans cette ville, de passer de là dans l'Autriche supérieure, de se joindre à M. de Seckendorf, qui, pendant ce temps, aurait battu Bernlaw, se serait emparé de Passau, et se trouverait déjà à Lintz uni à l'armée impériale. De la sorte, au lieu d'avoir fait à temps, par des évacuations concertées, l'échange de la Bohême et de la Bavière, Bohême et Bavière se trouveraient également perdues. C'est sous l'empire de cette opinion que le comte Königseck a saisi l'occasion d'écrire une seconde lettre au comte de Saxe afin de lui faire savoir que les circonstances étant changées par la levée du blocus de Prague, il n'y avait point de difficulté à laisser passer le dernier courrier de Paris pour M. de Broglie... Ce à quoi celui-ci a fait une réponse que le comte Uhlfeld n'a pu me dire exactement, n'ayant lu son billet qu'en hâte, et avec l'indignation que la chose méritait... A ces diverses considérations se joignaient, pour fortifier la manière de voir de l'impossibilité d'attaquer M. de Maillebois dans sa situation présente, très désavantageuse pour la cavalerie autrichienne, la probabilité que toutes les forces de la reine se fondraient par le détestable temps qu'il fait, dans un mauvais pays, et après une campagne de dix-huit mois.



Le grand duc, complètement informé des intentions de la reine, aussi bien par les lettres si positives de Sa Majesté que par le secrétaire particulier Koch, étant tourmenté et persécuté continuellement par les divers généraux de son armée, ensemble ou séparément, leur demanda s'ils s'étaient concertés entre eux, et ceux-ci ayant répondu négativement, il a ordonné qu'on tint un conseil de guerre, espérant faire taire les plus exaltés s'ils ne se trouvaient pas tous du même avis, et se proposant, s'ils étaient unanimes, de s'en remettre à l'autorité souveraine de la reine.

Milord, il n'y eut qu'une voix dans le conseil pour l'échange de la Bavière contre la Bohême, en un mot, pour se conformer aux dernières propositions de la France, soit que ces généraux en eussent connaissance, tous ou seulement quelques-uns d'entre eux, soit qu'ils fussent persuadés que ce mode d'arrangement était à leur disposition, d'après le contenu de toutes les lettres qui viennent de l'Empire : et M. le comte de Saxe ayant dit à un trompette autrichien qu'il ne voyait pas ce que les Autrichiens avaient à faire dans ces montagnes, car si on voulait seulement fermer un œil pour laisser sortir M. de Broglie de Bohême, tous les Français se retireraient tout de suite dans leur pays. A cela vient s'ajouter le décret de commission impériale, conforme, m'a-t-on dit, au dernier document français, proposant de même les évacuations simultanées des deux royaumes, et, offrant, à cette condition, de faire retirer les troupes françaises de l'Empire...

La réponse de la cour, renvoyée en toute hâte par le comte Lucianni, a été la suivante : à savoir, que le blocus de Prague n'est pas aussi levé qu'on l'imagine, — que les Lycaniens et autres corps qui avaient déserté seront

sévèrement punis et renvoyés, — que les principaux districts de Hongrie ont déjà consenti à prolonger le service des Insurgents, — que des instructions sont déjà envoyées au Palatin et aux principaux personnages de la Hongrie à l'effet d'envoyer promptement toutes les forces que ce royaume doit fournir..., que ce qui rendait plus inexcusable la manière de voir timide et abattue de l'armée, c'est qu'on ne pouvait y ignorer que, dans une lettre interceptée, M. de Belle-Isle avouait qu'il serait obligé de se rendre à ces *canailles* de Hongrois, s'il n'était pas secouru immédiatement ; — que si le général Bernclaw était obligé de se retirer, il avait des radeaux tout prêts pour descendre sur Passau, et assez de monde pour défendre cette place forte et celle de Peherdins ; — qu'il n'était pas nécessaire d'être général pour concevoir que M. de Broglie n'oserait pas s'aventurer vers Budweiss avec la chance d'avoir toute l'armée autrichienne à dos ; — qu'enfin, un conseil de guerre ne pouvait ignorer qu'on doit considérer l'intérêt de l'ensemble des affaires, plutôt que les inconvénients plus ou moins grands qu'une armée peut souffrir. En conséquence, c'est l'ordre positif de la reine que son armée continue à aider à bloquer M. de Broglie, et, tout en embarrassant, harassant, gênant et détruisant M. de Maillebois, autant que possible, de ne rien risquer cependant que sur les chances probables d'un avantage, mais de n'en négliger aucune. En un mot, il faut faire toutes choses, excepté négocier ; car, quelque difficile qu'il soit de faire une campagne d'hiver, et fût-il même nécessaire de prendre bientôt les quartiers d'hiver, on a encore au moins le mois d'octobre pour voir ce qui résultera dans l'attitude des Français de la diversion qui doit être faite du côté des Pays-Bas ; diversion que la reine regarde comme certaine, d'après les informations

rapportées par lord Stairs de son dernier voyage en Angleterre...

Tel est le compte, Milord, que le comte Uhlfeld m'a rendu de toute cette affaire, et j'avoue que l'existence d'un tel dissentiment entre l'armée et la cour passe mon intelligence. La meilleure manière d'y mettre un terme est celle qu'on a employée, à savoir de faire connaître à l'armée qu'elle doit combattre, persévérer, et même souffrir (ce qu'elle peut faire aussi bien que les Français qui sont au moins aussi gênés qu'eux); et que, quant aux négociations, c'est ici qu'il faut transmettre tout ce qui peut être proposé par la France.

E

(Voir page 155.)

Impression produite à Vienne par la capitulation de Prague. Correspondance du maréchal de Belle-Isle avec le prince de Lobkowitz.

RECORD OFFICE. — (*Correspondance de Vienne.*)

Sir T. Robinson à lord Carteret.

Vienne, 31 décembre n. s. 1742.

J'envoie ci-inclus à Votre Seigneurie la copie de la capitulation de Prague, plus une note relative à cet événement, que M. Wasner (*le chargé d'affaires d'Autriche à Londres*), doit communiquer à Sa Majesté avec les dépêches de cet envoyé à sa cour; enfin, un exposé détaillé des pertes totales et des souffrances de l'ennemi que le prince Lobkowitz a eu à plusieurs reprises l'ordre de faire. Ces documents instruiront complètement Votre Seigneurie de tout ce qui s'est passé en Bohême et des sentiments de Sa Majesté de Hongrie à cet égard.

Il n'y a pas de doute que la cour et le public, quoique



extérieurement satisfaits de la reprise de Prague, et témoignant leur joie par les salves d'artillerie et le chant du *Te Deum*, ne soient au fond mécontents de la manière dont le fait s'est accompli.

Le comte Königseck dit qu'il eût pu avoir Prague il y a quatre mois au même prix et qu'il serait maintenant maître du cœur même de l'Empire. D'autres s'en prénnent aux croisements des courriers, à l'impatience du prince Lobkowitz, qui n'a pas attendu (avant d'accepter les capitulations) le délai qu'il avait fixé et qui n'expirait qu'hier; à sa négligence de n'avoir pas déchiffré le petit billet de M. Desalleurs du 13 (instruction écrite dans le vieux chiffre, et renfermant la lettre ostensible de M. Amelot à M. de Belle-Isle du 2), et enfin à l'impossibilité de déchiffrer la lettre de M. de Belle-Isle à M. de Breteuil du 12, écrite dans un nouveau chiffre. Mais, maintenant que tout cela est passé, on se console en songeant aux pertes réelles que M. de Belle-Isle doit avoir faites. Le désavantage d'avoir laissé échapper les hommes qui étaient encore valides dans Prague (dont le nombre, dit-on, ne s'élève pas au-dessus de 1,200, en grande partie composé de Bavarois), paraît compensé par l'avantage d'avoir rendu au corps de Lobkowitz la liberté de prendre ses quartiers dans le haut Palatinat et de se joindre à l'armée du comte Khevenhüller, pour inquiéter les restes des trois armées combinées de Broglie, Maillebois et Belle-Isle. On commente ce mot de *restes* avec satisfaction, d'autant plus que, depuis une nouvelle lettre interceptée de M. de Broglie à M. de Belle-Isle (et qui va être communiquée à M. Wasner), on voit que ce général se plaint que son infanterie est entièrement ruinée. On peut même conjecturer, d'après un passage imparfaitement déchiffré, mais que l'ensemble du texte fait

comprendre, que la cavalerie bavaroise est dans le même état. De plus, il revient, de tous les côtés du voisinage de la Bavière, que la mortalité est grande parmi les Français. Les officiers agonisants, aussi bien que les soldats, oubliant sur leur lit de mort *la gloire du roi*, reconnaissent tous l'action directe de la main de Dieu dans leurs souffrances et divers désastres.

Comme le prince Lobkowitz doit envoyer les détails à M. Wasner et que ce dernier doit vous en faire une communication complète, je n'importunerai pas Votre Seigneurie en l'entretenant des objections qu'on fait ici contre le premier article de la capitulation. Des personnes habiles disent que cet article est sans importance, attendu que la recherche des délits ne pouvait en aucun cas s'étendre aux cas de force majeure. Je ne parlerai pas non plus de la susceptibilité qu'excite le titre fréquemment employé d'Empereur (*donné à l'électeur de Bavière*), puisque ces mêmes personnes remarquent que le prince Lobkowitz ne s'en est pas servi lui-même sur la colonne gauche du texte (*probablement celle où le prince parlait en son propre nom*). Mais l'article qui prête plus à la discussion est le second, où il est dit que ce qui est en *état de marcher pourra sortir*. Le prince Lobkowitz s'était trop hâté (avant le départ des ordres d'ici) de promettre à M. Chevert, en quelque sorte sous sa garantie personnelle, la liberté de sortir avec 500 hommes, et on suppose que les Français l'ont artificieusement décidé à la concession que je viens de dire, en lui montrant qu'il y avait peu de différence entre 500 et 1,200, ce dernier nombre étant celui auquel, d'après eux, la concession faite pouvait s'appliquer. Il reste maintenant à voir si le prince Lobkowitz a été trompé ou non, et des ordres lui ont été envoyés pour

l'obliger à l'exécution la plus rigoureuse de la capitulation.

En attendant, les blessés et les malades qui restent prisonniers de guerre, excèdent, dit-on, 3,000, et, d'après les avis qu'on reçoit, le corps de M. de Belle-Isle a dû perdre au moins 4,000 hommes entre Prague et Égra, et l'on ne sait quel genre de services ceux qui sont arrivés dans cette place pourront encore rendre.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — (*Correspondance d'Allemagne.*)

Le maréchal de Belle-Isle au prince de Lobkowitz.

20 janvier 1743.

Il m'est revenu, et j'ai peine à le croire, que l'on répandait à Prague et dans votre armée que l'on vous avait apporté des étendards et des tabliers de timbale de quelques-uns de nos régiments de cavalerie et qu'on vous faisait dire qu'ils avaient été pris, les armes à la main, dans une action qui s'était passée entre les troupes de votre armée et celles de la mienne, pendant la marche de Prague à Egra. On ajoute même que, dans cette action, un de nos régiments de cavalerie aurait été entièrement défait. Vous savez bien, mon prince, qu'il ne s'est passé aucune action de cette espèce pendant tout le cours de la marche, et qu'à l'exception du jour où j'ai pris mes quartiers à Tachlowitz et vous ai renvoyé sur-le-champ les dix-sept cuirassiers que mon avant-garde y a faits prisonniers, tout s'est borné à des escarmouches de nos hussards, et, de ma part, à quelques coups de fusil et



quelques volées de canon. Il est vrai qu'il y a eu quelques voitures brisées qui n'ont pu franchir des montagnes et des chemins étroits, qui, par-là, se sont trouvées exposées au pillage de vos hussards, et sur lesquelles ils ont trouvé, dans des coffres, des étendards et des tabliers de timbale que les colonels y auraient fait serrer avec leur linge et leurs habits; car vous n'ignorez pas que, n'ayant à cheval que 3,000 cavaliers, dragons ou hussards, je n'en ai formé que vingt escadrons au lieu de soixante, dont j'avais les hommes à pied; ce qui m'a mis dans la nécessité de diminuer le nombre des étendards et des timbales par proportion. Je ne saurais donc croire que ce soient des étendards et tabliers de timbale, pris et acquis de cette manière dans des coffres, que vous autorisiez que l'on fasse trophées; car, autant ces marques de la victoire font honneur quand on les a acquises dans l'action et es armes à la main, autant elles en feraient peu de vouloir en tirer un avantage si mal fondé. Je crois, mon prince, vous faire plaisir de vous avertir de ce qui se dit à ce sujet, parce que je vous serais fort obligé d'en user de même à mon égard en pareil cas.

Le prince de Lobkowitz au maréchal de Belle-Isle.

24 janvier 1743.

Je ne saurais vous rendre compte des étendards et tabliers de timbale dont vous faites mention que de ce qu'ils m'ont été envoyés par M. le général Fuselitz avec huit ou neuf cents prisonniers. Il est connu qu'il n'y a point eu de bataille entre nos deux corps ; je ne sache même que nos troupes aient eu le moindre échec dans



notre marche forcée. Vous ne compterez pas, mon général, j'espère, d'avoir perdu un corps par la surprise d'un lieutenant du régiment de Lubomirski, qui a été laissé à Tachlowitz avec quinze hommes et autant de chevaux malades. Il s'est trouvé également trois paires de timbales, outre plusieurs étendards, qui, apparemment, n'y auraient point été laissés sans cette marche précipitée. Voilà uniquement ce que je puis répondre à votre seconde lettre, vous assurant de la vénération dont je serai toujours, etc.

F

(Voir page 244)

Mission du maréchal de Belle-Isle auprès de l'empereur après la retraite de Prague.

Ci-joint le texte exact des instructions données au maréchal de Belle-Isle se rendant à Francfort auprès de l'empereur pour autoriser et même engager le prince à faire la paix avec Marie-Thérèse, et l'avertir que la France ne pourrait plus le secourir.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — (*Correspondance de Bavière.*)

Amelot au maréchal de Belle-Isle.

Versailles, 12 janvier 1743.

Le séjour que vous allez faire à Francfort, monsieur, vous mettant à portée de conférer avec l'empereur, dont la confiance pour vous ne paraît en aucune façon diminuée, Son Éminence a cru que vous pourriez mettre ce



séjour à profit pour éclairer Sa Majesté Impériale sur la situation présente des affaires, rabaisser les vastes idées que les moindres succès font renaître dans son esprit, lui faire sentir toute l'étendue des obligations qu'il a au roi, dont il n'est peut-être pas aussi pénétré qu'il devrait l'être et le guérir sur les soupçons qu'on cherche à tous moments à lui inspirer sur la conduite de Sa Majesté. Vous êtes si bien instruit de tout ce qui s'est passé, et vous y avez eu une part si principale, que je ne pourrais rien vous dire dont vous ne soyez déjà parfaitement informé.

Vous savez mieux que personne qu'en premier lieu la guerre n'a été entreprise que dans la persuasion qu'elle ne serait pas de longue durée, et qu'en second lieu, l'alliance avec le roi de Prusse était une partie essentielle du projet. Les événements ont tourné tout au contraire; le roi de Prusse, à qui l'on s'est trop fié, nous a manqué dans le moment le plus critique; la guerre s'est prolongée, sans qu'on puisse même prévoir par où l'on en pourra sortir; le roi seul en soutient tout le poids; nous sommes aujourd'hui beaucoup moins avancés que le premier jour, et nous nous trouverons bien heureux si les alliés sur lesquels nous avions compté ne se déclarent pas contre nous. C'est dans ces circonstances, et lorsque les frontières du royaume sont dans le plus grand danger, que Sa Majesté, négligeant son propre intérêt, redouble d'efforts pour soutenir la cause de l'empereur, tant en troupes qu'en subsides. Après d'aussi grandes preuves que l'empereur reçoit de l'amitié de Sa Majesté, et telles qu'il n'aurait peut-être pas même dû les attendre dans le temps où le roi ne devait songer qu'à sa propre sûreté, devrait-il y avoir place dans son esprit à des inquiétudes et à des soupçons sur

des intrigues et des prétendues négociations secrètes qu'on lui cache, et le roi ne doit-il pas, au contraire, être peiné de voir la mauvaise volonté de tous les Bavarois contre ses troupes, auxquelles on fait continuellement mille chicanes, pendant qu'ils devraient aller au devant de tout ce qui pourrait contribuer à les soulager, et que l'empereur ne cesse encore de se plaindre de l'inaction de ces mêmes troupes qui périssent de faim et de misère pour son service? Il faut cependant espérer que l'empereur reviendra de ses préventions, dans lesquelles on l'a trop longtemps entretenu. Mais ce qui est de bien essentiel, c'est de lui faire comprendre que ce que fait aujourd'hui Sa Majesté en sa faveur est un dernier effort qu'il ne serait pas possible de continuer si la cour de Vienne s'opiniâtrait à la guerre. L'empereur a déclaré à M. Blondel qu'il y avait trois conditions qu'il n'accepterait jamais : la première de rendre l'*Empire alternatif* entre les catholiques et les protestants; la seconde, de faire élire le grand duc roi des Romains; la troisième, de renoncer à toutes ses prétentions sans aucun équivalent. Il n'y a pas d'apparence qu'il soit question de la première condition. Tous les princes catholiques d'Allemagne se réuniraient pour s'y opposer, et surtout la cour de Vienne, qui ne perdra jamais l'idée de remonter sur le trône impérial. On peut se fier au roi de Prusse pour ne pas souffrir que la seconde condition ait lieu. Il a trop d'intérêt lui-même à empêcher que l'empire ne passe à la maison de Lorraine, et dès aujourd'hui, à un prince qui sera toujours son ennemi irréconciliable et qui ne perdra jamais de vue le recouvrement de la Silésie. Mais, à l'égard de la troisième condition, ce sont les événements qui en décideront, et je crains bien que l'empereur ne trouve nul secours ail-

leurs que dans la France pour se procurer la justice qui lui est due. L'Allemagne, et presque toutes les puissances de l'Europe, sont malheureusement prévenues soit par sentiment, soit par intérêt, contre la validité de ses droits; le roi les a crus bons puisqu'il les a soutenus. Mais, si toute l'Europe se ligue pour l'en faire déchoir, quel moyen de résister? Peut-être que les affaires prendront une tournure plus favorable, que les Anglais se lasseront de donner de l'argent à la reine de Hongrie, ou qu'elle-même, craignant que ces secours ne tarissent, préférera d'obtenir la paix par quelque léger sacrifice; mais il ne faut point se flatter, toutes les apparences sont contraires. Les mouvements qui commencent à se faire en Hollande vont encore enfler le courage de la cour de Vienne, et, dans le cas où, malheureusement, la reine de Hongrie voudrait continuer la guerre, ce qui nécessairement la rendra générale, l'empereur doit prévoir dès aujourd'hui quel parti il devrait prendre, si les circonstances devenaient telles que le roi fût dans la nécessité de rappeler ses troupes pour sa propre défense ou par l'impossibilité de pouvoir suffire à les entretenir dans des pays aussi éloignés. Vous saurez mieux que personne, monsieur, allier la force et les ménagements convenables, en faisant faire à l'empereur des réflexions aussi douloureuses, sur lesquelles il ne faut cependant pas s'aveugler, et qui peuvent même demander une prompte détermination. Il me revient de tous côtés que l'empereur est violemment pressé, non seulement par l'Angleterre, mais par un grand nombre de princes d'Allemagne, de renoncer à l'alliance de la France, et qu'alors ses affaires en iraient mieux. Il serait nécessaire de savoir quelle étendue on donne à cette proposition; car, si elle ne comprenait uniquement que

la sortie des troupes étrangères de l'Allemagne, et l'exclusion de la France dans la négociation de la paix, j'y verrais fort peu d'inconvénient; le roi et l'empereur n'en resteraient pas moins bons amis, et pourraient reprendre hautement leurs liaisons dans des temps plus heureux: mais il n'y a pas d'apparence que ceux qui cherchent à détacher l'empereur d'avec nous ne veuillent pas, en même temps, en tirer un plus grand avantage contre la France. Il n'y a que vous qui soyez en état de tirer ce secret de Sa Majesté Impériale.

Recevez, je vous supplie, mon compliment sur le gouvernement de Charlemont que le roi vient de donner à monsieur votre frère.

Je, etc.

G

(Voir page 278.)

Démêlés entre le roi de Prusse et le ministre d'Angleterre au sujet de l'entrée des troupes anglaises en Allemagne.

Aux dépêches déjà analysées dans le texte, je joins ici un mémoire remis par lord Hyndford à Frédéric, et annoté par ce prince qui donnera une idée plus complète de la nature et de la vivacité de la discussion dont j'ai fait connaître les principaux incidents.

RECORD OFFICE. — (*Correspondance de Prusse.*)

Pièce jointe à une dépêche de lord Hyndford à lord Carteret.

18 janvier 1743.

Les déclarations de V. M. des 17, 18 et 20 du mois de décembre, si peu compatibles avec les nouveaux engagemens contractés avec le roi mon maître, aussi bien qu'avec ceux contractés entre V. M. et la reine de



Hongrie et de Boheme par le traité de Breslau, n'ont pas peu étonné le roi mon maitre, d'autant plus que cette même paix de Breslau et les grandes cessions que la Reine de Hongrie et de Boheme a faites à V. M. et

Roi de Prusse. Oui, après deux batailles données.

dont V. M. jouit actuellement, étoient les fruits de la mediation du roi mon maitre; lesquelles il n'auroit jamais pu obtenir pour V. M. qu'en considération des plus fortes assurances, que Sa Majesté a données dans ce tems à la reine de l'assister et la soutenir de toutes ses forces contre tous ses autres ennemis; lequel secours V. M. paroit à present vouloir empécher; de sorte que, si V. M. persiste dans cette disposition, au lieu de *maintenir l'honneur, l'avantage et la sureté de la reine et de détourner autant qu'il lui sera possible les dommages, dont elle pourroit etre menacée par quelque autre puissance comme V. M.*

Roi de Prusse. Qu'est-ce que je fais pour ruiner la reine? mais je pretends aussi que vous ne ruiniez pas l'empereur.

est tenue de faire par le dit traité : V. M. au contraire seroit, en autant qu'il dépend d'elle, la seule cause de la ruine totale de cette princesse. C'est pourquoi le roi mon maitre ne peut jamais croire que V. M. veuille persister dans des sentimens si contraires à la bonne foi, à son honneur et à ses véritables intérêts.

Si les déclarations de V. M. sont fondées « sur la supposition, que la marche des troupes de Sa Majesté Britannique est dans l'intention de violer les constitutions de l'Empire; d'en opprimer les membres; de detrôner son chef; de lui ôter son pays pour l'agrandissement de la reine de Hongrie, et de procurer la dignité de roi des Romains au grand duc de Toscane; j'ai ordre d'assurer V. M. que le roi mon maitre n'a jamais eu en vue l'exécution d'aucun de ces points; et le roi est sensiblement touché et voit avec beaucoup de chagrin, que V. M. se laisse tellement séduire par les malicieuses représentations de la France, que d'imaginer, que le roi mon maitre puisse avoir seulement des pensées si contraires à ses constantes professions.

Roi de Prusse. Voulez-vous me donner cela par écrit, comme la déclaration du roi votre maitre, pour que je puisse contenter quelques princes d'Allemagne là-bas, qui me persécutent de les protéger, et d'empêcher la ruine de leurs pays; et sur tout ce point touchant un roi des Romains?

L'armée, que le roi mon maitre a ordonné de marcher en Allemagne est envoyée et destinée purement, comme un corps de troupes auxiliaires à la Reine de Hongrie et de Boheme, en exécution des engagemens pris avec cette princesse par le roi mon maitre, approuvés et soutenus par le parlement de la Grande Bretagne, et qui n'ont d'autre but, que

Roi de Prusse. Je ne me laisse pas séduire par les

François; Vous n'avez qu'à faire d'eux ce que vous voulez dans leur propre pays.

d'assister les puissances bien intentionnées à libérer et purger l'empire de cette inondation de troupes françoises, qui en ruinent les Provinces, et en menacent la liberté.

Si l'argument dont se sert la France pour justifier ses incursions dans l'Empire, est d'aucune force, savoir, qu'elle a seulement envoyé des troupes au secours de son allié. la même raison, pour justifier les mesures du roi mon maitre, doit paroitre infiniment plus forte, d'autant plus qu'outre l'objet, que le roi mon maitre a de commun avec la France de secourir de son coté ses alliés, Sa Majesté agit visiblement pour la protection de l'Empire et pour les libertés de toute l'Europe, qui sont tellement en danger à present, que d'avoir lieu de tout craindre des projets ambitieux de la France; Et par conséquent les princes de l'Empire, qui ont eu egard aux réquisitions bavaroises pour le passage des troupes françoises, [ne pourront certainement pas avec justice alléguer aucune raison de refus aux requisitions, qui seront faites pour le passage des troupes du roi mon maitre.

J'ai ordre d'assurer V. M. que rien n'est plus éloigné de l'esprit du roi mon mai-

tre, que la ruine de l'empereur. Le roi ayant les plus grands égards et la plus haute estime pour ce prince tant pour ses grandes qualités personnelles, reconnues de tout le monde, que pour sa dignité Impériale; et qu'ainsi l'oposition, que S. M. est obligée de lui faire à present n'est pas en qualite d'empereur, mais en celle d'électeur de Bavière poursuivant sa querelle et ses intérêts particuliers avec des troupes étrangères d'une manière nuisible au corps germanique, dont il est le chef, et suivant telles mesures, qui tendent à entrainer tout l'Empire dans la meme dependance, à laquelle il s'est lui meme soumis.

Roi de Prusse. Belle distinction! pourquoi donc lui faire la guerre dans son pays? Les François ne sont plus dans les pays de la reine, exepté la miserable garnison à Eger. Voulez-vous lui oter la Baviere?

La grande politique de la France a été de confondre la cause de l'électeur de Bavière avec celle de l'empereur. Mais il est constant que, dans la premiere qualité, il appela dans l'Empire les troupes françoises ses auxiliaires. Car, s'il l'avoit fait comme empereur, il auroit agi directement contre la capitulation. Ceci n'est pas une distinction frivole, au contraire S. M. ne sauroit douter, que tous les princes et états, qui ont le bien et la conservation de l'Empire et le maintien de ses

constitutions à cœur, ne la trouveront tres essentielle et solide ; et que par consequent ils ne regarderont Sa Majesté Britanique comme un prince, qui prête son assistance pour le soutien de tous ceux qui veulent être libres et pour le maintien du grand boulevard de la liberté germanique, contre les entrepris s de la France, et tout esclavage étranger. Et il est impossible de ne pas prévoir que, si l'on permet à la France de ruiner la maison d'Autriche, sous pretexte d'assister l'électeur de Baviere, que personne ne songeoit d'ataquer ; c'en est fait de la liberté germanique ; et, quelque grande que puisse etre la foi de V. M. dans les protestations illusoires de la France il est evident à toute la terre, que, dans le cas susdit, V. M. seroit le dernier sacrifice à son ambition, d'autant plus, que cette Couronne n'oubliera jamais sa glorieuse retraite de leur confédération, laquelle a été approuvée et applaudie par tous les veritables amis de la Maison de V. M. comme fondée sur des principes tout opposés à ceux, dont V. M. paroit à present faire profession.

Pour les raisons ci-dessus le roi mon maitre doit s'attendre plutot aux remercimens, qu'à l'opposition des membres de l'Empire pour l'effort genereux qu'il fait en defense de leur liberté. Car il est notoire à tout le monde, que la seule cause du ressentiment de la France contre S. M. est le zèle et la vigueur avec laquelle S. M. a soutenu les intérêts germaniques, mérite qui est et qui sera toujours regardé de mauvais œil par la France, comme contraire à ses vues et incompatible avec son plan de souveraineté.

Mais, si au contraire S. M. vouloit quiter son genereux dessein et prêter l'oreille aux propositions de la France, les moyens ne manquent pas de regagner son amitié, et de procurer des conditions très avantageuses sans avoir immédiatement à craindre autant peut-être, que quelques autres de nos voisins.

H

(Voir page 310.)

Démêlés entre l'empereur et le maréchal de Broglie

Les deux pièces suivantes font voir l'extrême vivacité du débat engagé entre l'empereur Charles VII et le maréchal de Broglie au sujet de l'occupation de la Bavière. — La première est une lettre adressée à l'ambassadeur de ce souverain à Paris, le prince de Grimberghe, et communiquée par lui au ministre des affaires étrangères. La seconde est une réclamation faite directement par l'empereur auprès de Louis XV.

NISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — (*Correspondance de Bavière.*)

Lettre du secrétaire particulier de Charles VII au prince de Grimberghe, ambassadeur de l'empereur à Paris.

Munich, 8 mai 1743.

J'ai eu l'honneur de vous parler, Monseigneur, dans



une de mes dernières lettres, des motifs qui ont engagé l'empereur a quitter le séjour de Francfort, qui lui était devenu si odieux, et je dois vous dire aujourd'hui jusqu'où il a réussi dans les différents buts qu'il s'est proposés par ce voyage, et l'état dans lequel il a trouvé ici ses affaires.

D'abord, il a été assez heureux de trouver dans l'exercice, le changement d'air, et le plaisir de revoir son patrimoine, un remède à toutes ses infirmités. Il est arrivé à Munich infiniment mieux qu'il n'était parti de Francfort; chaque jour ajoute à ses forces, et sa bonne santé continue encore. Il a même assez de gaieté dans l'esprit, et tous les désagréments qu'on lui donne n'ont encore pu l'emporter sur les sujets qu'il a de s'applaudir du parti qu'il a pris de s'éloigner de Francfort, par rapport aux désagréments auxquels il serait exposé s'il y était encore, aujourd'hui que les Autrichiens en sont si proches : ainsi, à ces deux égards, le succès a pleinement répondu à sa prévoyance.

Enfin, son arrivée en Bavière lui a facilité les moyens de voir de plus près sa situation, et de s'aboucher avec le maréchal de Seckendorf, homme franc et sincère, qui ne lui a rien déguisé, et qui, par un rapport fidèle, a dissipé bien des illusions, et je ne doute pas que sa présence n'en impose à un certain point à ses ennemis, et ne soit la cause de l'espèce d'inaction dans laquelle ils se tiennent.

Mais, si son voyage a produit les effets qu'il en attendait sur tous ces points, il n'en est pas de même à l'égard du plus important de tous, et de celui qu'il affectionnait le plus. Il comptait que le voisinage de Munich et Straubing lui fournirait les moyens d'avoir des communications fréquentes avec monsieur de Broglie, d'être

instruit de ses desseins, de concerter avec lui les opérations de la campagne, et de le faire revenir peut-être de la mauvaise volonté dont ce général a donné tant de marques; mais rien de tout cela n'est arrivé, et jusqu'ici l'empereur ne s'est trouvé si près de M. de Broglie, que pour s'en voir plus ouvertement négligé. Il y a trois semaines que Sa Majesté Impériale est dans sa résidence, sans que M. de Broglie ait seulement songé à lui faire l'honneur de le faire complimenter sur son arrivée; pendant tout ce temps, nous n'avons pas vu un seul officier français, pas un seul que le respect ou seulement la curiosité ait attiré; tous ont resté dans leurs quartiers où ils sont fort désœuvrés; et, ce qui prouve bien que c'est par ordre du général qu'ils s'y tiennent, c'est que le comte de Bavière même n'a pas paru; toutes les invitations de l'empereur ont été inutiles; tout ce que le comte de Seckendorff a pu proposer a été rejeté. M. de Broglie a toujours eu des excuses à alléguer, mais il n'a jamais daigné les faire porter à l'empereur par quelqu'un qui pût répondre aux questions qu'on lui ferait, pas même un de ses fils; et quand enfin l'empereur, las de ses vaines sollicitations, lui a envoyé un de ses aides-de-camp, il s'est contenté de répondre par la voie d'un courrier ordinaire de l'armée. Cela a duré jusqu'à la fin de la semaine dernière, que l'empereur qui s'était offert de venir partout où M. de Broglie voudrait, pour dresser ensemble le plan de la campagne obtint que l'entrevue se ferait au château d'Isereck, à sept lieues d'ici, lundi 6e de ce mois. Il était enchanté, et comptait qu'à la fin, il pourrait s'éclaircir avec cet homme si peu visible; mais sa joie ne fut pas longue, et il reçut dimanche au soir un courrier, non pas de M. de Broglie, ce qui eût été trop poli, mais de son commissaire des

guerres établi à Strasbourg, qui lui apprit que M. le Maréchal crachait du sang, et lui avait dit qu'il ne pouvait pas venir à la conférence; sur cet avis que M. de Broglie n'a pas daigné accompagner d'un mot de sa main, l'empereur resta ici, et ce n'a été que le surlendemain, mardi, que nous vîmes arriver MM. de Saxe et de Montauban, avec quelques autres officiers, dont le premier doit être venu à Isereck, où il comptait apparemment que l'empereur viendrait, circonstance qui prouve que ces messieurs ne se seraient point fait une peine de voir faire à ce prince une pareille course inutilement, et s'est rendu ensuite ici, pour faire à Sa Majesté Impériale les excuses de son général. Comme tout le monde regarde M. de Saxe comme le bras droit et le conseil de M. de Broglie, l'empereur voulut entrer en matière avec lui, et lui parla même, à ce que je sais de bonne part, avec beaucoup de fermeté, et sur un ton qui l'étonna; mais il allégua le défaut d'instructions et de pouvoirs, et repartit sur le champ après avoir dîné chez M. le maréchal de Torring, et y avoir fort exalté les grandes qualités de M. de Broglie, et les talents merveilleux de messieurs ses fils. Il s'arrêta une demi-heure chez M. de Montijo, et tout ce que j'ai pu conclure de ses discours, après avoir conféré ensemble les rapports de tous ceux auxquels il a le plus parlé, c'est que l'armée française fera des merveilles, mais qu'il n'en est pas temps encore; qu'elle n'est point en état d'agir à présent, et qu'il faut attendre ce que feront les Autrichiens et les Anglais d'un côté, et M. le maréchal de Noailles de l'autre. Il déclama beaucoup contre la précipitation, et il s'est servi de quelques mots équivoques qui me font craindre que de Broglie est déterminé d'abandonner même ses quartiers, et de se retirer au moins derrière l'Iser.



Cette idée toute seule me coupe la parole, et ne me permet que d'assurer mon prince de tout mon respect, etc.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — (*Correspondance de Bavière.*)

L'empereur au roi.

Augsbourg, 21 juin 1743.

Monsieur mon frère et cousin, ce que je prévoyais depuis si longtemps est enfin arrivé : le maréchal de Broglie a consommé son projet, il se retire d'Ingolstadt à Donaverth. Me voilà sans États, et malgré les efforts généreux de Votre Majesté, et les puissants secours qu'elle m'a envoyés, bien loin d'avoir réduit mes ennemis à me rendre justice sur mes droits, je me vois dépouillé dans le moment où je devais le plus espérer de réparer mes pertes. Je laisse à Votre Majesté à juger elle-même de ma situation, elle ne la connait que trop. Le maréchal de Broglie, par sa retraite jusqu'à Donaverth, m'a jeté dans la nécessité de retirer peut-être mes troupes sur le cercle de Souabe, sans aucune sorte de subsistances, et à le mettre dans le cas de ne plus tenir sa neutralité, puisque mon armée serait contrainte d'y fourrager. On a abandonné, sans même m'en prévenir, Amberg avec tout le haut Palatinat, et le maréchal de Broglie est actuellement sur le point d'en faire autant d'Ingolstadt, puisqu'il me demande d'y mettre de mes troupes avec un de mes généraux pour y commander. J'y consens d'autant plus volontiers, qu'il ne me reste plus assez de terrain de mes États pour y faire

camper mes troupes; mais je ne sais pas encore si le maréchal de Broglie laissera dans Ingolstadt assez de munitions de guerre et de bouche pour faire une longue résistance. Voilà Braunau et la garnison perdus sans ressources. Aurait-on jamais pu croire qu'avec tout ce que Votre Majesté a fait pour moi, je pusse jamais être réduit à cette extrémité? Je l'ai craint : j'étais pénétré de la juste confiance que je dois avoir dans son amitié; mais j'ai prévu que tous les efforts qu'Elle faisait seraient inutiles. Il n'y a rien que je n'aie proposé; tous mes projets ont été sans exécution, et je n'ai eu que trop de preuves qu'on ne voulait rien faire. Depuis même qu'on a abandonné l'Iser et le bas Danube, et qu'on s'est retiré sous Ingolstadt, il restait encore des moyens; toutes nos forces étaient rassemblées; celles de l'ennemi étaient séparées. On pouvait prendre des partis de vigueur et on le devait. J'en ai fait voir la nécessité et la possibilité, sans avoir rien pu obtenir. Ce qui augmente ma douleur, c'est que la gloire de Votre Majesté y est intéressée, et qu'avec des dépenses aussi considérables, on n'a rempli aucun des objets qu'Elle s'était proposés. Les remèdes à tant de maux sont entre ses mains; Elle seule peut encore y en apporter. Je connais trop son cœur, et ses sentiments d'amitié pour moi, pour douter qu'Elle ne soit pénétrée de ma situation, et des malheurs que j'essuie, qui lui seront d'autant plus sensibles qu'on pouvait les prévenir, et qu'on ne peut les imputer qu'au hasard de la guerre. Je me vois donc, malgré le puissant appui de Votre Majesté, et les armées nombreuses qu'Elle m'a envoyées, et qu'on a laissées périr dans l'inaction, dépouillé de tous nos Etats, obligé d'aller errant d'asile en asile, au milieu de ce même Empire dont je suis le chef, et le triste témoin des pro-



grès des ennemis, qu'on ne veut pas arrêter avec des forces suffisantes, puisqu'elles vont encore être réunies. Quel triomphe pour nos ennemis, et quelle mortification pour moi, qui ne sens pas moins vivement le préjudice irréparable qu'on fait par là aux troupes de Votre Majesté, que mes propres malheurs. Son allié fidèle, armé, pour ainsi dire, de toute sa puissance, obligé de recevoir la loi de ceux à qui nous pouvions la donner, est un triste spectacle et bien touchant pour Votre Majesté. Elle peut seule le faire changer. Mon sort est entre ses mains; et, malgré tous les revers que j'essuie, rien ne pourra diminuer ma confiance dans son amitié, ni la vivacité de celle avec laquelle je serai toute ma vie,

Monsieur mon frère et cousin,

De Votre Majesté,

Le très bon frère et cousin,

CHARLES.

I

(Voir page 327 et suivantes.)

Instructions données par le comte d'Argenson, ministre de la guerre, au maréchal de Broglie, pour l'évacuation de la Bavière.

L'importance de cette pièce, qui permet d'apprécier la conduite du maréchal de Broglie dans ce moment critique, me décide à en donner le texte entier.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — (*Correspondance de Bavière.*)

Le comte d'Argenson au maréchal de Broglie.

22 juin 1743.

J'ai rendu compte au roi des lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, monsieur, les 8 et 12 de ce mois, dont la dernière m'a été remise par votre courrier. Sa Majesté y a vu avec satisfaction que toute son armée



se trouve enfin rassemblée sous Ingolstadt, et que M. de Brézé y est arrivé avec les trois bataillons qu'il avait dans Amberg.

Vous avez prévenu ce que je vous mandais des intentions de Sa Majesté en réunissant toutes vos forces sous Ingolstadt et vous mettant en état de vous y soutenir.

Mais je vous annonçais en même temps que je vous ferais savoir plus précisément les dispositions de Sa Majesté pour venir à ses intérêts militaires et politiques.

Elle juge, par le compte que vous lui rendez de l'état de son armée, que vous ne pourrez rien entreprendre qui puisse opérer le rétablissement de l'empereur dans des États qu'il vient de perdre pour la troisième fois avec autant de malheur que de rapidité. Il y a lieu de croire que les choses auraient tourné différemment si les troupes impériales s'étaient trouvées, à l'entrée de la campagne, telles qu'elles avaient été annoncées et qu'elles auraient dû être, au moyen des secours considérables que le roi avait donnés pour les rétablir et les augmenter.

Il n'est plus question aujourd'hui de s'arrêter sur les malheurs passés. Il s'agit de tirer de l'extrémité de notre situation actuelle tout le parti possible pour répondre aux intentions de Sa Majesté et au désir qu'elle a de procurer à l'empereur, son allié, les secours que les circonstances présentes peuvent permettre de lui donner. Sa Majesté persiste dans la résolution que je vous ai mandé qu'elle était, de tenir son armée rassemblée et de ne pas souffrir qu'une partie en soit séparée sous quelque prétexte que ce soit. Elle persiste pareillement dans la résolution qu'elle a prise précédemment et qu'elle a fait déclarer à l'empereur, de faire repasser son armée en France à la fin de la campagne. Mais elle désire vivement que vous puissiez vous soutenir jusque-là

en Allemagne. Il est à souhaiter par préférence que vous puissiez conserver les postes qui vous restent sur le Danube. Vous y avez vos subsistances assurées, et on ne peut choisir une position plus avantageuse, soit pour continuer à occuper l'ennemi pendant le reste de la campagne, soit pour assurer et faciliter le retour de l'armée lorsqu'il en sera temps. Sa Majesté n'exige cependant pas que vous vous obstiniez à garder ces postes, si ce n'est qu'autant que vous croirez le pouvoir faire sans exposer l'armée à une perte inévitable.

L'objet capital est d'occuper le plus longtemps que vous pourrez les forces de l'ennemi sans trop risquer les vôtres et Sa Majesté se remet à votre prudence du choix des moyens qui peuvent y conduire. La fermeté avec laquelle vous avez soutenu si longtemps votre camp de Pisek doit faire espérer que vous trouverez des positions également avantageuses dans le pays où vous êtes, et que vous en profiterez. Cette espèce de guerre demande l'habileté, l'expérience, l'activité et la prudence d'un général tel que vous; en la soutenant avec succès pendant le reste de la campagne, vous rendriez à l'État un service d'autant plus essentiel que le sort des négociations les plus importantes en dépend. Sa Majesté ne doute pas que, dans les différents mouvements que l'armée pourra être obligée de faire, vous n'en dirigiez les campements de manière à la rapprocher des routes qui aboutissent au Rhin. Elle approuve même que vous vous débarrassiez d'avance de tout ce dont vous croirez pouvoir vous passer, en renvoyant surtout vos malades sur vos derrières où ils soient en sûreté; au surplus, on n'exige point de vous l'impossible, et Sa Majesté vous permet de lui faire vos représentations et vos observations sur le plan que je vous propose par ses



ordres. Dans le cas où tout autre parti que celui de la retraite vous paraîtrait impraticable, Sa Majesté se repose sur vous du choix de la route que vous croirez devoir prendre pour votre retour sur le Rhin. Vous sentez bien cependant que vous ne pouvez nous instruire trop promptement de votre projet, et qu'il ne sera pas moins nécessaire que vous en fassiez part au maréchal de Noailles afin qu'on puisse vous procurer dans les marchés les fourrages et, à votre arrivée, tous les secours qu'il sera possible de vous donner. Sa Majesté n'a pas cru devoir adopter l'idée que vous aviez d'aller joindre le maréchal de Noailles pour combattre ensemble les alliés de la reine de Hongrie sur le Mein. Il (*passage indéchiffrable*) et n'a besoin quant à présent d'aucun secours pour entreprendre sur eux (*sans doute les Anglais*), s'il en trouve occasion, comme il n'y manquera pas.

Vous ne devez donc pas, monseigneur, avoir d'autres objets que d'occuper les forces de la reine de Hongrie, qui sont actuellement en Bavière (et c'est ce qui conviendrait le mieux sans difficulté aux vues de Sa Majesté), ou, si vous le jugez absolument impossible, de ramener votre armée sur le Rhin sans précipitation et avec sûreté.

J'informe M. le maréchal de Noailles et M. le comte de Lautrec de ce que j'ai l'honneur de vous mander de la part de Sa Majesté. Vous ne sauriez entretenir avec eux une correspondance trop vive et trop suivie sur les différents partis auxquels vous jugerez à propos de vous déterminer.

P. S. — Depuis ma lettre écrite, Monsieur, j'ai reçu par la poste celle que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 14; j'en ai été aussitôt rendre compte au roi,

qui m'a ordonné de vous mander que ce qu'elle contient ne change rien à ce que je viens de vous marquer de sa part.

FIN DE L'APPENDICE DU TOME PREMIER

TABLE

CHAPITRE PREMIER

LA RETRAITE DE PRAGUE



CHAPITRE II

MORT DE FLEURY. — LOUIS XV VEUT GOUVERNER LUI-MÊME

Longue agonie du cardinal de Fleury. — Conjectures diverses formées sur la conduite que Louis XV tiendra après sa mort. — Impatience du public. — Deux seigneurs, le duc de Noailles et le duc de Richelieu, forment le dessein de décider le roi à gouverner lui-même. — Caractère du duc de Noailles. — Il est désigné pour commander l'armée de Flandre. — Louis XV l'autorise à correspondre avec lui. — Le duc de Richelieu. — Ses débuts dans la vie. — Sa liaison avec Voltaire. — Il entreprend de remplacer madame de Mailly dans la faveur du roi par sa sœur, madame de la Tournelle. — Moyen qu'il emploie pour y réussir. — Madame de Mailly est renvoyée. — Madame de la Tournelle, par les avis de Richelieu, conseille au roi de prendre lui-même le gouvernement après la mort de Fleury. — Richelieu et Noailles entrent en relation l'un avec l'autre par l'intermédiaire du cardinal de Tencin et de madame de Tencin sa sœur.

Mort de Fleury. — Louis XV déclare qu'il ne lui donnera pas de successeur. — Joie que cause cette détermination. — Retour de Belle-Isle à Versailles. — Accueil qui lui est fait. — Noailles est nommé commandant de l'armée du Rhin. — Dégoût de l'armée française pour la guerre d'Allemagne. — L'empereur Charles VII paraît disposé à faire sa paix particulière et la France lui laisse prendre cette résolution. — Marie-Thérèse s'y refuse. — Elle se rend à Prague pour être couronnée. — Jugements sévères qu'elle fait prononcer contre les rebelles par une commission militaire. — Son couronnement. — La guerre re-

CHAPITRE III

ÉVACUATION DE LA BAVIÈRE. — BATAILLE DE DETTINGUE

APPENDICE

A

B

C

D

E

F

G

H

I

PARIS. — IMP. DE LA SOC. ANON. DE PUBL. PÉRIOD. — P. MOUILLOT. — 48850.


89094748092
b89094748092a

